

UNIVERSITÉ DE NANCY. — FACULTÉ DE PHARMACIE

1922-1923

N° 71

HISTORIQUE & LÉGISLATION
DU
SALPÊTRE

Les Pharmaciens, et les Ateliers
Révolutionnaires du Salpêtre (1793-1795).

THÈSE

POUR L'OBTENTION DU DIPLOME DE DOCTEUR
DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY
(Pharmacie)

présentée et soutenue le 21 Novembre 1922

PAR

Henri LENOIR ✱

PHARMACIEN DE 1^{re} CLASSE - EX-INTERNE DES HÔPITAUX DE PARIS
ANCIEN CHEF DE LABORATOIRES D'ANALYSES BACTÉRIOLOGIQUES
INSPECTEUR DES PHARMACIES

JURY : { MM. BRUNTZ..... *Président.*
 GRÉLOT }
 VERNIER..... } *Juges.*

PARIS
ÉDITIONS DE "LA VIE UNIVERSITAIRE"
13, Quai de Conti, 13 (vi^e)

1922



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547417_0012

THÈSE

POUR L'OBTENTION DU DIPLOME DE DOCTEUR

DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY

HISTORIQUE & LÉGISLATION
DU
SALPÊTRE

Les Pharmaciens, et les Ateliers
Révolutionnaires du Salpêtre (1793-1795)

THÈSE

POUR L'OBTENTION DU DIPLOME DE DOCTEUR
DE L'UNIVERSITÉ DE NANCY
(Pharmacie)



présentée et soutenue le *Novembre 1922*

PAR

Henri LENOIR ✠

PHARMACIEN DE 1^{re} CLASSE - EX-INTERNE DES HÔPITAUX DE PARIS

ANCIEN CHEF DE LABORATOIRES D'ANALYSES BACTÉRIOLOGIQUES

INSPECTEUR DES PHARMACIES

JURY : { MM. BRUNTZ..... *Président.*
 GRÉLOT } *Juges.*
 VERNIER..... }

PARIS

ÉDITIONS DE "LA VIE UNIVERSITAIRE "

13, Quai de Conti, 13 (VI^e)

—
1922

Doyen : M. BRUNTZ, , , I , Assesseur : M. FAVREL, , I *Professeurs :*

MM. FAVREL,  , I 	Chimie organique.
GRÉLOT,  , I  , 	Pharmacie galénique.
BRUNTZ,  ,  , I  , 	Matière médicale.
DOURIS  ,  , déc. étrangère.....	Toxicologie et Analyse chimique.
HOLLANDE, 	Microbiologie.
PASTUREAU,  , 	Pharmacie chimique.
SEYOT,  , 	Histoire naturelle.

Agrégé libre :

M. GIRARDET, I 	Chimie et Toxicologie.
--	------------------------

Chargés de cours :

MM. FAVREL,  , I 	Chimie minérale et Minéralogie.
GRÉLOT,  , I  , 	Hydrologie.
DOURIS,  ,  , déc. étrangère.....	Chimie biologique.
HOLLANDE, 	Zoologie.
PILLOT, I 	Physique.
BUSQUET, I 	Pharmacodynamie.
VERNIER, I 	Hygiène.
RENARD, I 	Législation et Déontologie.

*Conservateur des collections :*M. VOGT, I , *Chefs de travaux :*

MM. CORDEBARD,  , 	Toxicologie, Chimie, Analyse chimique.
PILLOT, I  , chargé des travaux.....	Physique.
VOGT, I  , 	Micrographie.
VERNIER, I  , 	Microbiologie et Parasitologie.
GILLOT, 	Pharmacie.

Secrétariat :

MM. BERTRAND, I 	Secrétaire.
F. LAMBERT DES CILLEULS,  ,  , I 	Secrétaire honoraire.
ROVEL, I 	Secrétaire en disponibilité.

La Faculté a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend ni les approuver ni les imputer.

A M. le Docteur BRUNTZ,
Doyen de la Faculté de Pharmacie de Nancy,
mon Président de Thèse ;

A M. Henri LENOIR,
Professeur au Collège de Bernay,
Bibliothécaire-archiviste de la ville de Bernay, mon père,

Hommage reconnaissant.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

A. — SOURCES.

I. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES.

1. — ARCHIVES MUNICIPALES DE BERNAY¹. Les archives municipales de Bernay, concernant les Poudres et Salpêtres, constituent trois liasses :
 - a) **Liasse H**, (pièces 1 à 69), contenant les principales lois de l'an II et de l'an III, relatives aux poudres et salpêtres, ainsi que les circulaires d'EUEDEL, « *Commissaire des salpêtres et poudres de la République à la résidence de Rouen* », pour les départements de la Seine-Inférieure, de l'Eure et de l'Orne ;
 - b) **Liasse h**, constituée par des pièces concernant plus particulièrement l'histoire locale, et contenant les arrêtés de CLÉMENDOT, adjoint à EUEDEL, pour le département de l'Eure, à la résidence d'Evreux ;
 - c) La troisième liasse est intitulée : « *Entraves à la fabrication du salpêtre, arrestations et mises en liberté, appositions et levées des scellés* ». Cette liasse comprend 21 pièces, allant du 27 ventôse an II au 13 germinal an III.

Ces archives renferment la majeure partie des documents relatifs au sujet traité, ainsi que celle des pièces justificatives. Elles nous ont donné des renseignements précis sur l'histoire locale du salpêtre.

2. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE LA SEINE-INFÉRIEURE.
3. — ARCHIVES MUNICIPALES DE DIEPPE.
4. — ARCHIVES DE LA SOCIÉTÉ LIBRE D'ÉMULATION DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE DE LA SEINE-INFÉRIEURE.
5. — ARCHIVES DE LA PRÉFECTURE DE POLICE DE LA VILLE DE PARIS (*Annexe, quai des Orfèvres*).

Enfin nous avons puisé de précieux renseignements dans la publication suivante que l'on peut considérer comme un véritable recueil de documents :

1. ABRÉVIATION : *Arch. mun. Bernay* ; *P. et S.*, liasse *H.* ou *h.*, f^o... ou pièce n^o.

6. — ANALYSE DES DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE MUNICIPALE ET ÉLECTORALE (*Assemblée élue conformément aux lettres Patentes du Roi, du 15 juin 1767, enregistrées au Parlement le 8 août suivant*), **du 16 juillet 1789 au 4 mai 1790**, ET DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA COMMUNE, (*élu conformément au Décret de l'Assemblée générale du 14 décembre 1789, sur la formation des nouvelles municipalités du Royaume, accepté par le Roi, le 18 du même mois*), **du 4 mars 1790 au 25 Brumaire an IV (16 novembre 1795)**. Imprimerie Lecerf fils, Rouen, 1905.

B. — BIBLIOGRAPHIE.

I. — ARTICLES ET OUVRAGES CONSULTÉS.

- ALBERT LE GRAND. — *De mirabilibus mundi*, in *Theatricum Chemicum*, tome 4, Eberh. Zetzneri, Argentorati, 1613.
- ARBELET (M.). — *Souvenirs de C.-A. Prieur*, fragments publiés dans la *Revue Bleue*, nos des 12 janvier, 2-9 février, 16-23 février 1919, Paris, 1919.
- AULARD (A.-F.). — *Recueil des Actes du Comité de Salut Public, avec la correspondance officielle des représentants en mission, et le Registre du Comité exécutif provisoire*, tomes 1 à 25, Imprimerie Nationale, Paris, 1889.
- BACO (ROGERIUS). — *Opus majus*, in *Theatricum Chemicum*, tome 2, Latzari Zetzneri, Argentorati, 1602.
- BALLAND (A.). — *Les Ateliers Révolutionnaires du Salpêtre*, extrait de la *Revue Scientifique* des 27 janvier et 3 février 1900, 4^e série, tome 13, 37^e année, Bureau des Revues, Paris, 1900.
- BALLAND (A.). — *Les Pharmaciens militaires Français*, Fournier, Paris, 1900.
- BARDY (H.). — *Les Ateliers Révolutionnaires de Salpêtre et de Charbon à Saint-Dié*, extrait du *Bulletin de la Société Philomathique Vosgienne*, tome 25, Cuny, Saint-Dié, 1900.
- BAUDOT (A.). — *Etudes historiques sur la Pharmacie en Bourgogne*. Thèse de Doctorat en Pharmacie, Jacquot, Dijon, 1905.
- BERTHELOT (MARCELLIN). — *Les compositions incendiaires dans l'Antiquité et au Moyen-Age. Le feu grégeois et les Origines de la Poudre à canon*. Extrait de la *Revue des Deux-Mondes*, numéro du 15 août 1891, Paris, 1891.
- BOTTÉE et RIFFAULT. — *L'art du salpêtrier*, Leblanc, Paris, 1813.
- BOURSIN (E.) et CHALLAMEL (A.). — *Dictionnaire de la Révolution Française. (Institutions, hommes et faits)*, Jonnet, Paris, 1863.
- Centenaire de l'Ecole supérieure de Pharmacie, 1803-1903*. A. Joannin, Paris, 1903.

- CHEVREUL, DUMAS, BOUSSINGAULT, REGNAULT, WURTZ, BERTIN. — *Annales de Chimie et de Physique*, (3^e série), tome **23**, Masson, Paris, 1848.
- COLEMAN. — *Mémoire sur la Poudre de guerre*, traduit de l'anglais par VYLLANTROIS, Paris, an **II** ; et du même auteur : *On the Manufacture and Constituent Parts of the Gunpowder*, extrait du *Philosophical Magazine*, (4^e série), tome **9**, Londres, 1840.
- DELAMÉTHÉRIE (J.-C.). — *Journal de Physique, Chimie, d'Histoire Naturelle et des Arts*, tome **72**, Courcier, Paris, 1811 et tome **74**, Courcier, Paris, 1814.
- DINGLER (J.-G.). — *Polytechnisches Journal*, tome **117**, Verlag der J.-G. Gottaschen Buchhandlung, Stuttgart, 1850.
- DUVERGIER (J.-B.). — *Collection complète des lois, ordonnances et règlements*, Guyot et Scribe, Paris, 1839.
- GOSSELIN (E.). — *Journal des principaux épisodes de l'époque Révolutionnaire à Rouen et dans les environs, de 1789 à 1795*, Cagniard, Rouen, 1867.
- GRIMAUD (E.). — *Lavoisier (1743-1794)*, Félix Alcan, Paris, 1888.
- GUILBAUD (Th.). — *Les explosifs actuels*, préface de BERTHELOT DANIEL, membre de l'Académie de Médecine, « Éditions et Librairie », 40, rue de Seine, Paris.
- GUYTON, MONGE, BERTHOLLET, FOURCROY, ADÉT, SEGUIN, VAUQUELIN, C.-A. PRIEUR, CHAPTAL et VAN MONS. — *Annales de Chimie, ou Recueil des mémoires concernant les arts qui en dépendent*. Tomes **20**, **21** et **23**, Guillaume et Fuchs, Paris, an V, ou 1797.
- INFRAY (L.). — *Historique de la Société libre des Pharmaciens de Rouen*, in « Centenaire de la Société des Pharmaciens de Rouen », Léon Gy, Rouen, 1902.
- LARUELLE (E.). — *Les apothicaires Rouennais. Histoire de la corporation du Moyen Age à la Révolution*. Thèse de Doctorat en Pharmacie, Defontaine, Rouen, 1920.
- LAVOISIER (A.). — *Mémoire lu à l'Académie des Sciences le 12 mars 1777, intitulé : Expériences sur la cendre qu'emploient les salpêtriers de Paris et sur son usage dans la fabrication du salpêtre*. Extrait des *Œuvres de LAVOISIER*, tome **2**, page 160, Imprimerie Impériale, Paris, 1862.
- LÉRUE (DE). — *Notice sur Descroizilles, chimiste, né à Dieppe, et sur les membres de sa famille*, Cagniard, Rouen, 1875.
- LIOT (A.). — *Les Apothicaires Dieppois*. Thèse de Doctorat en Pharmacie, Wolf, Rouen, 1912.
- MARCUS GRÆCUS. — *Liber ignium ad comburendos hostes tam in mari quam in terra*. Laporte du Teil, Paris, 1804.
- MAUROUARD. — *Nouveaux appareils pour la production des charbons à poudre*. Blanc, Metz, 1864.

- MAYER (C). — *Essai sur la Fabrication du salpêtre en France* Trécourt et Defarge, Mézières, 1848.
- MONTIER (A.). — *Robert Lindet, député à l'Assemblée Législative et à la Convention Nationale, Membre du Comité de Salut Public, Ministre des Finances.* Félix Alcan, Paris, 1899.
- MOURLOT (F.). — *Recueil des Documents d'ordre économique contenus dans les registres des Délibérations des municipalités du district d'Alençon (1788 à l'an IV)*, Ernest Leroux, Paris, 1910.
- PIOBERT. — *Traité d'Artillerie théorique et pratique ; partie théorique et expérimentale*, 2^e édition, 2^e tirage, Gauthiers-Villars, Paris, 1869.
- POUSSIÉ (A.). — *Les vieilles spécialités rouennaises*, Léon Gy, Rouen, 1909.
- PUECH (A.). (Dr.). — *Les Pharmaciens d'autrefois à Nîmes*, Savy, Paris, 1881.
- RAMBAUD (A.). — *Histoire de la Civilisation contemporaine*, Armand Colin et C^{ie}, Paris, 1888.
- REINAUD et FAVÉ. — *Journal Asiatique*, Imprimerie Impériale, Paris, 1863.
- RICHARD (CAMILLE). — *Le Comité de Salut Public et les fabrications de Guerre sous la Terreur.* Thèse de Doctorat ès-lettres. F. Rieder, Paris, 1922.
- SIMON (L.). — *Le chimiste Descroizilles (François-Antoine-Henri), 1751-1825. Sa vie, son œuvre.* Thèse de Doctorat en Pharmacie. Wolff, Rouen, 1921.
- STEERK et SPILT. — *Guide pratique de la Fabrication des Poudres, suivi d'un appendice sur les feux d'artifice.* Lacroix, Paris, 1867.
- TORAUDE (L.-G.). — *Etude scientifique, anecdotique et critique sur les Cadet.* Maretheux, Paris, 1902.
- TORAUDE (L.-G.). — *Bernard Courtois (1777-1838) et la découverte de l'Iode (1811).* Thèse de Doctorat en Pharmacie, Vigot, frères, Paris, 1921.
- UPMANN et MEYER. — *Traité sur la Poudre, les corps explosifs, et la Pyrotechnie, ouvrage traduit de l'allemand, considérablement augmenté et revu par* DÉSORTHIAUX (E.), ingénieur des Poudres et Salpêtres, ancien élève de l'Ecole Polytechnique. Dunod, Paris 1878.
- VAUQUELIN et TRUSSON. — *Instruction sur la combustion des végétaux, la fabrication du salin, de la cendre gravelée et sur la manière de saturer les eaux salpêtrées, par* VAUQUELIN et TRUSSON, Commissaires du Comité de Salut Public, chargés de cette partie dans le département d'Indre-et-Loire, et autres environnants, Vauquer et Lhéritier, Tours, an III (1795).

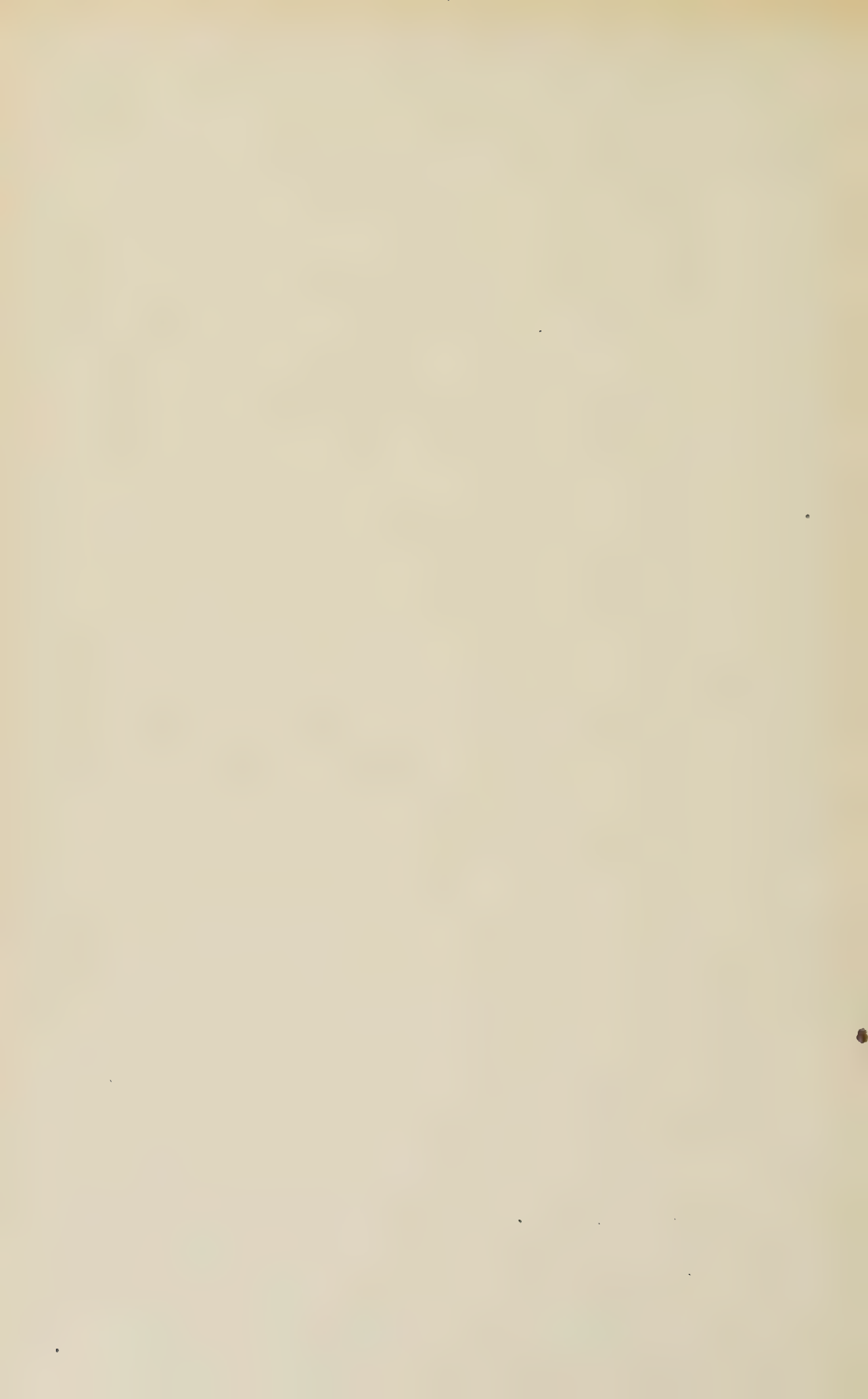
II. — RECUEIL DE DOCUMENTS.

Bulletin du Comité Départemental de la Seine-Inférieure pour la recherche et la publication des documents économiques de la Révolution Française, Lainé, Rouen, 1914.

Collection des Décrets de la Convention Nationale et des arrêtés du Comité de Salut Public relatifs aux Salpêtres et Poudres, du 8 brumaire au 27 ventôse de l'an II de la République, une et indivisible, Imprimerie du Comité de Salut Public, Paris, an II (1794).

Instruction sur l'Etablissement des Nitrières et sur la fabrication du salpêtre, publiée par ordre du Roi, par les régisseurs généraux des Poudres et Salpêtres, Imprimerie Royale, Paris, 1777.

Réimpression de l'Ancien Moniteur (Moniteur Universel), Plon, Paris, 1854.



AVANT-PROPOS

« Prouver que la Pharmacie est la véritable origine de
« la Chimie, que celle-ci doit ses premières connaissances
« exactes à la préparation des médicaments ; que, devenue
« plus vaste, la chimie ne s'est séparée de la pharmacie qu'en
« apparence, et qu'elle y est toujours restée attachée ; que les
« progrès de l'une sont irrévocablement et réciproquement
« inséparables des progrès de l'autre ; montrer que la phar-
« macie peut rendre à la chimie autant de services qu'elle en
« a reçus, qu'un isolement réciproque serait funeste à l'une
« comme à l'autre, puisque leur liaison est inhérente à la
« nature des choses... voilà ce que je me suis proposé de
« traiter dans ce discours... Il résulte que la chimie est vrai-
« ment tirée de la pharmacie : qu'elle a été longtemps exclusi-
« vement pratiquée par les pharmaciens ;... que les découvertes
« chimiques sur les sels, les terres, les plantes, les animaux,
« sont autant de produits de l'art d'extraire et de préparer
« les médicaments.

« Pour ne vous citer que ceux qui ont le plus droit à notre
« intérêt, aux travaux des LEFÈVRE, des GLAZER, des BÉGUIN,
« des LEMORT, des ROUVIÈRE, vous verriez succéder ceux des
« CHARAS, des BOULDOC, des GEOFFROY, des LÉMERY ; et
« précipitant votre course jusqu'au temps de l'un et l'autre
« ROUELLE, nos maîtres à tous, vous reconnaîtrez la chimie
« inséparable de la pharmacie, profitant de toutes ses lumières,
« s'allumant véritablement au feu de ses fourneaux, et vi-

« vant en quelque sorte tout entière du fonds de ses expériences,
« comme du produit de ses conceptions ».

C'est en ces termes que FOURCROY s'exprimait lorsqu'il fut admis dans la société libre des Pharmaciens le 16 nivôse, an V de la République¹. Et, après avoir rappelé comment SCHEELE, au milieu de ses travaux pharmaceutiques, fit ses découvertes sur l'arsenic, le manganèse, le molybdène, le tungstène, le spathfluor, l'acide oxalique, etc.; comment, « à côté de la préparation des électuaires, des syrops, il fit
« ces magnifiques expériences sur la lumière, le calorique,
« l'air... », il ajoutait :

« Voyez encore quel intime rapprochement, quel heureux
accord règne entre la science de l'analyse et l'art de préparer
« les médicaments, dans le vœu formé par l'illustre inventeur
« de la doctrine française, par LAVOISIER, lorsque, sur le
« point de perdre une grande fortune par les efforts de la
« tyrannie, dont il ne savait pas que sa vie même deviendrait
« la proie, il espérait trouver une ressource aussi honorable
« qu'analogue à ses goûts, dans l'exercice de la pharmacie.
« Ici, loin que la chimie s'éloignât et s'isolât de la pharmacie,
« n'allait-elle pas se jeter dans ses bras, faire avec lui une
« nouvelle et pure alliance, lui rendre ce qu'elle en avait
« emprunté, et cimenter cette réunion nécessaire par la con-
« quête du fondateur d'une nouvelle Ecole, de celui que cette
« belle science semblait avoir choisi pour être le réformateur
« de ses lois et de ses procédés² » ?

1. Extrait d'un discours sur l'union de la Chimie et de la Pharmacie, prononcé à la Société libre des Pharmaciens de Paris, le 16 nivôse, an V de la République, par le citoyen FOURCROY, lors de son admission dans cette Société. — GUYTON, MONGE, etc. : *Annales de Chimie*, tome 21, page 303, pluviôse an V (janvier 1797), Guillaume et Fuchs, Paris, 1797.

2. *Ibidem*, pages 305 et 306, *op. cit.*

Est-il besoin d'insister, après un tel témoignage, pour se rendre compte combien la chimie et la pharmacie étaient intimement liées à cette époque ? Presque tous les pharmaciens étaient chimistes ; et beaucoup d'illustres chimistes avaient débuté par l'officine. Aussi le Comité de Salut Public de la Convention Nationale, sous l'empire de circonstances tragiques, — au moment où l'Europe s'apprêtait à envahir la France, et à en extirper l'idée républicaine, — n'hésita-t-il pas un instant à faire appel à tous les savants pour obtenir une production des armements aussi intense que possible. Parmi les fabrications de guerre qui étaient d'une nécessité absolue, l'une d'entre elles présentait une importance primordiale : celle de l'obtention du salpêtre, un des constituants les plus importants de la poudre à canon. La République couvrit en quelques semaines la France entière d'ateliers du salpêtre. Ayant besoin d'instructeurs choisis parmi les plus éclairés et les plus capables, elle s'adressa partout aux pharmaciens ou aux apothicaires, comme on disait indistinctement alors.

Jusqu'à maintenant, ce rôle n'avait pas été mis en évidence. Soit modestie, soit omission, aucun ouvrage à notre connaissance, n'a montré comment nos prédécesseurs se prodiguèrent pour « extraire du sol les millions de salpêtre qui faisaient défaut ». Les sources irréfutables — documents et archives —, les travaux originaux de la Révolution française, nous ont permis de sortir de l'oubli les immenses services rendus dans cet ordre d'idées par les « citoyens apothicaires ».

Nous avons pu montrer d'une façon irréfutable que, dans les grandes villes comme dans les plus petites, ce fut toujours à ces derniers que l'agent du District confia la direction technique de l'extraction du salpêtre. Jusque là, elle était abandonnée

aux « salpêtriers commissionnés », gens de métier, qui se contentaient d'un simple lavage des matières salpêtrées et livraient à la Régie des produits tout à fait impurs. Au moment de la Terreur, il fallait agir rapidement. La part prise alors par les pharmaciens fut considérable : de quatre millions de livres obtenues par la Régie, la production nationale du salpêtre passa à près de dix-huit millions, et suffit, et au delà, à ravitailler en poudre les armées de la Révolution. Les apothicaires méritèrent donc bien de la République, en mettant au service de la Patrie leurs connaissances scientifiques et leurs conseils les plus éclairés.

C'est ce rôle, pour ainsi dire unique, rempli par nos prédécesseurs, que nous avons dans cet ouvrage, essayé de mettre en pleine lumière, de la façon la plus nette. Il ne nous a pas été possible de parcourir les archives de tous les départements. Nous nous sommes bornés — étant originaire de Normandie —, à mettre en valeur les noms des pharmaciens qui se rendirent si utiles alors, dans les districts de Bernay, de Dieppe et de Rouen, villes qui furent soumises aux instructions d'un même commissaire des poudres et salpêtres, EUDEL, en résidence à Rouen. Nous avons pu nous rendre compte comment ils s'employèrent de leur mieux à l'extraction du salpêtre, à la mise en marche des ateliers révolutionnaires, à l'obtention du bois de bourdaine (si nécessaire pour la poudre), comment, jusque dans les plus petits villages, ils déployèrent leur énergie et leur activité pour obtenir un rendement formidable de ces matières premières si indispensables.

Nous avons été, par le sujet même de notre thèse, entraîné à mettre au jour toute la législation du salpêtre, depuis la découverte de ce sel, jusqu'en 1830, époque où la mise en

valeur des gisements naturels du Chili, vint mettre un terme à l'exploitation du salpêtre en France.

Nous nous excusons de la large part empruntée aux Archives municipales de Bernay ; mais nous y avons puisé à loisir des documents de premier ordre, dont la plupart n'avaient probablement jamais été consultés. Si nous n'avons pas toujours su résister au plaisir de laisser la parole aux gens de l'époque, le lecteur — nous le pensons du moins —, n'y perdra rien, non seulement pour la variété dans le style qu'apporte le langage expressif et parfois quelque peu grandiloquent des révolutionnaires, mais encore par la netteté, plus évidente pour lui, de l'esprit d'une proposition, d'une décision ou d'un jugement, en présence des phrases elles-mêmes dont l'auteur s'est servi dans ces circonstances si tragiques.

Avant d'entrer dans le détail de notre sujet, qu'il nous soit permis de dédier ce modeste travail à M. le docteur BRUNTZ, qui a bien voulu nous faire l'honneur d'accepter la présidence de cette thèse, et qui, de ses conseils éclairés, nous a volontiers guidé dans son élaboration.

Qu'il nous soit permis également de témoigner nos sentiments de profonde reconnaissance à mon père, M. H. LENOIR, bibliothécaire-archiviste de la ville de Bernay, grâce auquel nous avons pu compiler sans réserve les nombreuses pièces révolutionnaires concernant les poudres et salpêtres, pour la plupart signées des grands noms des membres du Comité du Salut Public ; également à notre confrère et ami, M. ALFRED POUSSIER, archiviste du Syndicat des pharmaciens de la Seine-Inférieure, dont la compétence et l'érudition en matière d'histoire de la pharmacie ne sont plus à établir.

Nous devons également la communication de nombreux documents à l'inépuisable science du très-distingué biblio-

thécaire de la Faculté de Pharmacie de Paris, M. le docteur DORVEAUX, auquel nous adressons ici nos remerciements les plus chaleureux et les plus mérités. Toute notre gratitude est également acquise à nos confrères, MM. A. BALLAND et L.-G. TORAUDE, auxquels nous nous référerons souvent au cours de cet ouvrage, et qui ne nous ont pas ménagé leur bienveillant concours dans maintes circonstances.

CHAPITRE PREMIER

Généralités sur le Salpêtre : son historique. Législation et industrie du Salpêtre en France jusqu'à la Révolution.

§ 1. — GÉNÉRALITÉS SUR LE SALPÊTRE ; SON HISTOIRE.

Le salpêtre est le principal constituant de la poudre de guerre, qui en renferme les $\frac{3}{4}$ de sa composition. C'est grâce au salpêtre, ou nitrate de potasse, que l'on est passé de l'emploi des matières incendiaires (bitume, poix, résine), si fréquent au moyen âge, et dont l'ensemble constituait le feu grégeois, à celui des matières explosives. Du ^{iv}^e siècle au ^{xiv}^e, le feu grégeois a joui d'une vogue considérable, et tous les auteurs le relatent comme employé dans les sièges, d'une manière presque exclusive. D'un côté les assiégeants s'en servent pour brûler les portes des forteresses ; souvent aussi, au moyen de catapultes, pour incendier à distance les habitations et les ouvrages de défense ; de l'autre, les assiégés se servent également de matières inflammables pour repousser les assaillants. Ces matières incendiaires, composées de soufre, d'huile de térébenthine et de toutes sortes de résines, furent la base d'une multitude de compositions auxquelles leurs auteurs attribuaient des qualités spéciales. Vers le ^{xiii}^e siècle, l'eau ardente, c'est-à-dire l'alcool, s'ajouta à ces produits, et, presque en même temps,

l'apparition du salpêtre, ignoré des anciens, fut la cause de nouvelles transformations.

L'invention de la poudre à canon est une des conséquences des propriétés comburantes du salpêtre. A l'origine¹, comme il est arrivé pour presque toutes les inventions nouvelles, on commença par s'en servir d'une manière timide et limitée : le mélange de soufre, charbon et salpêtre constitua une simple variété de feu grégeois. Le point capital, c'est l'application du mélange non plus à l'incendie mais au lancement des projectiles ; or, la force motrice résultant de la combustion du mélange ne fut pas aperçue dès le début. Petit à petit, on eut l'idée de l'employer dans les pots à feu du moyen âge, ancêtres de nos canons modernes. Et de même que dans les premières batailles, les hommes pourvus d'armes à feu n'avaient pour rôle que d'amorcer le combat et de céder la place aux soldats pourvus de lances et de piques, de même l'emploi du mousquet fit tomber au second plan, l'emploi des armes blanches, et les pots à feu devinrent bombardes et canons : d'où l'origine de l'artillerie moderne.

La poudre noire va donc être le premier corps, ou plutôt mélange de corps, qui, susceptible de se transformer sous l'influence d'un agent extérieur en donnant lieu à un rapide dégagement d'un grand volume de gaz à haute température, méritera le nom d'explosif. Dans tout explosif composé, ou corps chimiquement défini, il y a toujours un comburant : l'oxygène, et un ou plusieurs combustibles.

1. La découverte du salpêtre et son emploi dans les artifices paraît en revenir d'une façon incontestable aux Chinois. Les premiers, ils ont mélangé ce corps au soufre et au charbon, ont reconnu la force motrice qui pouvait résulter de la combustion du mélange, et l'ont utilisée pour leurs flèches incendiaires : telle fut l'origine des fusées.

La poudre noire réalise le prototype des explosifs : le nitrate de potasse apporte le comburant ; le charbon et le soufre, les combustibles.

Pour faire un explosif, il faut des corps riches en oxygène dont l'état d'équilibre libère facilement ce gaz, de façon à lui permettre une rapide oxydation des combustibles sans le secours de l'oxygène atmosphérique. Les composés minéraux jouissant de cette propriété sont assez nombreux. Le premier qui fut employé fut le salpêtre, ce qui valut aux services poudriers créés pendant la Révolution, la dénomination de « SERVICE DES POUDRES ET SALPÊTRES ».

C'est le salpêtre qui est resté la source d'énergie des explosifs modernes nitrates. Le plus important est la poudre noire, qui n'a guère varié de composition jusqu'à la Révolution. C'était toujours la fameuse formule « *as, as et six* », qui dirigeait les poudriers : une partie de charbon, une partie de soufre, et six de salpêtre. Tels étaient les constituants de la poudre, qui fut presque uniquement en usage jusqu'au milieu du XIX^e siècle¹.

Amenée, par la suite, à un haut degré de perfection, elle suffisait à tous les usages : poudre de guerre, poudre de chasse, différant seulement par les proportions des composants. Dans la guerre de 1870-71, la poudre noire fut

1. D'après REINAUD et FAVÉ (*Journal Asiatique*), (4^e série), ch. 14, page 310, Imprimerie Impériale, Paris, 1863, un manuscrit arabe trouvé à la bibliothèque de Pétersbourg donnait comme proportion :

10	Drachmes de Salpêtre
2	D ^o de Charbon
1 1/2	D ^o de Soufre

Ce dosage se rapproche du dosage anglais : il correspond à 74,07 de salpêtre, 11,11 de soufre et 14,82 de charbon.

(Voir également plus loin note 1, page 23, les proportions indiquées par MARCUS GRÆCUS et ALBERT LE GRAND).

encore la seule usitée ; c'est donc qu'elle avait de sérieuses qualités. Sous le rapport de la conservation, comme sous celui de la régularité de combustion, elle ne laissait rien à désirer. Il existe aux Invalides des lots de poudre noire datant de LOUIS XIV, qui sont encore en excellent état¹.

Il est évident qu'au début, l'explosion des matières nitratées devait être évitée avec soin, comme dangereuse pour les opérateurs qui n'avaient pas appris l'art de les maîtriser, « à peu près comme de notre temps », dit BERTHELOT MARCELLIN, dans un article très documenté de la *Revue des Deux Mondes*², « la poudre coton a été regardée pendant 40 ans comme une matière explosive non utilisable dans les fusils, parce qu'on ne savait pas en régler la combustion, jusqu'au jour où la découverte de la poudre sans fumée a montré par quelle méthode on pouvait mettre en œuvre cette matière deux fois aussi puissante que la poudre à canon. Mais la dernière découverte a été le fruit rationnel d'une science méthodique ; tandis que le hasard et des tâtonnements sans nombre ont présidé aux premiers perfectionnements de la poudre à canon ».

L'un des principaux obstacles que l'on rencontrait primitivement à la préparation des mélanges salpêtrés résultait de la difficulté d'en régler les proportions et le mode opératoire ; il fallait également assurer au salpêtre une pureté déterminée. Qu'est-ce donc que le salpêtre ?

1. GUILBAUD (Th.), *Les explosifs actuels*, préface de BERTHELOT, DANIEL professeur à la Faculté de pharmacie de Paris, page 9. Edition et Librairie, 40, rue de Seine. Paris, 1916.

2. BERTHELOT (MARCELLIN). — *Les compositions incendiaires dans l'antiquité et au Moyen Age. — Le feu grégeois et les origines de la poudre à canon* : *Revue des Deux Mondes*, numéro du 15 août 1891, Paris, 1891.

Son nom : *sal petræ*¹, c'est-à-dire *sel de la pierre*, en indique l'origine. Ce sel, appelé également *nitre*, existe tout formé dans la nature².

Dans les pays chauds, et principalement aux *Indes* et en *Egypte*, le salpêtre apparaît à la surface du sol pendant la période de sécheresse qui suit la saison des pluies, sous forme d'efflorescence blanchâtre recouvrant le sol comme sous un mince linceul de neige. Si on enlève cette couche, une

1. MARCUS GRÆCUS : « *Re. Acc. Li. I sulfuris vivi ; li. II carbonum Tilliæ, vel salicis ; li. VI salispetrosi, quæ tria sublimissime terantur in laprote Marmoreo* » ; dans : *Liber ignium ad comburendos hostes tam in mari quam in terra*, Laporte du Teil, Paris, 1804 ;

ALBERT LE GRAND, de *Mirabilibus Mundi* : « *accipe libram unam sulphuris, libras duas carbonum salicis, libras sex salis petrosi...* » dans *Theatricum Chemicum*, tome 4, page 917, Eberh., Zetzneri, Argentorati, 1613 ;

Et enfin ROGER BACON (qui, d'après PLOT, aurait découvert la poudre à OXFORD) : « *Sed tamen salis petræ luru vopo vir, con utri et sulphuris* », c'est-à-dire, Salpêtre, soufre et poudre de charbon, d'après l'interprétation reçue de ce cryptogramme, laquelle est donnée en toutes lettres dans certains manuscrits (ROGERIUS BACO, *Opus majus*, in *Theatricum Chemicum*, tome 2, page 440, Latzari Zetzneri, Argentorati, 1602).

2. Le produit que les anciens désignaient sous le nom de *nitrum* était essentiellement différent de celui que nous appelons *nitre* ou *salpêtre*. On le trouve sous le nom de *neter* dans l'ancien testament, de νίτρον, dans HÉRODOTE et THÉOPHRASTE, et de *nitrum* dans PLINE. Suivant toute vraisemblance, cette expression se rapportait à un carbonate de soude naturel, et non au salpêtre proprement dit, dont les propriétés ne se trouvent mentionnées dans aucun des ouvrages que nous a laissés l'antiquité ; et cependant certaines de ses propriétés, comme celle de fuser sur les charbons, sont si faciles à constater qu'elles auraient forcément attiré l'attention, si le corps qui les possède avait été connu. Ce n'est que vers le x^e siècle, dans les ouvrages de GEBER et de MARCUS GRÆCUS que se trouve signalé pour la première fois, sous les dénominations de *Sal petræ* et *Sal petrosum*, un corps dont les propriétés sont incontestablement celles du salpêtre. Les premières notions sur ce corps paraissent avoir pénétré d'Orient en Europe, en même temps que la poudre, par l'intermédiaire des Arabes. A une époque plus rapprochée de nous, le salpêtre fut considéré comme une variété du *nitrum* des anciens par suite d'une certaine analogie de provenance (efflorescence à la surface du sol) ; au xiii^e siècle, RAYMOND LULLE le désigne sous le nom de *Sal nitri*, et, au xvi^e AGRICOLA l'appelle *Halinitrum*. C'est à partir du commencement du xviii^e siècle que le mot *nitrum* fut pris, assez improprement d'ailleurs, dans le sens qu'il a conservé jusqu'à notre époque.

autre apparaîtra, pour peu que la sécheresse continue. Dans les villes très peuplées, à rues étroites, les excréments des bêtes de trait, les déchets des boucheries, des marchés de viande, de poisson, de volaille et autres matières alimentaires, vont se mêler, dans les ruisseaux, aux eaux de lavage, à l'urine, etc..., et causent une succession non interrompue de décompositions putrides. On voit le mortier, à la base des murailles, se corroder peu à peu et prendre cette apparence qu'on redoute avec raison, parce qu'elle est de nature à compromettre la solidité des bâtiments, et qui constitue ce qu'on appelle le salpêtrage des murailles.

Un phénomène du même genre se produit également pour d'autres parties des murs, qui sans être au contact des rues, se trouvent au voisinage des liquides du même genre, tels par exemple que l'urine humaine, ou celle des animaux dans les étables. Les azotates ainsi formés sont entraînés par les liquides, et viennent se déposer dans les points des murs qui présentent les conditions les plus favorables à l'évaporation. Telle est l'origine de ces efflorescences d'un blanc éclatant, que l'on aperçoit souvent à la face des murs, ou encore, sous forme de géodes cristallines, dans les joints de la maçonnerie peu à peu dégarnis de leur mortier. Ce salpêtre des murs était recueilli comme matière brute pour servir à la préparation du salpêtre du commerce¹.

Dans ces conditions², le salpêtre récolté était constitué

1. On enlevait ce salpêtre avec des balais ou *houssoirs*, ce qui lui a fait donner le nom de *salpêtre de housage*.

2. La production du salpêtre s'accomplit, en outre, sous l'influence d'un ferment organisé, qui détermine l'oxydation lente de l'ammoniaque, des débris de la vie animale, et des matières végétales azotées. Ce « *microbe nitrifiant* » emprunte son carbone à l'acide carbonique des carbonates calcaires et magnésiens, et son azote à l'ammoniaque.

par des matériaux de pureté très variable, soit qu'on l'utilisât immédiatement, tel qu'on l'obtient en grattant les efflorescences salines produites à la surface des pierres, soit qu'on en augmentât la pureté, en lessivant celles-ci. Le produit obtenu ainsi du premier jet est susceptible de renfermer des sels divers : chlorures, sulfates ou bien azotates de chaux ou de magnésie. Les premiers sont inactifs, les seconds ne peuvent être séchés complètement. De là, découle une force explosive très variable des compositions préparées en apparence d'après les mêmes méthodes et dans les mêmes proportions. Tantôt le salpêtre impur fuse lentement, si même il ne s'éteint ; tantôt au contraire, son mélange avec le soufre et le charbon donne lieu pendant la préparation, ou au moment de l'emploi, à des explosions subites.

Les praticiens ne tardèrent pas à s'en apercevoir. De là, naquit la purification du salpêtre. C'est ainsi que dans les ARABES, et dans MARCUS GRÆCUS¹, on décrit la recristallisation de ce sel dans l'eau, et sa purification par l'addition de cendres, opérations qui en séparaient d'abord les parties terreuses et insolubles, et pouvaient même avec des tours de main convenables, éliminer le sel marin. Les règles méthodiques de la purification n'étaient pas connues : elles auraient exigé l'emploi de procédés d'analyses, qui n'ont été entièrement fixés qu'à la fin du XVIII^e siècle².

Ainsi s'établit tout doucement l'industrie traditionnelle des salpêtriers, industrie indispensable pour la fabrication de la poudre, et sur laquelle nous ne possédons pas de renseignements positifs, avant les réglemens faits au

1. MARCUS GRÆCUS. — *Liber ignium*, pages 5 et 6, *op. cit.*

2. BERTHELOT (MARCELLIN). — *Revue des Deux-Mondes*, du 15 août 1891, *op. cit.*

xvi^e siècle (*Edit de 1540*), au temps de FRANÇOIS I^{er}. Or, cet édit s'applique à une corporation constituée¹.

La fabrication de la poudre, avec le salpêtre même purifié, comporta d'abord les variantes les plus extrêmes. Tantôt, on pulvérisait ensemble plus ou moins finement le salpêtre, le soufre et le charbon humectés avec de l'eau, et on faisait sécher au soleil, de crainte d'enflammer le mélange par l'action du feu. Les noms de *charbon de saule* et de *tilleul*² indiquent que l'on avait déjà reconnu la nécessité d'employer un charbon spécial dans la préparation. Tantôt, on employait le *soufre* fondu ; peut-être aussi, le *salpêtre*. Tantôt encore, on ajoutait au hasard, de l'alcool, du vinaigre, ou bien du camphre, des huiles comestibles, des corps divers comme l'arsenic sulfuré, la limaille de fer, le mercure, qui figurent dans les formules des xiv^e et xv^e siè-

1. Le premier document français, qui fasse mention de la poudre, est une note présentée en 1338 à la Chambre des Comptes par le commissaire des guerres, BARTHÉLEMY DE DRACH, lequel fait dépense d'une somme déterminée « pour avoir poudres et autres choses nécessaires aux canons qui étoient devant Puy Guillaume ». Mais la poudre tenait encore bien peu de place dans l'art de la guerre. BRANTÔME l'accuse de « faire plus de bruit que de besogne ». En outre, les préjugés religieux et chevaleresques s'opposaient aux progrès d'un art qui était, au dire des chroniques silésiennes, « le destructeur de l'héroïsme ».

Pour l'Allemagne, on est certain qu'il y eut des poudreries à Augsbourg dès 1340, à Spandau dès 1344, et à Liegnitz dès 1348 ; en 1360, l'hôtel de ville de Lubeck brûla par la négligence de ceux « *qui pulveres pro bombardis parabant* ».

Pour l'Italie, il résulte d'un document authentique du 11 février 1326, découvert par LIBRI à Florence, vers 1840, qu'on fabriqua dans cette ville, en 1326, des canons métalliques et des boulets en fer forgé.

L'italien VILLANI affirme que les Anglais se servirent de canons et de boulets en fer à la bataille de Crécy (1346) ; les auteurs français et anglais n'en parlent pas.

En Russie, d'après la Chronique de GOLIZYN, citée par KARAMZIN dans son *Histoire de l'Empire russe*, on s'est servi d'armes à feu pour la première fois en 1389.

En Suède, la poudre ne fut guère connue que vers 1400.

2. Voir MARCUS GRÆCUS, note 1, page 23, *op. cit.*

cles. L'arsenic sulfuré avait, en particulier, la réputation d'augmenter la force de projection.

Ce n'est qu'après de nombreux et longs essais, que les formules de la poudre furent arrêtées vers le ^{xvii}^e siècle, dans des proportions qui sont restées les mêmes, à très peu de chose près, jusqu'à notre temps. Ce fait n'a rien de très surprenant, car les perfectionnements de la poudre à canon n'ont pu être réalisés que lorsque l'objet même de son emploi a été clairement défini. Il n'en a pas été ainsi tout d'abord ; et les usages essentiels auxquels cette poudre est appliquée aujourd'hui, n'ont été reconnus que peu à peu.

Les premières compositions de poudre, employées à la confection des engins incendiaires, furent probablement formées de parties égales de salpêtre, de soufre et de charbon. Mais on ne tarda pas, d'après PIOBERT¹, à s'apercevoir qu'on obtenait beaucoup plus de rapidité dans la combustion du mélange de ces trois matières, en augmentant la quantité du salpêtre, qui fut successivement doublée, triplée, quadruplée et même décuplée. Cependant on s'arrêta dès les premières temps, à la proportion suivante, qui a été généralement adoptée dans les temps modernes² :

Salpêtre.....	6
Soufre	1
Charbon	1

On s'aperçut que la poudre était meilleure, lorsqu'on augmentait un peu la quantité de salpêtre et de charbon, ou qu'on diminuait la quantité de soufre. Mais un léger

1. PIOBERT. — *Traité d'artillerie théorique et pratique*, 2^e édition 2^e tirage, Gauthier-Villars, Paris, 1869.

2. Voir note 1, page 21.

excès de ce dernier corps fut reconnu favorable à la bonne conservation de la poudre. Aussi, les poudres fabriquées en trop grande quantité pour pouvoir être conservées avec profit, comme la poudre de la grosse artillerie, eurent-elles, en Allemagne, dans le ^{xv}^e siècle, jusqu'à 2 de soufre pour 4 de salpêtre et 1 de charbon ; tandis que la poudre conservée en petite quantité, comme celle qui était destinée aux arquebuses et aux pistolets, contenait souvent 4 fois moins de soufre. On fit moins varier les proportions de soufre dans le ^{xvi}^e et le ^{xvii}^e siècle : on en mettait à peu près autant que de charbon, avec 4 parties de salpêtre pour la poudre de grosse artillerie, 5 pour la poudre de moyenne artillerie, et 6 pour la poudre à mousquet. Cette variété de dosages a existé jusqu'au ^{xviii}^e siècle, bien qu'on reconnût généralement l'inconvénient d'avoir à la guerre plusieurs espèces de poudres, et que des expériences, faites à Bruxelles, eussent prouvé, dès 1568, que la meilleure poudre de guerre devait être composée de 24 de salpêtre, 5 de charbon et 3 de soufre.

En France, on ne s'est jamais beaucoup éloigné du dosage *six, as et as*, comme il a été dit plus haut¹ :

Salpêtre.....	75
Soufre	12, 5
Charbon	12, 5

recommandé par BOILLOT (1598), et par de BRY (1619). En 1686, on adopta le dosage de 76 de salpêtre, 12 de soufre et 12 de charbon, pour revenir, dès 1696, au dosage primitif. A la suite d'essais entrepris en 1794, on employa le dosage de 76 de salpêtre, 9 de soufre et 15 de charbon ; puis, en 1800,

1. Voir note 1, page 21

le dosagé suisse de 76 de salpêtre, 10 de soufre et 14 de charbon ; mais on revint, dès 1808, à l'ancien dosage, qui a été conservé jusqu'à nos jours. Toutefois, pour les nouvelles poudres à fusil et pour les poudres à gros grains, on a cherché, à l'exemple des puissances étrangères, à modifier le dosage, par une augmentation de la quantité de charbon, et par une diminution de celle du soufre¹.

§ 2. — LÉGISLATION ET ARRÊTÉS ROYAUX CONCERNANT LES POUDRES ET SALPÊTRES.

Une des plus anciennes lois régissant les poudres et salpêtres, paraît être l'édit du 28 novembre 1540, par lequel il est défendu, « *sous peine de la hart, de vendre et de débiter du salpêtre, lequel doit être transporté dans les magasins royaux*² ». Cet édit avait pour but d'empêcher le commerce du salpêtre, et d'en éviter la vente aux ennemis du royaume.

Comme il a été dit plus haut³, c'est la première fois que nous voyons les salpêtriers mentionnés en tant que corporation. Voici ce que proclame cet édit :

« *Et pour ce que cy-devant plusieurs obéissances et refus ont été fails à nos salpêtriers de les laisser entrer ès maisons,*

1. UPMANN et MEYER. — *Traité sur la poudre, les corps explosifs et la Pyrotechnie*, ouvrage traduit de l'allemand, considérablement augmenté et revu par E. DÉSORTIAUX, ingénieur des Poudres et Salpêtres, ancien élève de l'Ecole Polytechnique, Dunod, Paris, 1878.

2. Édit défendant sous peine de la hart et de la confiscation de corps et de biens de vendre et de débiter dans le royaume ou à l'étranger le salpêtre extrait de France, et enjoignant de le porter aux magasins royaux établis à Paris (Fontainebleau, 28 novembre 1540) : « *François 1^{er}, etc.... doivent iceux salpestres être transportés en nos greniers à Paris et être délivrés à nostre cher et aimé Jean Maciot, trésorier et receveur de nos dits salpestres ès charges et généralités d'outre-Seine, et Yonne, Picardie, Normandie et Champagne* ».

3. Voir page 26.

caves, celliers et autres lieux pour besongner de leur estat et mestier dont sont parvenues les défaillances des dits salpestres ;

« *Pour à quoi pourvoir, voulons qu'il soit par nous ordonné, signifié et enjoint expressément à son de trompe et cry public à toutes personnes de quelques qualités qu'ils soient, de faire ouverture et laisser entrer les dits salpêtriers en leurs maisons, caves, celliers et lieux où ils pourront trouver des salpêtres, sans leur faire aucun refus ; et de ne jeter à l'encontre des caves celliers et murailles de leurs maisons, n'y empescher les dits salpêtriers de tirer, prendre et emporter les terriers auxquels sont les dits salpêtres, sans en ce leur mesfaire ne mesdire, ni à leurs gens en besongnant de leur estat... »*

C'est là le premier exemple de réquisition de salpêtre, comme nous allons en retrouver plus tard sous la Révolution.

Sous FRANÇOIS I^{er}, nous trouvons encore :

a) *Lettres missives de FRANÇOIS I^{er} au Prévôt de Paris, le chargeant de s'assurer par une visite au grenier de la ville de Paris, si la provision de 80 milliers de salpêtre, qu'il avoit demandée, s'y trouve emmagasinée, et de suspendre dans le cas contraire les deniers de la ville. (Fontainebleau, 31 décembre 1540).*

b) *Ordonnance de FRANÇOIS I^{er}, portant création de 300 salpêtriers commissionnés par le Maître de l'artillerie, et de 14 greniers à salpêtre, avec exemption de tailles et de toutes aides et impositions aux dits salpêtriers (13 février 1544).*

c) *Lettres de FRANÇOIS I^{er} à l'adresse du Prévôt des Marchands et Echevins de Paris, lui ordonnant de faire achat de quinze milliers de salpêtre, et de l'emmagasiner au grenier de la ville, prêt à la fabrication de la poudre (Saint-Germain-*

en-Laye, 19 novembre 1544), ainsi qu'une lettre portant mandement à FRANÇOIS GOIS, avocat du roi de la Prévôté de Paris, de remettre les lettres ci-dessus à l'échevinage, et d'en surveiller l'exécution.

Bien que faisant une corporation constituée, les salpêtriers sont justiciables des juges ordinaires pour procéder contre eux s'ils abusent de leur charge (Ordonnance royale de janvier 1560).

Pendant la guerre civile qui vint désoler le royaume, de 1567 à 1570, dès le mois de décembre 1567, le prévôt des échevins fut autorisé à faire un *amas de salpêtre* pour composer de la poudre à canon.

Quelques années plus tard (mars 1572), un nouvel édit parut, établissant en principe que le droit de recherche et de fabrication des salpêtres était un droit royal : « *Défense sous peine de la hart, de se livrer à cette recherche, sans commission légale du grand maître de l'artillerie*¹ ».

Cet édit dut être confirmé par celui du 15 février 1582 : « *Ordonnance sur la fourniture des poudres et salpêtres et la punition des contrefacteurs* ». Cette ordonnance en vise une datant de HENRI II, de 1547, dont le texte n'a pu être retrouvé.

L'édit de 1582 est à nouveau confirmé sous HENRI IV (Paris, décembre 1601) : « *Les salpêtriers ont défense formelle de composer de la poudre à canon en aucun lieu que ce soit, sous peine de confiscation des « pillons, mortiers, chaudières et autres ustensiles* ». La vente de la poudre est réglementée également : « *trois endroits sont établis dans chaque*

1. « *Dans lesquelles commissions seront contenus les noms, surnoms et demourances, et le nombre du salpêtre que chacun d'eux aura à fournir pour chacun an* ».

province, où en certains jours de la semaine, il est débilé et vendu en toute liberté de la poudre à canon à tous ceux qui veulent en acheter, par « les commissaires des salpêtres ou autres par eux commis ».

Cette ordonnance fut suivie à la lettre. Il faut aller en effet jusqu'en 1686, pour en retrouver une autre, édictée pour remédier aux abus commis dans la confection des poudres : Ordonnance du 4 avril, renouvelée le 18 septembre, sous le nom de :

« Ordonnance interprétative de celle du 4 avril précédent, relative aux abus qui se commettaient en la confection des poudres à canon et réglant la manière de faire les épreuves des dites poudres ».

Les nombreuses guerres de LOUIS XIV nécessitaient de grosses quantités de poudre, et il paraît certain que la qualité des dites poudres avait été trouvée inférieure, à cette époque.

En 1701, paraît un arrêt du Conseil du Roi, *« permettant à l'entrepreneur des poudres et salpêtres et autres préposés, de prendre et de couper avec des serpettes, les bois de bourdaine de l'âge de 3 à 4 ans dont ils auront besoin, dans les forêts du Roi et dans les bois particuliers et communautés, en payant ».*

En 1758, un arrêt du Conseil porte règlement pour la coupe des bois de bourdaine et autres nécessaires aux salpêtriers.

A partir de 1775, on voit apparaître de nombreux arrêtés :

28 mai 1775. — *Arrêté du Conseil qui convertit le bail des poudres en régie pour le compte du Roi ;*

30 mai 1775. — *Résultat du Conseil contenant règlement pour l'exploitation de la régie des poudres et salpêtres.*

Cet arrêté qui ne comporte pas moins d'une vingtaine de clauses est intéressant à parcourir. C'est un bail entre le Conseil du Roi et un nommé Jean Baptiste BERGAUD, indiquant les droits du dit BERGAUD.

A partir de ce moment, la fouille dans les maisons, caves, etc..., ne peut être faite que de gré à gré avec les propriétaires : « *les salpêtriers porteront leurs salpêtres au magasin général de la régie, chacun dans son arrondissement, toutes les quinzaines, avec défense expresse d'en détourner pour eux ni d'en vendre. La poudre fournie par la régie devra être composée des trois quarts effectifs de salpêtre de trois cuites, bien raffinée, menue, grenée et bonne* ».

24 juin 1775. — *Arrêt du Conseil d'Etat concernant le cautionnement en argent des comptables de la régie des poudres et salpêtres.*

Depuis 1775, le Roi avait cherché à encourager l'art de la nitrification par un prix de 6.000 livres, de façon à se procurer du salpêtre en supprimant la fouille chez l'habitant. Il s'était fait faire un compte-rendu par l'Académie Royale des Sciences, des mémoires fournis sur ce sujet, en vue d'augmenter la production nationale. C'est qu'en effet, jusqu'à cette époque, il y avait beaucoup de salpêtriers ambulants qui ne se gênaient pas, pour, non seulement faire des fouilles chez les habitants, mais réclamer le bois nécessaire pour chauffer les chaudières; et exigeaient même le logement gratuit pour leurs ouvriers.

« Aussi », comme le dit M. L.-G. TORAUDE dans sa thèse si précise et si remarquable, « devant de telles exigences, « la fraude eut beau jeu. Les villageois enlevèrent le salpêtre « avant l'arrivée des salpêtriers, et se libérèrent ainsi des « contraintes que ceux-ci leur imposaient. Au point de « vue du rendement, c'était un désastre. Il était d'autant

« plus regrettable que les habitations de la montagne,
« en *Bourgogne*, contenaient beaucoup de pierres argi-
« leuses, qui jointes aux matières usées, en décomposition,
« et à l'humidité, constituaient un milieu de fin rendement
« pour le milieu désiré. La production régionale baissa
« donc promptement dans des proportions inquiétantes.
« L'importation étrangère y suppléa, mais devint telle
« qu'il fallut aviser¹ ».

Le ministre TURGOR, « aussi familier avec les sciences physiques qu'habile administrateur », entrevit dans le développement des nitrières artificielles, le moyen d'arriver à l'abolition des entraves de la fouille en France².

Il chargea l'Académie des sciences du projet de concours dont il est parlé plus haut. L'Académie nomma une commission composée de LAVOISIER, BAUMÉ, MACQUER, SAGÉ et d'ARCY. Cette commission établit le règlement du concours demandé et lui attribua des prix de 4.000, 1.200 et 800 livres, en faveur des auteurs les plus méritants, prix qui furent doublés en 1782.

Cette époque vit naître de grands et utiles travaux sur l'histoire des nitrières artificielles. L'Académie fit rechercher avec empressement toutes les méthodes prati-

1. TORAUDE (L.-G.). — *Bernard Courtois et la découverte de l'iode*, Thèse de Doctorat en Pharmacie, chap. 2, page 26, Vigot, Paris, 1921.

2. BOTTÉE et RIFFAULT, *L'art du salpêtrier*, page 12, Leblanc, Paris 1813.

BOTTÉE et RIFFAULT furent membres de l'administration impériale des Poudres et Salpêtres. RIFFAULT avait été auparavant commissaire aux Poudres, puis administrateur de la *Poudrerie du Ripault (établie en 1789 près Tours)*.

Dès 1784, RIFFAULT avait été envoyé en qualité d'inspecteur chargé d'enseigner l'usage de la Potasse aux salpêtriers établis en Seine-et-Oise à la *Roche Guyon* (voir plus loin pages 37 et 46) ; à la suite de cette inspection, le produit du salpêtre de ce pays passa en quatre ans de 500.000 à plus d'un million de livres.

quées dans les pays où ces établissements étaient en usage. Elle fut bientôt en état de publier un grand nombre de mémoires et descriptions, que les commissaires recueillirent en un volume in-quarto ayant pour titre :

Recueil de mémoires et d'observations sur la formation et la fabrication du salpêtre, par les Commissaires nommés par l'Académie, pour le jugement du prix du salpêtre. (Lacôme, Paris, 1776)¹.

De cette époque datent également les ouvrages suivants
CORNETTE. — *Mémoire sur la formation du salpêtre et sur les moyens d'augmenter en France la production de ce sel.* Didot, Paris. 1779.

Recueil de mémoires et de pièces sur la formation et la fabrication du salpêtre. Moutard, Paris. 1776.

THOMENEL. — *Mémoire chimique et économique sur les principes et la génération du salpêtre.*

TRONSON DU COUDRAY. — *Mémoire sur la meilleure méthode d'extraire et de raffiner le salpêtre,* Upsal, 1774.

DE LORGNAC. — *Recherches sur la formation et la multiplication des nîtres.*

GAVINET et CHEVRAUD. — *Mémoire qui a partagé le second prix sur la formation et la fabrication du salpêtre.*

CHEVRAUD. — *Observations sur les moyens d'augmenter la récolte du salpêtre en France pour servir de suite au précédent.*

DE BEUME (J. B.) — *Dissertation sur le salpêtre, avec quelques idées sur la nitrification.*

1. Parmi ces mémoires il y a notamment un extrait des ouvrages de GLAUBER, sur la nature et la formation du salpêtre, deux mémoires sur le nitre par LEMERY fils, un extrait de mémoire de M. de VARMES, apothicaire à Besançon, sur la fabrication du nitre, ouvrage couronné en 1676 par l'Académie de Besançon.

DE SAINT-OMER (Comte Th.) — *Essay sur les moyens de faire générer le salpêtre en abondance et avec la plus grande économie.*

ROMME. — *Mémoire sur la formation et la fabrication du salpêtre.*

DE LA ROCHEFOUCAULD et CLOUET. — *Mémoire sur des terres naturellement salpêtrées existant en France.*

CLOUET et LAVOISIER. — *Mémoire sur des terres naturellement salpêtrées dans la Touraine et le Saintonge.*

DUC DE LA ROCHEFOUCAULD. — *Mémoire sur la génération du salpêtre dans la craie¹.*

LAVOISIER (A.). — *Expériences sur la décomposition du nitre par le charbon. — Mémoire sur la fabrication artificielle du salpêtre.*

LAVOISIER (A.). — *Mémoire lu à l'Académie des Sciences le 12 mars 1777, intitulé : Expériences sur la cendre qu'emploient les salpêtriers de Paris et sur son usage dans la fabrication du salpêtre².*

TRONSON DU COUDRAY (Capitaine d'ouvriers au corps de l'artillerie). — *Recueil de mémoires et observations sur la fabrication du salpêtre, Paris, 1779.*

Et enfin :

Introduction sur l'Etablissement des nitrières et sur la fabrication du salpêtre, publié par ordre du Roi par les Régisseurs généraux des poudres et salpêtres. Paris, de l'Imprimerie Royale, 1777.

Observations sur le travail des Eaux mères du salpêtre et sur celui des travaux d'atelier, par les Régisseurs

1. La plupart de ces mémoires n'ont pas été édités : c'est ce qui explique l'absence d'indication d'éditeur.

2. Ces deux mémoires sont reproduits dans les ŒUVRES de LAVOISIER, tome 2, pages 160 et 375, Imprimerie Impériale, Paris, 1862.

généraux des poudres et salpêtres, Paris, Imprimerie Royale, 1778.

TURGOT fit rendre un arrêt le 8 août 1777. « Il est de la plus grande importance », disait la lettre de l'Intendant qui en accompagnait l'envoi, « d'encourager l'extraction et la fabrication du salpêtre, en délivrant les populations des gênes et des contraintes qu'on leur avait imposées. Il faut créer un nouveau genre d'industrie, qui sans nuire au travail actuel des salpêtriers, accroisse avec le secours de l'art et des lumières, la récolte du salpêtre national¹ ».

On frappa de droits élevés les salpêtres étrangers. « La fouille (tel était le nom donné à la recherche des terres salpêtrées), fut restreinte sous la condition imposée aux communautés religieuses ou civiles, de créer à leurs frais des nitrières artificielles, à condition disait l'arrêt, que la nitrière formée donnât un rendement de salpêtre en proportion à la récolte qui se faisait dans la communauté, et qu'elle fût construite suivant une méthode approuvée par les régisseurs² ». Ces mesures n'eurent aucun résultat à l'égard des communautés, qui effrayées par les dépenses considérables du moment, n'y trouvèrent qu'une source de corvées et d'impôts personnels, en comparaison desquels la fouille ne leur paraissait plus qu'une très faible gêne.

D'un autre côté, des particuliers poussés par un engouement exagéré se lancèrent dans ces exploitations, en mettant des fonds considérables tout à fait hors de propor-

1. *Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui restreint la fouille du salpêtre ; décharge les communautés des fournitures à faire aux salpêtriers ; et permet aux dites communautés de se rédimier de la fouille par l'établissement de nitrières artificielles.* (8 août 1777.)

2. TORAUDE (L.-G.). — *Bernard Courtois et la découverte de l'Iode.* chapitre 2, page 28, *op. cit.*

tion avec le produit des nitrières. Le découragement et le dégoût s'ensuivirent ; et il ne subsista de ces premiers ateliers, que ceux formés avec intelligence et économie, et ceux qui tombèrent à leur valeur réelle, par suite de mutations de vente ou de successions. En résumé les nitrières furent organisées, mais d'une façon déplorable ; les salpêtriers allèrent en diminuant et dans nombre de campagnes, le production du salpêtre fut réduite à néant.

Et cependant les arrêtés royaux vont se multiplier pour encourager de toutes façons l'établissement de ces nitrières : le 24 janvier 1778 est promulgué un nouvel arrêt du Conseil, « *arrêt interprétatif de celui du 8 aout 1777 concernant le* »
« *salpêtre, et qui permet aux communautés de se rédimer de* »
« *cette servitude en établissant des nitrières artificielles.* »
« *Seules, les communautés fournissant du salpêtre provenant* »
« *de la construction des nitrières sont exemptées de la fouille.* »
« *Toutes les autres doivent s'y soumettre et même fournir le* »
« *bois nécessaire pour les cuiles, (bois obtenu soit par* »
« *réserves sur les bois communaux, soit par des demandes* »
« *de coupes dans les forêts royales). Elles doivent, en outre,* »
« *fournir le logement, et les voitures nécessaires tant pour le* »
« *transport des ustensiles des ateliers que pour celui du sal-* »
« *pêtre obtenu, au magasin le plus proche. Mais cette fois,* »
« *le tout en payant comptant et au prix courant de chaque* »
« *lieu ; l'intention de Sa Majesté étant que les communautés* »
« *n'éprouvent aucune perte sur ces objets et qu'il ne reste* »
« *à leur charge que les intérêts de la fouille... Les chaudières,* »
« *ustensiles, outils, chevaux et tous instruments nécessaires* »
« *à l'exploitation des nitrières et salpêtres ne doivent être saisis* »
« *sous quelque prétexte que ce soit (sauf en cas de non paie-* »
« *ment des acheleurs)... Les Intendants devront tenir la* »
« *main à l'exécution de cet arrêt* ».

Le 5 septembre 1779, un arrêt porte règlement pour l'exploitation de la régie des poudres et salpêtres. L'article 5 ainsi conçu est à retenir : « *Les régisseurs choisiront pour entrer dans les emplois de la Régie, des sujets instruits et de bonne réputation, pourvus de connaissances chimiques et mécaniques nécessaires à cette partie ; ils établiront des personnes capables pour la vente des poudres et salpêtres et pour la recherche et amas du bois de bourdaine* ». Nous reverrons, pendant la Révolution, une circulaire de PLUVINET (inspecteur commissaire), qui s'est inspiré de ce texte. (Voir page 93).

En 1785, un arrêt du Conseil du Roi Louis XVI, proroge indéfiniment la régie des poudres et salpêtres, établie par arrêté du Conseil du 28 mai 1775 (en date du 28 octobre 1785).

En 1786, un autre arrêt du conseil du roi, porte à « *quatorze sous au lieu de douze sous le prix de chaque livre de salpêtre brut qui sera levée dans les Magasins de la Régie des Poudres et Salpêtres, à compter du 1^{er} juillet 1786 (en date du 14 mai 1786)*. (Voir page 47).

Entre temps, avait paru une ordonnance de police concernant les salpêtriers de la ville et faubourgs de Paris, en date du 4 août 1779. Cette ordonnance est pour ainsi dire, un résumé des diverses obligations imposées par les arrêtés royaux parus jusqu'alors, et à ce titre elle mérite d'être citée en entier.

Voici le document dans sa teneur originale :

ORDONNANCE

DE M. LE LIEUTENANT GÉNÉRAL DE POLICE
CONCERNANT LES SALPÊTRIERS DE LA VILLE ET FAUBOURGS
DE PARIS.

Du 4 août 1779.

JEAN-CHARLES-PIERRE LENOIR, chevalier, conseiller d'État, lieutenant général de Police de la Ville, prévôté et vicomté de Paris, commissaire du Conseil en cette partie.

Vu le mémoire à nous présenté par les régisseurs généraux des poudres et salpêtres, expositif que les salpêtriers de la ville, faubourgs et banlieue de Paris, éprouvent journellement des difficultés de la part des propriétaires et locataires des maisons, architectes, maçons, entrepreneurs et ouvriers employés à la démolition des bâtimens, lesquels s'opposent à ce qu'ils enlèvent les terres, plâtras et pierres provenant des dites démolitions, et propres à faire le salpêtre : que sans égard aux besoins indispensables qu'ils ont de cendres pour la fabrication du salpêtre, et aux réglemens qui leur en assurent la préférence, les particuliers les jettent dans les ruisseaux ou sur des tas de boue ; que d'autres particuliers en enlèvent de la Ville, faubourgs et banlieue, des quantités considérables qu'ils conduisent au dehors ; que les propriétaires et principaux locataires, assimilant les salpêtriers aux autres habitants, les troublent dans l'exercice de leur état, en leur donnant congé, et voulant les expulser des lieux qu'ils occupent ; que le service du Roi souffre nécessairement de ces abus, dont la source ne peut être que l'ignorance des réglemens ; que les salpêtriers eux-mêmes contreviennent quelquefois aux ordonnances et intentions du Roi, en négligeant de remplir tous les devoirs de leur profession, et de recueillir exactement toutes les matières salpêtrées et alcalines qui sont nécessaires pour le service dont ils sont chargés ; enfin que pour dissiper les obstacles qu'on leur oppose, et les abus ou négligences dont ils pourroient se rendre coupables, il convenoit de rappeler les dispositions des anciens Édits, Déclarations, Arrêts et Réglemens concernant les Poudres et Salpêtres, notamment les Ordonnances de nos prédécesseurs, Nous, Conseiller d'État, Commissaire

susdit, en vertu du pouvoir à Nous donné par Sa Majesté, ordonnons :

ARTICLE PREMIER. — Que les Édits, Déclarations, Arrêts, Ordonnances de police et autres réglemens rendus sur le fait des Poudres et Salpêtres, seront exécutés selon leur forme et teneur ; et conformément à iceux.

ART. II. — ENJOIGNONS à tous particuliers, propriétaires et locataires des maisons, architectes, entrepreneurs et maçons d'avertir ou faire avertir les salpêtriers des quartiers de cette ville, faubourgs et banlieue de Paris, où seront situés les maisons, murs et autres bâtimens qu'ils voudront faire démolir, du jour auquel les dites démolitions devront être commencées : Ordonnons que les dits salpêtriers prendront et enlèveront les terres, plâtras et pierres à salpêtre, le plus promptement possible, pour en éviter le dépérissement, sans être tenus de payer aucune chose. Défendons aux dits propriétaires, locataires, entrepreneurs et ouvriers, d'employer à aucun usage les dites terres, pierres et plâtras, et de les gâter ni mouiller, dans la vue d'empêcher que les dits salpêtriers les enlèvent, le tout à peine de cent livres d'amende contre les contrevenans et refusans ; au paiement de ladite somme, dont les maîtres demeureront responsables pour leurs ouvriers et domestiques, ils seront contraints comme pour leurs propres deniers et affaires de Sa Majesté, même sous peine de prison à l'égard des dits ouvriers et domestiques.

ART. III. — Les cendres provenant des boulangers, fariniers et des foyers de toutes personnes, seront vendues et livrées aux salpêtriers, par préférence à tous marchands et particuliers. Permettons auxdits salpêtriers, de prendre et arrêter les dites cendres aux portes et barrières, et partout où ils les trouveront, dans la dite ville, faubourgs et banlieue de Paris, en en payant le prix de gré à gré, ou suivant l'estimation qui en sera faite, en cas de contestation ; sans néanmoins, que sous prétexte de l'exercice de leur état, ils puissent faire un amas de cendres, excédant le nécessaire à la fabrication du salpêtre, ni qu'ils puissent les vendre à d'autres personnes, le tout à peine de confiscation et de cent livres d'amende.

ART. IV. — Tous particuliers, propriétaires et locataires qui ne voudront pas vendre leurs cendres, seront tenus de les mettre ou faire mettre par leurs domestiques, à côté des murs des maisons qu'ils occupent, dans un endroit séparé des boues et

autres ordures ; et ordonnons aux salpêtriers de les faire recueillir par leurs cendriers et cendrières à mesure qu'elles seront déposées le long des murs ; Défendons à toutes personnes de jeter ou faire jeter leurs cendres dans le ruisseau ou sur les tas de boue, à peine de cent livres d'amende contre les contrevenans, dont les maîtres seront civilement responsables pour leurs domestiques.

ART. V. — Défendons à toutes personnes, autres que celles munies de permissions des Régisseurs des Poudres, d'enlever les cendres qu'elles trouveront dans les rues, si ce n'est qu'elles n'eussent séjourné au moins vingt-quatre heures dans le lieu où elles auront été déposées, à peine de cent livres d'amende, à moins qu'elles n'y causent de l'embarras ou de la malpropreté, auquel cas les charretiers du nettoyage pourront les charger sur leurs voitures avec les autres immondices.

ART. VI. — Ne pourront les particuliers, de quelque état, condition et profession qu'ils soient, faire aucun magasin ni amas de cendres, au-delà de ce qui sera nécessaire à ceux qui en feront usage pour leur profession, à peine de confiscation, et de deux cents livres d'amende pour chaque contravention ; et à l'effet de les constater, permettons aux salpêtriers et commis de la Régie des Poudres, d'aller en visite chez tous les particuliers où ils sauront des magasins de cendres, en se faisant assister d'un commissaire ou autre officier de judicature, pour saisir les dites cendres emmagasinées, et en dresser ensuite des procès-verbaux, sur lesquels il sera par Nous ordonné ce que de raison ; Défendons pareillement toute exportation de cendres de ladite ville, faubourgs et banlieue de Paris, sous les mêmes peines de confiscation, et de deux cents livres d'amende ; voulons que ceux qui en emporteront au dehors puissent être saisis par les dits salpêtriers, sur les procès-verbaux des Commis de la Régie des Poudres sans qu'il soit besoin des Officiers de Judicature.

ART. VII. — ORDONNONS que les Régisseurs des Poudres, leurs commis poudriers-salpêtriers, pourront continuer la jouissance des maisons, ateliers et lieux servant à la fabrication du salpêtre, lorsque les baux en seront expirés, en payant les loyers sur le pied du précédent bail, ou à dire d'experts, dont les parties conviendront par devers nous, sinon nommés d'office, sans qu'ils puissent être dépossédés des dites maisons, ateliers et lieux, sous quelque prétexte que ce soit, qu'en vertu de notre Ordonnance, si le cas y échoit ; le tout conformément à l'arrêt du Conseil du

9 juillet 1718, et au jugement par Nous rendu le 29 janvier dernier.

ART. VIII. — Les maîtres salpêtriers ne pourront préposer aucuns ouvriers, appelés *Hommes de Ville*, pour la recherche des terres et plâtras salpêtrés qui se trouveront dans les démolitions de bâtiments ou autres endroits, qui ne soient porteurs de certificats des Régisseurs généraux des Poudres, que les dits maîtres salpêtriers seront tenus de viser ; à peine de cinquante livres d'amende et de prison, contre ceux qui seront trouvés dans les bâtiments sans les dits certificats, et d'être interdits pour toujours du travail chez lesdits maîtres.

ART. IX. — FAISONS défense auxdits *Hommes de Ville*, de vendre ni fabriquer les terres et plâtras dont ils auront fait la recherche, au préjudice des maîtres par lesquels ils sont employés, et d'en disposer en faveur d'autres maîtres à peine de dix livres d'amende, et de ne pouvoir plus travailler chez aucun d'eux, à quoi le syndic des salpêtriers tiendra la main.

ART. X. — Lesdits hommes de ville ne pourront se transporter dans les ateliers, pour démolir et amasser des terres et plâtras, depuis la Saint-Remi jusqu'au 1^{er} mars, qu'après six heures du matin jusqu'à six heures du soir ; et depuis le dit jour 1^{er} mars jusqu'à la Saint-Remi, qu'à cinq heures du matin jusqu'à sept du soir, sans pouvoir rester plus tard dans lesdits ateliers ; après lesquelles, si quelqu'un desdits hommes de ville se trouvaient dans lesdits ateliers, la terre qu'il aura abattue et ramassée, sera confisquée au profit de celui qui le trouvera en faute, et il sera condamné en dix livres d'amende, et interdit du travail de la profession des maîtres salpêtriers ; et ceux qui auront reçu lesdites terres, dans les susdits cas, seront condamnés à cinquante livres d'amende.

ART. XI. — DÉFENDONS à tous les hommes de ville, ouvriers, cendriers et cendrières, de quitter leurs maîtres sans un congé exprès et par écrit desdits maîtres ; et à tous autres maîtres salpêtriers de les recevoir, à peine de prison contre lesdits hommes de ville, cendriers et cendrières et de cent livres d'amende contre les maîtres qui les recevront.

ART. XII. — Afin que le service ne puisse être retardé, nul ouvrier homme de ville et cendrier, ne pourra donner congé au maître salpêtrier, sous quelque prétexte que ce puisse être, si ce n'est faute de paiement de leur travail ou de leurs fournitures, à peine de nullité des congés et d'interdiction du travail chez les maîtres.

ART. XIII. — Les cendriers et cendrières porteront chaque jour chez leurs maîtres, les cendres qu'ils auront amassées ; leur défendons de les céder à d'autres cendriers ni à d'autres salpêtriers à peine de cent livres d'amende contre le salpêtrier qui les recevrait et de prison contre les cendriers.

ART. XIV. — Faisons défense à tous cendriers et cendrières de faire aucun magasin dans la Ville, faubourg et banlieue de Paris, dans la vue de transporter les cendres au dehors, pour l'usage d'autres particuliers, à peine de prison, de confiscation, tant de cendres, que des chevaux et harnais qui les porteront, même de plus grande peine s'il y échoit.

ART. XV. — Le prix des cendres demeurera fixé à deux sous six deniers le boisseau de la contenance de trente-deux pintes, mesure de l'Arsenal, sans qu'aucuns salpêtriers puissent l'excéder, sous quelque prétexte que ce soit, pas même de gratification, à peine de cent livres d'amende ; et dans le cas où les cendriers et cendrières ne seraient pas satisfaits dudit prix, les salpêtriers pourront les abandonner et en commettre d'autres à leur place, pour la recherche et amas desdites cendres, sans qu'ils puissent s'y opposer à peine de prison.

ART. XVI. — Pour faciliter le travail des salpêtriers, il leur sera donné des décharges à portée de leurs ateliers, pour le transport, tant des terres lessivées, que gravois trouvés hors d'état de servir au salpêtre, et ce par préférence à tous gravatiers et autres.

ART. XVII. — Pour que les travaux desdits salpêtriers, ne puissent être interrompus, faisons défenses à tous huissiers et sergens, de saisir, sous quelque titre et prétexte que ce soit, les outils, chevaux et harnais servant à l'usage des dits salpêtriers, à moins que le saisissant ne les eût vendus, et à toutes autres personnes, de quelque qualité et condition qu'elles soient, de troubler, empêcher et détourner lesdits salpêtriers dans leurs travaux et ouvrages, à peine d'amende dépens, dommages et intérêts, et autres plus grandes peines s'il y échoit.

ART. XVIII. — Défendons à tous commis, fermiers et préposés à la levée des droits de Sa Majesté, et autres aux barrières et portes de la Ville, faubourg et banlieue de Paris, de prendre ni exiger aucun droit sur les salpêtres, ni pour le passage et péage des chevaux et harnais des salpêtriers, terres, bois, cendres, eaux-mères, et généralement toutes autres servant à la fabrication du salpêtre ; leur enjoignons de les laisser librement

passer et repasser, sans qu'ils soient tenus de faire aucune soumission aux barrières.

ART. XIX. — Si les salpêtriers, ouvriers cendriers et autres gens par eux employés à la recherche des terres et cendres sont troublés et inquiétés dans leurs travaux, ordonnons à tous les Officiers et gardes établis dans cette ville, de leur prêter main-forte à la première réquisition, attendu le service de Sa Majesté.

ART. XX. — Pour que les travaux des salpêtriers ne soient point retardés, nous défendons à tous officiers par nous employés à la police, d'arrêter ou faire arrêter sous quelque prétexte que ce puisse être, les chevaux et tombereaux appartenant aux dits salpêtriers, leur permettons seulement de prendre en cas de délit les numéros attachés aux tombereaux, et de faire assigner par devant nous lesdits salpêtriers, pour se voir condamner en l'amende, s'il y a lieu.

ART. XXI. — Les demandes et contestations, si aucunes sont formées, pour l'exécution de ce dessus, circonstances et dépendances seront instruites et jugées sommairement par devant nous, en notre hôtel, sauf l'appel au Conseil, conformément aux arrêts du Conseil des 18 juillet 1718 et 28 mai 1775. Et sera notre présente Ordonnance exécutée nonobstant oppositions et appellations quelconques, pour lesquelles ne sera différé et sans y préjudicier, imprimée, publiée et affichée partout où besoin sera, afin que nul n'en ignore.

Fait à Paris, en notre hôtel, le 4 août 1779.

Signé : LENOIR.

Collationné ; *signé* : DE BELLEFOY.

Telle était la législation en vigueur au commencement de la Révolution. Nous allons voir comment la législation du salpêtre fut, à partir de 1792 surtout, considérablement augmentée, sous l'empire des circonstances. Mais auparavant, il nous paraît nécessaire de jeter un coup-d'œil sur la production des autres constituants de la poudre : le soufre, et le charbon¹. Nous allons également exposer rapi-

1. Nous avons vu, en effet, l'Édit royal de 1701, et celui de 1758 (page 32), traiter de la coupe du bois de Bourdenne, qui était appelé dans certaines régions « bois à poudre ». L'Administration des Poudres et Salpêtres délivrait encore en 1822, des commissions de *préposé bourdainier*, commissions

dement comment on obtenait le salpêtre brut en partant des matériaux provenant de la fouille, et ce qu'était une nitrière artificielle¹.

visées par le préfet. Ces préposés étaient autorisés à rechercher le bois de bourdaïne « de 3, 4 et 5 ans de crue dans les forêts nationales, celles des « communes et établissements publics, et dans les bois particuliers ». (TORAUDE (L.-G.), : *La Découverte de l'Iode*, note 1, page 25, *op. cit.*)

Pendant la Révolution il y eut également des instructions très précises à ce sujet (voir plus loin, page 148).

1. Il y avait en effet, des nitrières naturelles : nitrières de *Hongrie* (*Dobreczyn*), de *Longpont*, en *France*. Les plus connues étaient celles de *Mousseau* et de la *Roche-Guyon* en *Seine-et-Oise*, appartenant à M. de la *ROCHEFOUCAULD*. Voir plus haut, (note 2, page 34) : *DE LA ROCHEFOUCAULD*, seigneur de la *Roche-Guyon*, et *CLOUET*, régisseur des poudres : *Mémoire sur des terres naturellement salpêtrées existantes en France*, mémoire lu à l'Académie des Sciences, le 5 juillet 1777.



A R R Ê T
DU CONSEIL D'ÉTAT
DU ROI,

*QUI porte à Quatorze sous, au lieu de Douze sous ;
le prix de chaque livre de Salpêtre brut qui sera
levé dans les Magasins de la Régie des Poudres
& Salpêtres, à compter du 1.^{er} Juillet 1786.*

CHAPITRE II.

Aperçu chimique des divers constituants de la Poudre à l'état brut, et leur purification.

I. — LE SOUFRE.

Le *soufre*, connu depuis la plus haute antiquité, existe tout formé dans la nature. Toutes les nations emploient pour la fabrication de la poudre, le soufre en canon ou en morceaux, provenant en général des gisements de la Sicile. La fleur de soufre, renfermant des acides sulfurique et sulfureux dont l'élimination entraîne plus de frais que le raffinage et le broyage du soufre en canons, n'est pas employée pour cet usage. La quantité de matières étrangères que renferme le soufre brut, le met dans l'impossibilité d'être employé tel quel, dans la fabrication de la poudre. Il faut lui faire subir une nouvelle opération pour le ramener à un état de pureté aussi parfait que possible : c'est cette opération qu'on désigne sous le nom de raffinage. Autrefois, pour le purifier on le faisait fondre à feu très doux dans une chaudière de fonte placée sur un fourneau ayant peu de tirage ; on mettait le *soufre*, par petites portions, dans la chaudière, que l'on retirait du feu un peu avant la fusion du tout. Les corps légers s'élevaient à la surface sous forme d'une écume noire qu'on enlevait, et les corps plus denses

allaient au fond. Lorsqu'il ne se formait plus d'écume, et que la surface était nette, on décantait le soufre avec des puits et on le coulait dans des barils¹. Cette manière de procéder dura jusque vers 1830 environ.

II. — LE CHARBON.

Des trois éléments de la poudre, le charbon n'est pas celui dont la préparation présente le moins de difficultés, et qui exige le moins de soins². Il est facile, en effet, grâce au raffinage, d'amener le salpêtre et le soufre à un degré de pureté tel qu'on peut considérer ces matières comme n'introduisant pas de substance étrangère dans la fabrication de la poudre. Mais il n'en est pas de même du charbon de bois, le seul employé, qui, pour une même essence, présente une constitution extrêmement variable avec la température développée pendant la carbonisation et avec la durée de l'opération. Il en résulte que sa pureté, son homogénéité, et par suite son inflammabilité, présentent elles-mêmes de grandes variations qui ont été longtemps regardées comme l'un des éléments les plus importants de la fabrication de la poudre.

D'une manière générale, le charbon destiné à la fabrication de la poudre, doit s'enflammer facilement, brûler vite, et ne pas donner de cendres. Ces trois qualités dépendent à la fois de l'essence du bois, et du mode de carbonisation.

1. Depuis cette époque on obtient un soufre plus pur par le raffinage par distillation.

2. Le titre du mémoire suivant montre que le charbon était aussi bien que le salpêtre l'objet des soucis de l'Administration pendant la Terreur :

Les Ateliers révolutionnaires du charbon et du salpêtre à Saint-Dié, par Henry BARDY, pharmacien à Saint-Dié ; extrait du *Bulletin de la Société Philomatique vosgienne*, tome 25, Cuny, Saint-Dié, 1900.

PROUST a proposé un procédé simple pour mesurer l'inflammabilité des diverses essences de bois. Il remplissait de petits tubes en cuivre, ayant 0^m,06 de longueur et 0^m,006 de diamètre, avec un mélange intime de 4 gr. de salpêtre et de 0, gr. 80 de charbon de différents bois ; il y ajoutait un peu de poussier de poudre, qu'il enflammait. Il notait la durée de la combustion et le poids du résidu. Les expériences étant faites dans des conditions aussi identiques que possible, le meilleur charbon était celui dont la combustion s'effectuait le plus rapidement, et dont le résidu se trouvait être en même temps le plus faible, comme le montre le tableau ci-après :

ESSENCES DE VÉGÉTAUX (Mélange 4 gr. de salpêtre et 0 gr. 775 charb.)	DURÉE de la combustion	POIDS du résidu
	secondes	gr.
Bois de chènevotte	10	0,775
Tige d'asphodèle	10	0,775
Cep de vigne	12	1,275
Tige de pois	13	1,355
Bois de pin	17	1,936
Bois de bourdaine	20	1,550
Fusain	21	1,746
Bois de noisetier	23	1,936
Tige de piment	25	2,325
Paille de maïs	25	2,450
Bois de châtaignier	26	2,325
Bois de noyer	29	2,130
Grains de maïs	45	2,774
Houille, coke	50	2,900
Sucre	70	3,100

PROUST trouva même des charbons qui ne brûlaient pas dans les conditions de l'expérience : tels étaient les charbons de blé, de riz, de noix de galle, etc. Il en était de même pour la paille de blé, et d'autres graminées trop riches en

silice ; tandis que certains bois pourris, en particulier les bois de saule et de hêtre, donnaient un charbon excessivement friable et éminemment inflammable, avec un faible résidu. Enfin PROUST a reconnu que pour une même essence, l'écorce est moins inflammable, et donne plus de cendres que le bois proprement dit.

En général, plus un végétal est riche en cellulose, meilleur est son charbon ; c'est pour cela, que l'on choisit, pour la fabrication du charbon à poudre, des bois tendres et légers, le plus souvent dépouillés de leur écorce¹.

Dans les différents pays, on choisit autant que possible, pour la fabrication du charbon à poudre, des bois tendres et légers, le plus souvent des bois blancs.

En France, le bois de bourdaine (*Rhamnus Frangula*) à sève rouge, est presque exclusivement employé pour la fabrication des poudres de guerre et de chasse ; il donne à 300° un rendement en charbon de 33, 61 pour 100 (VIOLETTE²). L'approvisionnement en ayant été quelquefois difficile, on l'a remplacé par le saule ou le fusain. Les bois blancs : aune, peuplier, tremble, châtaignier, coudrier, qui donnent à 300° un rendement de 33 à 37 pour 100, ont été également employés dans ce but.

En Angleterre, on emploie le saule, l'aune, le cornouiller sanguin, et rarement la bourdaine, à cause de son prix élevé ; en Belgique, le bois de chènevotte, pour les poudres de chasse, et, pour les autres poudres, la bourdaine, le

1. DELAMÉTHÉRIE (J.-C.). — *Journal de Physique, de Chimie, d'Histoire Naturelle et des Arts*. PROUST : *L'inflammabilité du charbon*, tome 72, page 267, Courcier, Paris, 1811.

2. CHEVREUL, DUMAS, BOUSSINGAULT, WURTZ, REGNAULT, BERTIN. — *Annales de Chimie et de Physique*, (3^e série). VIOLETTE : *Propriétés des charbons de bois*, tome 23, page 479, Masson, Paris, 1848.

VIOLETTE HENRI, né à Paris en 1809, commissaire des Poudres et Salpêtres, ancien élève de l'École Polytechnique, devint membre de l'Académie de Nancy, et de la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale.

saule, l'aune et le coudrier ; en Espagne, la chènevotte, et quelquefois le laurier-rose, l'if, le saule et la vigne ; en Italie, la chènevotte, le saule et l'aune ; en Suisse, le coudrier ; en Allemagne, la bourdaine, le saule et l'aune ; en Autriche, la bourdaine et le cornouiller, ou, au besoin, l'aune et le coudrier ; en Danemark, l'aune ; en Suède, l'aune et le saule ; en Russie, l'aune ; dans les Indes orientales, les espèces connues sous les noms de *cylisus cajan* (faux-ébénier), *parkinsonia*, *euphorbia tiraculli* (?).

Ces bois ont, en moyenne, de 2 à 10 ans ; ils doivent être coupés au printemps, alors qu'ils sont en pleine végétation, et que la sève est parvenue jusqu'aux branches minces et aux feuilles ; les transports se font en été. Les bois doivent être, en général, dépouillés de leur écorce ; en France, les bois blancs sont reçus non écorcés.

La longueur des brins est déterminée d'après celle des cylindres de carbonisation ; elle doit être comprise, pour la poudrerie de Sévran, entre 1^m, 25 et 1^m, 30, tandis qu'en Allemagne elle est fixée à 0^m, 31. Leur grosseur peut varier de 0^m, 027 à 0^m, 070, pour les bois blancs, et seulement de 0^m, 010 à 0^m, 035 pour les bois de bourdaine. En Allemagne, elle ne doit guère dépasser 0^m, 026 ; les brins trop gros sont refendus aux frais du fournisseur. Les bois sont livrés en bottes de 0^m, 30 à 0^m, 40 de diamètre ; les différentes espèces doivent former des bottes distinctes, et les brins de même grosseur sont réunis dans les mêmes bottes. On a enlevé les menuës branches en les coupant à la naissance, et l'on rejette absolument les pattes de souche, qui donnent beaucoup de cendres, les bois morts, contenant peu de charbon, et les bois *tortillards* ou les gros nœuds, difficiles à placer dans les cylindres¹.

1. MAUROUARD. — *Nouveaux appareils pour la production des charbons à poudre*. Blanc, Metz, 1864.

Le procédé le plus usuel de carbonisation autrefois employé était celui des meules. Mais il est facile de se rendre compte que le revêtement de la meule introduisait dans les charbons, des matières étrangères, telles que du sable, de la terre, etc., et qu'il était très difficile d'obtenir une carbonisation uniforme de toute la masse, d'où un rendement en charbon extrêmement faible. Ce système fut remplacé par celui des fosses, des fours, des chaudières, et enfin par celui des cylindres (inventé par l'évêque anglais LANDLOFF), introduit en Angleterre en 1797. Ce procédé fut d'abord tenu secret, et ce n'est qu'en 1802 que COLEMAN en publia la description¹. Dans ce mode de carbonisation, la décomposition s'effectue à l'abri de l'air, au moyen d'un combustible ordinaire. Ce procédé a l'avantage de donner des charbons très homogènes, et de composition constante pendant la durée de la fabrication, ce qui donne à la poudre une force explosive toujours la même.

Il faut, d'autre part, prendre la précaution suivante : ne pas amasser de grosses masses (au-delà de 0^m, 80) de charbon pulvérisé. *En effet il peut absorber l'air avec tant d'activité qu'il s'échauffe spontanément au point de prendre feu : il faut donc bien se garder d'en accumuler de grandes quantités*².

§ 3. — LE SALPÊTRE : PURIFICATION DU SALPÊTRE BRUT. LESSIVAGE DES MATÉRIAUX SALPÊTRÉS.

Le traitement des matériaux salpêtrés, lorsqu'il se fait sur les lieux mêmes d'extraction, et sur une petite échelle,

1. COLEMAN. — *Mémoire sur la poudre de guerre*, traduit de l'anglais par VYLLANTROIS, an II, mémoire non édité ; et du même auteur : *On the manufacture and constituent parts of the gunpowder*, dans le *Philosophical Magazine*, (4^e série), tome 9, Londres, 1840.

2. STEERK et SPILT. — *Guide pour la fabrication des poudres et salpêtres*, Lacroix, Paris, 1866.

est généralement fort grossier, et entraîne, par suite, avec lui, des pertes sérieuses. Les différentes opérations ont pour but de retirer de la terre les divers azotates, et de les transformer en azotate de potasse, que l'on soumet ensuite à une cristallisation et à un raffinage.

a) Lavage des terres.

Le point important est d'épuiser aussi complètement que possible les matériaux salpêtrés, tout en n'employant que l'eau strictement nécessaire. En général, les lessives sont bonnes à évaporer lorsque leur teneur en salpêtre est de 12 à 15 p. 100.

C'est pour le traitement des matériaux salpêtrés qu'a été imaginé le mode de lessivage méthodique qui rend aujourd'hui des services si importants dans un grand nombre d'industries. Adoptée, en 1820, par le Comité consultatif des poudres et salpêtres de France, cette méthode consiste, en principe, d'une part, à faire passer une même quantité d'eau successivement sur les différentes masses de terre contenues dans une série de cuves, jusqu'à ce que la dissolution soit suffisamment concentrée; et, d'autre part, à épuiser chaque masse par de l'eau nouvelle, jusqu'à ce que sa teneur en salpêtre arrive à être inférieure à $\frac{1}{2}$ p. 100.

Les terres salpêtrées sont placées dans des cuves munies d'un double fond recouvert de paille. Les cuves, qui portent des robinets, sont rangées sur trois étages et communiquent, par des rigoles, avec des bassins creusés dans le sol.

Pour une fabrication qui doit fournir annuellement 10.000 à 15.000 kg. de salpêtre, on emploie d'ordinaire 36 cuves, c'est-à-dire 12 à chaque étage; l'eau de dissolution, après avoir séjourné 12 heures dans les cuves de l'étage supérieur, s'écoule par les robinets pour venir pas-

ser sur la terre des cuves de l'étage moyen, y séjourne à peu près le même temps, et finit par arriver sur la terre du dernier rang. Afin d'obliger l'eau à traverser convenablement toute la masse et d'éviter qu'il ne se forme ce qu'on appelle des *renards*, on a soin de broyer préalablement les gros morceaux et de disposer la surface supérieure de la terre en entonnoir, pour que le liquide se porte plutôt vers le centre que vers les bords. Suivant les installations, le nombre des étages de cuves est de 3 ou 4 ; dans tous les cas, les cuves intérieures reçoivent des matériaux frais, celles des étages supérieurs sont chargées avec des terres lessivées une ou deux fois. Les lessives successives sont désignées, suivant leur degré de concentration, sous les noms de *lessive faible*, *lessive forte*, *lessive à évaporer*¹.

Un dispositif constitué par des gouttières déverse l'eau en un grand nombre de points sur la terre à lessiver, jusqu'à ce qu'elle soit recouverte d'une hauteur de liquide de 0 m, 10 environ. Au bout de 24 heures, on fait écouler l'eau et on la remplace par de l'eau nouvelle. On continue ainsi jusqu'au moment où la dissolution obtenue marque moins de 1° à l'aréomètre spécial ; on introduit alors une nouvelle charge. La première dissolution contient environ 10 p. 100 de salpêtre ; les suivantes sont plus faibles, et s'enrichissent en traversant la seconde caisse. Les terres épuisées retournent aux salpêtrières.

b) Composition de la lessive.

La lessive qui doit être soumise à l'évaporation possède une réaction alcaline. Elle renferme des azotates de potasse,

1. VOIR MAYER (C.) : *Essai sur la fabrication du salpêtre en France*, Trécourt et Defarge, Mézières, 1848.

de soude, de chaux, de magnésie, d'ammoniaque et, en outre, des chlorures de potassium, de sodium, de calcium, de magnésium, du carbonate d'ammoniaque.

Dans le résidu obtenu en évaporant à sec une lessive de plâtras salpêtrés de Paris, THÉNARD a trouvé :

Azotate de potasse et chlorure de potassium	10
Azotates de chaux et de magnésie	70
Chlorure de sodium	15
Chlorures de calcium et de magnésium	5
	100

La présence du carbonate d'ammoniaque n'a rien d'étonnant, eu égard aux conditions dans lesquelles se produit la nitrification : elle explique pourquoi on ne trouve pas d'azotate d'alumine dans le mélange, bien que l'alumine soit la base qui domine dans les terres salpêtrées. Les sels ammoniacaux empêchent la précipitation de la magnésie ; c'est seulement dans les liqueurs concentrées, qu'il se forme de l'azotate d'ammoniaque, en même temps qu'il se précipite du carbonate de chaux.

c) Trailement de la lessive.

Pour transformer en azotate de potasse tous les azotates renfermés dans la lessive, on lui ajoute soit de la potasse, soit du sulfate de potasse, soit du chlorure de potassium. L'introduction de la solution de potasse dans le bac de décantation détermine immédiatement la formation d'un abondant précipité de carbonate de chaux et de magnésie, et il reste dans la liqueur de l'azotate de potasse avec des chlorures de potassium et de sodium. Les chlorures de calcium et de magnésium sont décomposés en même temps

que les azotates, et il en résulte une certaine perte, car la valeur du chlorure de potassium formé est fort inférieure à celle du carbonate de potasse. On supposait autrefois que la potasse n'agissait sur le chlorure de calcium qu'après avoir transformé les azotates terreux en carbonates, et l'on n'employait que la quantité de carbonate de potasse strictement nécessaire pour la décomposition des azotates ; on pensait éviter ainsi la perte de réactif correspondant à la proportion de chlorure de calcium. Mais cette opinion était complètement erronée : les chlorures et les azotates se décomposent simultanément. En ajoutant à une dissolution d'azotate de chaux et de chlorure de calcium la quantité de carbonate de potasse rigoureusement nécessaire pour la décomposition de l'azotate de chaux, LONGCHAMP¹ a obtenu un mélange d'azotate de potasse et de chlorure de potassium, où ce dernier sel entraît pour plus de 1/3.

Après cristallisation du salpêtre, on traitait l'eau-mère par une quantité de potasse strictement suffisante pour la transformation du reste des azotates. Ce qui paraît le plus rationnel, c'est d'employer une quantité de potasse suffisante pour obtenir la précipitation complète de la chaux et de la magnésie. Un excès de réactif est même utile, si les lessives renferment de l'azotate d'ammoniaque. Quelquefois, avant d'ajouter la potasse, on concentre la dissolution jusqu'à ce qu'elle contienne de 15 à 20 0/0 de sels mais le précipité entraîne, dans ce cas, une trop

1. LONGCHAMP, qui fut Commissaire en chef des Poudres au début du XIX^e siècle, a fait paraître notamment :

a) *Théorie nouvelle de la nitrification, et idées sur les nitrières artificielles*. Crochard, Paris, 1826.

b) *Lettre à M. Gay-Lussac, membre du Comité consultatif des Poudres*, Gauthier-Laguionerie. Paris, 1827.

c) *Lettre à M. le Président de l'Académie des Sciences sur les nitrières artificielles*. Gauthier-Laguionerie. Paris, 1828.

grande quantité de salpêtre, qu'on ne peut retirer que par des lavages répétés. Lorsqu'on emploie le sulfate de potasse au lieu du carbonate, il est essentiel de concentrer la dissolution jusqu'à un certain degré. Il se forme, dans ce cas, du sulfate de chaux, qui se précipite presque complètement, et du sulfate de magnésie facilement soluble, qui reste dans le liquide ; par une addition de lait de chaux, on précipite du sulfate de chaux et de la magnésie, d'après la formule



La lessive, tirée au clair, renferme alors du salpêtre, des chlorures de potassium et de sodium, un peu de sulfate de chaux, et une très faible quantité de matières organiques colorantes, la majeure partie de ces matières ayant été entraînée par le précipité obtenu avec la chaux.

On peut encore employer le chlorure de potassium qui constitue un produit accessoire, assez important d'ailleurs, de la fabrication même du salpêtre. D'après LONGCHAMP, il faut d'abord transformer les azotates terreux en azotate de soude par l'emploi du sulfate de soude ; il se dépose du sulfate de chaux. On précipite la magnésie par un lait de chaux, et l'addition du chlorure de potassium fournit de l'azotate de potasse et du chlorure de sodium¹.

Quel que soit le réactif employé, la lessive doit être abandonnée au repos pendant un temps suffisant, pour que le précipité puisse se rassembler convenablement au fond ; la liqueur est ensuite tirée au clair, pour être soumise à l'évaporation.

d) Evaporation de la liqueur.

Le principe de l'opération est le suivant : la solubilité

1. UPMANN et MEYER, revu par DÉSORTIAUX, chap. 1, paragraphe 2, pages 37 à 41, *op. cit.*

du salpêtre croît beaucoup plus rapidement avec la température que celle des chlorures donc, à mesure que la liqueur se concentrera par l'évaporation, ces derniers sels se précipiteront tout d'abord en grande partie, et, si l'on décante la liqueur claire dans des cristallisoirs, on obtiendra, par refroidissement, des cristaux de salpêtre brut.

La lessive renferme des chlorures, des sels ammoniacaux, des bicarbonates de chaux et de magnésie, et des matières colorantes. Pendant l'évaporation, on ajoute du liquide nouveau dans la chaudière, jusqu'à ce qu'on arrive à l'avoir complètement remplie d'une dissolution à un état convenable de concentration.

Pour obtenir ce résultat, on porte à l'ébullition. Dès le début, et pendant toute la durée de l'opération, le liquide se recouvre à la surface d'une écume noire et boueuse qu'on enlève de temps à autre, et qu'on laisse égoutter dans des caisses, afin d'éviter la perte de la lessive entraînée. Cette écume provient de la coagulation des matières organiques par la chaleur. Elle est moins abondante, quand la terre a séjourné longtemps à l'air, et n'a pas été arrosée de purin vers la fin de la nitrification. Les bicarbonates se précipitent à l'état de carbonates au début de l'ébullition ; puis le sulfate de chaux se dépose sous forme de poudre cristalline.

Lorsque la concentration est arrivée à un certain point, les chlorures de sodium et de potassium, ou un seul de ces sels, suivant le mode de traitement employé, viennent cristalliser à la surface du liquide en petits cubes, qui ne tardent pas à tomber au fond. Au moment de l'opération, il est avantageux de modérer le feu, afin d'obtenir des cristaux plus gros, plus faciles à séparer, et retenant moins de liquide. Lorsque la lessive est suffisamment concentrée (ce qui se reconnaît à ce qu'une goutte jetée sur une sur-

face froide se fige immédiatement), une partie des chlorures a cristallisé, mais il en reste encore une assez grande quantité dans la liqueur. Celle-ci marque de 48° à 50° à l'aréomètre spécial, et doit rester 15 à 18 heures en repos, pour arriver à s'éclaircir complètement ; on la verse ensuite dans des cristallisoirs en cuivre. Lorsque la température est descendue à 50° environ, il se dépose de petits cristaux jaunes qui constituent le salpêtre brut, et qui renferment non seulement des chlorures de sodium et de potassium, mais encore des matières organiques.

Les eaux-mères, qui finissent par rester en quantité considérable, sont assez difficiles à utiliser, en raison des complications qu'entraîne leur traitement. Le plus souvent on se borne à les verser sur les tas des nitrières. D'après LONGCHAMP, on peut les traiter avec avantage par le sulfate de potasse : une grande partie de la chaux se précipite à l'état de sulfate de chaux, une autre partie reste en dissolution avec les chlorures et le salpêtre, qui, dans ces conditions, se sépare facilement par cristallisation. Les chlorures de potassium et de sodium, qui cristallisent pendant l'évaporation, entraînent une assez grande quantité de salpêtre, qu'on retire, en lavant ces cristaux dans un panier, avec un peu d'eau bouillante¹.

e) Raffinage.

On a ainsi le salpêtre brut extrait des terres salpêtrées. Ce salpêtre renferme toujours une quantité plus ou moins considérable de matières étrangères, qui ne seraient pas

1. UPMANN et MEYER, revu par Désortiaux ; chap. 1, paragraphe 5, page 101, *op. cit.*

Voir aussi :

DINGLER (J.-G.). — *Polytechnisches Journal*, tome 117 chapitre 79 : *Über die Bildung des Salpeters in der Natur und über die künstliche Darstellung dieses Salzes*; von Longchamp, page 452. Verlag der J.-G. Gotta'schen Buchhandlung, Stuttgart, 1850.

admissibles dans la fabrication de la poudre : elles jetteraient, en effet, de l'incertitude sur les dosages et rendraient la poudre hygrométrique. Ces matières se trouvent soit à la surface des cristaux, soit dans l'eau-mère remplissant les cavités qui existent dans ces cristaux, surtout pour ceux de grandes dimensions ; leur proportion descend rarement au-dessous de 4 à 6 p. 100, et peut s'élever jusqu'à 15 ou 20 p. 100.

Le procédé de purification inventé par BEAUMÉ et LAVOISIER¹ se recommande à la fois par son efficacité et sa simplicité ; il est encore suivi aujourd'hui avec de très faibles modifications. Il repose sur la propriété que possède l'albumine de se coaguler en entraînant les matières organiques colorantes, sur les différences de solubilité des sels en présence, et sur ce fait d'observation, que l'agitation du liquide, pendant la cristallisation, donne de petits cristaux renfermant moins d'eau-mère que les gros.

La méthode de raffinage, employée à l'origine, ne fournissait pas du salpêtre complètement pur. Celui qu'on obtenait, même après trois cristallisations successives, renfermait encore au moins 1/1000 de substances étrangères, tandis que, pour la fabrication de la poudre, on n'admet pas aujourd'hui de salpêtre contenant plus de 1/3000 de chlorures. Le procédé de BEAUMÉ et LAVOISIER permet de réduire facilement la proportion des matières étrangères à 1/5000 et même à 1/18.000, c'est-à-dire, à une fraction tout à fait insignifiante.

Le raffinage proprement dit du salpêtre comprend six groupes d'opérations distinctes : le lavage du salpêtre

1. LAVOISIER (A.). — *Expériences sur la cendre qu'emploient les salpêtriers de Paris, et sur son usage dans la fabrication du salpêtre*, mémoire lu à l'Académie des Sciences, le 12 mars 1777 ; extrait des œuvres de LAVOISIER, tome 2, page 160, Imprimerie Impériale, Paris, 1862.

brut, la fonte du salpêtre lavé, la cristallisation, le lavage du salpêtre raffiné, le séchage, enfin le refroidissement, le pesage et l'embarillage.

Nous n'entrerons pas ici dans le cadre de ces différentes opérations. L'important est de faire voir comment, avec des moyens de fortune, on a pu sous la Terreur, retirer d'aussi grandes quantités de salpêtre brut des matières salpêtrées, pour les porter aux raffineries, qui étaient entièrement du domaine de la Régie des Poudres et Salpêtres.

§ 4. — LES NITRIÈRES ARTIFICIELLES.

Il n'est pas, d'autre part, sans intérêt, de se représenter ce qu'était une nitrière artificielle. On ne peut mieux s'en faire une idée, qu'en se reportant à l'ouvrage de M. L.-G. TORAUDE, où il nous décrit la nitrière artificielle de *Saint-Médard, à Dijon*, qui fut dirigée par Bernard COURTOIS :

» A Dijon, la capitale provinciale, le commissaire des poudres et salpêtres en Bourgogne, CHAMPY¹, se préoccupa, aussitôt l'arrêt de 1777 rendu, de louer un terrain contigu à la raffinerie des Argentières, pour y tenter la création d'une nitrière artificielle. Ce projet n'eut pas de suite, mais l'année suivante, CHAMPY devait trouver un concours important dans la personne du jeune et récent professeur de chimie à l'Académie de Dijon, l'avocat général GUYTON DE MORVEAU. Une société, formée de ces deux personnages, auxquels s'adjoignirent M. DE NOIRON, ancien syndic de la noblesse du Bugey, et M. DE LIMARRE, receveur des impositions de la même province, décida la création d'une nitrière en grand, capable d'offrir

1. CHAMPY fut reçu associé libre de l'Académie de Dijon, le 28 juin 1781. Il habitait la raffinerie. Il devint plus tard directeur avec CHAPTAL et MILLIER, de l'Agence Révolutionnaire (voir page 101).

un modèle perfectionné d'après les vues physiques et économiques et par les expériences qu'on se proposait.

» La société obtint de la ville de Dijon l'accensement contre 30 livres par an, d'un terrain vague, impropre au pâturage, bouleversé de sablières et de dépôts de déblais, d'une contenance de 12 grands journaux, et situé au dehors d'une des portes de la ville (Porte-Neuve), dans le « pasquier » de la Motte Saint-Médard, terrain compris aujourd'hui entre la gare Porte-Neuve et l'établissement des Petites sœurs des pauvres, boulevard de Strasbourg, et qui est encore désigné sous le nom de « la Nitrière ».

Aussitôt s'édifièrent :

Un bâtiment de 30 pieds sur 20, pour servir d'atelier d'évaporation et de logement aux ouvriers ;

Une halle de 50 pieds sur 30 pour la lixiviation des terres ;

Une halle de 50 pieds sur 30 pour essorer ;

Deux hangars de 130 pieds sur 30 pour les môles de terre à salpêtrer.

Ces constructions furent achevées au cours de l'année 1778, et l'approvisionnement en terre terminé en 1779. Le 3 février 1780, la reconnaissance et la réception officielles étant assurées, l'établissement commença sa vie industrielle active sous la direction du préparateur de GUYTON DE MORVEAU, J.-B. COURTOIS qui vint s'y installer en qualité d'entrepreneur de la nitrière Saint-Médard.

» Les projets de la Société ne manquaient pas d'ampleur : huit hangars nouveaux devaient être ajoutés, 180.000 pieds cubes de terre entreposés (environ 7.000 mètres cubes), et la production de salpêtre s'élever tous les deux ans à

45.000 livres. En outre, on établirait des couches « à la suédoise », et le sol amendé recevrait des graines « de l'herbe au soleil¹, de borraginées et autres plantes qui se chargent de nitre, soit pour en essorer la lixiviation, soit pour nourrir et renforcer les couches¹.

» Considéré au point de vue économique, le succès des nitrières artificielles ne pouvait être ni grand, ni certain. L'obligation pour les grandes entreprises, telle la nitrière Saint-Médard, de tout acheter, terres, cendres, matières usées, la main-d'œuvre considérable qui était nécessaire, le faible rendement : 1.000 mètres cubes de terres amoncelées, ne donnant annuellement que 1.000 kilos de salpêtre, rendaient impossible l'équilibre financier de l'entreprise. Par contre, les petites nitrières rurales alimentées, sans frais, de produits sans valeur, pouvaient être considérées comme fournissant aux cultivateurs un bénéfice d'appoint non grevé de frais spéciaux. Nous avons vu que celles-ci, laissées à la libre initiative des villages, sombrèrent sous l'inertie et la routine paysannes. Les grandes nitrières, en des temps réguliers, subventionnées par les pouvoirs publics auraient pu vivre en restant des établissements modèles, tandis qu'une organisation administrative plus étroite aurait développé utilement les petits établissements ruraux. Les circonstances révolutionnaires n'étaient point pour favoriser ces détails, et l'on peut dire qu'en Bourgogne, l'industrie des nitrières artificielles ne fut jamais solidement réalisée.

» La moindre concurrence pouvait et devait les ruiner. C'est ce qui arriva quelque vingt années plus tard, lorsque l'introduction des salpêtres de l'Inde fut rendue libre après 1815. Il devint alors impossible de lutter contre les prix

1. *Archives de la Côte-d'Or*, C. 243.

CHAPITRE III.

L'extraction du Salpêtre pendant la Révolution.

§ 1. — DE 1789 A 1793.

Nous avons vu comment, à la suite des Édits de Turgot, malgré les bonnes intentions royales, malgré les nombreux mémoires publiés à cette époque (de 1775 à 1780), le rendement en salpêtre fut des plus médiocres, puisqu'on put en considérer la production dans les campagnes comme virtuellement ruinée¹. Le produit des nitrières, d'autre part, existant encore à la Révolution, au compte des particuliers, et même dans les établissements de l'Administration, ne formait qu'une très faible partie de ce qui devait constituer la récolte nationale du salpêtre en France.

Dans ces conditions, la Régie des Poudres et Salpêtres (malgré l'intelligence d'un de ses premiers et plus illustres chefs, LAVOISIER), qui était parvenue en 1788, à fournir 3.770.000 livres de salpêtre, était obligée d'en faire venir de l'Inde la majeure partie. La fouille des maisons en fournissait bien un peu ; mais nous savons comment les répugnances des populations étant plus fortes que les décrets et les lois, ce mode de récolte donnait un résultat insignifiant².

1. Voir pages 34 et 37.

2. BOTTÉE et RIFFAULT, après avoir parlé de la fouille et des nitrières, écrivent en 1813 :

« Telles sont les différentes branches d'exploitation dont les produits concou-

La loi du 23 septembre 1791 avait maintenu les règlements de l'Ancien Régime. Le 8 juin 1792, « l'an quatrième de la liberté », une autre loi, relative à la vente des Poudres et Salpêtres, fixe l'augmentation du prix des poudres du commerce, ainsi que de celui du salpêtre, autorise tout commerçant ou manufacturier à s'approvisionner de salpêtre étranger, dont l'introduction en France cesse d'être prohibée¹. L'article 3 ajoute : « Le ministre des Contributions directes est chargé de faire répéter les expériences nécessaires pour constater l'avantage que présenterait l'emploi du *muriale oxygène*², au lieu de salpêtre, dans la fabrication de la poudre ». (voir pièce justificative n° 1).

En dépit de ces lois, la Régie ne pouvait arriver à subvenir aux besoins d'une guerre contre l'Europe coalisée. En 1793, en effet, un rapport détaillé, remis au Comité de Salut Public, estime à près de 14 millions de livres l'approvisionnement total en poudre, des places fortes de la République : « nous n'avions pas », écrira plus tard PRIEUR (DE LA COTE-D'OR) dans ses souvenirs³, « le quart de la poudre qu'eût exigé l'approvisionnement de nos places fortes ».

Où donc se procurer les millions de livres déficitaires ?

rent à former la récolte du salpêtre en France. Elle s'y fait par environ 800 salpêtriers commissionnés par le Gouvernement, et répartis dans presque tous les départements. Dans cette récolte totale que l'on peut aujourd'hui évaluer à 2.000.000 de kgs de salpêtre pur, la ci-devant Touraine et les pays voisins entrent pour environ deux vingtièmes, les nitrières, un vingtième, Paris sept vingtièmes, et les autres départements pour le reste, c'est-à-dire la moitié (BOTTÉE et RIFFAULT, *L'art du salpêtrier*, page 14, *op. cit.*)

1. En 1791, parut le mémoire suivant : DE BULLION. — *Mémoire sur les moyens d'obtenir le nitre, ou salpêtre, des terres qui le contiennent, de le purifier, et d'en obtenir facilement de la poudre à canon.*

2. *Muriate oxygène ou chlorate de potasse.* Ces expériences n'eurent pas de résultat. (Voir pièce justificative n° 1).

3. ARBELET (M.). — *Souvenirs de C.-A. Prieur*, fragments publiés dans la *Revue Bleue* des 12 janvier, 2-9 février, 16-23 février 1919. Paris, 1919.

Impossible de compter sur les importations étrangères : la coalition assiégeait les frontières ; d'autre part, les flottes anglaises interdisaient tout trafic avec les Indes et l'Amérique du Nord.

« Force était donc, » dit M. RICHARD dans sa thèse si remarquable et si documentée¹, « de s'en tenir aux produits de l'Industrie nationale. Or la Régie avouait officiellement son impuissance. Elle fabriquait alors 4.500.000 livres de poudre ; elle avait porté sa production antérieure presque au double, et elle déclarait formellement ne pouvoir dépasser cette quantité.

« Il est aisé de concevoir l'angoisse qui étreignit les membres du Comité de l'an II, lorsqu'ils mesurèrent l'immensité du péril qui menaçait la République à brève échéance ».

§ 2. — L'EXTRACTION DU SALPÊTRE SOUS LA TERREUR : APERÇU GÉNÉRAL.

Toute l'Europe était coalisée contre la France : DUMOURIEZ venait de passer à l'ennemi, livrant aux Autrichiens les conquêtes faites en Belgique ; le Roussillon était envahi ; Lyon et la Vendée s'insurgeaient ; l'Angleterre tenait en état de blocus tous nos ports ; Toulon, Dunkerque, Valenciennes, Landau étaient assiégés ; Strasbourg menacé, nos ambassadeurs arrêtés à l'étranger. Nous vivions les heures les plus poignantes de notre histoire. On sait, avec quelle rude énergie, la Convention tint tête à l'orage, les mesures héroïques qu'elle prit pour refouler l'invasion, et comment les trois armées du Nord,

1. RICHARD (CAMILLE). — *Le Comité du Salut Public et les fabrications de guerre sous la Terreur*. Thèse de Doctorat ès-lettres, chap. 11 : le *Problème du salpêtre et des poudres*, page 425. Rieder, Paris, 1922.

de Sambre-et-Meuse et du Rhin, opérant de Bâle à la Mer, donnèrent à la France ses limites naturelles, que nous n'avons su ni garder, ni reprendre.

« Le premier appel aux armes, transmis aux départements par courriers extraordinaires est du 14 août 1793 : « Aux armes, Français ! A l'instant même où un peuple d'amis et de frères se tiennent serrés dans leurs embrassements, les despotes de l'Europe violent vos propriétés et dévastent nos frontières. Aux armes ! Levez-vous tous, accourez tous ! La liberté appelle les bras de tous ceux dont elle vient de recevoir le serment... Couvrez-vous de la gloire la plus éclatante en défendant cette liberté adorée, dont les premiers jours tranquilles répandront sur vous et sur les générations de vos descendants, tous les genres de biens et de prospérités¹ ».

Le Décret du 16 août porte que le peuple Français va se lever tout entier pour la défense de sa liberté, et pour délivrer son territoire de ses ennemis.

Le décret du 23 août met tous les Français en réquisition permanente jusqu'au moment où les ennemis auront été chassés du Territoire de la République.

Les mesures prises pour assurer l'extraction du salpêtre sont généralement peu connues. C'est à peine si les historiens les mentionnent en passant.

La plupart des pièces que nous allons voir, proviennent de documents officiels retirés des archives de Bernay², de Dieppe et de Rouen. L'Eure et la Seine-Inférieure eurent le même commissaire aux poudres et salpêtres :

1. BALLAND (A.), pharmacien principal : *Les Ateliers révolutionnaires du salpêtre*. Extrait de la *Revue Scientifique* des 27 janvier et 3 février 1900, Paris, 1900.

2. BERNAY, sous-préfecture du département de l'Eure, qui comptait parmi ses citoyens Robert LINDET, membre du Comité du Salut Public, avait à cette époque environ cinq mille habitants (recensement de 1793).

c'est pourquoi nous allons passer en revue les différentes lois envoyées de Paris par le Comité de Salut public, et les arrêtés et prescriptions de ce commissaire, aux agents nationaux près les districts de ces deux départements.

Ces nombreuses pièces vont nous montrer comment étaient accueillies en province¹, et particulièrement en Normandie, les ordres venus de Paris, comment ils furent exécutés, et comment on fit partout, surtout dans les petites villes, appel aux pharmaciens de l'époque : à Rouen, aux pharmaciens DESCROIZILLES, MÉSAIZE, ARVERS ; à Dieppe, à CARPENTIER, à HÉRAULT, beau-frère de DESCROIZILLES, et à BALTHAZAR RETTNER ; à Bernay, à l'apothicaire PELVEY².

N'était-il pas, en effet, naturel, indispensable même, de s'adresser aux apothicaires, qui étaient alors incontestablement dans les petits pays, les seuls citoyens ayant quelques connaissances chimiques ?

D'ailleurs l'exemple venait de haut : lorsque le 4 nivôse, un arrêté divise la France « en huit arrondissements, qui sera parcourue par huit inspecteurs commissaires du Comité de Salut Public » qui choisit-on ? Les citoyens VAUQUELIN, apothicaire aide-major à l'Hôpital de Meaux³

1. « En parcourant ces pièces, écrites au jour le jour, on comprend mieux qu'en associant à l'œuvre commune le plus petit des villages des dernières provinces venues à la France comme l'Alsace et la Lorraine, la Convention ait pu cimenter en liens indissolubles l'unité Française ». (BALLAND (A.), *Les Ateliers révolutionnaires du salpêtre*, page 2, *op. cit.*)

2. ARCHIVES MUNICIPALES DE BERNAY : PELVEY, Michel-Jacques-Louis, apothicaire, rue du Commerce, né en 1761 à Gouvillers (Calvados).

3. VAUQUELIN, Louis-Nicolas, un des hommes qui ont le plus illustré la pharmacie, est né en Normandie, le 16 mai 1763, à Saint-André d'Hébertot (Calvados). Il fit son apprentissage comme garçon de laboratoire chez MÉSAIZE, apothicaire à Rouen : il en fut d'ailleurs chassé pour avoir voulu s'instruire. En effet, MÉSAIZE était chargé à l'Hôtel-Dieu d'un cours, inauguré par DESCROIZILLES (voir plus loin) spécialement fait pour les étudiants en médecine et en pharmacie. Chaque fois que MÉSAIZE allait faire

avec TRUSSON, apothicaire, montagne Sainte-Geneviève¹ ;
Fr. GUILLEMIN, apothicaire aide-major à l'armée de l'ouest² ;
BOUDET, apothicaire à Reims³ ; FOURNIER⁴, apothicaire
à Nîmes, nommé en remplacement du chimiste CHAPTAL ;
DESCROIZILLES⁵, apothicaire à Rouen, dont nous rever-

son cours, VAUQUELIN l'accompagnait, lui portant son manteau et ses papiers. Dissimulé pendant la leçon, dans un coin de l'amphithéâtre, le jeune domestique, très attentif, prenait des notes qu'il transcrivait clandestinement le soir dans sa chambre à la lueur d'une chandelle. Par crainte d'incendie les employés devaient se coucher le soir sans lumière. Vauquelin s'étant fait pincer, fut impitoyablement mis sur le pavé et avec un écu de six livres en poche, toute sa fortune, gagna Paris à pied. Il y entra comme élève chez PICARD, pharmacien, rue Saint-Honoré, où il resta deux ans, puis chez AUFRÈTRE, pharmacien rue de Seine-Saint-Germain, et enfin chez CHÉRADAME, ami de la famille de FOURCROY. Celui-ci le remarqua, lui offrit son laboratoire : de là date cette série de recherches et de publications qui attira sur lui l'attention du monde savant.

VAUQUELIN, à la création de l'École Polytechnique (1794) y fut nommé professeur adjoint et répétiteur du cours de Chimie de FOURCROY. Membre de l'Académie des Sciences, dès 1793, professeur au Collège de France à la mort de DARCET, il fut ensuite agrégé à l'École de Pharmacie en 1796 et directeur de cette même École en 1803. Il mourut à Paris, le 14 novembre 1829.

1. TRUSSON, Jean-Nicolas, né en 1745, mort à Paris en 1811, fut reçu maître en pharmacie en 1781, s'établit Montagne-Sainte-Geneviève, fut prévôt du Collège de Pharmacie en l'an VIII, et en l'an IX directeur adjoint de l'École de Pharmacie jusqu'à sa mort en 1811.

2. F. GUILLEMIN, né à Vesoul en 1764 a rempli les fonctions d'inspecteur des poudres et salpêtres de l'armée de l'ouest, du 31 janvier 1794 au 16 janvier 1796, date à laquelle il fut nommé pharmacien en chef de l'armée de l'ouest (BALLAND (A.) : *Les Pharmaciens militaires Français*, Fournier, Paris, 1900).

3. BOUDET, né à Reims en 1748, maître apothicaire en 1776, membre du Collège de Pharmacie de Paris en 1787, pharmacien aide-major au Val-de-Grâce le 13 brumaire an II, fut chargé de la surveillance de l'exploitation du salpêtre pour les départements de l'est, du 5 mai 1794 au 27 septembre 1795 (BALLAND, (A.), *ibid.*).

4. FOURNIER, apothicaire à Nîmes (1757-1833), nommé inspecteur des poudres et salpêtres dans le Languedoc. Il devint ensuite directeur de la nitrière créée à Nîmes d'après PUECH, (D^r A.) *Les Pharmaciens d'autrefois à Nîmes*, Savy, Paris, 1881).

5. François-Henri DESCROIZILLES, né à Dieppe en 1751, pharmacien à Rouen en 1778, mort à Paris en 1825 (Voir page 92, et cf. : SIMON (L.). — *Le Chimiste Descroizilles, sa vie, son œuvre*. Thèse de Doctorat en Pharmacie. Wolf. Rouen 1921.

rons maintes fois le nom au cours de cet ouvrage ; TARTELIN, apothicaire à Dijon¹. Les autres furent : RAYMOND, médecin, et JACOTOT, principal du Collège de Dijon. Ainsi sur huit inspecteurs, six étaient ou avaient été pharmaciens. Nous pouvons même ajouter un septième nom de pharmacien : PELLETIER BERTRAND, préparateur de DARCET, et successeur de ROUELLE, établi apothicaire à Paris, qui fut nommé inspecteur des Poudres et Salpêtres pour la Fère et Essonnes².

Il ne faut donc pas s'étonner de voir, presque partout, les pharmaciens mêlés de la façon la plus active, à la marche des ateliers révolutionnaires du salpêtre.

Après la loi du 16 août, qui décrète la levée en masse du peuple Français pour la défense de son indépendance, paraît celle du 23 août. L'article 2 spécifie que le sol des caves sera lessivé pour en extraire le salpêtre destiné à la fabrication de la poudre. Cinq jours après, le 28, paraît le décret qui met à la disposition du Conseil exécutif les terres salpêtrées :

1. Jacques TARTELIN (1794-1822), né à Dijon, reçu maître apothicaire le 4 juillet 1774, membre associé de l'Académie de Dijon depuis le 19 août 1778, démonstrateur de botanique (1780-1793 et 1798-1822) fit partie de la municipalité de Dijon notamment en 1790, 1892, 1893 et an III, IV, V, IX. D'après BAUDOT (A.) *Etudes historiques sur la pharmacie en Bourgogne*, thèse de doctorat en pharmacie : *l'Apothicaire Tartelin, démonstrateur de botanique*, page 506. Jacquot, Dijon, 1905.

2. PELLETIER BERTRAND, né à Bayonne en 1761, mort à Paris le 21 juillet 1797, reçu maître en pharmacie en 1784, s'établit rue Jacob. Il fut membre de la section de chimie de l'Académie des Sciences, en 1791. C'est le père de PELLETIER Joseph, l'inventeur de la quinine en collaboration avec CAVENTOU (Voir : *Centenaire de l'Ecole de Pharmacie*, A. Joanin, Paris, 1903).

Décret qui met à la disposition du Conseil exécutif toutes les terres et matières salpêtrées dans l'étendue de la République (Du 28 août 1793).

La *Convention nationale*, après avoir entendu le rapport de son Comité de Salut Public, décrète :

ARTICLE PREMIER. — Toutes les terres et matières salpêtrées dans l'étendue de la République sont mises à la disposition du Conseil exécutif provisoire.

ART. 2. — Les employés et ouvriers dans les ateliers, raffineries de salpêtres et fabriques de poudres, sont mis en réquisition actuelle.

ART. 3. — Les biens des émigrés, les biens nationaux seront livrés à la recherche et à l'exploitation la plus prompte; en prenant les soins nécessaires pour que les dégradations soient les moindres possibles.

ART. 4. — Le nombre de salpêtriers sera élevé, par les régisseurs, dans la proportion de l'augmentation des ressources de l'exploitation.

ART. 5. — Le prix du salpêtre sera fixé provisoirement à 24 sols la livre, afin que les terres les moins riches soient encore exploitées avec avantage.

ART. 6. — Les salpêtriers sont autorisés provisoirement, et pour la durée de la guerre actuelle seulement, à faire, même dans les maisons particulières, toutes recherches, fouilles et travaux, que nécessite le besoin présent.

En conséquence, les corps administratifs, chargés de maintenir l'égalité, ne protégeront ni ne souffriront aucune exception, mais appuieront de toute l'autorité de la loi l'exécution des mesures précédentes.

ART. 7. — Les employés de la régie seront tenus, avant de quitter les lieux qu'ils auront ouverts pour leurs fouilles, de les remettre dans leur état primitif d'indemniser les propriétaires du dommage qu'ils auront pu causer.

ART. 8. — Les municipalités veilleront à l'exécution de cette disposition. Elles constateront au besoin le dommage et termineront les différends qui pourront s'élever. Toutes compétences et juridictions leur sont à cet effet spécialement attribuées.

ART. 9. — Les Régisseurs Nationaux feront établir sans

délai de *nouvelles batteries* dans toutes les fabriques nationales, où l'abondance du cours d'eau pourra le permettre.

ART. 10. — La Trésorerie Nationale tiendra provisoirement à la disposition du Ministre des Contributions Publiques la somme d'un million pour l'exécution de ces travaux.

Ainsi les restrictions apportées depuis 1775 aux droits des salpêtriers disparaissent ; afin que les terres les moins riches soient encore exploitées avec avantage, le prix du salpêtre est porté à 24 sols la livre. Et, comme l'augmentation de l'exploitation exige un supplément de main-d'œuvre, les Régisseurs élèveront le nombre des salpêtriers ; pour ne rien désorganiser, les employés et ouvriers actuellement travaillant dans les raffineries et ateliers de salpêtre sont mis en réquisition.

La Régie se met aussitôt à l'œuvre : elle envoie un de ses membres en inspection pour assurer l'exécution du décret.

D'autre part, sur l'initiative de JACOB DUPONT, député d'Indre-et-Loire, le Comité de Salut Public envoie dans cette région, le citoyen VAUQUELIN, apothicaire aide-major de l'Hôpital de Meaux, avec mission « de parcourir toutes les caves, souterrains et autres lieux produisant du salpêtre, et d'indiquer les moyens d'en tirer parti¹ ». Déjà, sous le règne de LOUIS XVI, LAVOISIER, et son collègue CLOUET, avaient entrepris un voyage d'études pour reconnaître les richesses naturelles de ce pays en salpêtre². La Régie de 1793, aurait du, semble-t-il, en conserver le sou-

1. VAUQUELIN fit d'ailleurs paraître l'opuscule suivant : VAUQUELIN et TRUSSON : *Instruction sur la combustion des végétaux, la fabrication du salin, de la cendre gravelée, et sur la manière de saturer les eaux salpêtrées*. Vauquer et Lhéritier, Tours, an III (1795).

Cf. également LAVOISIER et CLOUET : *Mémoire sur des terres naturellement salpêtrées dans la Touraine et le Saintonge, paru à la suite d'un voyage d'études dans ces pays en 1786*.

2. GRIMAUZ (E.). — *Lavoisier (1743-1794)*, page 88. Félix Alcan, Paris, 1888.

venir. Ce fut pourtant JACOB DUPONT qui attira l'attention du gouvernement sur la contrée dont il était représentant.

L'activité de VAUQUELIN ne tarda pas à porter ses fruits : le 21 octobre, le Comité, renseigné sur la quantité énorme de salpêtre contenue dans les maisons de la ville de Tours, le château de Loches, et tous les lieux voisins¹, lui donna pleins pouvoirs pour créer « *de nombreux établissements de cuites de salpêtre dans les lieux indiqués, et requérir les hommes, les cuivres, les cuves, les bois, le charbon de terre et tous les objets nécessaires* ». Il lui adjoignit le citoyen JACOTOT (voir plus haut), que PRIEUR avait connu à l'Académie des Sciences de Dijon. « *Ils donneront tous les ordres qu'ils jugeront convenables aux agents de la Régie, délivreront autant de commissions de salpêtriers qu'il sera nécessaire. Une somme de 100.000 livres est mise à leur disposition. La Régie leur enverra de suite dix milliers de potasse*² ».

Le Comité donnait donc carte blanche à ses commissaires, et n'épargnait rien pour s'assurer leur succès. Le 21 frimaire il leur adjoignit même le citoyen F. GUILLEMIN (voir plus haut, note 2, page 71), apothicaire aide-major à l'armée de l'Ouest, pour donner à la mission de VAUQUELIN et JACOTOT, toute « *l'énergie que les besoins exigeaient, et lever les obstacles que pourraient opposer à la récolte du salpêtre, la malveillance, l'inertie et les préjugés*³ : « *Il faut, citoyens collègues* », écrit le Comité de Salut Public le 7 brumaire (28 octobre) aux représentants du Peuple près l'armée de l'Ouest, « *que vous brisiez tous les obstacles que la*

1. Les matériaux salpêtrés abondaient également sur les coteaux de la Loire, du Cher, de la Vienne, du Clain, et de la Charente.

2. AULARD (A.-F.). — *Recueil des Actes du Comité du Salut Public*, tome 7, page 601, 3, Imprimerie Nationale, Paris, 1889.

3. AULARD, *Ibidem*, tome 9, p. 323, *op. cit.*

malveillance ou le modérantisme pourraient apporter aux travaux du salpêtre, que tout ce qui se trouve salpêtré passe par la chaudière, que toutes les Administrations concourent à cette œuvre, que tout fléchisse devant le besoin le plus impérieux de la République ».

C'est ainsi que le Comité de Salut Public préludait à l'organisation du vaste mouvement révolutionnaire qui allait couvrir la France entière, d'ateliers du salpêtre.

« A la fin de 1793 », écrit M. RICHARD, « la situation militaire s'était éclaircie. La victoire de Wattignies avait fermé la route de Paris à l'envahisseur. Mais le Comité savait à quel prix il avait dû acheter ce premier succès. Il savait aussi que le sort de la guerre n'était pas décidé ; si JOURDAN n'avait pu, malgré des ordres formels, pénétrer en Belgique ; si les armées du Rhin et de la Moselle tardaient à délivrer l'Alsace ; si le siège de Toulon languissait, c'était en grande partie, parce que l'on manquait de munitions. Pour ôter à l'ennemi toute velléité de retour offensif, pour achever la libération du sol national, et dicter la paix à l'Europe, il fallait redoubler d'énergie, réclamer de la Nation un supplément d'efforts, tirer parti de l'expérience acquise pendant les derniers mois¹ ».

Les recherches entreprises dans l'Indre-et-Loire, le Mont Terrible, le Bec d'Ambès, avaient vérifié les calculs des savants qui entouraient le Comité : le sol français recélait d'énormes quantités de salpêtre. Mais la Régie n'était outillée, ni pour les recueillir en quelques mois, ni pour les transformer sur le champ en poudre ; l'accroissement du nombre des salpêtriers commissionnés, la construction

1. RICHARD (C.). — Chap. 11 : *le Problème du Salpêtre et des Poudres* — page 431, *op. cit.*

de nouvelles « batteries¹ », n'étaient que des expédients. C'est alors que le Comité fit appel à l'ensemble des citoyens.

Le 14 frimaire, an II, PRIEUR (DE LA COTE-D'OR) présentait à la Convention un projet de loi sur l'exploitation révolutionnaire des salpêtres². Enseveli dans ses bureaux, il n'abordait que rarement la Tribune, et laissait en général à BARÈRE ou à CARNOT, le soin de traduire sa pensée. Son rapport n'a pas l'éclat de ceux de BARÈRE : on y chercherait vainement les périodes ampoulées, les images hardies, parfois heureuses, de l'orateur officiel du Comité. Son style est celui d'un savant, qui dédaigne l'élégance de la forme, et s'exprime sans apprêt.

Brièvement, PRIEUR rappelle la richesse du sol national en salpêtre, les recherches heureuses « des naturalistes et des chimistes » ; il rend hommage aux efforts de la Régie. « Mais les récoltes accoutumées ne répondent plus à l'ardeur républicaine et le riche dépôt de salpêtre que la nature confie sans cesse à nos terres, demande à passer en plus grande abondance dans la main de nos guerriers... ». Le Comité a étudié la question. Il s'est « entouré de toutes les lumières, de toutes les connaissances, qui pouvaient le mettre à portée de réaliser ses vues sur tous les moyens de multiplier promptement la récolte du salpêtre..., à proportion des armes à feu que l'énergie républicaine vient en quelque sorte de tirer du néant... ». Déjà, des hommes éclairés ont exploré plusieurs départements ; mais, « les mesures par-

1. « Batterie » est employé ici comme synonyme de nitrière ou encore de salpêtrière. L'hôpital de la Salpêtrière doit d'ailleurs son nom à une fabrique de salpêtre qui y existait au xvi^e siècle.

2. Le rapport de PRIEUR, le texte du décret et l'instruction qui l'accompagne, sont reproduits dans les *Archives Parlementaires*, tome 80 pages 611 et suivantes.

tielles et isolées, n'atteindraient point encore le but que l'on doit se proposer ».

Le salpêtre n'existe pas seulement dans les décombres des grandes villes. « La nature produit abondamment ce sel dans tous les lieux, où des matières animales et végétales sont peu à peu accumulées : ainsi, le sol des écuries, des étables, des remises, des serres, des caves, des cuisines, celui d'une foule d'ateliers, où l'on travaille des substances organisées, s'enrichit perpétuellement du nître ou salpêtre qui s'y forme spontanément¹ ». La loi autorise les salpêtriers à fouiller les plus vastes de ces dépôts. « Mais combien de terrains ont échappé jusqu'ici à leurs recherches ? Quelle masse de salpêtre y repose inerte et sans utilité pour la République ? Quelles espérances ne doit-on pas concevoir de la quantité qu'on peut en obtenir, en intéressant tous les citoyens à cette récolte ?... Tout ce qui peut contribuer à la défense de la Liberté, appartient à la République... et celui qui recèlerait sciemment des matériaux utiles à cette défense, soit par le conseil de la malveillance, soit par la froideur de l'indifférence, serait justement rangé dans la classe des contre-révolutionnaires et des conspirateurs.

1. BARÈRE, dans le rapport qu'il fit à la Convention, le 1^{er} février 1796, sur la défense de la République, rappela au sujet de la poudre une anecdote trop peu connue : « L'industrie, dit-il, habite les cachots comme les cabinets et les ateliers. La Bourdonnaye, dans son cachot de la Bastille, tira devant le Gouverneur un coup de pistolet. Le Gouverneur, étonné, l'interrogea. Voici comment je me suis armé, comment j'aurais pu me tuer, répondit La Bourdonnaye : j'ai gratté le salpêtre sur les murs de ma prison ; j'ai pris du charbon dans mon foyer ; les allumettes m'ont fourni le soufre ; une cuillère d'étain m'a donné les balles, et un étui d'or, qui m'avait été laissé, s'est changé en canon ». D'après BOURSIN et CHALLAMEL, qui ont la naïveté d'ajouter : « quelques jours avaient suffi au Comité du Salut Public pour approfondir cette découverte, et fabriquer la poudre » ! (BOURSIN (E.) et CHALLAMEL (A.) : *Dictionnaire de la Révolution Française (Institutions, hommes et faits)*. Article : *Poudres*. Jonnet et C^{ie}, Paris 1863.

C'est sur ces bases que les lumières des artistes et les principes républicains rendent également certaines, qu'est fondé le projet du Comité ; « il propose aux habitants de la France, qui tous sont devenus soldats, de recueillir aussi le salpêtre qu'ils ont sous la main ».

Il ne s'agit pas d'exercer un art difficile ; une instruction de deux pages, « rédigée par les hommes les plus habiles en ce genre », mettra ce travail « à la portée de l'intelligence la plus commune ». Quel patriote refuserait de saisir cette occasion nouvelle « de servir efficacement la cause de la liberté et de l'égalité ? Sous les tyrans français, les citoyens étaient obligés de laisser faire, dans tous les points de leurs demeures, des recherches, des fouilles... ; sous l'empire de la liberté et de la raison, le bon citoyen offre de lui-même, ce qu'il possède d'utile pour la patrie ; et si l'égoïste s'y trouve contraint par des mesures révolutionnaires, ce n'est qu'à son opiniâtreté qu'il peut imputer la gêne qu'il éprouve ». Au reste, la loi armera « les sans-culottes de toutes les municipalités » contre la tiédeur et la malveillance des modérés et des aristocrates ; « ils sauront bien faire fouiller pour eux dans leurs caves, et y puiser la matière même, qui doit servir à détruire leurs espérances et à renverser leurs projets ».

Le rapport s'achève par un vibrant appel à l'émulation et au patriotisme. En quelques décades, « des hommes que leurs occupations avaient éloigné du métier des forges et des ateliers d'armes, sont devenus non seulement habiles dans cet art, mais même capables de diriger les travaux des autres, et de leur apprendre ce qu'ils n'avaient pas encore pratiqué. L'énergie et l'adresse des Français sont, il faut le dire sans cesse, au-dessus de celles de tous les peuples. L'amour-propre de chaque citoyen est aujourd'hui l'amour

de la République ; toutes les choses, comme toutes les personnes, et tous les talents, sont en réquisition. Que les tyrans qui conspirent contre nous, apprennent que leurs efforts seront toujours vains, que nous ferons servir jusqu'aux débris même de nos corps et de notre sol pour les foudroyer ! »

Les mesures proposées par le Comité assureront une récolte de 30 à 40 millions de salpêtre, « quantité suffisante pour exterminer tous les ennemis de la Liberté que pourraient vomir l'Europe et l'Asie si elles étaient liguées contre elle ».

La Convention adopta sans débats le projet qui lui était soumis et dont la précision ne laissait rien à désirer¹. Voici en effet, dans sa teneur cette loi, la plus importante de celles qui concernent les poudres et salpêtres :

Décret relatif aux salpêtres.

Du 14 frimaire an II (4 décembre 1793).

La *Convention nationale*, considérant que tous les citoyens français sont également appelés à la défense de la liberté, que tous les bras doivent être armés pour elle, que toutes les propriétés doivent concourir aux moyens de repousser la tyrannie et qu'au moment où les manufactures d'armes à feu se multiplient sur toute la surface de la république, il faut multiplier les fabriques de salpêtre en même proportion, décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Tous les citoyens soit propriétaires, soit locataires, excepté ceux dont les habitations sont comprises dans l'arrondissement d'un salpêtrier et dont il sera parlé ci-après, sont invités à lessiver eux-mêmes le terrain qui forme la surface de leurs caves, de leurs écuries, bergeries, pressoirs,

1. C. RICHARD. — *Le Comité du Salut Public et les fabrications de guerre pendant la Terreur*, chapitre 11 : *Le problème du salpêtre et des poudres*, pages 439, 440 et 441, *op. cit.*

celliers, remises, étables ainsi que les décombres de leurs bâtiments.

Le salpêtre qu'ils auront ainsi récolté leur sera payé par la régie des poudres 24 sols la livre, prix déjà déterminé par la loi du 28 août dernier (*vieux style*).

ART. 2. — Pour mettre cette opération à la portée de tous les citoyens, il sera envoyé, par le Comité de Salut Public, dans toutes les communes, une instruction sur l'extraction du salpêtre ; cette instruction sera lue sous l'arbre de la Liberté, trois décadis consécutifs, et sera déposée à la municipalité pour être consultée ou transcrite par tous ceux qui voudront en faire usage.

ART. 3. — Afin de suppléer au travail de ceux qui ne pourraient pas s'y livrer par eux-mêmes, les municipalités sont invitées à former un atelier commun destiné à lessiver les terres ou à faire évaporer les lessives que les citoyens y feraient transporter.

A cet effet, elles choisiront l'homme le plus propre, par ses connaissances et par son patriotisme, à diriger ces opérations et à éclairer ses concitoyes sur celles qu'ils voudront faire chez eux.

Le salpêtre provenant de ce travail commun sera de même payé par la régie à raison de 24 sols la livre.

ART. 4. — Les municipalités pourront, avec l'approbation de l'administration du district, prendre en location une maison, soit nationale, soit particulière, convenable à l'atelier commun indiqué dans l'article précédent. Le prix de la location ainsi que les autres frais des opérations seront acquittés sur le produit du salpêtre.

ART. 5. — Pour assurer le succès de ces nouveaux établissements, la régie nationale des poudres placera dans chaque département un de ses préposés dont les fonctions auront pour principal objet d'instruire les agents de district dont il sera parlé dans les articles suivants, de juger de leur capacité et d'entretenir avec eux la correspondance nécessaire. Le Ministre des contributions fixera, sur le rapport de la régie des poudres, le traitement de ces préposés.

ART. 6. — Chaque administration du district sera tenue d'envoyer auprès du préposé de la régie, dans le département, un citoyen qui fera preuve de connaissances suffisantes, ou qui s'instruira dans le travail de l'extraction du salpêtre jusqu'à ce que le préposé le juge capable de diriger ce travail.

ART. 7. — Lorsque le préposé de la régie jugera ce citoyen suffisamment instruit, il lui délivrera un certificat de capacité et alors celui-ci sera reconnu comme agent du district pour surveiller l'exploitation du salpêtre ; ce dont il sera donné avis au Ministre des contributions publiques par l'administration du district.

ART. 8. — Le traitement de ces agents sera de 150 livres par mois. Le Ministre le leur fera payer d'après un certificat d'activité de service, délivré par l'administration du district et sur les fonds qui sont à sa disposition pour les poudres et salpêtres.

ART. 9. — Les agents de district pour la confection du salpêtre seront chargés de faire une tournée dans toutes les municipalités du district. Ils répandront la connaissance des procédés les meilleurs et les plus économiques ; ils feront la visite des lieux les plus propres à donner du salpêtre, afin de s'assurer s'il n'y en a point dont l'exploitation soit négligée.

ART. 10. — S'il se trouve dans une commune des terrains négligés qui donnent l'espérance d'un assez grand produit pour mériter un atelier, l'agent du district le fera établir sous la surveillance de la municipalité, ainsi qu'il a été dit à l'article 3.

ART. 11. — Dans le cas où une municipalité aurait besoin de quelque avance de fonds pour subvenir aux premières dépenses de cet établissement, elle en fera la demande à l'administration de district qui, sur le rapport de ses agents, sera autorisée à l'accorder. Cette somme sera prise dans la caisse du receveur du district et sera remplacée sur le produit du salpêtre récolté par cet atelier, et en cas d'insuffisance, par une addition d'imposition sur les habitants de la commune.

ART. 12. — Les citoyens et les municipalités porteront ou feront porter leur salpêtre au chef-lieu de district à des époques qui seront fixées par l'administration.

Là, l'agent du district jugera si le salpêtre est d'une qualité suffisante et en constatera la quantité en présence d'un commissaire nommé à cet effet par l'administration de district. Ce commissaire délivrera aux porteurs des reconnaissances de la valeur des salpêtres reçus qui seront acquittées à l'instant par le receveur du district.

L'état de la recette des matières et des paiements sera envoyé par l'administration de district au Ministère des contributions publiques, qui fera remplacer, sans délai, le montant de ces sommes dans la caisse du receveur.

ART. 13. — Les salpêtres, ainsi rassemblés dans les chefs-lieux de district, seront à la disposition de la régie des poudres, qui les fera transporter dans les établissements pour le raffinage.

ART. 14. — Le Ministre des contributions publiques, sur la demande de la régie des poudres, est autorisé à augmenter le nombre des agents de régie, en proportion de l'augmentation de ses travaux.

Il sera mis à la disposition de ce Ministre une nouvelle somme de quatre millions pour subvenir à la dépense de la fabrication des salpêtres et poudres. Cette somme sera augmentée par la suite, s'il est nécessaire.

ART. 15. — Lorsque l'agent de district jugera que les terrains salpêtrés peuvent être exploités dans l'année par les salpêtriers ordinaires de l'arrondissement ou lorsque les ateliers de la régie suffiront pour exploiter les terres salpêtrées, les citoyens ne pourront point se livrer à l'extraction du salpêtre de leur terrain.

Les administrations de district veilleront à ce que l'exécution de cet article n'introduise des abus qui tendraient à priver la République d'une partie de la récolte de salpêtre qu'elle a droit d'attendre d'une exploitation active, et, dans ce cas, elles en informeront promptement le Comité de Salut Public.

ART. 16. — Le Ministre des contributions publiques est chargé de l'exécution du présent décret dans tout ce qui a rapport au service de la régie des poudres. Le Comité de Salut Public surveillera cette exécution dans toutes ses parties.

La Convention nationale la recommande à la vigilance patriotique des sociétés populaires.

Instruction pour tous les citoyens qui voudront exploiter eux-mêmes du salpêtre, envoyée dans toutes les municipalités par le Comité de Salut Public de la Convention nationale, conformément au décret du 14 frimaire de la 11^e année de la République.

La *Convention nationale*, par son décret du 14 de ce mois, a invité tous les citoyens à recueillir eux-mêmes le nitre ou salpêtre qui se forme dans la terre de leurs caves, écuries, granges, celiers, remises et autres lieux bas des habitations, ainsi que celui qui se trouve dans les décombres de leurs bâtiments. Elle leur donne la faculté de le vendre à la régie des poudres 24 sols la livre, afin que chacun, en servant la République, tire un nouveau produit de sa propriété.

Le notre ou salpêtre est, comme l'on sait, la principale matière qui entre dans la composition de la poudre de guerre. Quel est donc le républicain qui ne s'efforcera pas d'en fournir à sa patrie ? Le travail en est facile ; chacun dans son ménage pourra l'exécuter en suivant les procédés que l'on va exposer.

Ces procédés se réduisent à trois opérations principales :

- 1^o Reconnaître et choisir les terres salpêtrées ;
- 2^o Lessiver ces terres ;
- 3^o Évaporer ou réduire la lessive pour en obtenir le salpêtre.

PREMIÈRE OPÉRATION.

Du choix et de la fouille des terres.

Toutes les terres ne sont pas également propres à la fabrication du salpêtre. Une terre mêlée de beaucoup de sable, ou fort graveleuse, en contient rarement : il en est de même de celles où la glaise domine ; mais les terres végétales, marneuses, coquillières et les craies, sont très favorables à la production de ce sel. Il ne se forme point dans les lieux trop secs et une trop grande humidité lui est également contraire ; enfin, dans les lieux même où il se forme le plus abondamment, il est des places qui en contiennent beaucoup et d'autres fort peu. La partie par exemple d'une écurie ou d'une bergerie le plus habituellement imprégnée de l'urine des animaux en contient peu ; on en trouve davantage à mesure qu'on se rapproche de la mangeoire : il est plus uniformément répandu dans les caves.

La première connaissance nécessaire pour l'extraction du salpêtre est celle des signes auxquels on distingue une terre qui en contient de celle qui en est dépourvue ; il y a plusieurs moyens pour parvenir à ce but ; le plus simple, celui qui peut suppléer à tous les autres, consiste à goûter la terre qu'on soupçonne salpêtrée. On creuse dans cette terre, d'abord à deux ou trois pouces de profondeur : on en prend une petite portion sur laquelle on applique la langue pendant un instant. Si la terre est salpêtrée, on la trouve fraîche, amère, légèrement piquante et un peu salée ; si elle ne l'est point, elle est insipide comme la terre des champs. On continue ensuite à creuser et à faire l'essai de la terre jusqu'à ce qu'on n'y trouve aucune saveur ; on fait cette épreuve dans cinq ou six endroits du local dont on se propose d'extraire la terre salpêtrée et l'on est en état de reconnaître ainsi toute la quantité de terre qu'on peut exploiter avec succès.

DEUXIÈME OPÉRATION.

Du lessivage des terres salpêtrées.

Le salpêtre se dissout dans l'eau, comme le sucre ou comme le sel de cuisine. Si donc on délaye une terre salpêtrée dans une quantité suffisante d'eau, le salpêtre se fond ou se dissout, mais la terre ne se fond pas ; c'est ce qui donne le moyen de séparer le salpêtre de la terre par le lessivage.

Pour cela on rassemble des cuiviers ou des tonneaux, on divise par la scie chaque tonneau en deux parties qui deviennent par là deux cuiviers, au moyen d'une bonde ou d'un trou que l'on fait au bas, comme pour les lessives des linges.

L'atelier le plus simple est composé de trois de ces cuiviers. Pour un travail plus considérable, on augmente le nombre de ces cuiviers, trois par trois, autant qu'il est nécessaire ; cela ne change rien au procédé que l'on va décrire, en supposant qu'il n'y ait réellement que trois cuiviers.

Chacun de ces cuiviers ayant à son fond une bonde qui doit servir à l'issue de l'eau, on couvre cette bonde d'une poignée de paille qu'on assujettit avec une tuile ou un morceau de bois ou de sarment, qui sert à arrêter la terre et à laisser filtrer l'eau.

On remplit de terre les trois cuiviers ; ensuite on verse sur le premier de l'eau jusqu'à ce qu'il en reste deux travers de doigt qui surnage la terre. Après avoir laissé en repos le cuvier pendant environ trois heures, on remue la terre avec une pelle ou une spatule de bois. On laisse encore reposer trois heures ; on ouvre la bonde et on laisse écouler l'eau que l'on reçoit dans un vaisseau placé au-dessous.

L'eau qui sort du premier cuvier est repassée de la même manière sur le second qui contient de la terre neuve, après cela, elle est assez chargée de salpêtre et on la réserve pour l'évaporation.

On repasse de l'eau nouvelle d'abord sur le premier cuvier ; ensuite on la reporte sur le second et enfin sur le troisième ; et cette eau qui a passé en dernier lieu sur la terre neuve est encore chargée et doit être réservée pour l'évaporation.

Cela fait, on remplit de terre neuve le premier cuvier qui devient alors le troisième ; on passe de l'eau nouvelle sur la terre qui a été lavée deux fois ; on la reporte sur celle qui ne l'a été qu'une fois, et enfin sur la terre neuve, et on réserve encore cette eau pour l'évaporation.

On continue ainsi de suite à renouveler la terre qui a été lavée trois fois et à repasser de l'eau nouvelle sur les trois cuiviers ; de manière qu'on ne porte à l'évaporation que l'eau qui a passé sur trois cuiviers, le dernier étant chargé de terre neuve, et que l'on ne renouvelle la terre d'un cuvier que lorsqu'elle a été lessivée trois fois, et en dernier lieu par de l'eau pure.

Les terres lessivées peuvent être reportées sans inconvénient dans les lieux d'où on les avait extraites.

Si l'on ajoutait des cendres du feu aux terres à lessiver, on obtiendrait du salpêtre en plus grande quantité et plus pur ; c'est la méthode des salpêtriers. Pour l'employer avec la plus grande économie possible et sans se priver de l'usage que l'on a coutume de faire des cendres, il suffirait d'ajouter à l'eau que l'on verse sur les cuiviers les eaux qui ont servi à la lessive du linge, au lieu de les jeter. Ce moyen donnerait une valeur très utile à une matière qu'on a mal à propos l'habitude de perdre, parce que jusqu'à présent la manière d'en tirer parti n'avait pas été indiquée.

Il faut néanmoins se garder d'employer les eaux de lessive qui contiennent de la soude ; ainsi celles des blanchisseuses à Paris ne conviennent point à cet objet.

TROISIÈME OPÉRATION.

De l'évaporation.

L'évaporation consiste à faire bouillir à petits bouillons, dans une chaudière ou dans un chaudron, l'eau qui a passé les terres salpêtrées, jusqu'à ce qu'elle soit assez réduite pour donner son salpêtre par le refroidissement. A mesure que l'eau diminue, on remplit avec de l'eau salpêtrée nouvelle, tant qu'on en a ; et pour éprouver si la liqueur est au degré convenable, on en prend une cuillerée qu'on fait refroidir et dans laquelle on doit alors apercevoir des petites pointes brillantes en forme d'aiguilles. C'est la marque certaine que la liqueur est à son point, et alors on la retire de dessus le feu ou on la verse dans des terrines de terre, de cuivre ou de fer, suivant qu'on les a à sa disposition. On laisse reposer cette liqueur pendant trois ou quatre jours ; il se forme au fond et tout autour du vase des cristaux brillants ; c'est le salpêtre dans l'état où on doit le livrer.

Il ne s'agit plus pour l'obtenir que de verser la liqueur qui le surnage et de la laisser égoutter pendant quelques jours en inclinant le vase.

On a grand soin de recueillir cette eau et de la réunir à celle de plusieurs opérations semblables, pour la faire évaporer de nouveau comme la première fois, parce qu'elle contient encore une quantité considérable de salpêtre.

Pendant cette seconde évaporation, il se forme des cristaux d'un sel différent du salpêtre : c'est du sel marin, du sel de cuisine. A mesure qu'il se forme, il faut le recueillir avec une écumoire et le mettre dans un panier d'osier que l'on suspend au-dessus de la chaudière, pour ne rien perdre de ce qui peut en dégoutter.

Quand à peu près la moitié de la liqueur est évaporée, on retire la chaudière et on fait cristalliser comme la première fois.

Le sel marin dont on vient de parler peut servir à plusieurs usages. Il peut être donné au bétail comme le sel ordinaire, après avoir été lavé dans une petite quantité d'eau pure. Il peut servir aux salaisons, et il a même l'avantage de leur donner une couleur rougeâtre ; ce qui est dû à une petite partie de salpêtre qu'il retient et c'est pour obtenir cet effet que les charcutiers mêlent souvent un peu de salpêtre dans le sel dont ils font usage.

L'eau qui surnageait la dernière cristallisation, et que l'on a en séparée, peut encore fournir du salpêtre ; mais il faut une connaissance plus particulière de l'art du salpêtrier pour en obtenir le produit, et il faut avoir à sa disposition une quantité suffisante de potasse ou de cendres : nous conseillons donc de réunir ces eaux connues sous le nom d'*Eaux-Mères* et de les envoyer à l'établissement de la régie des poudres le plus voisin, à moins que l'agent du district, celui de la commune ou quelque homme expérimenté ne se charge de les traiter.

Si chaque citoyen s'imposait le devoir de fournir au moins une livre de salpêtre, il en résulterait presque en un instant un approvisionnement de 25 millions, qui serait presque plus que suffisant pour terrasser tous les esclaves des tyrans.

Le Comité de Salut Public, ayant approuvé l'instruction ci-dessus, arrête qu'en conformité du décret du 14 de ce mois, elle sera lue sous l'arbre de la Liberté, dans toutes les communes de la République, trois *décadis* consécutifs, à compter du premier qui suivra la réception de cette instruction ; qu'elle sera affichée à demeure et conservée à la municipalité pour être consultée au besoin par tous ceux qui voudront en faire usage.

A Paris, le 14 frimaire l'an II de la République, une et indivisible.

ROBESPIERRE, COUTHON, CARNOT, BARÈRE,
BILLAUD-VARENNE, LINDET, C.-A. PRIEUR.

§ 3. — L'EXTRACTION RÉVOLUTIONNAIRE DU SALPÊTRE
DANS L'EURE ET LA SEINE-INFÉRIEURE.

L'appel du Comité de Salut Public ne resta pas sans effet. Paris, citadelle de la Révolution, centre des fabrications d'armes, donna l'exemple : le concours des savants, l'action immédiate du Gouvernement, l'abondance des ustensiles, la richesse des matériaux, et notamment des plâtras de démolition, y rendirent l'extraction du salpêtre complète et fructueuse¹.

Comme la Régie, « *revenue par les formes de son institution et ayant cependant de grandes augmentations à faire à ses travaux* », était incapable de donner à la fabrication une impulsion révolutionnaire, le Comité créa le 7 pluviôse, l'Administration des Salpêtres et Poudres de la Commune de Paris, formée par son Conseil général. Cette administration fut d'abord composée de trois membres : MILLIER, CAILLOT et DAUBANCOURT, dont le choix fut ratifié par le Comité le 15 ou 16 pluviôse, et qui s'installèrent dès le 11, à l'hôtel Juigné, quai Voltaire n° 6².

Le Comité laissait subsister la Régie au début ; elle conservait son domaine traditionnel, et même la direction des travaux révolutionnaires dans les départements ; cependant les ateliers de Paris devenaient indépendants. Mais d'autre part, le Comité, décréta le 13 pluviôse la création de la Commission des Armes et Poudres³ ; se méfiant à juste titre de la compétence des hommes politiques cités plus haut : MILLIER, ancien perruquier, DAU-

1. ARBELET (M.). — *Souvenirs de C.-A. Prieur*, page 27, *op. cit.*

2. AULARD (A.-F.). — *Recueil des Actes du Comité de Salut Public*, tome 10, page 432, *op. cit.*

3. Voir plus loin l'historique de cette commission (page 100).

BANCOURT, marchand de maroquins, et CAILLOT, ancien clerc de procureur, il leur adjoignit d'abord un commissaire de son choix « *qui surveillerait en son nom tous les travaux et aurait voix délibérative dans l'administration* ». Ce poste fut confié au citoyen CARNY, « *qui venait de révéler des procédés ingénieux et expéditifs pour raffiner le salpêtre et fabriquer la poudre* ». Ses fonctions consistaient à introduire dans toute l'étendue de la République les procédés les plus prompts et les plus expéditifs, « *tant pour le raffinage des salpêtres bruts fournis par les citoyens et les communes, en vertu du décret du 14 frimaire, que pour la fabrication de la poudre dans les mêmes districts* ». Il devait tenir le Comité de Salut Public constamment au courant de ses opérations : en fait, le 9 ventôse, un nouvel arrêté étendit à l'ensemble de la République, les pouvoirs de l'Administration, dont CARNY assumait la présidence, comme le prouvent ses circulaires¹.

Somme toute, le Comité de Salut Public voulut s'assurer la docilité de l'administration révolutionnaire établie à Paris : d'abord, en y faisant entrer CARNY comme nous venons de le voir, puis, le 9 ventôse, en la plaçant sous les ordres de la Commission des armes et poudres, créée par décret du 13 pluviôse (et qui entra en fonction le 1^{er} ventôse). En outre elle réorganisa dès le début de ventôse cette administration révolutionnaire, en y adjoignant deux techniciens (réclamés d'ailleurs par MILLIER, CAILLOT et DAUBANCOURT, qui eurent le mérite de reconnaître leur insuffisance). C'étaient deux des inspecteurs des poudres

1. *La Décade philosophique*, quelques jours après l'exécution de LAVOISIER (1794) faisait l'éloge de l'Instruction sur la fabrication du salpêtre, et n'osait rappeler le nom de l'auteur, au moment où CARNY utilisait pour la défense nationale les procédés de raffinage rapides dus à LAVOISIER ; d'après GRIMAUD (E.) : *Lavoisier, 1743-1794, op. cit.*

et salpêtres des départements, qui avaient été nommés en nivôse : DESCROIZILLES et CHAPTAL.

On nous permettra d'ouvrir ici une parenthèse à propos de DESCROIZILLES. Originaire de Dieppe¹, il naquit dans une vieille apothicairerie², où depuis un siècle les DESCROIZILLES se succédaient de père en fils³. DESCROIZILLES commença à étudier la pharmacie dans l'officine paternelle, puis vint à Paris dans le laboratoire de ROUELLE LE JEUNE⁴, sous la direction duquel il fit de rapides progrès. Il fut bientôt nommé démonstrateur royal de chimie à Rouen, et choisi comme expert par le Parlement dans maints procès intentés à des falsificateurs de cidres. Au cours de ces procès, il eut l'occasion de battre victorieusement en brèche les théories surannées émises par François MÉSAIZE, apothicaire, le savant officiel de l'époque⁵.

La situation de professeur ne lui suffisant pas pour vivre,

1. DESCROIZILLES (François-Antoine-Henri), né à Dieppe le 11 juin 1751 mort à Paris, le 15 avril 1825 ; voir à ce sujet :

LIOT (A.). — *Les apothicaires Dieppois*, thèse de Doctorat en Pharmacie page 85. Wolf, Rouen, 1912.

2. Cette pharmacie qui existe toujours Place Nationale, s'appelle aujourd'hui : « La pharmacie des DESCROIZILLES ». Elle est actuellement tenue par mon charmant confrère et ami SIMON (L.), auteur de la thèse de doctorat en pharmacie ; *le Chimiste Descroizilles* (Voir note 5, page 71.) Sur la façade de l'immeuble, est apposée l'inscription suivante :

ICI EST NÉ LE 11 JUIN 1751

LE CHIMISTE

FRANÇOIS-HENRI DESCROIZILLES.

D'après SIMON (L.). — *Le Chimiste Descroizilles*, thèse de doctorat en pharmacie, page 63, *op. cit.*

3. Ces dynasties n'étaient pas rares à cause des privilèges que possédaient les fils de maîtres, d'après LARUELLE (E.) : *Les Apothicaires Rouennais*, Thèse de Doctorat en Pharmacie, page 92, Defontaine, Rouen, 1920.

4. ROUELLE LE JEUNE était également normand ; il était originaire de Mathieu (Calvados), près de Caen.

5. MÉSAIZE (Pierre-François), apothicaire à Rouen, fut chargé de nombreuses analyses d'eaux salpêtrées ; il fut aussi chargé de l'enseignement des Cours Révolutionnaires sur le salpêtre. Voir plus loin : *Archives de Rouen*, 27 prairial, an II (page 134).

il résolut de se faire recevoir apothicaire ; le titre de démonstrateur royal lui permit de recevoir du Roi une dispense d'apprentissage dans une grande ville, et par là, la possibilité de s'établir à Rouen.

Reçu en 1778, il s'installa rue du Gros-Horloge, paroisse Saint-Herbland, dans un immeuble du ^{xvi}^e siècle, qui existe encore¹. Cette officine, qui passait pour vendre la meilleure thériaque de la région, avait été occupée précédemment par LE DANOYS L'AINÉ. DESCROIZILLES n'y resta qu'une dizaine d'années ; il la quitta pour ne plus s'occuper que de chimie industrielle.

Il céda cette pharmacie à François ARVERS, qui s'occupa considérablement des ateliers du salpêtre, comme nous allons le voir bientôt².

DESCROIZILLES améliora et vulgarisa le procédé de blanchiment au chlore, de BERTHOLLET, qui venait de paraître. Il imagina l'alcalimètre, acétimètre ou berthollimètre, qui permit aux gens étrangers à la science d'évaluer des alcalis, des vinaigres et des solutions de chlore. C'est à lui que nous devons le premier appareil à déplacement en vase clos, et le premier filtre à café.

Quoique n'exerçant plus la pharmacie, DESCROIZILLES appartenait toujours à la corporation, et payait sa part d'impôts. Il était tenu en haute estime par tous ses confrères³.

En 1790, DESCROIZILLES est un des fondateurs à Rouen de la Société des amis de la Constitution. Après diverses

1. POUSSIER (A.). — *Vieilles spécialités Rouennaises*. Léon Gy, Rouen, 1909.

2. Le 7 prairial an II, ARVERS déjà substitut de l'agent national (EUDEL), est nommé *préposé instructeur dans le département de la Seine-Inférieure pour l'extraction du salpêtre pour l'étendue de ce département* (Voir plus loin, page 134).

3. LARUELLE (E.). — *Les Apothicaires Rouennais*, page 91, *op. cit.*

péripéties, il fut arrêté comme suspect de modérantisme, et incarcéré le 29 août 1793 à Saint-Lô (ancien monastère de Rouen, devenu maison d'arrêt), puis à Saint-Yon (ancien établissement des Frères des écoles chrétiennes au faubourg Saint-Sever). Là il ne resta pas inactif : il utilisa ses loisirs forcés, en trouvant le moyen d'épurer en grand le salpêtre des caves. Son mémoire porté à Paris par ARVERS, fut confié à un personnage influent (probablement CHAPTAL¹), qui le communiqua au Comité de Salut Public.

L'inventif savant était bientôt élargi : le 10 nivôse, le Comité de Salut Public « *autorisait le citoyen DESCROIZILLES à faire à Dieppe une épreuve pour constater l'utilité des caques ou vidanges de hareng, dans la confection des couches de nitrière artificielle* ». Il arrêtait que la municipalité de Dieppe lui procurerait un emplacement propre à cette épreuve². C'est ainsi que DESCROIZILLES fut nommé le 24 nivôse, Inspecteur des Poudres et Salpêtres pour les départements de la Seine-Inférieure, l'Eure, l'Eure-et-Loir, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise, Somme, Oise, Aisne, Pas-de-Calais et Nord. Appelé en ventôse à l'Administration des Poudres et Salpêtres en même temps que CHAPTAL, (voir page 139) il fut remplacé par PLUVINET, l'un des professeurs des Cours révolutionnaires, dont le premier soin fut d'envoyer la circulaire suivante ; (envoyée à l'agent national près le district de Bernay, nous l'avons retrouvée en entier dans les archives de cette ville³).

1. DE LÉRUE. — *Notice sur Descroizilles, chimiste, né à Dieppe et sur les membres de sa famille*, Cagniard, Rouen, 1875.

2. *Registre d'enregistrement des commissions aux archives communales de Dieppe*. D, 1791, f^o 26. L'extrait est signé : CARNOT, BILLAUD-VARENNES. AULARD ne mentionne pas cet arrêté dans son *Recueil des Actes du Comité de Salut Public*.

3. *Arch. mun. de Bernay*, Poudres et Salpêtres, liasse H, pièce n^o 13.. La pièce imprimée, est signée de PLUVINET.

Paris, 18 Germinal, an II de la République Française,
une et indivisible.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

L'Inspecteur Commissaire du Comité de Salut Public de la Convention Nationale pour les poudres et salpêtres dans les départements de Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Seine-et-Marne, Eure, Eure-et-Loir, Aisne, Nord, Pas-de-Calais, Somme et Oise.

A l'Agent National près le district de Bernay :

CITOYEN,

Mon prédécesseur¹ t'a fait tenir une circulaire². Tu as sûrement senti toute l'importance des mesures qu'il t'indiquait pour obtenir la plus prompte et la plus avantageuse exécution de la Loi révolutionnaire du 14 frimaire, qui doit mettre dans les mains de nos défenseurs la poudre dont ils écraseront les tyrans.

Appelé à d'autres fonctions, DESCROIZILLES, auquel j'ai succédé m'a fait part du résultat de ses observations dans les départements qu'il avait parcourus.

J'ai été à même d'en connaître l'exactitude dans un certain nombre de districts où j'ai commencé à remplir les devoirs qui me sont confiés. Je vais te présenter ces résultats, et pour t'engager à prendre ces mesures qu'ils nous ont démontré nécessaires, je crois inutile de te rappeler l'importance de l'objet et la terrible responsabilité qui pèserait sur nos têtes si nous y mettions de la négligence.

Les Municipalités qui n'ont encore rien fait pour établir un atelier commun sont justement suspectes de ne point aimer la Révolution. Ainsi tu me les indiqueras en bon citoyen, pour que je les dénonce.

Il eût été à désirer que dans l'atelier commun de chaque municipalité on exploitât complètement le salpêtre contenu dans les terres de son arrondissement ; cependant, comme la cuite des eaux de lessivage exige des moyens matériels et d'instruction, moins faciles à se procurer que ceux nécessaires aux lessivages des terres, il peut être convenable de laisser aux municipalités

1. DESCROIZILLES.

2. Nous n'avons pu retrouver cette circulaire

la faculté de se réunir pour établir des ateliers de cuite communs à plusieurs d'elles ; mais ce serait tendre à dégoûter les citoyens de l'extraction du salpêtre et courir les risques de n'en presque pas obtenir, que d'en faire transporter d'une commune à l'autre ; il est donc indispensable que chaque commune lessive ses terres elle-même.

Le transport des eaux chargées du salpêtre des terres lessivées enlèverait trop de bras et de chevaux aux campagnes si les ateliers montés pour cuire étaient trop éloignés les uns des autres. Ainsi les ateliers de cuite communs à plusieurs municipalités doivent être placés de manière que les communes qui y apportent en soient à une distance moyenne et il est essentiel qu'il y ait au moins un de ces ateliers par canton.

La loi du 14 frimaire prescrit de se choisir un préposé au travail commun. Le choix doit tomber sur les citoyens les plus actifs, les plus intelligents et surtout sur ceux qui ont une profession où les connaissances chimiques sont nécessaires, et la Patrie exige qu'un citoyen désigné pour conduire un atelier ne se refuse pas à coopérer ainsi à la défense de la République.

Si tous les préposés de tes communes ne sont pas encore instruits il est essentiel que l'agent salpêtrier du district s'empresse de réunir dans le chef-lieu ou autre endroit de ton district qui aurait un atelier monté, les préposés choisis pour diriger un atelier de cuite afin de les instruire.

Les préposés aux ateliers de cuite réuniront ensuite les citoyens chargés de diriger l'extraction et le lessivage des terres salpêtrées dans les communes et leur donneront sur ces objets l'instruction nécessaire.

Cette mesure est d'une importance d'autant plus grande que nous avons trouvé dans des ateliers de communes des terres insipides et démunies de salpêtre qu'on y avait apportées à grand frais et mêlées avec d'autres qui étaient salpêtrées ce qui ne peut que dégoûter les citoyens d'un travail qui serait nécessairement inutile.

Il est indispensable que chaque municipalité t'envoie un état détaillé des dimensions, forme, usage, matière, etc, de tous les vaisseaux de cuivre ou de fonte de fer d'une certaine contenance qui peuvent se trouver dans ton arrondissement : chaudières, baignoires, bassins, bassines, etc... Fais-toi donner note aussi de ce qui se trouve encore de ce genre dans les effets appartenant à la Nation.

Il est essentiel de tirer le meilleur parti des ustensiles qui existent dans l'étendue de ton district. Il sera donc important que l'agent salpêtrier fasse un rapport à l'Administration sur la richesse en salpêtre que présente chaque arrondissement de communes réunies pour un seul atelier de cuite et que l'administration se concerte avec lui pour faire placer les chaudières des plus grandes dimensions dans les lieux qui présentent l'espoir d'une plus grande exploitation.

Il serait même dans quelques cas avantageux de déplacer celles qui se trouveraient en trop grande disproportion avec l'exploitation et pourraient être plus utiles ailleurs.

Ta sagesse te dictera de ne point enlever à des fabriques nécessaires soit à l'équipement de nos braves défenseurs, soit à des objets indispensables à la vie, les ustensiles dont les fabricants justifieraient avoir actuellement absolument besoin.

Et aussi, lorsque cela ne nuira pas, il faudra tâcher de se servir des chaudières qui se trouveraient toutes montées dans les ateliers, balançant les inconvénients de leur déplacement avec ceux qui pourraient résulter de s'en servir sur place.

Salut et Fraternité.

L'Inspecteur-Commissaire du Comité du Salut Public :

PLUVINET¹.

Adresse-moi les lettres à l'Administration révolutionnaire des salpêtres et poudres à Paris, d'où on me les fera tenir².

DESCROIZILLES prit sans tarder possession de son nouveau poste : une circulaire de l'Administration révolutionnaire en date du 12 ventôse porte déjà sa signature. L'agence révolutionnaire, ainsi au complet, puisque renforcée de techniciens, soutenue et surveillée par le Comité de Salut Public va s'appliquer à développer (on dirait de notre temps intensifier) la récolte du salpêtre.

1. PLUVINET, chimiste, négociant de la rue des Lombards et fournisseur du Laboratoire de LAVOISIER, avait conçu le projet de sauver ce dernier.

2. *Arch. mun. de Bernay*, P. et S., liasse H, f° 13. Ces deux dernières lignes sont de la main de PLUVINET.

Dès le 2 pluviôse an II, nous trouvons dans les *Archives Communales de Rouen* :

Lecture d'une lettre du Commissaire des Poudres et Salpêtres de la République en résidence à Rouen, (EUDEL) à laquelle était jointe une circulaire de la Régie Nationale relative à l'extraction et au lessivage des salpêtres existant dans la commune. Ce commissaire présent à la séance fait part des dispositions qu'il a prises pour accélérer la récolte du salpêtre, et fait l'offre d'indiquer aux citoyens qui voudraient se livrer pour leur compte à cette intéressante opération, les procédés du lessivage et les dispositions préparatoires dont ils auraient besoin.

Le bureau municipal est chargé de faire avis aux citoyens pour prévenir ceux qui seraient dans l'intention de lessiver le salpêtre, qu'ils peuvent s'adresser au citoyen EUDEL, qui leur donnera les renseignements et instructions nécessaires. Deux commissaires pris *ad turnum* dans les commissariats d'instruction publique et de commerce sont désignés pour se transporter tous les jours dans les ateliers du commissaire national afin de stimuler le zèle des ouvriers. Invitation à la Société populaire de présenter une liste de trente républicains, forts et robustes pour être employés par le district à la purification du salpêtre.

Dix jours après, le 13 pluviôse, il est arrêté :

1^o Qu'il sera établi dans le plus bref délai un atelier pour lessiver les terres salpêtrées autres que celles destinées aux agents de la régie ;

2^o Qu'à cet effet un local sera demandé à l'agent du district ;

3^o Que GAMARE est chargé de faire un rapport sur l'aperçu des frais de cet établissement ;

4^o Qu'il sera écrit à la Société populaire pour l'inviter à présenter une liste de plusieurs citoyens ayant des connaissances sur l'extraction du salpêtre dont un sera nommé chef d'atelier par le Conseil général.

Le 13, la ci-devant église Saint-Lô est demandée comme local pour l'extraction du salpêtre.

Le 17, le citoyen DAVY est nommé chef de l'atelier formé par la commune pour l'extraction du salpêtre. Des commissaires sont désignés pour surveiller les travaux, faire verser les salpêtres dans les magasins de la République, en recevoir le mon-

tant, payer les ouvriers et faire usage de tous les moyens propres à accélérer l'extraction du salpêtre, et, dès le 21, il est donné au Conseil de la commune, lecture d'une lettre du district, portant envoi de cent exemplaires de l'Instruction sur le lessivage du salpêtre.

Entre temps, (3 ventôse), divers citoyens font don *de soufre* qu'ils possédaient chez eux. D'autre part, le conseil met en réquisition.

« Pour l'atelier du salpêtre de la commune, dix charretées de charbon de terre à prélever sur la quantité que Lambert, ex-directeur de la monnaie, a mise à la disposition de la commune ».

De son côté, la *Société d'émulation* déclare qu'elle fera une expérience publique sur l'extraction et la confection du salpêtre. Le commissariat du salpêtre est chargé d'y assister (4 ventôse).

Malgré cela la fabrication ne va pas vite. Le Conseil étant saisi par le commissaire, EUDEL, convoque l'entrepreneur le 12 ventôse, en exécution de la décision du Conseil ; l'ingénieur-architecte se présente seul, l'entrepreneur étant absent. Le maire lui demande de déclarer quelles sont les causes du retard apporté à l'achèvement de l'établissement pour l'extraction du salpêtre ; il répond que deux choses ont contribué à ce retard :

« La première consiste dans la démolition de la ci-devant église Saint-Lo, dont l'emplacement est destiné aux fourneaux et la seconde aux difficultés éprouvées pour se fournir des matériaux. Le substitut de l'agent national observe que depuis cinq ou six jours on lui annonce que les cuves seront placées et que jusqu'à présent malgré ses recommandations elles ne le sont pas encore ;

L'architecte répond « qu'il s'en trouve en ce moment trente ou quarante de posées et que demain à midi la totalité sera en place ».

Enfin, le 19 ventôse tout est en place . Le Conseil est

informé que l'atelier de salpêtre est placé, et qu'il ne reste plus que quatre cuves à saturer, et qu'elles seront posées le primidi de la 3^e décade.

Done, pour Rouen, dès le 19 ventôse l'atelier du salpêtre est prêt à fonctionner.

A Bernay, il ne paraît pas que les décrets aient été mis en vigueur dès le début : les premières délibérations du Conseil communal où il est question du salpêtre, datent du 8 germinal. D'autre part, la première pièce, en date, des archives, est du 18 ventôse, et traite de la potasse. Elle émane de la Commission des armes et poudres de la République, dont nous avons parlé, page 88. Le grand nombre de pièces trouvées dans les archives, provenant de cette Commission, exige quelques mots d'explication concernant cette Commission.

Dès la fin d'août 1793, une administration centrale de la fabrication extraordinaire des armes, surgit à Paris pour assurer la mise en marche rapide de la nouvelle manufacture de fusils. Théoriquement subordonnée au Ministre de la Guerre, qui a désigné ses membres, elle ne tarde pas à s'en affranchir, et cela d'autant plus vite que le Comité de Salut Public, pressé d'aboutir, ne cesse d'intervenir dans le détail des opérations, et par son action directe, s'efforce de lever rapidement tous les obstacles. Au reste, l'Administration centrale a pour chef HASENFRATZ, montagnard exalté, et savant de premier ordre, qui avait exercé au début de 1793, les fonctions d'adjoint au ministère de la guerre, et qui jouissait de la confiance entière du Comité.

Ainsi, aux trois ministères qui s'occupaient des poudres et salpêtres (Contributions Publiques, Guerre et Marine), s'ajoutaient une Commission et deux Administrations

révolutionnaires. Ne risquait-on pas d'aboutir à une fâcheuse dispersion des efforts, qui nuirait au succès désiré ? Et cette multiplicité des rouages, ne conduirait-elle pas à l'anarchie ?

Le Comité de Salut Public s'en rendit parfaitement compte. Il conçut le projet de détacher du Ministère tous les services qui concouraient à l'organisation matérielle de la Défense nationale, et de les soumettre à la direction d'ensemble d'une ou de deux Commissions ministérielles, qui recevraient l'impulsion directe du Comité. Le 13 pluviôse, à la suite du rapport de BARÈRE, le Comité conclut à l'établissement d'une seule Commission chargée à la fois des armes et des poudres :

« *La Commission des armes et poudres de la République réunira tout ce qui a rapport à la fabrication de ces deux objets... Elle dirigera immédiatement à Paris et dans la France entière... la fabrication des salpêtres, potasses et poudres* ». Un décret du 17 pluviôse désigna pour en faire partie, les citoyens DUPIN, adjoint du Ministère de la guerre, CAPON, qui avait été à la guerre un auxiliaire de DALBARADE, et BÉNÉZECH, qui avait rendu des services très appréciés en Seine-et-Oise.

Après quelques tergiversations, les commissaires s'établirent dans la maison ci-devant de JUIGNÉ, quai Malaquais, qui avait jusqu'ici hébergé l'administration révolutionnaire des poudres et salpêtres. Celle-ci s'en alla un peu plus loin, au n^o 23, formant le coin de la rue des Saint-Pères¹.

Par le fait, cette Commission des armes et poudres

1. AULARD, *Recueil des Actes du Comité de Salut Public*, tome 11, pages 6 et 89, *op. cit.*

constitue un véritable ministère de l'armement et place sous sa surveillance l'Administration des poudres et salpêtres, dont les membres étaient MILLIER, CAILLOT, DAUBANCOURT, CHAPTAL et DESCROIZILLES¹. L'ancienne régie existe encore, et prend le nom d'*Agence nationale des Poudres et Salpêtres*².

La Commission des armes et poudres devait subsister avec ce titre et ces commissaires jusqu'au 1^{er} floréal. Le 12 germinal, un décret voté sur la proposition de CARNOT enleva les mines à la Commission des subsistances, pour la rattacher à celle des armes et poudres, qui prit désormais le nom de *Commission des Armes, Poudres et Exploitation des mines* ; elle ne devait plus comprendre que deux membres, et un adjoint. DUPIN en sortit ; CAPON et BÉNÉZECH furent maintenus ; l'adjoint CAMPAGNE fut désigné le 30 floréal seulement.

Le Comité soutint énergiquement cette commission reconstituée, et s'appliqua à perfectionner son organisation.

- Un décret du 27 ventôse, rendu sur le rapport de BARÈRE avait supprimé toutes les commissions de salpêtriers délivrées par le Conseil exécutif provisoire, et avait attribué à la Commission des armes le droit exclusif de les renouveler et d'en accorder d'autres.

Le 26 messidor, BARÈRE exposa longuement à la Convention, les raisons justifiant une fusion des deux Agences, qui jusqu'alors s'étaient partagé les services des poudres et salpêtres. La Convention se rendit aux raisons de

1. Voir plus haut, pages 88 et 89 ainsi que les pièces justificatives 9 et 11.

2. Elle se composait des citoyens DUFOURNY, FAUCHEUX, LEBLANC et CHAMPY.

Voir RICHARD (C.), chap. 20 : *La Commission des armes et poudres*, page 633, *op. cit.*

BARÈRE, et décida sur le champ que l'Agence Nationale, ci-devant Régie des Poudres, cesserait ses fonctions le 1^{er} thermidor, et chargea le Comité d'organiser le travail de cette partie ; le 28, le Comité supprima l'Agence révolutionnaire¹. Désormais l'ensemble des travaux est dirigé par une Agence unique, composée de trois membres nommés par le Comité, aux appointements de 6.000 livres par an. Donc plus de Régie ; l'Agence est dirigée, après désignation du Comité, par les citoyens CHAMPY, ancien régisseur, CHAPTAL et MILLIER, anciens membres de l'Agence révolutionnaire².

Au début de l'an III, les administrations subordonnées naguère à la Commission des armes et poudres, achèvent de disparaître à deux exceptions près : l'*Agence des Poudres* et l'*Agence des Mines*, subsistent seules. La Commission ne comprend plus que deux membres : CAPON et BÉNÉZECH ; l'adjoint CAMPAGNE, destitué le 12 thermidor, n'a pas été remplacé.

Il nous a paru nécessaire de nous étendre un peu longuement sur ces divers rouages administratifs, de façon à nous rendre compte nettement des diverses administrations. Dans les lettres du Commissaire EUDEL, commissaire pour l'Eure et la Seine-Inférieure, il est souvent fait appel à l'attention des agents nationaux des districts pour éviter toute confusion à ce sujet.

1. Voir pièce justificative n° 18, le décret de la Convention nationale, *Arch. Mun. de Bernay*, P. et S., liasse H, f° 53.

2. MILLIER, mis en arrestation au lendemain de la chute de ROBESPIERRE, fut remplacé par le citoyen BONJOUR, précédemment employé dans les bureaux de la marine ; CHAPTAL conserva ses fonctions jusqu'au 8 pluviôse an III ; son successeur RIFFAULT, commissaire des poudres au Ripault, démissionna dès le 11 germinal, et fut remplacé le 26 germinal par DUCAMP, commissaire à Essonnes.

LIBERTÉ,



ÉGALITÉ.

Paris , ce 14 Germinal, l'an 2^e. de la République Française ,
une et indivisible.

LA COMMISSION DES ARMES ET POUDRES
DE LA RÉPUBLIQUE,

A l'Agent National près le District d

SUR LA RÉQUISITION DES CENDRES.

§ 4. — LES SALINS ET POTASSES.

Avant d'entrer dans le détail des délibérations des communes de Rouen et de Bernay, il n'est pas inutile de dire un mot des salins et potasses, des cendres nécessaires pour en retirer le carbonate de potasse indispensable à la fabrication du salpêtre. Le salin est le résidu nécessaire des eaux de lessivage ; on peut dire qu'en moyenne, 100 kgs de cendres donnent 10 kgs de salin, lequel doit être purifié pour en éliminer les sels étrangers au carbonate de potasse. Il est de toute évidence que ces réactions, ou plutôt les moyens de les obtenir, n'étaient pas à la portée de quiconque. C'est pourquoi le 29 germinal an II (18 avril 1794), le Comité de Salut Public fit paraître la loi relative à la fabrication des salins et potasses, suivie d'une instruction sur cette fabrication. Auparavant, le 23 septembre 1793, la Régie, après rapport de CARNOT, avait réquisitionné l'ensemble des potasses de la République. Le même jour, le Ministre des Contributions Publiques envoya à Rouen le citoyen TACHEREAU, pour mettre « sous la main de la nation et en lieu sûr, 500 milliers de potasse dont on signalait l'existence chez un nommé CHANTETON LE JEUNE ; si celui-ci avait fait la déclaration exigée par la loi, il serait indemnisé, sinon il serait mis en arrestation¹ ».

L'urgence du besoin exigeait cette sévérité : le Comité voulut sans tarder, par des procédés révolutionnaires, constituer d'énormes approvisionnements. C'est alors qu'après le rapport de BARÈRE, il rendit le décret suivant :

1. RICHARD (C.), chap. 15, *Salins et potasses*, page 452, *op. cit.*

Loi relative à la fabrication des salins et potasses suivie d'une instruction imprimée par ordre du Comité de Salut Public. — Du 29 germinal an II (18 avril 1794).

La *Convention nationale*, voulant encourager la fabrication des salins et potasses nécessaires à la préparation des salpêtres par tous les moyens compatibles avec les besoins de l'agriculture et la conservation des forêts, décrète ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Toutes les herbes qui ne servent ni à la nourriture des animaux, ni aux usages domestiques ou ruraux et qui ne font que surcharger des terrains seront de suite brûlées pour servir à l'exploitation du salpêtre ou converties en salins.

Sont comprises dans cette classe les fougères, les mousses, genêts, bruyères et autres plantes qui croissent dans les bois et lieux incultes.

ART. 2. — Tous les propriétaires ou fermiers des bois et lieux incultes où croissent ces herbes sont tenus de les faire brûler et d'en faire apporter les cendres dans les communes les plus voisines où l'on fabrique le salpêtre, si mieux ils n'aiment lessiver leurs cendres eux-mêmes et en préparer du salin chez eux.

Ces cendres ou ces salins leur seront payés comme il sera dit ci-après.

ART. 3. — Si, dans l'espace de deux mois à compter du jour de la présente loi, les propriétaires ou fermiers n'ont pas exécuté cette loi, les agents nationaux prendront les moyens les plus convenables pour faire couper et brûler lesdites herbes, en invitant les citoyens à se livrer à ce travail, et surtout les femmes et les enfants, qui auront, pour salaire le produit de la vente de ces cendres.

ART. 4. — Les cendres provenant de la combustion des mauvaises herbes seront portées, dans chaque commune, au magasin qui sera indiqué par la municipalité ; et l'agent national les fera payer suivant le prix fixé par le *maximum*. Les sommes nécessaires pour le paiement des cendres seront prises sur les fonds destinés à l'exploitation révolutionnaire du salpêtre, et la Commission des armes et poudres pourvoira aux avances nécessaires ou au remplacement des fonds.

ART. 5. — Les cendres seront distribuées aux ateliers de la fabrication de salpêtre révolutionnaire, qui en auront besoin. La valeur en sera payée directement par ces ateliers, ou acquittée

ultérieurement par eux, sur le produit de la vente de leur salpêtre.

L'agent national de chaque commune est chargé de l'exécution de cette partie.

Si les cendres excèdent la quantité nécessaire pour la fabrication du salpêtre, cet excédent sera à la disposition de la Commission des armes et poudres, qui l'emploiera convenablement.

ART. 6. — Les citoyens qui, au lieu de se borner à livrer leurs cendres aux agents nationaux des municipalités, préféreront les convertir eux-mêmes en salin, afin de se réserver les cendres lessivées pour servir d'engrais à leurs terres, seront tenus de livrer ce salin aux magasins de la commune dont il a été parlé ; il leur sera payé au prix du *maximum*.

ART. 7. — Le citoyen qui aura ainsi livré du salin pourra réclamer, auprès de l'agent national de district, une somme de 6 livres par quintal de salin, comme encouragement, en sus du prix *maximum*. Cet encouragement n'aura lieu que pendant une année, à compter de la date du présent décret.

ART. 8. — Le Comité de Salut Public est chargé de faire publier une instruction simple sur l'art de fabriquer le salin.

ART. 9. — Les administrations de district sont chargées de veiller à l'exécution de la présente loi, de la faire imprimer et distribuer, ainsi que l'instruction qui y sera jointe, dans toutes les communes de leur arrondissement, de prendre toutes les précautions nécessaires pour qu'il n'en résulte aucune dégradation dans les forêts. Les agents nationaux rendront compte de l'exécution au Comité de Salut Public.

INSTRUCTION

pour la fabrication du salin.

On appelle salin, le sel provenant de la lessive des cendres de bois, réduite, rapprochée et évaporée jusqu'à siccité.

On nomme potasse ce même sel, calciné et blanchi par la calcination.

Pour faire du salin, il n'est donc question que de faire une lessive de cendres, et de l'évaporer, pour enlever par le feu, toute l'eau qui a servi à faire la lessive.

Choix des plantes.

Tous les végétaux ne produisent pas une égale quantité de cendres.

Toutes les cendres ne contiennent pas une égale quantité de salin.

Les plantes herbacées sont ceux des végétaux qui fournissent le plus de cendres.

Les arbustes en produisent plus que les arbres ; les feuilles plus que les branches ; les branches plus que le tronc.

Tous les produits de la vigne, depuis le sarment jusqu'à la grappe de raisin, le tarte, la lie, desséchés et brûlés, fournissent abondamment du salin.

La dépouille ou le squelette de certaines plantes potagères, telles que les tiges de haricots, de fèves, de marais, de melons, de concombre, de choux, d'artichaux sont également riches en salin.

On peut encore brûler avec beaucoup d'avantage des feuilles de tabac, les côtes ou nervures de ces mêmes feuilles qu'on rejette dans les fabriques, le tournesol, les tiges de bled de Turquie, etc.

La fougère, la bruyère, le buis, les chardons, les branches mortes peuvent être d'un grand secours dans l'établissement d'un atelier de salin.

Combustion des plantes.

La combustion des plantes peut s'opérer :

1^o Dans des fours ordinaires ;

2^o Dans les foyers de nos maisons ;

3^o Au milieu des champs et des forêts, lorsque l'air est assez tranquille pour ne pas disperser les cendres à mesure qu'elles se forment.

Mais lorsqu'on a brûlé une quantité considérable de plantes ou de bois, et qu'on veut former des établissements fixes et durables, on peut pratiquer dans la terre et dans un endroit sec, une fosse carrée de trois à quatre pieds de profondeur, sur cinq à six pieds de diamètre. On entasse autour de ce creux les plantes et les bois qu'on destine à la combustion, et on les pousse dans ce creux, jusqu'à ce que tout soit consommé.

Les cendres provenant de la combustion des bois, contiennent en général depuis cinq jusqu'à douze à quinze livres de salin par

quintal ; les tiges de haricots, le bled de Turquie, les résidus de la fermentation vineuse, fournissent beaucoup plus ; les bois résineux et légers sont en général peu riches en salin, et les bois flottés n'en donnent presque pas.

Lessivage des cendres et évaporation de la lessive.

Pour extraire le salin contenu dans les cendres, il est question :

- 1^o D'en faire la lessive par les procédés usités dans les ménages ;
- 2^o De réduire et évaporer cette lessive jusqu'à siccité, pour séparer toute l'eau qui tient le salin en dissolution.

L'atelier du fabricant de salin doit varier selon l'extension qu'il donne à ses travaux.

Si un particulier veut fabriquer du salin dans son ménage, il doit lessiver ses cendres dans des cuiviers ordinaires, et évaporer la lessive dans une simple marmite de fer.

Mais dans les ateliers considérables de salin, on fait la lessive des cendres dans des cuiviers de bois, qui peuvent en contenir de vingt-cinq à quarante quintaux. On repasse la lessive sur des nouvelles cendres pour lui faire acquérir une plus grande force, et économiser par ce moyen les frais et le temps dans l'évaporation, et on évapore dans de grandes chaudières de fer de fonte.

Mais il faut observer :

1^o Que pendant le temps que se fait l'évaporation il convient d'ajouter peu à peu de la nouvelle lessive pour remplacer l'eau qui s'évapore, et obtenir par ce moyen une plus grande quantité de salin de la même cuite ;

2^o Que lorsque la liqueur commence à s'épaissir, il est nécessaire d'agiter sans interruption, et de soutenir ce mouvement jusqu'à ce que l'évaporation soit terminée ; sans cette précaution, il se forme une croute qui ralentit l'évaporation, et le salin se fixe, et s'attache sur les parois de la chaudière, à tel point qu'on ne peut l'en séparer que difficilement ;

3^o Si on n'a pas à sa disposition d'assez grands vases de fer, on peut commencer l'évaporation dans des chaudières de cuivre ; et lorsque la liqueur est très épaisse, on la porte dans des marmites de fer où se termine l'évaporation ; mais il faut bien se donner garde de compléter le desséchement dans les vases de cuivre, parce qu'on les brûlerait ou détruirait en très peu de de temps.

Lorsque le salin est fabriqué on le met dans de petits ton-

neaux bien fermés pour que l'air ne puisse pas y pénétrer, et on le conserve dans cet état jusqu'au moment qu'on l'emploie.

Les cendres lessivées peuvent servir à deux usages :

1^o Elles sont employées avec succès dans les verreries en verre noir ;

2^o Elles donnent un engrais très précieux et très recherché pour les prairies humides et marécageuses.

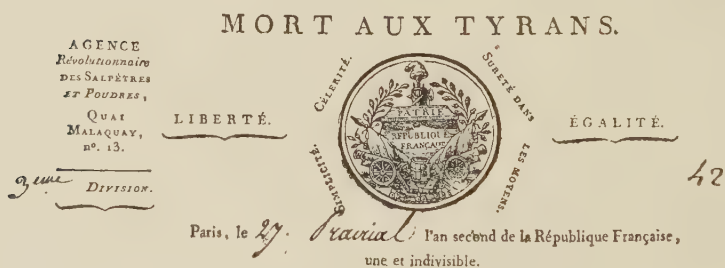
Vu l'instruction ci-dessus, le Comité de Salut Public arrête qu'elle sera imprimée et publiée, en exécution de l'article 7 de la loi du 29 germinal sur la fabrication du salin¹.

Signé à l'original :

BILLAUD-VARENNE, COUTON, ROBESPIERRE,
CARNOT, LINDET, GOLLOT-D'HERBOIS, C.-A. PRIEUR².

1. A la même époque parut l'opuscule suivant : « *L'art de fabriquer le salin et la potasse, suivi des expériences sur le moyen de multiplier la fabrication de la potasse* par PERTUIS (qui au dire de PRIEUR était un officier du génie, très distingué, et dont le nom était DE PERTUIS DE LAILLEVAULT), et SAGÉ. (Paris, 1794).

2. Archives mun. de Bernay, P. et S., liasse H., f^o 16. ; écrit à l'encre : envoyé aux Communes le 22 messidor.



L'AGENCE REVOLUTIONNAIRE des Salpêtres et
Poudres de la République,
Au Citoyen Agent National du District de
Bernay, Département de l'Eure.

§ 5. — LES ATELIERS RÉVOLUTIONNAIRES DU SALPÊTRE
DANS LE DISTRICT DE BERNAY

Si nous insistons sur les débuts de la mise en marche des ateliers du salpêtre, c'est qu'il est aisé de se rendre compte de deux choses : d'abord, de la difficulté de faire admettre par tout le monde des méthodes raisonnées au lieu d'usages établis ; et en second lieu, de la nécessité primordiale de mettre les ateliers du salpêtre en état de mieux opérer, en éclairant leurs travaux par les lumières de la chimie. Or, nous l'avons dit, les pharmaciens étaient les seuls citoyens capables de donner des conseils pour l'obtention pratique du salpêtre, qu'on appelait encore le « *nitrate parfait* », c'est-à-dire, en terme de l'art, le salpêtre à base de potasse, le seul préparé pour la confection de la poudre.

Il nous a été impossible de savoir à quelle date exacte l'apothicaire PELVEY, de Bernay, fut nommé agent du salpêtre. Cependant, tout nous porte à croire qu'il le fut dès les premiers temps. Le 8 germinal an II (28 mars 1794), un nommé J.-B. CHARLES BOIVIN se présente devant le Conseil général de la Commune de Bernay pour obtenir la direction de l'atelier de salpêtre. Ce dernier n'eut pas de succès, et ce fut un nommé SAINT-DENIS, qui fut choisi à l'unanimité le 17 germinal pour « *être le chef de l'atelier établi en cette commune pour la fabrication du salpêtre* ». Or la pièce n° 6 des Archives de cette ville émanant du Comité de Salut Public et fixant les indemnités des agents salpêtriers¹, porte, écrit à la main² : « *Connaissance*

1. Qu'il ne faut pas confondre avec les chefs d'atelier : le chef d'atelier, responsable devant l'agent du district, était le citoyen SAINT-DENIS, auprès duquel l'agent salpêtrier PELVEY remplissait les fonctions de directeur technique.

2. Voir pièce justificative n° 3.

donnée au citoyen PELVEY, le 16 germinal ». Donc, de toute évidence l'atelier de salpêtre fonctionnait à cette date, et, la direction technique en était assurée par le citoyen apothicaire PELVEY. D'autre part, nous ne trouvons le nom de ce dernier pour la première fois dans les extraits des délibérations du Conseil général de la commune de Bernay, que le 16 prairial an II (6 juin 1794), où il est dit :

« Le maire (LE CORDIER) a proposé que les gardes nationaux des deux compagnies de la campagne, la Pilelle et le Malharquier n^o 7 et 9, en présence de leurs officiers, et sous la direction de l'Agent national de la commune, du citoyen Langerrant, officier de paix, et des quatre commissaires nommés hier¹ par la Société populaire, Harout, Saint-Denis, Bayeux et Pelvey, soient invités de faire fagoter genêts et bruyères dans les bois dits d'Alençon, et les cultivateurs ayant harnais, de les apporter au lieu qui sera indiqué par l'agent national pour être brûlés et en être tirés les cendres nécessaires à la fabrication du salpêtre. Le jour de ce travail est fixé au 21 décembre, mois et jours suivants, sy besoin est. Il a ainsi proposé que tous les officiers des dites deux compagnies soient invités de rechercher dans leurs travaux, les cendres bonnes à être employées à la fabrique du salpêtre et que les propriétaires voudront donner ou vendre, de les ramasser et faire apporter au lieu de la fabrique.

Le Conseil général a arrêté la double proposition, et qu'à cet effet il sera écrit au capitaine de chacune compagnie pour lui et autres officiers ; arrête de plus que sur l'état que donnera le capitaine, il lui sera compté 15 fr. par tête de citoyens qui n'auraient pas la faculté de pourvoir à leur subsistance.

1. Par conséquent le 15 prairial an II.

Il a été également proposé d'inviter les cultivateurs ayant harnais de venir charger et voiturer les terres ayant été lessivées sous la boucherie aux fins d'y reprendre la qualité salpêtrée et d'être de nouveau lessivée si besoin est.

Cette troisième proposition a été aussi acceptée et arrêtée pour être exécutée le plus tôt possible ; pour cet effet sera écrit aux cultivateurs ».

Il est vrai que, dans cette délibération, il ne s'agit déjà plus des terres salpêtrées, mais des cendres nécessaires à l'obtention du salin.

La circulaire de la Commission des armes et poudres, qui a trait à la potasse, est du 18 ventôse ; l'agent national du district de Bernay en fit imprimer 400 exemplaires, et, dès le 5 germinal, fit paraître la proclamation suivante :

Bernay, le 5 Germinal, l'an II de la République Française,
une et indivisible.

CITOYENS,

Je fais passer aux municipalités de ce ressort la lettre du Comité de Salut Public en date du 18 ventôse.

Quel sera le malveillant qui préférera de jeter sa lessive, plutôt que la donner aux ateliers du salpêtre ? Je charge les autorités constituées de chaque commune, de donner la plus grande publicité à cette lettre, et de me dénoncer les ennemis du bien public qui ne s'y conformeraient pas, aux fins de leur faire subir la peine qu'ils auraient justement méritée.

LEFÈVRE¹.

A celle-ci était jointe la circulaire du 18 ventôse, signée de BENEZECH (Voir pièce justificative N^o 2). Quant à la loi

1. Arch. mun. Bernay, P. et S., liasse H., pièce n^o 4.

sur la fabrication du salin et l'instruction du 29 germinal, reproduites en entier, pages 104 et suivantes, elles furent envoyées aux communes du district le 22 messidor¹.

Entre temps la fabrication du salpêtre avançait, du *salpêtre révolutionnaire*, bien entendu, car l'agent national du District de Bernay, LEFÈVRE, ayant confondu l'agence révolutionnaire et l'administration des poudres et salpêtres, se vit rappeler à l'ordre : d'abord le 10 floréal, par CAPON et BÉNÉZÉCH, commissaires de l'Agence révolutionnaire à Paris², puis par EUDEL, commissaire des poudres et salpêtres de la République à Rouen, par lettre en date du 8 prairial³. Ce dernier cependant, dans une lettre du 19 floréal avait bien marqué la délimitation entre les salpêtriers commissionnés et l'atelier révolutionnaire du salpêtre du district (Voir pièce justificative N° 8). La lettre du 8 prairial n'avait pas encore convaincu le citoyen LEFÈVRE : le 12, il écrivit directement au Comité de Salut Public qui lui répondit le 16, la lettre suivante :

COMITÉ
DE SALUT PUBLIC

Paris, 16 Prairial, l'an II^e de la République,
une et indivisible.

—
BUREAU DES
POUDRES ET SALPÊTRES

*Le Comité de Salut Public
de la Convention Nationale
à l'Agent national du district de Bernay,
département de l'Eure.*

Tu ne nous dois compte effectivement que du salpêtre exploité révolutionnairement dans ton arrondissement ; mais cette exploitation seule, si elle est faite avec l'activité républi-

1. Voir également les pièces justificatives 4 et 5 du 12 et du 14 germinal an II.

2. Voir pièce justificative, n° 6.

3. Voir pièce justificative, n° 7.

caine doit produire au moins par décade les mille livres demandés par l'arrêté dont tu nous parles dans la lettre du 12 courant.

Redouble de zèle et d'efforts, anime l'ardeur et l'activité des citoyens et des préposés, et tu parviendras à obtenir l'activité exigée ; envoie nous promptement les États décadaires et dresse les dans la forme indiquée par l'arrêté du 26 ventôse.

Les membres du Comité de Salut Public :

C.-A. PRIEUR, LINDET¹.

Il est très probable que le citoyen LEFÈVRE s'était rappelé au souvenir du citoyen LINDET, député de Bernay².

Quoiqu'il en soit, le citoyen LEFÈVRE presse les agents nationaux des communes de remplir leur devoir, de presser la fabrication du salpêtre, et de lui fournir chaque décade un état de la quantité de salpêtre préparé dans chaque commune, ainsi qu'en fait foi la proclamation suivante :

Bernay, le 17 Germinal, l'an II de la République Française,
une et indivisible.

*L'Agent national du District de Bernay,
aux Agents nationaux des communes du District.*

CITOYEN,

L'extraction des terres salpêtrées, la fabrication du salpêtre, voilà ce qui doit occuper tous les amis de la Patrie : qu'ils tremblent, les tyrans coalisés, leur dernière heure est sonnée.

1. *Arch. mun. de Bernay.*, P. et S., liasse II, f^o.-38 ; signatures autographes de C.-A. PRIEUR et R. LINDET.

2. Robert LINDET (1749-1825), représentant de l'Eure à la Législative et à la Convention, membre du Comité du Salut Public, puis ministre des finances (1799). Cf. MONTIER : *Robert Lindet*, Félix Alcan, Paris, 1899.

Mais, citoyens, ce n'est pas assez d'avoir nommé des commissaires, il faut les mettre en activité; ne nous reposons qu'après que les scélérats qui veulent nous opprimer, auront mordu la poussière.

Le Comité de Salut Public me charge de lui envoyer, chaque décade, à commencer à la plus prochaine, un état des salpêtres qui auront été fabriqués et apportés au District, dans le dépôt qui y est préparé.

Pour me mettre à la portée d'envoyer ces états, je l'invite, citoyen, à faire apporter chaque décade, au dépôt du district, tous les salpêtres qui auront été fabriqués dans la décade précédente par les salpêtriers de la commune, afin que le Comité de Salut Public distingue les nuances de l'ardeur républicaine, et connaisse les citoyens qui se vouent à cette belle entreprise.

Signé : LEFÈVRE¹.

Le 10 floréal, l'administration révolutionnaire du quai Malaquais lui envoie encore une circulaire, le pressant d'activer la fabrication du salpêtre². Le 4 prairial, le Comité de Salut Public intervient, ordonne de faire lever les scellés apposés sur les caves des émigrés, et arrête qu'à compter du 20 prairial, chaque district sera tenu de fournir « un millier de salpêtre par décade³ ». Le 15 prairial, cette circulaire est confirmée par l'Agence révolutionnaire des Poudres et Salpêtres⁴.

Ainsi, les préposés instructeurs, aussi bien que les agents nationaux des districts, étaient rendus strictement

1. *Arch. mun. de Bernay*, P. et S., liasse H, pièce n° 11. Voir aussi la pièce justificative n° 4.

2. Voir pièce justificative n° 9.

3. Voir pièce justificative n° 10.

4. Voir pièce justificative n° 11.

responsables de la bonne marche de l'exploitation. L'Administration révolutionnaire, d'accord avec le Comité de Salut Public, ne leur ménageait ni les avertissements, ni les conseils, ni son appui. Elle leur rappelait en langage clair, précis, énergique, et leur signifiait en termes qui ne laissaient pas de doute sur sa ferme volonté de sévir, qu'aucune défaillance ne serait tolérée : « *Mesure toute l'étendue de tes obligations ; descends dans toi-même pour t'assurer de les avoir toutes remplies... la République est là pour proclamer les services ou imprimer sur ton front la honte et le blâme dont elle marque ses ennemis : c'est à toi à prévenir ce dernier jugement*¹ ».

Il n'est pas jusqu'à la « *Raffinerie révolutionnaire de l'unité* », qui n'ait elle-même donné ses instructions pressantes, tantôt par le canal de la Commission des Armes et Poudres (19 germinal² et 6 floréal³), tantôt par le représentant du peuple FRÉCINE, chargé de l'établissement de la Raffinerie révolutionnaire du salpêtre. Le 6 messidor, il envoie aux agents nationaux, ainsi qu'aux agents des salpêtres et poudres de la République, une lettre extrêmement pressante dont voici le texte :

1. Lettre de l'Administration révolutionnaire du 10 floréal à l'agent du district national de Bernay (pièce justificative n° 9). Voir également plus loin, la lettre de FRÉCINE.

2, 3. Pièces justificatives n°s 12 et 13.

MORT AUX TYRANS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ

Du 6 Messidor, l'an II de la République Française,
une et indivisible

FRÉCINE

*Représentant du peuple chargé de l'Elablissement de la Raffinerie
révolutionnaire des salpêtres, en vertu des poudres à lui délégués,
aux Agens Nationaux près des Districts et Agens des Salpêtres
et Poudres de la République.*

CITOYENS,

C'est du sol même de la République que les bras des hommes libres doivent extraire la foudre destinée à exterminer l'odieuse race des Tyrans : les besoins de la Patrie l'exigent, la loi le veut. Et c'est à votre zèle civique qu'ont été confiées les mesures d'exécution.

Ils seraient des lâches et des contre-révolutionnaires, ceux qui auraient négligé ou qui négligeraient de retirer du sein de la terre le principal élément de la foudre tyrannicide.

Chargé d'accélérer l'exploitation des salpêtres, et d'en surveiller les travaux, je rechercherai scrupuleusement la conduite de tous ceux qui ont été employés dans ces opérations ; je m'assurerai si les décrets de la Convention nationale et les arrêtés du Comité de Salut Public, ont été fidèlement exécutés : et c'est sur vos têtes que je fixerai la reconnaissance nationale ou la rigueur des lois.

Voyez nos frères d'armes gravissant les sommets sourcilleux des Alpes et des Pyrénées, pour asseoir la liberté sur des bases inébranlables, entendez leurs chants victorieux proclamer les droits éternels de l'homme dans les vastes pays qu'arrosent le Rhin, la Moselle, la Meuse, la Sambre et l'Escaut, contemplez-les au milieu des mers, arrachant à nos ennemis des subsistances qui vous étaient réservées. Et vous oseriez-vous ralentir sur la fabrication des salpêtres ? Quel serait votre crime si les bras de ces généreux républicains restaient un seul instant dépourvus de la foudre vengeresse ?

Voyez nos frères intafigables de Paris, fournissant par décade

50 à 60 milliers de salpêtres, admirez, dans l'enceinte de cette seule commune deux ateliers vraiment révolutionnaires, dont l'un purifie chaque jour vingt milliers de ce sel précieux, tandis que l'autre le convertit en poudre ! Sachez qu'il s'y fabriqua deux fois plus de salpêtre et de poudre qu'il ne s'en fabrique dans toute l'étendue de la France, sous le règne abhorré des despotes, sachez enfin que bientôt il s'en fabriquera cinquante milliers par jours.

Hâtez donc, frères et amis, hâtez par tous les moyens possibles, l'exploitation des terres salpêtrées de votre arrondissement.

Agents nationaux près les Districts, n'oubliez point que vous êtes responsables de l'exécution de la loi du 4 frimaire, ainsi que des arrêtés du Comité de Salut Public, en date des 14 et 15 prairial, qui vous ont été transmis par la Commission des Armes et Poudres et par l'Agence révolutionnaire des salpêtres, avec injonction expresse de ne pas perdre un seul instant pour leur exécution.

Commissaires, Agens et préposés de l'Agence révolutionnaire des Salpêtres, redoublez tous de zèle et d'ardeur à l'effet de presser la fabrication, l'emmagasinement et les entrepôts de salpêtres dans les lieux désignés par le Comité de Salut Public. Concertez-vous avec les directeurs et autres employés de la Commission des Transports, Postes et Messageries, pour que les convois de salpêtres à Paris, se succèdent avec rapidité.

Commissaires et salpêtriers de l'Agence nationale des Poudres et Salpêtres, renfermez-vous strictement dans les sages limites que la loi même a posées. Défendez-vous d'une rivalité funeste, qui tendrait à retarder ou diminuer les produits de la fabrication révolutionnaire des salpêtres. Prenez garde surtout, que l'ambition, le vil intérêt, peut-être même un zèle mal entendu, ne vous portent à donner à vos travaux un accroissement tardif et préhensible. Versez donc au plus vite, dans les magasins et entrepôts indiqués par le Comité de Salut Public, tout l'excédant de votre fabrication ordinaire. Songez bien qu'entasser et retenir dans vos ateliers la moindre quantité de salpêtre au-delà de celle que peuvent comporter vos besoins, ce serait vous rendre coupables du plus criminel accaparement, attirer sur vos têtes les dispositions pénales des décrets du 13 pluviôse et du 22 prairial, et courir à grands pas au Tribunal révolutionnaire.

Et vous, fermes colonnes de la LIBERTÉ et de l'ÉGALITÉ,

SOCIÉTÉS POPULAIRES, vous qui, comme les vestales, conservez le FEU SACRÉ DU PATRIOTISME, embrasez, électrisez tous vos concitoyens ! Que les bons sans-culottes continuent à coopérer de leurs bras ; que les riches, par des fournitures d'ustensiles, et par des collectes volontaires, contribuent efficacement à la fabrication du salpêtre, afin que tout celui qui se trouve enfoui dans le sol de la République, puisse bientôt être converti en poudre et délivrer la terre des brigands couronnés qui l'oppriment et la ravagent.

Frères et amis, unissons, confondons nos inépuisables efforts, la nature elle-même sourit à nos travaux ; suivons sa voix, accélérions sa marche : et qu'au premier bruit des nouvelles victoires que tout nous présage, chacun de nous, au milieu de la publique allégresse puisse s'écrier avec transport : *Je suis digne de vivre libre ; mes mains républicaines ont préparé la foudre qui vient d'anéantir les tyrans.*

Signé : FRÉCINE¹.

De telles circulaires ne devaient pas rester sans effet. Il ne nous a pas été possible de voir combien la commune de Bernay fournissait de salpêtre. Une lettre de BENEZECH, en date du 3 messidor, réclame la fourniture du millier de salpêtre par décade exigé par l'arrêté du Comité de Salut Public du 4 prairial. Or, le 24 prairial, un extrait du Conseil général de la commune dit que le produit du salpêtre sorti de l'atelier et envoyé à Paris, est de 346 livres ce qui laisserait croire qu'on a obtenu de petites quantités².

Par la suite, l'atelier³ prit cependant une extension plus considérable. Le 24 prairial, l'agent du district s'en allant à Rouen, fut invité à prendre des renseignements sur la qualité du salpêtre fourni par Bernay, qu'on disait être très inférieur. Le « préposé à l'instruction et action révolu-

1. Arch. mun. de Bernay, P. et S., liasse H., pièce n° 47.

2. Voir pièce justificative n° 14 : Extrait de la délibération du Conseil général de la commune de Bernay : *projet sur la fabrication du salpêtre.*

3. Cet atelier fut installé dans la « ci devant abbaye » (pièce justificative n° 19), ancienne église désaffectée, et appelée aujourd'hui encore l'« Abbatiale ».

tionnaire pour l'extraction et la fabrication du salpêtre dans le département de l'Eure à Evreux », ayant déclaré l'exploitation fort en retard dans ce département, réclame lui aussi plus d'activité. Le citoyen LEFÈVRE, agent national du district envoie alors à toutes les communes du district l'instruction sur l'existence du salpêtre, qu'il fait réimprimer à Bernay même (pièce justificative N° 15), ainsi qu'en témoigne la lettre suivante :

Bernay, 17 Prairial, II^e année de la République,
une et indivisible.

*L'Agent national du district de Bernay,
aux agents nationaux des communes du même district*

CITOYENS,

Le Comité de Salut Public vient de faire publier une instruction sur l'existence du salpêtre. Je l'ai fait réimprimer et vous la trouverez ci-joint.

Vous y verrez les moyens dont votre salpêtrier doit se servir, vous la lui remettrez pour son exécution. Il se pénétrera de tout ce qu'elle contient, en saisira tous les moyens, et vous aurez soin lorsque les terres seront lessivées de les employer à remplir les excavations d'où elles sortent : c'est le moyen de rendre le sol de la République abondant de cette matière. Pesez, examinez cette instruction, tenez la main à son exécution : c'est le Salut de la Patrie.

Salut et fraternité.

Signé : LEFÈVRE.

Le 13 fructidor, il y avait encore des communes en retard ; il suffit, pour s'en rendre compte, de lire la lettre suivante de l'apothicaire PELVEY, aux administrateurs du district de Bernay :

« Vous apprendrez avec étonnement que l'exploitation

du salpêtre n'est pas encore en activité dans toutes les communes de votre district. Le citoyen SAINT-DENIS, agent salpêtrier pour le canton de Bernay, a fait la tournée dans ce canton et il résulte de sa déclaration que les communes suivantes ne se sont pas encore livrées au lessivage des terres salpêtrées :

Les Communes du Tilleul :

- de Caorche ;
- de Camfleur ;
- de Couvielle ;
- de Leger du Bordel.

La commune de Corneville, canton de Beaumesnil n'a pas encore monté son atelier de lessivage..

L'atelier du chef-lieu de Beaumont-le-Roger ;

L'atelier du chef-lieu de Harcourt, n'ont point encore envoyé de salpêtre à votre magasin.

Je vous observe aussi citoyens, que le brûlement des plantes exigé par la loi du 29 germinal, qui veut qu'il n'en reste aucune, se fait lentement, et que plusieurs communes croient avoir rempli le vœu de la loi quand elles ont fait brûler quelques paquets de plantes.

Mon devoir exige que je vous fasse connoître ces lenteurs ; il appartient à votre zèle d'y mettre fin.

Salut et fraternité.

PELVEY,

agent du district pour l'exploitation du salpêtre¹.

Le 24 fructidor, l'agent national écrit à son tour à ceux des communes :

« Je suis informé par l'agent salpêtrier du district que plusieurs communes ne sont pas encore occupées du brûle-

1. Arch. mun. de Bernay. P. et S., liasse H., pièce n° 60.

ment des herbes et que la majorité croit avoir tout fait en faisant brûler quelques paquets de plantes.

Les Agents nationaux des communes doivent savoir que cela ne suffit pas : qu'il ne doit exister dans chaque commune de la République une seule plante d'herbe qui ne serve ni à la nourriture des animaux ni aux usages domestiques ou ruraux.

Redoublez de zèle, citoyens, convertissez toutes les herbes inutiles en cendre ;... faites constater qu'il n'en existe plus et rendez compte de vos opérations à l'Agent du salpêtre à Bernay.

Salut et fraternité.

LEFÈVRE¹.

Le Directoire du District de Bernay, composé du citoyen BOIVIN, vice-président, des citoyens DUVAL, DUROUVRAY et LEPRÉVOST administrateurs, l'agent national (LEFÈVRE) présent, le secrétaire assistant, se réunit le 27 messidor et constate après avoir examiné les lois :

Que les ateliers de la Régie ont été établis au nombre de onze².

Que leur arrondissement a été constitué par l'agent du salpêtre dans le district au nombre de 104 communes sur 170 ;

Que les communes qui doivent fabriquer révolutionnairement le salpêtre sont au nombre de 66 ; etc., etc.

Considérant que les agents nationaux des communes doivent après ce délai prendre les moyens les plus convenables par faire brûler et couper les herbes en invitant les citoyens à se livrer à ce travail, et surtout les femmes et les enfants ;

Considérant que la seule commune de BERNAY a exécuté cette loi bienfaisante, et qu'il est instant que les autres communes du district, à son exemple viennent au secours des ateliers de salpêtre et leur fournissent les cendres dont ils auront besoin, sans nuire au lessivage du linge, arrête ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Le canton de BERNAY fournira au moins cent livres de salpêtre par décade.

1. Arch. Mun. Bernay, P. et S., liasse II, f° 63. Cette pièce est reproduite à la fin de ce chapitre.

2. Voir pièce justificative n° 8.

ART. II. — Ceux de BEAUMONT LE ROGER, BEAUMESNIL, BRIONNE, HARCOURT, MONTREUIL et THIBERVILLE en fourniront au moins chacun soixante livres...

ART. IV. — Chaque chef d'atelier fera apporter le septidi de chaque décade au Directoire du District pour être mis en magasin le salpêtre qui aura été fabriqué dans la décade précédente...

ART. XIII. — Les agents nationaux de chaque commune veilleront à ce que les marcs de cidres et de poiré soient conservés à la prochaine récolte et les mettront en réquisition, les feront porter et déposer en un lieu sûr et à l'abri des injures de l'air ; ils veilleront aussi, pour empêcher la fermentation¹, à ce qu'il n'en soit pas fait de gros tas.

ART. XVIII. — L'état des teinturiers, chauxfourniers, briquetiers, tuilliers, potiers, boulangers, pâtisseries, bouilleurs d'eau-de-vie et tous particuliers ayant des fourneaux sera adressé à l'Agent national du district par chaque agent national des communes... Chaque fois que ces citoyens feront des cuites, l'agent national constatera la quantité de bourrées brûlées : il calculera qu'une bourrée pèse ordinairement trente livres, et qu'un cent doit produire environ 45 livres de cendres...

ART. XXIV. — Les Sociétés populaires et les Comités de surveillance sont invités de veiller à l'exécution du présent et de dénoncer les infractions qui y seraient faites.

ART. XXVI. — Sera le présent arrêté imprimé et envoyé à toutes les communes du district pour être lu à la tribune à chaque jour de décadi, en présence des citoyens assemblés et être exécuté sous les peines y portées².

Signés : P. BOIVIN, *vice-président* ; DUVAL, DUROUVRAY, LEPRÉVOST, LEFÈVRE, *agent national* ; JANVROT, *secrétaire*.

(A Bernay, de l'imprimerie PHILIPPE frères, imprimeurs du District.)

Une lettre de CLÉMENDOT, préposé de l'Agence des Salpêtres et Poudres du Département de l'Eure, en date du

1. Dans la Côte-d'Or, le citoyen Claude PAJOT avait indiqué au Comité du Salut Public en messidor le parti qu'on pouvait tirer des *marcs ou rafles de raisin séchés et brûlés*. Il s'en était servi avec succès pour procurer promptement « du salin ou alcali végétal » à la fabrique de salpêtre qu'il dirigeait dans la Côte-d'Or (Arch. Nat. F. 12, 2237, d'après C. RICHARD, chap. 15. *Salins et potasses*, page 550, *op. cit.*).

2. Arch. mun. Bernay, P. et S., liasse H, f^o 54, écrit à la main : « *envoyé aux municipalités, Comités de surveillance et Société populaire* ».

1^{er} frimaire an III, indique que le département de l'Eure avait au 20 brumaire fourni 100, 726 livres de salpêtre. Il n'est pas dit pour quelle part l'arrondissement de Bernay rentrait dans ce total. Malgré cette quantité, CLÉMENTOT demande une grande activité en ce qui concerne les salins et potasses : « *Requiers les agents nationaux des communes de faire faire des cendres ; ils n'ont aucun prétexte pour éluder l'exécution de la loi ; qu'ils brûlent avec soin les feuilles et bois morts, les marcs de raisin et de pommes*¹. Requiers l'agent salpêtrier du district de te faire connaître les ateliers dont les besoins sont les plus pressants, qu'il te remette un état des communes qui avoisinent les bois, et dont les travaux ne sont point en proportion des ressources qu'elles ont².

Stimule les ! Que le département, qui au 20 brumaire avait déjà fourni 100.726 livres de salpêtre continue à marcher d'un pas révolutionnaire : c'est au moment où l'on parle de paix que nous devons développer le plus l'étendue de nos ressources et montrer aux tyrans coalisés que nous n'avons rien

1. Il y a peu de chances qu'on ait trouvé des marcs de raisin dans l'Eure, les vignes y étant en très petite quantité. Le 1^{er} vendémiaire an III, le Comité de Salut Public sur rapport de la Commission du Commerce et des Approvisionnements interdit de jeter les marcs de raisins et ordonna de les faire sécher et brûler pour en retirer des cendres et des salins. Dès le 5, la Commission des armes et poudres transmet cette décision aux districts ; par arrêté du 14, le Comité étendit ces dispositions aux lies de vin.

Les mesures ordonnées furent exécutées dans toutes les régions vinicoles : dans la Haute-Garonne, dans l'Yonne, les marcs de raisins furent requis. Dans la Haute-Vienne, le 6 vendémiaire, la municipalité de Limoges invita ses concitoyens à porter à l'atelier de salpêtre les restes du pressurage de la vendange, s'ils ne préféraient les brûler eux-mêmes et le 25, à convertir en cendres leurs marcs de raisins (actes de la municipalité de Limoges, page 55, d'après RICHARD, *ibidem*, op. cit.).

2. Les pièces 70 et 71 des Archives municipales de Bernay, P. et S., liasse h, sont deux états du citoyen PELVEY. Le premier est intitulé : « *Etat de la quantité de cendres que chaque commune du district de Bernay a déclaré à l'agent salpêtrier du même district avoir dans son dépôt* », et le second : « *Etat de la situation des ateliers de lessivage des communes du district de Bernay* », tous les deux « *Certifiés véritables par l'agent salpêtrier du district de Bernay, le 19 frimaire, 3^e année républicaine ; signé : PELVEY* ».

perdu de cette énergie républicaine, qui nous distingue des autres peuples de l'Europe¹ ».

Le 26 pluviôse, l'agent national LEFÈVRE avait déjà adressé à tous les agents nationaux des communes la proclamation suivante :

« Ce n'est pas, citoyens, dans le moment où les armées de la République triomphent de toutes parts, à la fin d'une campagne dont il n'est point d'exemple, qu'il faut se reposer. Le repos ne doit se prendre qu'au moment où nos législateurs auront dicté aux puissances coalisées contre notre liberté, une paix honorable, moment qui apprendra à l'Europe étonnée qu'un peuple qui a juré d'être libre, ne fausse point ses serments.

Le salpêtre est l'aliment qui fait trembler nos ennemis² ; redoublons de zèle dans ce moment, réparons le temps que la rigueur de la saison a fait perdre pour la fabrication de cette matière première³.

C'est dans le moment où on nous demande la paix qu'il faut redoubler de vigilance.

La saison rigoureuse a produit beaucoup de cendre : sans elle point de salpêtre...

...Nous invitons donc les chefs de maison de s'empressez de porter à leur municipalité respective les cendres dont ils peuvent se passer : que les ménages composés d'une à quatre personnes y en portent cinq livres ; ceux de quatre à sept, dix et au-dessus, quinze ; que ceux qui peuvent s'en défaire d'une plus grande quantité s'empressent de faire leur offrande.

1. Arch. mun. Bernay, P. et S. liasse H, pièce n° 69, écrit à la main : *répondu le 4 frimaire.*

2. Une autre expression originale et quasi pharmaceutique, est celle par laquelle l'agent national de Canteleu (Seine-Inférieure) désigne le salpêtre dans une lettre du 17 ventôse à l'Agent du district de Rouen : *« le salpêtre, dit-il, doit être pour les tyrans le dernier émétique ».*

3. Le 29 frimaire, « le maire a rendu compte de la conférence qu'il a eue avec le citoyen PELVEY, directeur de l'Atelier du salpêtre, « qui lui a conseillé de cesser, vu la gelée » (Extr. des *délibérations de la municipalité*).

Engagez, citoyens, par tous les moyens en votre pouvoir, tous vos concitoyens à fournir sans délai leur contingent. Rappelez leur une grande vérité : qu'avec du salpêtre en abondance, nous forcerons nos ennemis à nous demander la paix, et que sans cendre, il ne peut exister de salpêtre.

Lorsque tous vos concitoyens auront satisfait au contingent qui leur est demandé, vous voudrez bien en envoyer le résultat au citoyen PELVEY, agent du salpêtre à Bernay, rue du Commerce, qui le distribuera aux ateliers qui en ont besoin.

Salut et Fraternité.

Signé : LEFÈVRE¹.

Ainsi il ressort très nettement que c'est le citoyen PELVEY, apothicaire, rue du Commerce, qui est chargé de toute la question technique de l'obtention du salpêtre, le citoyen SAINT-DENIS, chef d'atelier, en étant pour ainsi dire « le gestionnaire ». Là ne se bornaient pas ses fonctions ; une lettre d'EUDEL, du 14 messidor an II, dit en effet :

EUDEL, *Commissaire des Salpêtres et Poudres*
de la République, au citoyen LEFÈVRE :

...Tu as du voir dans la lettre du 10 de ce mois qu'il dépend de toi de faire marcher aux frontières le citoyen Thomas CANTEL de la commune de Plasnes, à moins que tu ne trouves utiles de le faire rester à l'atelier de salpêtre du citoyen NARRE² où il est employé en ce moment, d'après le certificat de capacité du citoyen PELVEY, en date du 19 prairial, mais que je ne faisais aucune réclamation à cet égard, cet ouvrier étant entré dans cet atelier depuis la levée de la première réquisition et postérieurement à l'arrêté du citoyen SIBLOT³.

1. Arch. mun. Bernay, P. et S. liasse h, pièce 85.

2. Le citoyen NARRE était salpêtrier commissionné pour le canton de Plasnes (voir pièce justificative n° 8).

3. Le citoyen SIBLOT, représentant du peuple dans les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure, avait envoyé le 12 germinal an II une cir-

Je m'en rapporte en conséquence à ta décision et à celle de ton administration pour ce qui concerne cet ouvrier.

Salut et Fraternité.

EUDEL.

Ainsi, en plus des rapports techniques, en plus de la conduite de l'atelier de salpêtre, l'apothicaire PELVEY signait des certificats permettant de garder à l'intérieur du pays, des ouvriers travaillant chez des salpêtriers commissionnés. Par conséquent les salpêtriers commissionnés relevaient de l'agent salpêtrier PELVEY, ce qui explique à un certain point la confusion entre les salpêtriers brevetés et les salpêtriers révolutionnaires, comme nous l'avons vu page 112.

Le 4 thermidor, le citoyen CLÉMENDOT, chargé de surveiller la fabrication du salpêtre a félicité le Conseil général de Bernay sur le zèle et l'activité avec lesquels on s'occupe de cet objet si important, dans cette commune¹.

Nous sommes en droit d'en déduire que le citoyen PELVEY s'est tiré tout à son honneur des fonctions dont on l'avait investi. D'ailleurs le résultat fut vraiment remarquable, puisque, nous l'avons vu, le département de l'Eure avait fourni au 20 brumaire plus de cent milliers de salpêtre (exactement 100.726 livres, lettre de CLÉMENDOT du 1^{er} frimaire, page 123). Le département de la Seine-Inférieure, beaucoup plus important, en produisit 235.927 jusqu'au 14 frimaire an III.

culaire concernant les cas d'exception d'envoi aux armées des citoyens ayant des connaissances acquises tant dans la fabrication du salpêtre, que dans celles des armes, poudres, canons, etc. (*Arch. mun. de Bernay*, P. et S. liasse H, fo 10).

1. A la suite d'une souscription populaire, il a été érigé à la porte de la Mairie de Bernay, une plaque en marbre, dont voici le libellé :

DÉCRET DE LA CONVENTION NATIONALE
DU 17 JUIN 1793.

LES ADMINISTRATEURS DU DISTRICT,
LES OFFICIERS MUNICIPAUX ET LES CITOYENS DE BERNAY
ONT BIEN MÉRITÉ DE LA PATRIE.
SOUSCRIPTION POPULAIRE, 14 JUILLET 1794.

Bernay, le 24 Fructidor, deuxième année de la
République Française, une & indivisible.

LIBERTE'.



EGALITE'.

*L'Agent national près le District de Bernay,
à ceux des Communes du même District.*

CITOYENS,

L'EXÉCUTION de la loi du 29 Germinal, sur le brûlement des herbes, vous est confiée; les propriétaires de bois & des lieux incultes où croissent les herbes qui doivent être livrées aux flammes & réduites en cendres, n'ayant pas rempli les devoirs qui leur étoient imposés, & les 2 mois étant expirés, vous avez dû vous occuper de l'exécution de l'art. 3 de cette loi, que vous avez reçue.

Je suis informé par l'Agent salpêtrier du District, que presque la totalité des Communes ne se sont pas encore occupées de ce brûlement, que la majorité croit avoir tout fait, en faisant brûler quelques paquets de plantes.

Les Agents nationaux des Communes doivent savoir que cela ne suffit pas; qu'il ne doit exister dans chaque Commune de la République une seule plante d'herbe qui ne serve ni à la nourriture des animaux, ni aux usages domestiques ou ruraux.

Redoublez de zèle, Citoyens, convertissez toutes les herbes inutiles en cendre, & ne vous reposez, qu'après que cet ouvrage sera parachevé; faites constater qu'il n'en existe plus & rendez compte de vos opérations à l'Agent du salpêtre, à Bernay.

Salut & fraternité.

Signé, LEFÈVRE.

§ 6. — LES ATELIERS RÉVOLUTIONNAIRES DU SALPÊTRE
DANS LE DÉPARTEMENT DE L'ORNE.

Dans l'Orne¹, les résultats furent beaucoup moins brillants. Le représentant GARNIER (de Saintes) constatait que l'extraction du salpêtre avait marché avec lenteur.

Cependant, dès le 28 nivôse, la Régie avait désigné son instructeur, le citoyen VAUVERT. Le 28 pluviôse, le district d'Alençon mit à sa disposition un atelier de démonstration installé dans l'ancien couvent des Capucins, et désigna son agent le 25 ventôse, le citoyen LEGENDRE. Dès le 6 pluviôse, elle avait chargé également deux apothicaires de rechercher les chaudières à bière² et les terres salpêtrées. Ceux-ci ne découvrirent qu'une dizaine de caves salpêtrées. Le 16 germinal, devant ce résultat, la commune refusa d'établir un atelier ; mais sous la pression du citoyen GARNIER, elle se ravisa. La première livraison de salpêtre eut lieu le 28 prairial, et le 3 vendémiaire, il est question de 3055 livres remises au district ; il est vrai que cet atelier fut le plus prospère du district. Il y en eut d'autres : à Courtomer, au Mêle sur Sarthe, à Sées (dans l'église du ci-devant Séminaire), où les communes voisines amenèrent leurs terres salpêtrées. Mais il ne semble pas que le zèle

1. Une pièce des *Arch. mun. de Bernay*, P. et S., (liasse h, n° 89) porte en titre : *Agence des salpêtres et poudres de la République, départements de la Seine-Inférieure, de l'Eure et de l'Orne; Commissariat de Rouen, du 23 floreal an III*. Le département de l'Orne avait été rattaché au commissariat de Rouen, et c'est pour cela que nous en parlons ici. Nous reproduisons cette pièce page 143.

2. Le 27 prairial an II, les citoyens DAUBANCOURT et CAILLOT, de l'Agence révolutionnaire avaient écrit à l'agent national de Bernay qu'ils ne pouvaient lui fournir de chaudières, mais qu'ils l'autorisaient à réquérir celles des teinturiers « *pourvu toutes fois que cela ne gêne point leur commerce* » et à réquérir toutes celles qui étaient inutiles. *Arch. mun. de Bernay*, P. et S., liasse H, f° 42.

ait été très ardent, malgré les invitations des Jacobins de Carrouges et d'ailleurs.

De même, au début de l'an III, le district de Laigle n'avait produit que 3.664 livres de salpêtre. Celui de Mortagne ne fournit jamais que de petites quantités : 971 livres avant le 9 thermidor, 568 livres pour les deux dernières décades du mois, 946 pour les quinze derniers jours de l'an II¹.

Un rapport du Département de la Seine-Inférieure déclare que la Seine-Inférieure, et l'Eure ont livré 336, 687 livres de salpêtre en l'an II².

1. Voir F. MOURLOT, *Recueil des documents d'ordre économique contenus dans les registres de délibérations des municipalités du district d'Alençon* (1788 à l'an IV), tome 3. Ernest Leroux. Paris, 1910.

2. Voir plus loin, page 139.

COMITÉ
DE
SALUT PUBLIC.
BUREAU
DES POUDRES
ET SALPÊTRES.

É G A L I T É .



LIBERTÉ.

LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC,
A tous les Agents nationaux des Districts.

§ 7. — L'EXTRACTION DU SALPÊTRE
DANS LA SEINE-INFÉRIEURE.

1^o *A Rouen :*

Nous avons déjà vu (page 98), que dès le 19 ventôse an II, l'atelier de salpêtre est prêt à fonctionner. En effet, le 28, les chefs et ouvriers de l'atelier du salpêtre invitent le Conseil à assister à la plantation d'un arbre de la Liberté le décadi prochain, et à visiter les travaux de cet atelier.

Le Conseil arrête que cette visite aura lieu et qu'il sera écrit au représentant du peuple SIBLOT pour l'inviter à y assister et à mettre le feu au fourneau; il arrête en outre qu'il sera fait une inscription sur le frontispice de cet atelier, laquelle sera ainsi conçue :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, MORT AUX TYRANS.
ATELIER DE SALPÊTRE DE LA MONTAGNE.

Le 29, une députation de la *société d'émulation* dépose les produits d'expériences faites par cette société sur le salpêtre, et consistant en trois terrines garnies de cette matière. Invitation est faite à cette députation de vouloir bien remettre un extrait des procès-verbaux de ces expériences.

Le 17 germinal, un membre du commissariat du salpêtre demande un local pour y déposer environ 640 livres de salpêtre, produit des premiers travaux de l'atelier : renvoi à l'agent national du district. (Extrait des délibérations du Conseil général).

Le 9 floréal eut lieu à Rouen la fête du salpêtre. De même qu'à Paris, où elle avait eu lieu le 30 ventôse, à Paris, où tous les quartiers rivalisaient d'émulation pour l'obtention du salpêtre, et où elle se déroula avec un entrain tout à

fait remarquable et une effervescence patriotique intense¹, de même à Rouen, une députation des salpêtriers

1. Le Comité de Salut Public, raconte MONGE, appela de chaque district (voir plus loin, page 167) des citoyens choisis parmi les canonniers de la Garde Nationale pour apprendre dans des cours révolutionnaires l'art d'extraire et de raffiner le salpêtre, et la nouvelle manière de fabriquer la poudre. Un certain DULAC, chargé plus tard d'une mission dans les départements de l'Est, publia même une sorte de catéchisme du salpêtre, rédigé par demandes et par réponses à l'usage des citoyens qui n'avaient pas suivi les cours ni l'enseignement donné à Paris. Cette courte brochure était intitulée : « *L'agonie de tous les Tyrans, ou les moyens de fabriquer la poudre qui va les exterminer* ».

Quand ces cours furent terminés, la Convention convia les citoyens à la fête du salpêtre (mars 1794, 30 ventôse an II). Cette fête, dit encore MONGE, fut une des plus belles de celles qui ont eu lieu sous la Révolution. Toutes les sections y assistèrent, portant l'hommage de leurs travaux en salpêtre, qu'elles avaient fait cristalliser sous des formes patriotiques la plupart très ingénieuses. C'était, dira plus tard BARÈRE dans son rapport du 26 messidor à la convention, « *un véritable gâteau des Rois que chaque section venait offrir à ceux qui avaient juré de les détruire* ».

C'est à ce moment que fut mise en vogue la fameuse chanson du salpêtre que répétaient en chœur les élèves du salpêtre :

*Descendons dans nos souterrains
La liberté nous y convie
Elle parle, républicains
Et c'est la voix de la Patrie (bis).*

*Lavez la terre en un tonneau ;
En faisant évaporer l'eau,
Bientôt le nître va paraître :
Pour visiter Pitt en bateau,
Il ne nous faut que du salpêtre (bis).*

*Mettons fin à l'ambition
De tous les rois, tyrans du monde,
De ces pirates d'Albion
Qui prétendaient régner sur l'onde.
Nous avons tout ce qu'ils n'ont pas,
Nous avons le cœur et les bras
D'hommes libres et faits pour l'être ;
Nous avons du fer, des soldats ;
Il ne nous faut que du salpêtre.*

*C'est dans le sol de nos caveaux
Que gît l'esprit de nos ancêtres ;
Ils enterraient sous leurs tonneaux
Le noir chagrin d'avoir des maîtres.*

précédés du chef de leur atelier, se rendit à la municipalité, pour présenter une chaudière formée de salpêtre.

D'abord, CAUSMANS, sous-chef des classes de la Marine se présente et le maire lui dit : « La commission de l'atelier du salpêtre nous a fait part du zèle et de l'activité que tu as déployés pour l'aider et lui subvenir dans l'opération importante de la fabrication du salpêtre soumise à sa surveillance. C'est par notre union et nos efforts communs que nous assurerons le triomphe de la Liberté. Tu as

*Cachant sous l'air de la gaité
Leur amour pour la Liberté,
Ce sentiment n'osait paraître ;
Mais dans le sol il est resté
Et cet esprit, c'est du salpêtre.*

*On verra le feu des Français
Fondre la glace germanique.
Tout doit répondre à ses succès ;
Vive à jamais la République !
Précurseurs de la Liberté,
Des lois et de l'égalité,
Tels partout on doit nous connaître,
Vainqueurs des bons par la bonté,
Et des méchants par le salpêtre.*

*Trouve-t-on quelque vérité,
C'est un devoir de la répandre ;
Tout doit, avec fraternité,
Se publier, comme s'entendre.
Les vers ont tort, s'ils sont mal faits ;
Si vous êtes en satisfaits,
Qu'est-ce qu'un nom, quel qu'il puisse être ?
Tandis qu'on chante ses couplets,
L'auteur chez lui fait du salpêtre.*

Cette Marseillaise du salpêtre, dont les appels aux armes sont tempérés par un soupçon d'ironie, eut, semble-t-il, un immense succès. On l'imita ; toute une littérature naquit pour célébrer les vertus du nitre vengeur et des sans culottes qui l'exploitaient. Ce chant fut par la suite mis en musique par CHÉRUBINI.

Cf. : RICHARD (C.), *Les cours révolutionnaires du salpêtre à Paris*, chap. 13, page 469, *op. cit.*, et RAMBAUD (A.). — *Histoire de la civilisation contemporaine*, A. Colin et Cie, Paris, 1888.

secondé notre dévouement aux intérêts de la République. Reçois-en nos remerciements, c'est la monnaie la plus précieuse que l'on puisse offrir aux patriotes ». CAUSMANS reçoit alors du Maire le baiser fraternel aux acclamations de : « Vive la République ».

Ensuite la Députation se présente, et tient le discours suivant : « Des malveillants se plaisent à calomnier les patriotes qui servent bien leur patrie ; nous saurons répondre à leurs calomnies en vous présentant le salpêtre que nous nous proposons d'offrir demain à l'administration du District ». Le maire, en présence de tout le conseil, les remercie tous, et donne à chacun d'eux l'accolade paternelle.

On ne peut mieux se rendre compte de l'activité qu'apportèrent alors ARVERS, pharmacien à Rouen¹, et MÉSAIZE, également pharmacien dans cette ville, qu'en lisant les comptes rendus des délibérations du Conseil de la commune de Rouen et que nous reproduisons ci-après pour ainsi dire au jour le jour :

18 Floréal. — Le substitut de l'agent national¹, fait part d'une conférence qui a eu lieu à l'atelier de salpêtre entre les commissaires du Conseil et l'agent du Comité de Salut Public, sur l'état de l'atelier de la commune, et sur les motifs qui ont déterminé le conseil à l'ériger en concurrence avec les ateliers nationaux y existant. Le bureau municipal est chargé d'écrire au Comité de Salut Public pour lui faire part que l'intérêt public seul a déterminé cette concurrence afin

1. ARVERS (François), né à Châtellerault, fut reçu apothicaire à Rouen et y exerça à partir du 31 octobre 1786, après avoir reçu du Roi une dispense d'apprentissage.

Il publia notamment :

1^o *Recherches sur les progrès de la fabrication des toiles imprimées de Rouen, dites Indiennes.*

2^o *Mémoire sur les Manufactures d'acides dans la Seine-Inférieure.*

D'après INFRAY (L.). — *Historique de la Société libre des Pharmaciens de Rouen*, Léon Gy, Rouen, 1902.

de procurer à la République des moyens prompts pour repousser les tyrans coalisés, et qu'en cela, il a cru remp'ir les vues de la Convention Nationale.

- 29 Floréal. — Lecture d'une lettre du district, relative à une livraison de 20 livres de suif par décade à faire à EUDEL, par le Conseil municipal pour le service de l'atelier de salpêtre.
- 2 Prairial. — Le Conseil est informé que la livraison de salpêtre est de 3.700 livres environ pour la dernière décade.
- 7 Prairial. — L'agent national communique une lettre de la direction des poudres et salpêtres de la République portant nomination d'ARVERS substitut de l'agent national à la place de préposé instructeur pour l'extraction du salpêtre dans l'étendue de la Seine-Inférieure. Arrêté que VERNON remplira provisoirement les fonctions de substitut de l'agent national.
- Prairial. — ANGERVILLE annonce que la dernière provision de salpêtre a donné 1090 livres.
- 19 Prairial. — Le Conseil est informé que la livraison de salpêtre est aujourd'hui de 1.530 livres.
- 21 Prairial. — Le citoyen MORIN demande main-levée d'environ 112.000 livres de cendres de tabac mises en réquisition pour la fabrication du salpêtre. Renvoi au bureau municipal et aux commissaires pour le salpêtre.
- 27 Prairial. — MÉSAIZE¹, apothicaire, est chargé d'analyser quatre muids d'eau prétendue salpêtrée, envoyés à l'atelier de salpêtre de la Montagne par la municipalité de Claville Motteville.
- 3 Messidor. — Commissaire nommé pour se transporter avec le citoyen QUANTIN, chaudronnier chez les fabricants des communes de Rouen, Darnétal, et Deville, afin de vérifier et constater le nombre de chaudières et cuves qui leur seront inutiles et les mettre à la disposition du citoyen ARVERS préposé dans les départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure pour l'exploitation du salpêtre.
- 11 Messidor. — Autorisation à ANGERVILLE de recevoir les

1. MÉSAIZE (Pierre-François), né à Fécamp en 1748, apothicaire-major, maître apothicaire à Rouen (Voir la thèse de LARUELLE, *les Apothicaires Rouennais*, page 91, *op. cit.*) ; démonstrateur de chimie, correspondant de la Société de Médecine de Paris, mort en 1811 (d'après BALLAND (A.) : *les Pharmaciens militaires français, op. cit.*).

eaux salpêtrées qui seront apportées par 39 communes environnantes et de faire les dépenses en bois qu'elles occasionneront pour l'extraction du salpêtre.

- 25 Messidor. — Procès-verbal de dégustation d'eau prétendue salpêtrée, envoyée par la municipalité de Claville-Motteville... envoi à la commission du salpêtre...
- 26 Messidor. — Le Conseil est informé que le citoyen Vernon a déposé 116 livres de cendres à l'atelier de la Montagne pour la fabrication du salpêtre.
- 28 Messidor. — Délibéré qu'il sera écrit au district pour l'engager à ordonner que les soufres existant chez les citoyens TROQUE fils et GRENET apprêteurs soient versés dans les ateliers de la commune pour être ensuite envoyés à la Commission des poudres et salpêtres qui en a le plus pressant besoin.
- 29 Messidor. — ANGERVILLE annonce qu'aujourd'hui il a livré dans les magasins nationaux 3.168 livres de salpêtre, qui avec les 11.507 livres déjà livrées donnent un total de 14.675 livres.
- 13 Thermidor. — Lecture d'une lettre du citoyen ARVERS, préposé dans le département pour l'exploitation du salpêtre, par laquelle il invite le conseil, ainsi qu'il en est requis par le citoyen LA POSTOLE, de suspendre ou de retirer de la délibération de 8 de ce mois ce qui peut être relatif au brûlement des plantes inutiles et de charger les commissaires de trouver et désigner les fours où l'on pourrait effectuer ce brûlement
Renvoi aux commissaires du salpêtre pour exécution.
Voici cette délibération du 8 Thermidor :
Arrêté prescrivant aux propriétaires ou locataires de jardins ou autres lieux où il y aura des arbustes plantés et herbes inutiles à l'agriculture ou aux arts, tels que joncs marins, bruyères, houx, etc... de les couper et faire transporter dans les lieux désignés par le présent arrêté pour y être incinérés, et les cendres employées à la fabrication du salpêtre.
- 19 Thermidor. — Le Conseil est informé qu'il a été livré dans les magasins du district 2.450 livres de salpêtre, ce qui fait avec les livraisons précédentes 20.040 livres.
- 29 Thermidor. — Le Conseil est informé qu'il a été versé 3.650 livres de l'atelier de la Montagne aux magasins généraux qui fait un total de 23.690 livres.
- 1^{er} Fructidor. — Projet d'adresse à la Commission Nationale

pour obtenir un secours provisoire en faveur de la veuve et les enfants de FRANÇOIS ERNER, ouvrier salpêtrier de l'atelier de la Montagne de la commune, qui a perdu la vie en tombant dans une chaudière bouillante, et à faire décréter qu'ils jouiront de la pension accordée aux veuves et enfants des défenseurs de la Patrie.

La rédaction de cette adresse est approuvée.

- 15 Fructidor. — Invitation aux citoyens d'envoyer les cendres qu'ils destinent à la fabrication du salpêtre dans les dépôts qui seront indiqués.
- 19 Fructidor. — Le Conseil est informé que 2.573 livres de salpêtre ont été versées aux Magasins généraux de la commune.
- 21 Fructidor. — Secours de 300 livres accordé par la Convention Nationale à la citoyenne ERNER, veuve d'un citoyen tombé dans une chaudière de l'atelier du salpêtre, en attendant la pension à laquelle elle a droit.

AN III.

- 29 Vendémiaire. — Rapport des comptes d'ANGERVILLE et BONNETERRE, commissaires de la Commission des salpêtres dans la précédente Commission.

Il résulte de ce rapport que :

1^o L'administration du district a versé dans la caisse du trésorier de la commune pour le service de l'atelier du salpêtre la somme de 73.442 livres 17 sols.

2^o Que le trésorier de la commune a versé dans la caisse du dit atelier celle de 64.924 livres et qu'il reste entre ses mains celle de 8.500 livres.

3^o Que le total de la dépense payée et à payer s'élève à 87.324 livres non compris 654 muids d'eau salpêtrée fournie par les communes de l'arrondissement sur laquelle somme de 87.324 livres, le district doit pour 32.346 livres pesant de salpêtre à 24 sols la livre, la somme de 38.695 livres dont il résulte que l'excédent de dépenses est de 48.629 livres. Le Conseil approuve les dits comptes sauf erreur ou omission ou double emploi, ainsi que les nouvelles dispositions prises en vue d'une économie de dépense de 1.100 livres par décade.

- 29 Vendémiaire. — Les citoyens ARVERS et EUDEL déposent un tableau faisant connaître que, depuis le 14 Frimaire, jusqu'à la fin de la II^e année républicaine, la fabrication

du salpêtre pour le département de l'Eure, les districts de Gournay, Neufchâtel, Dieppe, Cany, de Montivilliers, d'Yvetôt, de Rouen et son canton a été de 336.687 livres 1/2.

Il fait observer que les ateliers de l'Agence Nationale, qui dans l'état d'activité où ils étaient avant le mouvement révolutionnaire n'auraient produit durant ce même laps de temps que 61.408 livres de salpêtre, en ont produit 172.698 livres, soit une augmentation en faveur de la chose publique de 111.290 livres.

Ce tableau fait également ressortir le zèle et l'activité qu'ont déployés dans cette exploitation les salpêtriers commissionnés d'Elbeuf, de la Bouille et de la Société populaire de Canteleu. Les citoyens qui présentent ce tableau distinguent aussi les ateliers des cantons de Honfleur, Valéry, Doudeville, Auffay, Gaillefontaine, Gournay, Rouen et Darnetal, qui par une activité soutenue ont donné une nouvelle preuve du civisme dont ils sont pénétrés.

Des éloges sont adressés aux dits citoyens EUDEL et ARVERS pour la part qu'ils ont prise à la prospérité des ateliers¹.

2°. *L'obtention du salpêtre
dans le département de la Seine-Inférieure.*

Dans le même département, le district de Cany se distinguait également. Le représentant ANDRÉ DEMONT, qui vient d'inspecter les districts de Dieppe et de Neufchâtel, écrit le 4 germinal de Saint-Valéry-sur-Somme : « Je n'entendais depuis longtemps parler que de fabrication d'armes et de salpêtre. Partout on me présentait ce dernier, mais j'étais loin de croire qu'au milieu des forêts on s'occupait de ce travail important ». Il louait en particulier le zèle de la citoyenne LIBAUDE, propriétaire de la verrerie de Roménil, qui avait « éteint un de ses fourneaux et changé

1. Voir : GOSSELIN (E.) : *Journal des principaux épisodes de l'époque Révolutionnaire à Rouen et dans les environs, de 1789 à 1795*, Cagniard, Rouen, 1867.

ses usines en une superbe nitrière », et de son collaborateur, le chimiste LAPOSTOLLE¹. Dans le district de Cany, on déploya aussi beaucoup de zèle. L'agent national annonçait, le 29 ventôse, que la récolte était en pleine activité dans toutes les communes, et que tous y travaillaient à l'envi : « Les femmes et les enfants même supportent avec un courage digne de l'ancienne Sparte les fatigues et les privations de cette opération vraiment révolutionnaire ». Le 3 germinal, au chef-lieu, « les citoyennes de tout âge et de toute condition » se rendent à la Société populaire. Un cortège se forme ; une musique guerrière ouvre la marche, puis vient « un groupe immense d'enfants », derrière une bannière portant cette inscription : *Espoir de la Patrie*. Les administrateurs du District, les membres du Conseil général de la commune, ceux du Comité de surveillance, les juges du tribunal suivent, mêlés au peuple. On entonne des chants patriotiques, des hymnes à la Liberté. On arrive à l'atelier. Des discours sont prononcés par la citoyenne LEBORGNE, par la femme de l'agent national, par la citoyenne YGER, femme du député à la Convention nationale. Un drapeau tricolore est planté sur la voûte de l'atelier. Puis on chante, on danse, on boit à la gamelle, et les citoyennes allument elles-mêmes les fourneaux² ».

Enfin pour Dieppe, d'où DESCROIZILLES était originaire, nous allons le voir travailler à l'organisation de l'atelier de sa ville natale en collaboration avec deux autres pharmaciens : CARPENTIER, et BALTHAZAR RETTNER. Son beau-frère, et successeur de son père, est également nommé

1. Le même que celui dont il est question le 13 thermidor dans les délibérations du Conseil de la Commune de Rouen (page 135).

2. ROMAIN (C.), *Le district de Cany pendant la Révolution*, d'après C. RICHARD, page 533, *op. cit.*

dans la lettre de FRÉCINE que nous citons un peu plus loin. Le comité de Salut Public nomma, le 24 nivôse; DESCROIZILLES, Inspecteur des poudres et salpêtres dans le département de la Seine-Inférieure et les départements limitrophes¹.

La Municipalité de Dieppe avait accordé à DESCROIZILLES comme terrain d'expériences, le jardin des ci-devant Carmélites, entre la rue de la Barre et le Cours. Sur ces expériences nous savons peu de choses. DESCROIZILLES avait réquisitionné des fumiers chez les cultivateurs. Ce fut la ville de Dieppe qui régla les indemnités (3 pluviôse an II). C'est à Rouen que le savant chercha des collaborateurs. Il les demanda à la Société populaire. Le 4 ventôse (22 février 1794), celle-ci désigna, pour le seconder, un jeune citoyen nommé DUHAMEL.

DESCROIZILLES dut quitter Dieppe avant que les expériences fussent terminées. Il tenta de les continuer à Paris, d'accord avec la Direction de la Raffinerie des salpêtres établie dans l'ancienne abbaye de Saint-Germain. Dès le 29 germinal, l'apothicaire HÉRAULT, son beau-frère, avait été chargé de faire enlever les matériaux des Carmélites et d'en faire expédier une partie. Il n'y réussit pas. Le 24 prairial, le conventionnel FRÉCINE, chargé de l'établissement de la raffinerie révolutionnaire des salpêtres, écrivait à la Municipalité de Dieppe :

« *Le combat à mort que nous livrons aux tyrans coalisés exige, citoyens, que malgré l'immense récolte en salpêtre que la nature nous présente dans presque tous les points de la République nous prenions des mesures pour y suppléer*

1. AULARD : *Recueil des Actes du Comité de Salut Public*, tome 10, page 220, *op. cit.* Voir page 92.

« après son épuisement. J'ai connaissance de l'arrêté du
« Comité de Salut Public en date du 10 nivôse, enregistré
« par vous le 22 du même mois, en conséquence duquel vous
« avez fourni au citoyen DESCROIZILLES un local où il a
« monté plusieurs couches de nitrières artificielles. Ces couches
« avaient besoin d'être travaillées de temps en temps, mais
« les autres missions données à ce citoyen par le Comité de
« Salut Public ne lui ont pas encore permis d'achever celle-
« ci. Convaincu de l'importance qu'il y a à suivre cette expé-
« rience, je me suis déterminé, d'après les observations du
« citoyen DESCROIZILLES, de faire venir ici une voiture
« du mélange où il a fait entrer les caques de hareng. Je mets
« en réquisition à cet effet le nombre de vieux tonneaux qui
« sera jugé nécessaire et je vous charge de l'exécution de cette
« mesure. Vous voudrez bien m'informer de celles que vous
« aurez prises pour que quatre à cinq milliers du mélange
« nitristique soient incessamment chargés sur un roulrier et
« envoyés à la Raffinerie Révolutionnaire des salpêtres à
« Paris. Vous voudrez bien aussi faire tenir la lettre ci-jointe
« du citoyen HÉRAULT, apothicaire de votre commune, et
« vous concerter avec lui sur son contenu.

« Salut et Fraternité.

FRÉCINE¹.

« La lettre jointe émanait de DESCROIZILLES. Il donnait quelques conseils pour l'expédition projetée et recommandait la plus grande célérité. Nous ignorons si la Municipalité dieppoise fit exécuter les réquisitions de FRÉCINE. Ce qui est certain, c'est qu'en vendémiaire an III, DESCROIZILLES se disposait à reprendre ses travaux. Il obtient alors, comme local, une des grottes ou *gobes* situées sous

1. Archives communales de Dieppe, Poudres et Salpêtres, liasse H. an II. (Communication de P. A. QUESNOT.)

la falaise de l'ouest¹, mais rien ne prouve qu'il l'ait utilisé. Il poursuivait alors, à Rouen, des expériences parallèles. Des nitrières furent établies à la maison dite Vivien, ancien séminaire archiépiscopal (paroisse Saint-Vivien). Le Conseil général de la commune invita les habitants à rassembler tous les débris de leurs légumes et en organisa la translation. Les banneliers devaient aussi ramasser scrupuleusement, sur le marché et le long des maisons, tous les débris végétaux. Le 22 brumaire an III (12 novembre 1794), le commissaire aux poudres et salpêtres ARVERS annonce que la potasse employée dans l'atelier des nitrières artificielles de Vivien a été donnée par DESCROIZILLES et non par lui ARVERS, comme l'indique l'avis qui vient d'être affiché. Les expériences de Rouen durent être aussi infructueuses que celles de Dieppe. DESCROIZILLES a probablement consigné le résultat de ses travaux dans un *Essai sur l'art du Salpêtrier* qui fut présenté à l'Institut le 16 pluviôse an IV et à l'Académie de Rouen en 1805. Mais nous ne connaissons de cet opuscule que son titre et nous l'avons vainement cherché dans les bibliothèques de l'Institut, de la Sorbonne, de l'École polytechnique, des Faculté de Médecine et de Pharmacie de Paris et aussi dans les bibliothèques privées de Dieppe et de Rouen. La présence de DESCROIZILLES à Dieppe, au cours de l'hiver de l'an II, lui permit de prendre une part active à l'organisation de l'atelier de salpêtre de sa ville natale. D'accord avec deux apothicaires dieppois, CARPENTIER et BALTHAZAR RETTNER, DESCROIZILLES fit des démarches pressantes auprès de la Municipalité pour que l'atelier, du local exigü

1. Lettre de la Municipalité de Dieppe au citoyen QUIBEL, le 1^{er} vendémiaire. Registre de correspondance commencé le 1^{er} vendémiaire an III, aux *Archives communales de Dieppe*, D., fol. 2.

où il était, fut transféré dans l'église Saint-Rémy. La chose fut vite décidée (1^{er} ventôse an II)¹. Le citoyen Lazare BAUDIN, nommé au scrutin par les conseillers, avait été envoyé à Rouen suivre les cours que professait l'apothicaire MÉSAIZE. Il revint à Dieppe le 17 ventôse avec un certificat constatant son assiduité et fut nommé de suite chef de l'atelier communal de salpêtre. Le 1^{er} prairial an II (20 mai 1794), BAUDIN et ses ouvriers vinrent présenter solennellement au Conseil général des bassines pleines de salpêtre provenant de la première cuite faite à Saint-Remy. Puis l'enthousiasme des premiers temps se ralentit. En vendémiaire an III, la Municipalité dieppoise se plaignit vivement à DESCROIZILLES. L'atelier équipé de manière à pouvoir produire 2.000 kilos de salpêtre par mois, voyait sa production diminuer, les campagnes du district n'apportant pas les cendres nécessaires². Le 28 germinal, le Conseil général arrêta la suppression de l'atelier de salpêtre. Il subsista quelque temps encore pour le compte du citoyen BAUDIN. Une réaction se produisait alors, le 24 prairial an III : plusieurs Dieppois, invoquant le décret du 1^{er} prairial, réclamèrent l'église Saint Remy pour y exercer le culte catholique. Le district de Dieppe répondit favorablement à leur demande. L'atelier fondé par DESCROIZILLES fut fermé et évacué par BAUDIN le 20 messidor an III (8 juillet 1795)³ ».

1. 4^e Registre des *Délibérations du Conseil général de la commune de Dieppe*, fol. 272.

2. Registre de copies de lettres commencé le 1^{er} vendémiaire an III. *Archives communales de Dieppe*, D. fol. 6.

3. SIMON (Louis). — *Le chimiste Descroizilles*, pages 24 et 25, *op. cit.*

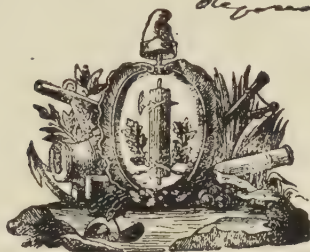
AGENCE
DES SALPÊTRES
ET POUDES
DE LA RÉPUBLIQUE.

DÉPARTEMENTS
DE LA SEINE INFÉRIEURE,
DE L'EURE
ET DE L'ORNE.

COMMISSARIAT
DE ROUEN.

MORT AUX TYRANS.

Regardez le tyran



ÉGALITÉ.

LIBERTÉ.

89

Rouen, le 23 *floral* l'an troisième de
la République Française, une & indivisible.

*Le Commissaire des Salpêtres & Poudres de
la République à la résidence de Rouen,
Au Procureur Général du District de Bormay*

CHAPITRE IV.

Le Soufre et le Charbon pendant la Terreur.

LE CHARBON DE BOIS ET LE SOUFRE EN 1793-1795.

Pour obtenir la poudre, nous avons vu qu'avec le salpêtre, il fallait du soufre et du charbon. En ce qui concerne le soufre, le décret du 21 septembre 1793 met à la disposition du Conseil exécutif provisoire « tout celui existant en France ». Plus tard, le 2 pluviôse suivant, la Régie reçoit l'ordre d'indiquer au Conseil les quantités pouvant exister dans le commerce et les magasins de la République, et les moyens de s'en procurer. Le lendemain, 3 pluviôse, la Commission des subsistances reçoit l'ordre de saisir sur le champ les approvisionnements considérables (un million de livres au moins) détenus par les commerçants de Marseille, et le 11, de prendre des mesures analogues à Bordeaux, Nantes, Rouen, etc. Le 18 germinal, on songea à exploiter une mine de soufre du Brasset dans le Puy-de-Dôme ; en messidor, la Commission des Armes chargea deux entrepreneurs d'acquérir les résidus d'acide sulfurique, et d'en extraire le soufre.

Bref, par le commerce et les réquisitions, on réussit à couvrir les besoins et au delà : au 1^{er} floréal an III, on réussit à avoir en magasin de quoi fabriquer 28 millions de livres de poudre.

Restait la question du charbon de bois; on pouvait en trouver aisément dans le commerce. Le Comité craignit pourtant d'en manquer. Le décret du 21 septembre 1793 mit à la disposition du Conseil exécutif provisoire les « bois et charbons propres à la confection de la poudre ». Celui du 13 pluviôse, qui ordonna, sur la demande expresse de BARÈRE, une coupe extraordinaire dans toutes les forêts de la République, procura un supplément de ressources¹. Dès le 24 pluviôse, sur la demande de l'Administration révolutionnaire des poudres, le Comité autorisa le citoyen FROY DE VEAUX « à se faire ouvrir les clos et parcs nationaux et particuliers », pour « en extraire les bois de bourdaine et autres qui donnent un charbon propre à la fabrication de la poudre », sans entreprendre toutefois « sur les arrondissements des charbonniers déjà établis par la Régie nationale »; districts et municipalités devront seconder ses opérations de tout leur pouvoir, « lever les obstacles qu'on chercherait à lui opposer », et en instruire le Comité².

Il y a, dans les archives de Bernay, toute une correspondance échangée au sujet d'entraves apportées par des citoyens de Saint-Léger-le-Gauthier (canton de Beaumont-le-Roger), à la coupe du bois de bourdaine, par « *un valet d'aristocrate, ANDRIEU, ci-devant domestique du nommé DUFOUR, ex-noble émigré, lequel a trouvé moyen dans l'espoir de la résurrection de l'ancien système, de conserver les ci-devant propriétés de son maître en se rendant garde-champêtre du lieu qu'il habite* », et par les membres de la municipalité du même pays, ainsi que ceux du Comité de surveillance. Le 28 ventôse, C.-A. PRIEUR, lui-même,

1. RICHARD (C.), ch. 16, *La Fabrication des Poudres*, page 561, *op. cit.*

2. *Ibidem*, page 562.

signe, pour copie conforme, copie de la lettre datée de Conches (Eure), 28 ventôse an II, à ce sujet.

Le citoyen SIBLOT, représentant du peuple dans les départements de la Seine-Inférieure et l'Eure, est saisi de la question par l'agent national du district de Bernay (LEFÈVRE). Le 5 germinal nous trouvons une lettre pressante des membres du Comité de Salut Public, signée de CARNOT, C.-A. PRIEUR, COLLOT D'HERBOIS et BARÈRE, à ce même LEFÈVRE, le priant de ne rien négliger pour punir les coupables¹, confirmée par une seconde lettre le lendemain, de CARNOT et PRIEUR, prescrivant de prendre sur le champ connaissance de l'affaire en question, et de mettre les coupables en arrestation.

La réponse du citoyen LEFÈVRE fut-elle jugée suffisante ? Toujours est-il que le 16 germinal, CARNOT et PRIEUR lui écrivent : *« A l'instant où tu recevras la présente, tu feras restituer, et cela sur la responsabilité personnelle, les voitures de charbon qu'a fait arrêter la municipalité de Saint-Léger-le-Gauthier au citoyen FROI DE VEAUX. Tu poursuivras conformément à la loi du 13 pluviôse ceux qui ont fait arrêter la dite voiture ; tu nous enverras les procès-verbaux faits à cette occasion, et rendras compte dans une décade de toutes les mesures que tu auras prises² ».*

Les pièces 13 et 14 des Archives de Bernay³ démontrent que le citoyen RENOU, commissaire de l'Administration révolutionnaire, accompagné de charbonniers, solutionna la question en déclarant que le bois avait été coupé trop petit pour pouvoir être réduit en charbon pour la confection

1. Voir pièce justificative n° 22. Nous en reproduisons un fac-simile page 169.

2. Arch. mun. Bernay. P. et S., liasse « Entrave », pièce n° 9.

3. Ibid.

de la poudre (23 floréal). Le 27 ventôse, la Commission des Armes et Poudres envoie une circulaire ; le 18 germinal l'agent national du district de Bernay l'envoie à toutes les Communes. En voici le texte complet :

Bernay, le 18 Germinal, l'an II de la République Française,
une et indivisible.

*L'agent national du district de Bernay,
aux agents nationaux des communes du district.*

CITOYEN,

La Commission des Armes et Poudres de la République m'a adressé son arrêté du 27 ventôse, portant : 1^o que les bois de Bourdain de trois à neuf ans d'âge.

Le Sanguin rouge et blanc,

Le Coudrier ou noisetier,

La tige de l'Ozier,

L'Aune,

Et le saule, en cas d'insuffisance,

Sont en réquisition générale dans l'étendue de la République, pour être convertis en charbon destiné à la fabrication de la poudre ;

2^o Les agents nationaux des districts feront faire ces coupes sous leur surveillance, et celle des agents nationaux des communes dans les propriétés nationales ; il sera tenu état des citoyens requis pour la coupe de ces bois, afin de prévenir toutes dilapidations. A cet effet, les citoyens requis y seront seuls admis ; les propriétaires particuliers feront faire la coupe dans leur propriété sur la première réquisition qui leur en sera faite par l'agent national près le district ;

3^o Il n'en sera coupé que les branches de dix-huit lignes de diamètre au plus ;

4^o Ces bois seront écorcés, fendus et mis en bottes de cinq pieds de long sur trente pouces de diamètre ;

5^o Les bottes faites par différentes communes seront réunies en un seul point désigné par l'agent national de la municipalité du chef-lieu de canton, jusqu'à la concurrence de huit à dix milliers pesant ;

6° Dans chaque lieu de réunion, les bois seront réduits en charbon sous la surveillance de l'agent national du district et celui de la municipalité ;

7° A mesure que les bois seront réduits en charbon, ils seront envoyés dans la fabrique de poudre la plus prochaine ; à cet effet les voitures et chevaux, non destinés à l'agriculture, seront mis en réquisition ;

8° Le prix des bois sera payé par les agents des poudres et salpêtres dans la caisse de l'agence de l'enregistrement, s'ils proviennent des forêts nationales ; et entre les mains des propriétaires s'ils proviennent de leurs bois. Les frais de la coupe seront aussi portés sur les états fournis, soit par les agents nationaux des communes pour les parties coupées dans les propriétés nationales, soit par les propriétaires, lesquels seront visés par la municipalité et par l'agent national près du district ;

9° Les frais faits pour le transport et pour la réduction du bois en charbon, seront remboursés aux communes par les agents des poudres et salpêtres, sur l'état certifié par l'agent de la municipalité, visé par l'agent du district ;

10° L'agent des poudres et salpêtres payera aussi les frais de transport du charbon, suivant le certificat de l'agent national du district, lequel en fera le règlement conformément à la loi ;

11° Requier les agents nationaux près les districts, et les municipalités de tenir la main à l'exécution du présent arrêté et d'en rendre compte chaque décade à la Commission des armes et poudres.

En conséquence, citoyen, je te requiers :

1° *De mettre en réquisition dans toute l'étendue de la commune les bois désignés audil arrêté ;*

2° *D'en faire faire les coupes, sous la surveillance, dans les propriétés nationales, et requérir en conséquence les citoyens que tu y croiras propres ; de requérir les propriétaires particuliers de faire faire la coupe desdits bois dans leurs propriétés ;*

3° *Tu te conformeras aux art. 2 et 4 de l'arrêté de la Commission pour l'exploitation, et tu les feras connaître aux propriétaires desdits bois ;*

4° *Si tes fonctions s'exercent dans un chef-lieu de canton, tu désigneras un lieu central, pour que les communes de ce canton, puissent y déposer leurs productions jusqu'à concurrence de huit à dix milliers pesant, tu en informeras les agents nationaux des communes qui sont tenus d'y faire faire l'apport de ce qu'elles récolteront ;*

5° *Les bois étant au lieu de réunion, seront réduits en charbon sous la surveillance ;*

6° *Tu expédieras les charbons pour la fabrique de poudre la plus prochaine, et tu mettras en réquisition les voitures et chevaux qui ne sont pas destinés à l'agriculture.*

Les art. 8, 10 et 9 de l'arrêté sont relatifs aux prix des bois et frais de transport.

Je ne doute pas, Citoyen, que tu ne t'empresses de faire promptement exécuter cet arrêté, et de m'informer de tes opérations.

Salut et Fraternité.

Signé, LEFÈVRE¹.

Cet arrêté reste lettre morte : manque d'empressement, ou manque de charbonniers, toujours est-il que l'administration révolutionnaire de Paris réclame du charbon avec insistance, le 5 floréal. Cette lettre arrivée à Bernay le 7, à laquelle il fut répondu² le 9, donna lieu à la nouvelle injonction du 21 floréal du citoyen LEFÈVRE, que nous reproduisons ici :

1. *Arch. Mun. Bernay*, P. et S., liasse H, n° 12.

2 Voir pièce justificative n° 17.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ

Bernay, le 24 Floréal, l'an II de la République Française,
une et indivisible.

*L'agent national du district de Bernay
aux agents nationaux des communes du district.*

CITOYENS,

Je vous ai envoyé le 18 germinal, copie de l'arrêté de la Commission des Armes et Poudres de la République, en date du 27 ventôse concernant les bois à convertir en charbon destiné à la fabrication de la poudre.

Je vous recommandais la prompte exécution de cet arrêté.

Je n'ai reçu d'aucuns de vous l'assurance de cette exécution.

Cette insouciance est criminelle aux yeux de la loi ; placés pour son exécution, vous entravez sa marche.

Que les bois qui doivent être amoncélés aux chefs-lieux de cantons y soient sans délai, que le feu soit mis aux fourneaux, pour que le bois soit réduit en charbon.

Si les coupes ne sont pas effectuées, faites sur le champ, que le bois soit, pour celui qui n'est pas coupé, au plus de 18 lignes de grosseur et au-dessous, au lieu du diamètre indiqué par ma lettre du 18 germinal ; que le bois soit mis en botté de 5 pieds de long sur 30 pouces de purlour, au lieu du diamètre : ce sont les changements qui m'ont été indiqués par la Commission, par sa lettre du 15 de ce mois ; mais que ce changement n'empêche nullement la conversion en charbon des plus gros bois qui peuvent être exploités : cette mesure n'est que pour ceux qui ne le sont pas.

Hâtez-vous, Citoyens, d'opérer cette fabrique de charbon qui devrait être terminée.

Salut et Fraternité.

Signé : LEFÈVRE¹.

1. Arch. mun. Bernay, P. et S., liasse h, fol. 28.

Si ces opérations n'allèrent pas avec toute la vigueur désirable, elles furent cependant menées à bien. Nous avons pu, en effet, examiner les lettres des agents nationaux des districts : le 25 nivôse an III, l'agent de Thiberville écrit au citoyen LEFÈVRE, qu'il a le 17 fructidor, envoyé 217 bottes de bois de bourdaine ; « quant au charbon », dit-il, « je n'ai pu en fabriquer, parce que j'attendais un charbonnier comme tu me l'avais promis dans ta lettre du 4 fructidor »¹. L'agent du district de Brionne écrit le même jour qu'il a fait réduire tous le bois du canton en charbon « reporté dans la ci-devant église Denis ; et je n'ay point fait pezer ni apprécier la quantité de ce charbon et n'ai point de connaissance en cette partie ; ...mais le fait est que ce charbon est le résultat de 66.031 livres pezant de bois blanc² ». Celui de Montreuil a reporté dans la cy-devant église, 1.664 livres de bois à charbon, mais n'a pas encore pu le réduire en charbon. Il se plaint en outre que « les communes du Hamel, de Verneusses, Mesnil Rousset et de Louvent du Tencement ne lui aient pas livré une livre de bois³. Au contraire celui de Beaumont-le-Roger ne possède plus de bois, le tout étant réduit en charbon : il accuse « deux à trois mille pesant de charbon de très bonne qualité »⁴. Celui de Champ Social n'a plus de bottes de bois, mais il a fait remarquer à l'agent salpêtrier de Bernay (PELVEY) qu'il avait 90 sacs, représentant environ 50 quintaux déposés « dans une chartrie du citoyen ASSEGOND⁵ ». Celui de la commune de Bernay écrit le 13 nivôse de la III^e année républicaine (*sic*), qu'il a entreposé dans un appartement du citoyen

1. *Ibid.* P. et S., liasse h, fol. 75, signé : GUERRIER, agent national.

2. *Arch. mun. Bernay*, P. et S. liasse h., f^o 76, signé : BÉNARD, ag. nat.

3. — — — 77, signé : THIEULIN, ag. nat.

4. — — — 78, signé : FERRET, ag. nat.

5. — — — 78, signé : ROUSSEL, ag. nat.

QUESNEL le produit de 22.000 livres de bois vert¹. Celui de la Barre écrit : « Il existe dans la cy-devant église de notre commune, 277 fagots ou paquets de bois de Bourdaine, provenant tant de notre commune que de celle du canton² ». Celui de Beaumesnil déclare 768 paquets de bourdaine³. Enfin celui de Chambrais (Broglie) a un dépôt de charbon « qui se montre par aperçu à cinq mille livres pesant⁴ ». Ainsi donc toutes les communes, ou à peu près, contribuèrent à la fabrication du charbon. Dans l'Orne, département voisin, des coupes furent effectuées dans la commune de Sées ; dans celle de la Roche Mabile, on y employa les femmes et les jeunes gens de 15 à 18 ans⁵. En résumé les approvisionnements en charbons que possédait l'Agence Nationale au 1^{er} Floréal étaient suffisants, puisqu'il y en avait, à cette époque, de quoi fabriquer environ 14 millions de livres de poudres⁶.

1. *Arch. mun. Bernay*, P. et S. liasse h., f^o 80, signé : DULAURENS, ag. n.

2. — — — 81, signé : DELARUE, ag. nat.

3. — — — 83, signé : DUTERRE, ag. nat.

4. — — — 84, signé : GUINARD, ag. nat.,

5. MOURLOT, *Recueil des Documents*, etc., tome 3, *op. cit.*

6. *Archives nationales*, AF. II, 23, d. 190, pièce 67, d'après RICHARD (C.), chap. 16, *La fabrication des poudres*, page 563, *op. cit.*

MORT AUX TYRANS.

CELERITÉ.

*En la 1^{re} fraction
au bureau
No 1, rue de la 96*

LIBERTÉ.

SIMPLICITÉ.



SURETÉ DANS

ÉGALITÉ.

EN 2001 EST

Evreux, le 16. fructidor l'an 2^e de
la République Française, une & indivisible.

Circulaire

LE PRÉPOSÉ de l'Agence des Salpêtres & Poudres
de la République, dans le Département de l'Eure,

A l'Agent National du District de Bernay

Citoyen

La loi du 29. Germinal est demeurée sans exécution pendant les
de la Noë, aujourdhui elle est terminée. Il est à regretter d'une
manière pressante aux Agents Nationaux des Communes, l'exécution des
mesures qui leur sont confiées par cette loi en vue de la sécurité du District,
qu'il en produise donc des effets, rien n'est à négliger, les besoins sont
pressants, la saison s'avance, il n'est pas un moment à perdre pour
faire entendre raison aux hommes qui à force d'ignorance, nous en
devons dire par nous mêmes.

*Salut et fraternité
..... Clément*

CHAPITRE V.

La fin de l'exploitation révolutionnaire des Salpêtres.

Nous avons vu comment, à Dieppe, prit fin l'exploitation révolutionnaire du salpêtre¹. En fructidor an II, le Comité de Salut Public avait encore recommandé de rendre compte chaque décade des quantités de salpêtre obtenues. Une lettre du Comité de Salut Public du 26 brumaire, à l'agent national de Bernay, lui fait observer « *qu'il doit toujours se conformer avec exactitude aux modèles et instructions jointes aux circulaires du 22 fructidor, et faire attention à envoyer les états décadaires, de façon que l'état de chaque décade arrive régulièrement les premiers jours de la décade suivante*² ».

En fait, pendant quelques décades, l'exploitation continue à être très active : le bureau des salpêtres et poudres reçoit 400 états de production pour la dernière période de brumaire. Mais, en frimaire, la situation devient inquiétante : beaucoup de districts annoncent l'épuisement du sol ; l'exploitation coûte des prix exorbitants pour un rendement presque nul. L'hiver accentue la crise, et, petit à petit, les institutions révolutionnaires se relâchent ; beaucoup de communes réclament contre les frais énormes de l'exploitation ; presque partout on annonce la cessation

1. Voir page 142.

2. *Arch. mun. Bernay*, P. et S., liasse H, pièce 68.

à cause de la gelée ; enfin l'épuisement du sol est également souvent signalé.

Le retour de la belle saison n'améliore pas la situation. La disparition du maximum, la restitution des églises au culte catholique¹ compromettent plus que jamais le succès des opérations. « Les églises ont été ouvertes ; les tonneaux et les chaudières à salpêtres ont été jetés dehors par suite d'une mauvaise interprétation du décret sur la liberté des cultes ; certains agents ont demandé la suppression des ateliers à cause de la cherté des denrées ; d'autres ont représenté que les frais excédant le bénéfice, ne pouvaient être à la charge des communes sans fouler les citoyens ».

Aussi, le Comité de Salut Public, vers germinal an III, se résigne à mettre fin à l'exploitation révolutionnaire du salpêtre ; déjà, en nivôse, il avait autorisé la cessation du travail à Bellême, et aux environs².

Il faut dire, également, que tout danger national était momentanément écarté : nos troupes campaient en Belgique, en Hollande, dans la Navarre Espagnole. La paix allait être signée à Bâle, et le rapport sur la dernière campagne envoyé à toutes les communes³.

Aussi, le 17 germinal an III, c'est-à-dire le 6 avril 1795, fut voté, sur le rapport de FOURCROY, le décret suivant :

1. Voir page 142, ce qui s'est passé à Dieppe à ce sujet.

2. Bellême, chef-lieu de canton de l'Arrondissement de Mortagne (Orne).

3. Rapport fait à la Convention Nationale au nom du Comité de Salut Public le 14 ventôse an III (4 mars 1795) sur la campagne des Français depuis le 8 septembre 1793 (22 fructidor an I) jusqu'au 3 février 1795 (15 pluviôse an III), envoyé aux armées, aux corps administratifs et aux municipalités, par ordre de la Convention nationale.

Ce rapport de 35 pages relate tous les faits de guerre depuis la bataille d'Hondschoote jusqu'à la prise des Roses, par l'armée des Pyrénées-Orientales.

Loi relative aux salpêtriers

Du 17 germinal an III¹ (6 avril 1795).

La *Convention nationale*, après avoir entendu le rapport de son Comité de Salut Public, décrète ce qui suit :

ART. 5. — Les lois précédentes concernant les fouilles et l'enlèvement des matériaux salpêtrés provenant des démolitions continueront à être observées.

ART. 6. — Les salpêtriers resteront soumis à la même surveillance et à la même police.

ART. 7. — Les communes qui voudront continuer l'exploitation du salpêtre seront tenues d'en faire leur déclaration au commissariat de l'agence des poudres et à verser leur salpêtre dans les magasins de l'agence. Ce salpêtre sera payé au même prix et soumis aux mêmes épreuves que celui des salpêtriers commissionnés.

ART. 8. — Les ustensiles requis pour le service des ateliers communs où l'on aura cessé les travaux seront restitués aux propriétaires ; ceux de ces ustensiles requis encore nécessaires dans les ateliers où le travail sera continué seront payés au prix du commerce aux propriétaires par les communes auxquelles les ateliers appartiennent.

ART. 9. — Les ustensiles dont le prix a été payé sur les fonds avancés par le trésor public, et qui existeront dans les ateliers dont le travail a cessé ou cessera, seront, après avoir été estimés, vendus aux citoyens qui voudront entreprendre la fabrication du salpêtre et qui seront tenus d'obtenir des commissions de salpêtriers.

ART. 10. — Les administrateurs de district sont autorisés à accorder, sous bonne et valable caution, les facilités convenables pour le paiement de la valeur desdits ustensiles qui seront vendus à des anciens ou à des nouveaux salpêtriers.

ART. 11. — Les agents salpêtriers de district et les préposés instructeurs de département nommés conformément à la loi du 14 frimaire cesseront toutes fonctions.

Ceux qui sont encore en activité recevront leur traitement jusqu'au 1^{er} prairial exclusivement.

ART. 12. — Le Comité de Salut Public est autorisé à régler

1. Voir page suivante.

l'organisation de l'agence des poudres et salpêtres de manière à diminuer les frais et à régulariser définitivement les opérations de cette agence.

Ce décret ne rétablit pas purement et simplement l'ancien monopole des salpêtriers commissionnés ; mais il s'attache à rendre leur industrie rémunératrice et à faciliter leurs opérations. A compter du 1^{er} germinal, le salpêtre leur sera payé six francs la livre « attendu le renchérissement des matières et de la main-d'œuvre ». Les lois antérieures concernant la fouille et l'enlèvement des matériaux salpêtrés sont maintenues. Les salpêtriers seront soumis aux mêmes règlements que par le passé : les corps administratifs leur accorderont appui et protection (art. 1 à 6)¹.

Ainsi on revenait à la vieille législation, et on adaptait les prix aux circonstances présentes. Par ailleurs le décret prépare une liquidation rapide des travaux révolutionnaires ; les agents salpêtriers des districts et les préposés instructeurs des départements sont supprimés ; ceux qui sont encore en activité ne recevront leur traitement que jusqu'au premier prairial. Les communes pourront, si elles le désirent, continuer l'exploitation dans les mêmes « conditions que les salpêtriers commissionnés. Les ustensiles requis pour les ateliers communs où les travaux auront cessé seront restitués aux propriétaires. Ceux des ateliers conservés seront payés par les communes au prix du commerce... Les ustensiles payés sur les fonds du trésor public et qui existeront dans les ateliers où le travail cessera seront estimés et vendus aux citoyens qui voudront entreprendre la fabrication..., mais ils devront obtenir des commissions de salpêtriers ».

1. Intitulée : Loi qui détermine un mode pour l'exploitation des salpêtreries. *Arch. mun. Bernay*, P. et S., liasse h, pièce 87.

La loi du 17 germinal an III rétablit donc l'unité des opérations relatives au salpêtre : « Nul particulier ne pourra exploiter s'il n'est commissionné ; les municipalités qui poursuivront leurs travaux seront soumises au droit commun, et tout porte à croire qu'elles se hâteront de rejeter un fardeau qui ne leur est plus imposé par la foi patriotique ni par la rigueur des lois révolutionnaires ». Une circulaire de la Commission des armes aux districts, du 19 germinal, ne laisse aucun doute sur les intentions du Gouvernement et sur l'esprit de la loi du 17. « Les communes ne pourront continuer l'exploitation... qu'à leurs risques et périls..., en observant les formalités prescrites aux salpêtriers commissionnés... L'objet du décret est d'assurer, de la manière la moins dispendieuse possible, les nouvelles fournitures de salpêtre que va exiger la défense de la République. Le gouvernement a pensé que pour cela, il fallait s'attacher à augmenter le nombre des salpêtriers commissionnés, et ranimer en même temps le zèle et l'activité de ceux qui existent ».

Au surplus, le Comité avait reçu mission de réorganiser l'Agence des poudres et salpêtres, de manière à diminuer les frais et à régulariser définitivement ses opérations. Un arrêté du 21 germinal y pourvut. Désormais les trois membres de l'Agence dirigeront respectivement les travaux, la correspondance et la comptabilité. Ils auront sous leurs ordres quatre inspecteurs généraux ambulants, des commissaires en chef auprès de tous les établissements, des commissaires adjoints dans les principaux établissements « et dans les lieux à grande fabrication de salpêtre ». Ceux-ci seront choisis à l'avenir parmi les élèves « que l'Agence entretiendra toujours au nombre de huit, et dont la première instruction sera à Paris ». Enfin, l'Agence supprimera

à bref délai les préposés qui ne sont plus indispensables, et réduira les employés de ses bureaux « au nombre absolument nécessaire ».

Communes et districts s'empressèrent d'user de la liberté qui leur était rendue, et renoncèrent pour la plupart à l'exploitation révolutionnaire. A partir de floréal, la correspondance du Bureau spécial du Comité de Salut Public devient de jour en jour moins considérable. Les districts qui fournissent des états de production sont désormais l'exception : 37 pour la première décade de floréal, 13 pour la seconde, 61 pour la troisième. Ils n'annoncent, d'ailleurs, que des produits insignifiants : 10.652 livres de salpêtre pour la première décade, 3.020 pour la seconde, 12.670 livres pour la troisième.

En prairial, aucun doute ne subsiste sur l'efficacité de la loi du 17 germinal. « Il paraît certain que presque toutes les communes prennent le parti de cesser leurs travaux » ; elles allèguent « l'excessive cherté des denrées et le défaut de subsistances » (1^{re} décade). — Les rares agents nationaux qui envoient encore des états « annoncent que la fabrication du salpêtre n'a plus d'activité dans leur arrondissement. Quelques-uns... informent qu'une seule commune de leur district s'occupe encore des travaux de ce genre » (2^e décade). Trois états sont reçus pendant la première décade, deux pendant la seconde, aucun pendant la troisième. La production, nulle pendant la seconde décade, s'élève à 218 livres pour la première et à 315 livres pour la troisième¹.

Bientôt, la correspondance se borne à enregistrer la fermeture des ateliers, et, petit à petit, la vente des ustensiles

1. RICHARD (C.), chap. 24 : *Les Thermidoriens, et l'Œuvre du Comité de l'an II*, page 792 et suivantes, *op. cit.*

composant les ateliers du salpêtre. Voici d'ailleurs l'extrait des délibérations du Conseil général de la commune de Bernay :

14 Floréal an III (4 mai 1795). — «... Le Conseil général a entendu le rapport que lui a fait le citoyen DESHAYES sur l'état où se trouvent les divers ustensiles qui ont été confiés au citoyen SAINT-DENIS pour la fabrication du salpêtre. Il résulte de ce rapport que tous ces objets se retrouvent au dépôt, excepté un chandelier de cuivre argenté et un coin qui ont été vraisemblablement enlevés ou égarés pendant l'espace de quelques jours, pendant lesquels la porte est restée ouverte parce que le citoyen SAINT-DENIS en avait confié la clef à un citoyen qui l'avait prié de lui prêter un auget.

Le citoyen SAINT-DENIS a demandé qu'il lui fût donné une décharge et a déposé l'actif.

Le Conseil général, ouï l'Agent national a arrêté que cette décharge sera donnée au citoyen SAINT-DENIS, sauf à prendre les précautions convenables pour recouvrer les objets perdus, sans que le citoyen SAINT-DENIS soit dans aucun cas tenu d'en répondre. L'expédition de cet arrêté vaudra une décharge au citoyen SAINT-DENIS ».

29 Messidor, an III (18 juillet 1795). — «... Le Conseil général a signé une adresse tendant à demander à l'Administration du district à l'autoriser à vendre les ustensiles qui ont servi à la fabrication du salpêtre et elle a été envoyée... ».

17 Thermidor an III (5 août 1795). — «... Le Conseil général a arrêté que la vente des instruments et ustensiles qui ont servi à la fabrication du salpêtre et qui dépérissent journellement seront vendus après les annonces, en vertu d'une autorisation de l'Administration du district, après en avoir distrait ceux qui ont été prêtés et qui doivent être rendus à ceux à qui ils appartiennent. Les citoyens HARDY et BAYVEL ont été nommés commissaires pour cette vente : ils appelleront le citoyen SAINT-DENIS qui connaît les citoyens à qui appartient une partie de ces objets ; les mêmes commissaires veilleront à ce que les excavations qui ont été faites pour la fabrication du salpêtre soient remplies¹ ».

1. Extrait des *Délibérations du Conseil général de la Commune de Bernay*.

Nous trouvons cependant encore, en l'an V (1798) une lettre du commissaire-adjoint des poudres et salpêtres, à la résidence d'Evreux, CLÉMENDOT, invitant à vendre dans le plus bref délai la chaudière de cuivre existant dans l'atelier de Bernay. Les pièces justificatives 19 et 20 font foi de cette vente dont le produit fut versé au citoyen EUDEL, qui était toujours, lui, à la résidence de Rouen. Quant à cette dernière ville, elle suivit le sort des autres, et le relevé des délibérations de son Conseil va nous montrer également comment se termina l'exploitation du salpêtre dans cette ville ; mais auparavant, l'attention est particulièrement attirée par cet extrait du 17 frimaire :

17 Frimaire. — (*Extrait des délibérations de Rouen.*) État du produit des ateliers du salpêtre, faisant connaître que les ateliers révolutionnaires ont produit depuis le 14 frimaire an II jusqu'à pareil jour de l'an courant (17 frimaire an III), 176, 471 livres, et ceux commissionnés 165, 456 livres, soit un total de 341.927 livres.

Nous avons donc ici deux indications très nettes : d'abord, sous l'impulsion du pharmacien ARVERS, le total des livres fournis par les ateliers révolutionnaires (pour l'Eure et la Seine-Inférieure, s'entend), s'est élevé à 176.471 livres ; en second lieu, du jour où le déclin de ces ateliers fut manifeste, la production devint véritablement minime. En effet : l'état du 29 vendémiaire accuse un total de 336,687 livres¹ ; donc, pendant la période écoulée entre le 29 vendémiaire et le 17 frimaire de l'an III, c'est-à-dire pendant près de cinq décadis, la production totale fut de 5.240 livres, alors que dans un seul décade (du 19 au 29 Thermidor), le versement de salpêtre opéré était de 3.650 livres². Ce chiffre illustre de la façon la plus éloquente,

1. Voir le rapport des citoyens EUDEL et ARVERS, page 137.

2. Voir page 135.

la part prise par l'apothicaire ARVERS¹, et montre comment, du jour où celui-ci crut son mandat terminé, l'exploitation du salpêtre n'eut guère lieu que par les salpêtriers commissionnés. Ceux-ci, à leur tour, ne sentant plus l'aiguillon du préposé instructeur, se relachèrent de leur zèle. Voici les extraits des délibérations du Conseil de Rouen, relatives à la fin de l'exploitation :

AN III.

- 7 Brumaire. — Mise à la disposition du citoyen ARVERS de la paille de sarrazin provenant des récoltes faites sur le *champ de l'égalité*, pour l'établissement d'essais de nitrières artificielles, qu'il est chargé d'établir et de diriger dans local de la maison de Vivien.
- 19 Brumaire. — Approbation d'une délibération du bureau municipal qui fixe le traitement du citoyen VIEILLOT, chargé de la comptabilité de la fabrique du salpêtre à 100 livres par mois à compter du 1^{er} vendémiaire dernier.
- 17 Frimaire. — (Extrait cité à la page précédente).
- 22 Frimaire. — Le citoyen EUDEL, commissaire des salpêtres et poudres, à la résidence de Rouen signale qu'il a besoin de bois pour la consommation de son atelier de salpêtre. Renvoyé au bureau municipal.
- 23 Frimaire. — Mémoire apologétique de la conduite des citoyens de Rouen depuis 1789.
- État général de la commune de Rouen en 1789 et temps

1. Les pharmaciens étaient appelés tantôt *apothicaires*, tantôt *pharmaciens*, il ne faut donc pas s'étonner si au cours de cet ouvrage nous employons indistinctement l'une ou l'autre dénomination.

Les mots apothicaire (απωθηκη : boutique), et pharmacien (φαρμακων : remède), sont synonymes dans l'acceptation générale. Au Moyen Age le nom *apotheca* entra dans la langue courante pour désigner une boutique quelconque, et le mot apothicaire, d'abord appliqué aux marchands épiciers et droguistes, fut ensuite réservé à ceux qui vendaient des remèdes ; cette dénomination continua d'être employée jusqu'à la déclaration royale de 1777. A Rouen nous trouvons le mot *pharmacien* employé pour la première fois, au compte rendu de l'Assemblée des gardes et anciens gardes du 15 avril 1768, à l'occasion de la dispense d'apprentissage accordée à DESCROIZILLES.

postérieur ; police, force armée, etc... subsistance, etc... fabrication du salpêtre, domaines nationaux, etc...

Le Conseil approuve ce mémoire et ordonne qu'il sera imprimé et affiché à ses frais ; qu'il sera présenté pendant le cours d'une décade à la signature des citoyens, envoyé à la Commission Nationale au représentant du peuple SAUTEREAU, aux membres de la députation de la Seine-Inférieure, aux députés qui ont été chargé de mission dans ce département, à tous les départements, de la République et à toutes les autorités constituées et municipalités chefs-lieux de canton du département de la Seine-Inférieure.

- 8 Nivôse. — Suspension provisoire des transports de terres salpêtrées et paiement au citoyen BOURGES de trois livres pour chaque voyage simple à compter du 1^{er} de ce mois.
- 15 Nivôse. — DAVY, chef de l'atelier du salpêtre de la commune, demande le maintien de l'abonnement qu'il a fait avec la commune. Passé à l'ordre du jour.
- 18 Nivôse. — Le Conseil est chargé d'écrire à l'administration du district pour lui demander l'autorisation de faire l'achat à la fonderie de Marommes ou de Rommilly de deux fonds en cuivre destinés à la réparation de deux cuves de l'atelier du salpêtre de la commune.
- 7 Ventôse. — DAVY, chef de l'atelier du salpêtre demande une augmentation de traitement. Renvoyé à la Commission du salpêtre.
- 2 Germinal. — Le district invite le Conseil à donner la plus grande activité à la fabrication du salpêtre : Renvoi au bureau municipal.
- 14 Floréal. — Examen du compte des dépenses de l'atelier du salpêtre.
- 8 Prairial. — Délibéré qu'il sera délivré au citoyen DAVY, chef de l'atelier du salpêtre de la commune, un certificat constatant qu'il a rempli fidèlement ses fonctions, etc...
- 19 Prairial. — Arrêté que le charbon de terre anglais déposé à la salpêtrière de Lô sera vendu et livré au directeur de l'arsenal.
- 2 Messidor. — Paiement à la commune de Tourville la Rivière de 1.689 livres de cendres de 2 degrés et demi, livrées à l'atelier du salpêtre de Lô.
- 9 Messidor. — Le citoyen DELASSEUX, salpêtrier commissioné, présente une pétition contenant diverses réclamations au sujet des matières salpêtrées qui lui ont été enlevées en

faveur de l'atelier de salpêtre de la commune et autres objets nécessaires à cette fabrication. Renvoyé au Comité de la Force Publique.

- 11 Messidor. — Le citoyen DAVY réclame la vente en totalité des terres et ustensiles de l'atelier de salpêtre de la commune et présente à ce sujet plusieurs observations et citations de lois pour répondre à la pétition contraire du citoyen Delasseux. Renvoyé au Bureau municipal.

Le citoyen DAVY dénonce plusieurs vols d'ustensiles dans son atelier.

- 18 Messidor. — Délibéré que tous les objets composant l'atelier de salpêtre de Lô seront vendus par adjudication et le produit de la vente sera versé dans la caisse de la commune et employé à l'acquit de dettes contractées par ledit atelier.

- 28 Messidor. — Fait passer au département la débilération relative à l'adjudication des objets de l'atelier de salpêtre de Lô.

- 21 Thermidor. — Long arrêté relatif à la pétition du citoyen DAVY tendant à le mettre en possession de l'atelier de Lô. L'adjudication lui est faite de préférence au citoyen DELASSEUX, à charge par DAVY de maintenir ledit atelier en activité autant de temps qu'il sera nécessaire pour le service de la République et à condition de remettre aux citoyens les ustensiles prêtés par ceux-ci.

Le volume se termine au 22 brumaire, et il n'est plus question de salpêtre jusqu'à cette date.

Nous ne pouvons mieux résumer l'ensemble des efforts faits pour l'obtention du salpêtre pendant toute cette période, qu'en se rapportant à la notice de PRIEUR DE LA COTE-D'OR, qui fut avec ROBERT LINDET, auprès de CARNOT, un des membres les plus actifs du Comité de Salut public.

La Notice de PRIEUR¹, en effet, offre un grand intérêt. Elle précise les mesures prises par le gouvernement d'alors

1. GUYTON, MONGE, etc. — *Annales de Chimie*, tome 20 : A.-C. PRIEUR (DE LA COTE D'OR) : *Notice sur l'exploitation extraordinaire du salpêtre, qui a eu lieu en France, pendant les années II et III de la République, op. cit.* Dans cette notice publiée en 1797, PRIEUR rapporte que chaque district devait fournir un millier de salpêtre par décade, soit 1500 kgs. par mois.

pour l'exécution des lois sur le salpêtre ; elle affirme l'unité de direction qui a permis de centraliser les efforts individuels des 48.000 municipalités reconnues par la Constituante. Voici un extrait de cette notice :

« On se rappelle encore, avec un étonnement mêlé d'admiration, quel enthousiasme fut communiqué à tous les Français lors des plus grands dangers de la patrie, et quels efforts prodigieux en résultèrent pour la fourniture de l'énorme quantité d'armes et de poudre dont la Nation avait besoin. L'érection presque subite, dans toutes les parties de la République, d'une multitude d'ateliers, mit en mouvement un nombre considérable d'ouvriers. Il fallut faire en quelque sorte des apprentis de tous ces ouvriers détournés de leurs occupations habituelles, les grouper autour d'instructeurs choisis parmi les plus intelligents et les plus adroits, guider ceux-ci par des artistes plus habiles encore ; éclairer la pratique de l'art, la rectifier, la simplifier et la créer en entier dans certains cas, en mettant à profit toutes les connaissances acquises ; enfin il fallait que tous fussent sans cesse surveillés, activés, encouragés, soutenus par un gouvernement puissant, d'un dévouement à toute épreuve pour le bien de son pays et doué en même temps d'un discernement sûr et de la volonté la plus énergique... Ce fut pour ainsi dire, à un peuple tout entier qu'il fallait donner l'impulsion lorsqu'il fut question d'exploiter partout le terrain salpêtré que le sol français renferme. On ne pouvait se persuader que tant d'hommes, peu éclairés et jusqu'alors étrangers à ce travail, pussent, tout à coup, s'y livrer avec succès ; on ne pouvait croire que la France fût si riche de cette production précieuse que l'on n'avait pas encore su extraire assez abondamment pour les besoins ordinaires, et dont on ne parvenait que par les produits de l'Inde à compléter l'approvisionnement suffisant.

« Cependant, sur l'invitation de la Convention nationale, les citoyens se livrent individuellement à l'exploitation du salpêtre. Le nombre des ateliers particuliers ou communaux s'élève rapidement à plus de six mille. Le gouvernement fait répandre partout les instructions nécessaires ; il divise la France en grands arrondissements dont chacun est sans cesse parcouru par un inspecteur éclairé dans les sciences et les arts. Sous ces inspecteurs est placé, dans chaque département, un ancien préposé de l'administration des Salpêtres ; celui-ci choisit dans chaque district un citoyen assez intelligent pour présider à la formation des ateliers et en guider les travaux ; et l'activité s'établit ainsi dans tous les lieux à la fois.

« D'un autre côté, un appel est fait à tous les districts¹ ; chacun envoie à Paris deux canonniers² robustes, intelligents et adroits ; ils y reçoivent des leçons des maîtres les plus habiles qui leur expliquent l'art de l'exploitation du salpêtre, de son raffinage, de la fabrication de la poudre. Ces élèves sont ensuite répartis dans les divers établissements, suivant leur capacité, pour en aider les travaux. Le gouvernement entretient une correspondance active avec tous ces agents ; il fait fournir au besoin le local, les ustensiles pour les ateliers, il reconnaît que chaque district peut fournir aisément un millier de salpêtre par décade, il leur prescrit ce contingent ; il indique les lieux de versement, organise les moyens de transport se fait rendre des comptes fréquents de toutes les opérations. Plus de 16 millions de

1. En février 1790, la France avait été divisée en 83 départements, 600 districts et 48.000 municipalités.

2. Il s'est rendu à Paris, par l'effet de cette convocation, environ 1.100 hommes auxquels les citoyens GUYTON, FOURCROY, DUFOURNY, BERTHOLLET, CARNY, PLUVINET, MONGE, HASSENFRATZ et PERRIER firent des cours sur la fabrication des salpêtres et des canons. Ces cours ont été réunis en un petit ouvrage qui a été imprimé par ordre du Comité de Salut Public.

livres de salpêtre brut sont récoltés dans l'espace d'une année¹.

« Mais il ne suffisait pas d'en remplir les magasins, il fallait raffiner cette substance pour en fabriquer de la poudre. La *raffinerie de l'Unité* se forme dans l'emplacement de l'abbaye Saint-Germain-des-Prés à Paris, livrant chaque jour jusqu'à 30 milliers de salpêtre raffiné.

« La *poudrerie de Grenelle* fabriquait journellement 33 milliers de poudre, lors de l'explosion du 14 fructidor an II (1^{er} septembre 1794) qui détruisit tout.

« On sait comment la victoire ayant constamment accompagné nos armées, les puissances étrangères ont été forcées successivement de se détacher de la coalition ennemie de la République. Nos ressources en salpêtre, poudre et armes ayant suffi dans les temps les plus critiques, et les besoins devenant moins pressants, on s'est resserré graduellement dans les limites d'une fabrication proportionnelle, et il ne reste aujourd'hui de cette extension si extraordinaire qui lui fut donnée, que des lumières acquises, de nouveaux procédés éprouvés et substitués dans nos établissements nationaux aux anciennes pratiques moins parfaites² ».

Cette notice était suivie des « *Vues générales sur la formation du salpêtre, et sur l'établissement des nitrières artificielles*, par J.-A. CHAPTAL³ », et complétée par une « *Instruction sur le raffinage du salpêtre, nouvellement adoptée dans les fabriques nationales*⁴ ».

1. Le relevé des états décadaires adressé officiellement au gouvernement annonce une production de 16.754.039 livres de salpêtre depuis le 14 frimaire an II jusqu'au 14 frimaire an III.

2. d'après BALLAND (A.), *Les Ateliers révolutionnaires du salpêtre*, page 34, *op. cit.*

3. GUYTON, MONGE, etc. : *Annales de chimie*, tome 20, pages 308 à 355, *op. cit.*

4. *Ibidem*, pages 356 à 371.

COMITÉ
D E
SALUT PUBLIC.

BUREAU
DES POUVRES
ET SLPETRES.

Paris, le 6 Germinal
de la République une & indivisible.

de la 1^{re} année



LE COMITÉ DE SALUT PUBLIC
DE LA CONVENTION NATIONALE,

À l'Agent National Du District de Conches, Département
De l'Eure

Vous nous avez écrit une lettre que
nous venons de recevoir de la part du commissaire
de l'administration des poudres de salpêtre établi
dans ton District. Tu prendras sur le champ connaissance
de l'affaire dont elle traite, & feras mettre les
coupables en arrestation, et tu nous rendras compte
quatre jours après la réception de la présente
des mesures que tu auras prises pour terminer
cette affaire.

Les Membres Du Comité De Salut
Public.

Carnot c. a. P. Men



CHAPITRE VI.

Conclusion.

§ 1. — QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR LE RÔLE DES PHARMACIENS SOUS LA TERREUR.

Avec la fin de l'exploitation révolutionnaire du salpêtre, prit fin le rôle des pharmaciens. Ceux-ci, d'ailleurs, souvent adjoints à des chimistes, ne furent pas seulement occupés par l'exploitation du salpêtre : ainsi DARCET et PELLETIER, dont nous avons parlé¹, reçurent le mandat d'extraire le cuivre du métal des cloches, chose qui avait été reconnue possible dès 1791 par PELLETIER. Ils firent paraître une *Instruction sur l'art de séparer le cuivre des cloches, publiée par ordre du Comité de Salut Public*. Après des expériences très satisfaisantes, ils firent à nouveau paraître un *Supplément à l'instruction sur l'art de séparer le cuivre du métal des cloches*, daté de Paris, le 22 ventôse. Le Comité se hâta d'exploiter le succès de leurs recherches ; au dire de BARÈRE, on allait pouvoir tirer des cloches vingt millions de livres de cuivre, assez pour alimenter les fonderies pendant plusieurs années². Aussi l'ouvrage de

1. Voir note 2, page 72.

2. Rapport à la Convention du 13 pluviôse an II.

PELLETIER et DARCET, *Instruction et supplément*, fut-il tiré à 6.000 exemplaires¹.

Au moment où la potasse était si utile pour l'obtention du salpêtre, le Comité de Salut Public avait songé à la réserver uniquement pour ce travail, et à lui substituer la soude « *dans les arts qui employaient indifféremment l'un ou l'autre de ces alcalis* ». Ce furent encore DARCET et PELLETIER, assistés de LELIÈVRE, qui furent chargés de recevoir et recueillir tous les mémoires présentés au Comité et qui pouvaient lui être remis, sur la meilleure manière de retirer la soude du sel marin : « Ils examineront les procédés de CARNY² et autres, en détermineront la pratique en grand et publieront leurs observations ». Sept procédés furent étudiés et passés au creuset de l'expérience. Leur rapport, promptement imprimé, répandit, nous dit PRIEUR³, des connaissances précieuses : en effet, une *Description de divers procédés pour extraire la soude du sel marin*, parut le 2 messidor.

Le salpêtre brut, pour être employé dans la fabrication de la poudre, devait subir dans les raffineries une préparation longue et dispendieuse. CARNY, ancien employé de la Régie, offrit au Comité de Salut Public un procédé de raffinage plus rapide, dont il était l'auteur : c'était une découverte qui venait à son heure, puisqu'en neuf mois, 12 millions de livres de salpêtre entrèrent dans les magasins de la République. Ici encore, PELLETIER et DARCET furent chargés de vérifier cette méthode ; le 7 pluviôse,

1. Le tome 20 des *Annales de Chimie* débute par : « *Extrait d'un rapport sur les essais faits à Romilli, pour opérer en grand l'affinage du métal des cloches, afin d'en séparer le cuivre* ». *Annales de Chimie*, tome 20, an V, (ou 1797), *op. cit.*

2. Voir à propos de CARNY, page 89.

3. ARBELET. — *Souvenirs de Prieur de la Côte-d'Or*, *op. cit.*

on leur alloua 10 mille livres pour l'examiner, ainsi que « toutes autres propres à rendre cette opération plus expéditive ». Les expériences confirmèrent les vues de CARNY, et son procédé, qui fut qualifié de « *révolutionnaire* », suivant le langage du temps, fut adopté.

Il n'y eut d'ailleurs pas de nouvelles raffineries qu'à Paris. On maintint les anciennes, et surtout on les augmenta : à Nancy, par exemple, le Comité de Salut Public autorisa l'acquisition d'un jardin public pour augmenter l'ancienne.

Il fallait en outre un outillage suffisant. Une circulaire du 29 frimaire demanda aux départements, dans les dix jours, un relevé des chaudières¹ de cuivre qui pourraient être affectées aux raffineries, et l'état des hommes capables d'y travailler. En outre le Comité ne se laissa pas de rechercher de nouveaux perfectionnements ; le 5 germinal, CARNY fut chargé, avec DARCET et PELLETIER, d'examiner les moyens que LELIÈVRE, commandant en second du 2^e bataillon des vétérans de la commune de Paris, croit avoir découverts pour raffiner le salpêtre. Le lendemain il invite encore PELLETIER et DARCET à examiner une méthode indiquée par le citoyen CADET DE VAUX². Le 30, il charge « l'apothicaire PELLETIER, et LE LUS, essayeur à la Monnaie, d' « *examiner le nouveau moyen d'extraire le salpêtre, qu'a imaginé LEBLANC, membre de l'Agence Nationale des Poudres* ».

PELLETIER fut encore adjoint à RIFFAULT, et envoyé à

1. Voir page 128 (chaudières du district d'Alençon).

2. CADET DE VAUX, né à Paris en 1734, apothicaire gagnant maîtrise à l'hôtel des Invalides, 1758-1766, apothicaire privilégié en 1765, installé rue Saint-Antoine jusqu'en 1781, membre de l'Académie de Médecine, 1820, mort à Creil 1828 (d'après BALLAND (A.) : *Les Pharmaciens militaires français* (op. cit.), et TORAUDE (L.-G.) : *Etude scientifique, critique et anecdotique sur les Cadet*, Marettheux, Paris, 1902.

Essonnes, pour déterminer « *quels changements il y aurait à faire tant dans la composition de la poudre, que dans la manière de la confectionner, pour obtenir avec les moulins déjà construits, la plus grande quantité de poudre et de la meilleure qualité* ».

Le Comité de Salut Public songea, lui aussi, à un moment, à modifier radicalement la composition de la poudre de guerre. En 1785, BERTHOLLET avait inventé le *muriate suroxygéné de potasse*, et conçu le projet de le substituer au salpêtre. Déjà un essai tenté à Essonnes, le 27 octobre 1788 sous les auspices de LAVOISIER avait provoqué un accident¹. Nous avons vu qu'en 1792 (page 67, et pièce justificative n° 1) cette question avait été à nouveau posée. Elle fut reprise en 1793 : le 12 avril, le citoyen CARNY envoya un échantillon de muriate à l'un des membres du Comité de Salut Public² ; le 27, des expériences furent exécutées à l'arsenal de Paris. Puis BERTHOLLET et ses collaborateurs (FABRE, LACLOS, BELLOT), firent à ce sujet de nombreuses expériences à Meudon. Le 11 floréal un arrêté ordonne au département de Paris de loger dans le plus bref délai possible « *le chimiste BOUVIER dans la maison du ci-devant duc de LIANCOURT, boulevard des Invalides, et de mettre à sa disposition le local nécessaire au travail dont il est chargé par le Comité* », un second arrêté du 29 floréal, requiert « *DUBOIS, aide du citoyen BOUVIER, pharmacien, pour être employé aux travaux dont celui-ci est chargé par le Commissariat des épreuves, c'est-à-dire perfectionner et accélérer la fabrication du muriate*³ ».

1. GRIMAUD (E.). — *Lavoisier*, pages 92 et 93, *op. cit.*

2. Probablement à PRIEUR (DE LA COTE-D'OR).

3. BOUVIER Charles-Noël-François, né à Mortagne (Orne), vers 1876 mort à Paris, le 9 mars 1809, fut reçu maître en Pharmacie à Paris, le 5 ventôse an IV ; il devint membre de la Société de pharmacie. Il était établi à la Croix-Rouge, et plus tard rue des Vieilles Tuileries.

On a affirmé que la part prise par PELLETIER aux expériences sur la poudre muriatée contribua à ruiner sa santé : PELLETIER est en effet mort tout jeune, à l'âge de 37 ans¹.

En résumé, chaque fois que l'on eut à faire appel aux pharmaciens, on peut constater que ceux-ci ne se déroberent jamais à la tâche qu'on attendait d'eux : « le contingent de la France pour sa liberté », avait dit BARÈRE à la Tribune de la Convention, « comprend toute sa population, « toute son industrie, tous ses travaux, tout son génie ». Partout, les cerveaux et les bras furent requis au service de la Défense Nationale; une fois que le pays n'eut plus besoin des pharmaciens, ceux-ci retournèrent à leurs travaux particuliers et à leurs officines.

Dans un autre ordre d'idées, n'est-il pas permis d'admettre que la découverte de l'iode fut une conséquence des travaux nécessaires à l'obtention du salpêtre ? Bernard COURTOIS, qui — après avoir passé sa jeunesse dans la nitrière Saint-Médard (voir page 63) —, fut stagiaire en pharmacie à Dijon, puis pharmacien militaire en 1799², Bernard COURTOIS avait grandi, peut-on dire, au milieu des perfectionnements de l'industrie du salpêtre. « Pour « utiliser les eaux mères de nitrates terreux inemployables, « il avait vu son père y ajouter des cendres de bois, qui, « si elles transformaient les nitrates terreux en nitrate de « potasse, s'employaient bien inutilement à transformer en « sels potassiques les autres sels terreux mêlés aux nitrates. « Or les cendres de bois étaient de production limitée ;

1. Voir note 2, page 72.

2. Il en remplit du moins les fonctions, car il n'eut pas le titre officiel, le diplôme n'existant pas encore, et la lettre de maîtrise, n'existant pour ainsi dire plus. Il accomplit un service régulier d'un an.

« elles devinrent rares et chères. On pensa aux cendres de
« varechs, dont la soude, intermédiaire élégant, se subs-
« tituait pour sa part aux bases terreuses, et permettrait,
« le cas échéant, de séparer un nitrate de soude, susceptible
« par ailleurs et sans perte accessoire de cendres potassi-
« ques, d'être transformé en nitrate de potasse...

« ...A la fin de l'année 1811, en lessivant les cendres de
« varechs, Bernard COURTOIS, l'habile salpêtrier, observe la
« formation dans les eaux-mères, au contact de l'acide
« sulfurique, d'un résidu cristallisé irrégulièrement. Son
« procédé de fabrication du salpêtre consiste à transformer
« partie des nitrates de chaux et de magnésie d'abord en
« nitrate de soude, puis en nitrate de potasse. Il emploie
« à cet effet les cendres de varechs, et en évaporant ses
« solutions, il s'aperçoit que les chaudières en cuivre qu'il
« utilise, sont altérées par suite d'une combinaison avec
« un corps inconnu. C'est là pour lui une deuxième révé-
« lation de ce corps nouveau : l'iode¹ ».

Il est impossible, dans le cadre d'un ouvrage comme celui-ci, de passer en revue tous les départements où les apothicaires servirent la cause de la République, et où en collaboration avec les chimistes et les savants, ils travaillèrent dans leur sphère à libérer la France du tribut payé à l'étranger pour les salpêtres, les aciers, le cuivre. Nous nous sommes bornés à l'exposer pour cette région de la Normandie où nous avons pu puiser à des sources sûres, et dont la plupart (comme celle des archives de Bernay), n'avaient pour ainsi dire jamais été consultées ou mises à profit.

1. TORAUDE (L.-G.) , *Bernard Courtois et la découverte de l'Iode*, chap. 6 , p. 63, *op. cit.*

On peut dire des pharmaciens qui ont mis leur science au profit de la République que le soin de leurs intérêts ne les empêcha pas de se consacrer à l'étude des sciences pures, de rendre par là un service incomparable à leur patrie. Rendant hommage à leur savoir, l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de la ville de Rouen, réserva toujours un siège à l'un d'eux¹.

1. LARUELLE (E.). — *Les Apothicaires Rouennais*, page 96, *op. cit.*

§ 2. — LA LÉGISLATION DU SALPÊTRE DE L'AN III
JUSQU'EN 1830.

Que devint par la suite l'Administration des Poudres et Salpêtres ? Le 24 floréal an III, la Convention ordonna à BENEZECH de passer à partir du 1^{er} thermidor de la Commission des Armes à celle du mouvement des armées de terre et de mer. CAPON resta seul chargé des poudres et salpêtres, et du départ du métal des cloches. Le 28 fructidor il reçut 2 millions pour ordonnancer toutes les dépenses nécessitées par la liquidation de cette Commission. Enfin le 30, la Convention abordant la discussion du projet de loi reconstituant les anciens ministères, décréta que « *les poudres et salpêtres, et le départ du métal des cloches reviennent aux finances* ».

Le nouveau gouvernement ratifia les éloges que GUYTON, puis GOSSUIN, avaient accordés à la Commission des Armes. L'un de ses membres, BENEZECH devint sur le champ ministre de l'intérieur du Directoire, et conserva ses fonctions jusqu'en l'an V¹.

La loi du 17 germinal an III (6 avril 1795)² fut en vigueur jusqu'au 13 fructidor, où parut une nouvelle loi relative aux poudres et salpêtres : nous la publions avec la délibération de l'administration centrale de l'Eure dans sa séance du 11 thermidor an VII (*pièce justificative n° 21*). Entre temps, le Ministre de la Police générale de la République (DONDEAU), le 19 ventôse an VI, avait envoyé une circulaire aux « *Commissaires du pouvoir exécutif près les Administrations centrales des départements, Bureaux cen-*

1. RICHARD (C.), chap. 20 : *la Commission des Armes et Poudres*, page 565, *op. cit.*

2. Page 157.

traux et Administrations centrales des cantons de la République, invitant ces Commissaires à surveiller l'exécution de la loi du 13 fructidor ». Nous citons à titre de mémoire les arrêtés qui suivirent et dont voici la nomenclature :

1. — Arrêté du Directoire exécutif concernant le Service des Poudres et Salpêtres (1^{er} jour complémentaire an V, 17 septembre 1797).

2. — Arrêté du Directoire exécutif concernant le remplacement des matériaux salpêtrés provenant de démolitions (du 9 messidor, an VI, 27 juin 1798).

3. — Arrêté des Consuls du 27 pluviôse an VIII (16 février 1800), contenant règlement sur la Régie des Poudres et Salpêtres.

4. — Arrêté relatif aux opérations des salpêtres ambulants (25 germinal an VIII).

5. — Circulaire adressée par le Ministre de la Guerre à MM. les Préfets des Départements, du 24 floréal an VIII (14 mai 1800).

6. — Arrêté des Consuls relatifs au prix du salpêtre (24 prairial an VIII) (12 juin 1800).

7. — Arrêté des Consuls, relatif aux Salpêtriers, du 17 thermidor an VIII (5 août 1800).

8. — Arrêté portant règlement sur le prix des Poudres et salpêtres (10 prairial an XI, 30 mai 1803).

9. — Circulaire adressée à MM. les Préfets des Départements par le Ministre de la Guerre, du 30 vendémiaire an XII (23 octobre 1803).

10. — Arrêté des Consuls fixant le prix des salpêtres et poudres (26 mars 1804).

11. — Décret impérial (même sujet), du 14 juin 1805.

12. — Décret impérial (même sujet), du 12 août 1806.

13. — Décret impérial concernant les obligations à remplir par l'Administration des Poudres envers l'Administration des Droits réunis relativement au sel marin provenant des fabrications (signé de NAPOLÉON I^{er}, à Preussich-Eylau, 16 janvier 1807).

14. — Décret impérial de Bayonne sur le prix du salpêtreeet des salpêtriers.

15. — Décret impérial (même sujet) aux Tuileries, du 8 février 1811.

16. — 30 *septembre* 1814 : Ordonnance du Roi qui fixe le prix des poudres et salpêtres.

17. — 20 *novembre* 1916 : Ordonnance rappelée par celle du 15 juillet 1818.

18. — 15 *juillet* 1818 : Ordonnance du Roi concernant l'organisation du personnel et le mode général de l'Administration des Poudres et Salpêtres. Cette loi paraît la plus importante à celles qui furent promulguées sous Louis XVIII. Elle comporte onze chapitres dont voici les titres :

1. Dispositions générales.
2. Distributions, classement et arrondissement des Établissements de la direction générale des poudres.
3. Personnel chargé de la gestion et Comité consultatif.
4. Personnel de l'inspection.
5. Admission et avancement aux divers emplois.
6. Fonctions et responsabilité des agents de la direction générale.
7. Fonctions et responsabilité des inspecteurs.
8. Traitement et indemnités.
9. Pensions de retraite.
10. Uniforme¹.
11. Dispositions transitoires et d'exécution.

1. Ce chapitre dit : Les commissaires, entreposeurs et ouvriers de la direction générale des salpêtres et poudres continueront d'être distingués

19. — 11 août 1819 : Ordonnance du Roi qui indique les départements compris dans les circonscriptions des salpêtrières royales, et ceux où l'exploitation du salpêtre est entièrement abandonnée à l'Industrie Privée ; et contient des modifications aux règlements de l'Administration des Poudres et Salpêtres.

20. — Dix ans plus tard seulement, nous trouvons une ordonnance du 1^{er} octobre 1829, qui réunit aux fonctions et attributions de l'Inspecteur général du Service de l'Artillerie, la Direction du Service des Poudres et Salpêtres².

Nous arrêtons ici la législation des poudres et salpêtres : en effet, ce service rentre, d'après la dernière ordonnance citée, dans les attributions de l'Artillerie. D'autre part, c'est vers cette époque (1825), que commence l'exploitation des gisements de salpêtre de l'Amérique du Sud — gisements déjà connus depuis plusieurs années —, en même

par un uniforme particulier (art. 34). L'uniforme des Commissaires et élèves est fixé comme suit : Habit à la française de drap bleu de roi, culotte de drap pareil à l'habit ; veste blanche, chapeau français uni, avec une ganse retenue par une torsade noire ; épée à poignée d'acier.

Les boutons seront recouverts d'une feuille dorée, portant l'empreinte d'une fleur de lys, entourée de l'inscription : *Poudres et salpêtres* (art. 35).

2. C'est pendant cette période que parurent les ouvrages suivants concernant le salpêtre et les poudres :

1^o GUYTON, MONGE, etc. — *Annales de Chimie*, tome 21 : (du 9 vendémiaire an IV, ou 30 septembre 1797). : *Rapport sur la question de savoir en quel état les salpêtres doivent être livrés dans les magasins de la République, et sur le mode d'en juger le titre*, par les citoyens BAYEN, PELLETIER, VAUQUELIN et GUYTON (auxquels fut adjoint le citoyen CHAMPY, régisseur) ; *op. cit.*

2^o RIFFAULT et BOTTÉE. — *Manuel du Commissaire des poudres et salpêtres*, Imprimerie de la République, Paris, nivose, an VIII.

3^o BOTTÉE et RIFFAULT. — *Traité de l'art de fabriquer la poudre à canon*, Leblanc, Paris, 1811.

4^o BOTTÉE et RIFFAULT. — *L'art du salpêtrier*. Leblanc, Paris, 1813.

5^o COSSIGNY. — *Recherches physiques et chimiques sur la poudre à canon*. Cagnard, Paris, 1806.

6^o GAY LUSSAC. — *Rapport au Comité des poudres et salpêtres* (février 1823). Paris, 1823.

temps que l'exploitation des mines d'argent. Au début, cette production fut limitée, puisque vers 1830, c'est-à-dire cinq ans après le début de l'exploitation, l'extraction ne donnait encore que 935 tonnes. Ces produits, expédiés vers le Chili (d'où le nom de salpêtres du Chili), supplantèrent insensiblement le nitrate de potasse des salpêtriers. L'industrie de ces derniers ne disparut pas cependant comme par enchantement : nous avons eu, en effet, la bonne fortune de découvrir à la bibliothèque de la préfecture de police une pièce datant de 1825. Cette pièce est un tableau des marques « *dont chaque salpêtrier de la ville de Paris se servait pour exercer des droits sur les matériaux salpêtrés de démolition* » ; nous la reproduisons plus loin¹. Mais les salpêtriers disparurent néanmoins petit à petit : de 935 tonnes, la production de nitrate du Chili passa en 1850 à 26.000 tonnes ; en 1860, à 80 mille tonnes pour monter en 1880 à 250 mille tonnes. Un simple traitement par le chlorure de potassium suffit, pour déterminer par concentration à chaud, la formation de chlorure de sodium, qui, n'étant pas plus soluble à chaud qu'à froid, cristallise à la température d'ébullition. L'azotate de potassium, beaucoup plus soluble à chaud qu'à la température ordinaire, se dépose par refroidissement. Il est évident, qu'étant donné, la quantité considérable de nitrates du Chili, et le remplacement du salpêtre dans les explosifs modernes par d'autres corps, le travail des salpêtriers commissionnés était appelé d'une façon inéluctable à disparaître totalement.

1. Voir pièce justificative n° 23, dont nous avons pu avoir connaissance, grâce à l'amabilité de MM. MOUTARDIER, chef de cabinet de M. LIARD, et FÉRON, bibliothécaire archiviste de la préfecture de Police, à Paris.

COMMISSION

DES
ARMES, Poudres
& EXPLOITATION
DES MINES
DE
LA RÉPUBLIQUE.

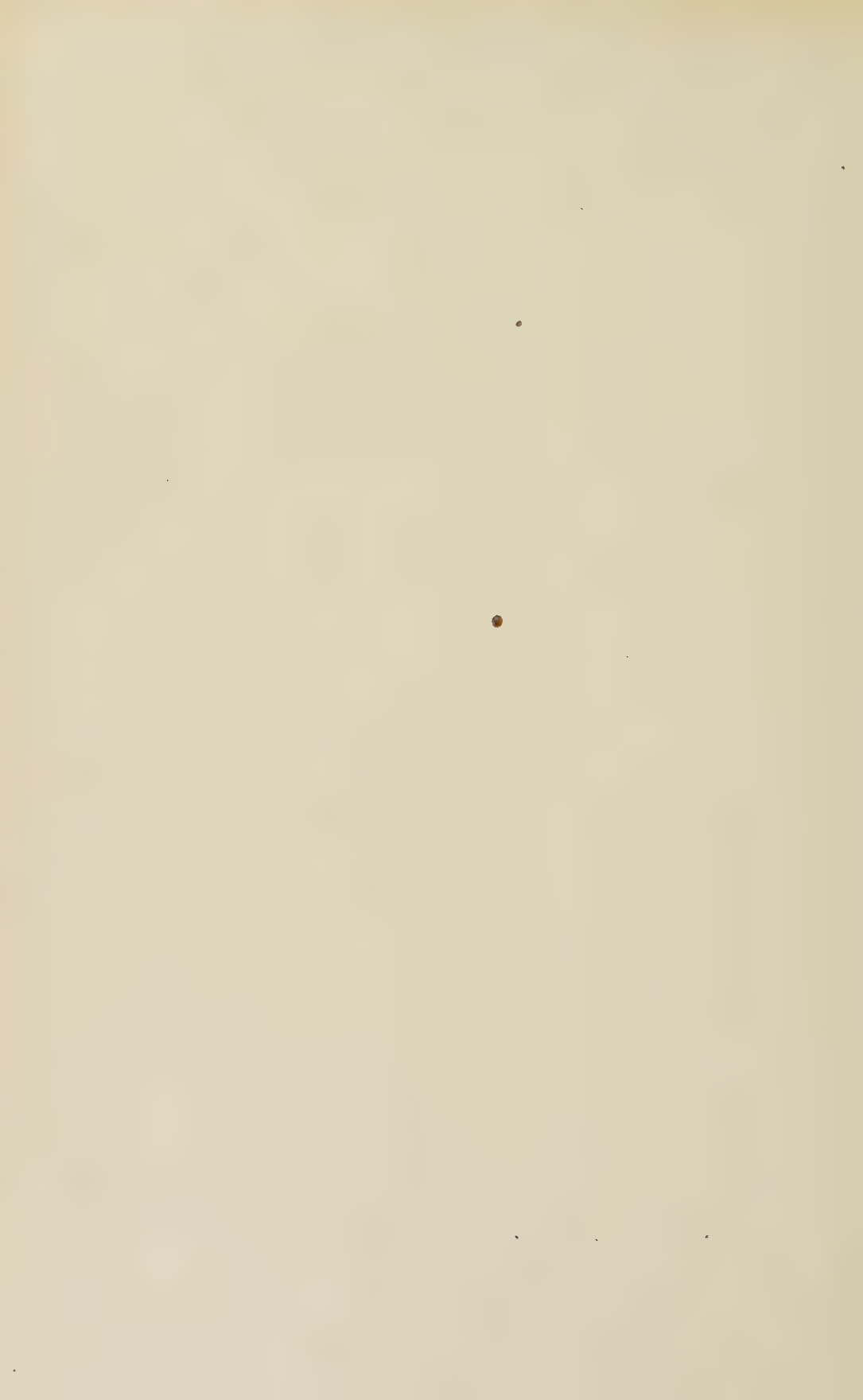
LIBERTÉ.



ÉGALITÉ.

E X T R A I T
DU REGISTRE DES ARRÊTÉS
DU COMITÉ DE SALUT PUBLIC
DE LA CONVENTION NATIONALE,

PIÈCES JUSTIFICATIVES



Pièce justificative n° 1

LOI

RELATIVE A LA VENTE DES POUDRES ET SALPÊTRES

Donnée à Paris, le 8 juin 1792, l'an IV de la liberté.

LOUIS, par la grâce de Dieu et par la loi constitutionnelle de l'État, Roi des Français : A tous présens et à venir ; Salut.

L'Assemblée Nationale a décrété, et nous voulons et ordonnons ce qui suit :

Décret de l'Assemblée Nationale du 31 mai 1792, l'an IV^e de la liberté.

L'Assemblée Nationale, après avoir entendu la lecture du présent décret, dans ses séances du 7, du 14 mai et de ce jour, et après avoir décrété qu'elle était en état de délibérer définitivement ; considérant que par une augmentation de prix sur les salpêtres qui seront délivrés à la régie nationale des poudres et salpêtres, et que pour soutenir les produits de cette régie, il est indispensable d'augmenter aussi le prix des poudres et des salpêtres qui sont vendus par ladite régie ; considérant qu'il est essentiel d'accorder aux manufactures particulières et au commerce la liberté de s'approvisionner de salpêtres étrangers, considérant enfin qu'il importe à la sûreté de l'État de favoriser toutes les découvertes utiles qui pourraient perfectionner la fabrication de la poudre, et d'augmenter par tous les moyens qui peuvent se concilier avec les principes de la liberté, la récolte des salpêtres dans toutes les parties de l'empire, décrète ce qui suit :

I

Les poudres et salpêtres de différentes qualités, vendus aux particuliers par la régie nationale des poudres et salpêtres, ou par les débitants, seront payés comme il suit :

1 ^o Salpêtre brut, vendu par la régie, seize sous....	0, 16
Salpêtre de deux cuites, vingt sous.....	1, 0
Salpêtre de trois cuites, vingt-quatre sous.....	1, 4
2 ^o Poudre de traite, vingt sous.....	1, 0
Poudre de mine, dix-huit sous.....	0, 18

Poudre de guerre vendue aux amateurs vingt-cinq sous.....	1, 5
Poudre de chasse dans les magasins de la régie quarante-quatre sous.....	2, 4
Idem pour les débitants, quarante-huit sous.....	2, 8
Poudre superfine dans les magasins de la régie trois livres quinze sous.....	3, 15
Idem chez les débitants, quatre livres.....	4, 0

II

A compter du jour de la publication du présent décret, il sera permis à tous commerçant et manufacturier de s'approvisionner de salpêtre étranger, dont l'introduction cessera d'être prohibée.

III

Le ministre des contributions publiques est chargé de faire répéter les expériences nécessaires pour constater l'avantage que présenterait l'emploi du *Muriate-Oxigène*, au lieu de salpêtre dans la fabrication de la poudre.

IV

Les corps administratifs et les municipalités sont spécialement chargés de veiller dans l'étendue de leur territoire, au maintien des règlements et des lois relatifs à la fabrication des poudres et salpêtres, et tout ce qui peut animer l'industrie et l'activité des salpêtriers.

Mandons et ordonnons à tous les corps administratifs et tribunaux, que les présentes ils fassent consigner dans leurs registres, lire, publier et afficher dans leur département et ressorts respectifs, et exécuter comme Loi du Royaume. En foi de quoi nous avons signé les dites présentes, auxquelles nous avons fait apposer le Sceau de l'État. A Paris, le huitième jour du mois de juin mil sept cent quatre-vingt-douze, l'an IV^e de la liberté, et le dix-neuvième de notre règne.

Signé LOUIS. Et plus bas, DURANTHON. Et scellées du Sceau de l'État.

Certifié conforme à l'original.

Vérifié et certifié conforme à l'exemplaire envoyé au Département de l'Eure, timbré et certifié par les ministres.

Par les Administrateurs composant le Directoire du Département de l'Eure, à Évreux, le 30 juin 1792. Signé Leblond, vice-président ; Demoyaux, Goubert, Lebas, L'hôpital, Cauchois, Substitut du Procureur-général-Syndic, et Chambellan, secrétaire-général.

Collationné, signé, Chambellan, secrétaire-général.

Vérifié et certifié conforme à l'exemplaire envoyé à ce Directoire par celui du département de l'Eure.

Par les Administrateurs composant le directoire du District de Bernay¹.

1. A Evreux, de l'imprimerie de J.-J.-L. ANCELLE, imprimeur du département. Ecrit à la main et enregistré, publié et affiché à Bernay, le 28 juillet 1792. *Arch. mun. Bernay*, P. et S. liasse H, n° 1.

Pièce justificative n° 2

Paris, 18 ventôse, an II de la République,
une et indivisible.

LA COMMISSION DES ARMES ET POUDRES DE LA RÉPUBLIQUE
AUX AGENTS NATIONAUX ET AUX ADMINISTRATIONS DE DISTRICTS
SUR LA RÉQUISITION DES CENDRES.

Le Comité de Salut Public de la Convention Nationale a fait rédiger sur la Potasse une instruction qui ne tardera pas à paraître.

En attendant, la publicité de cette instruction, la Commission croit devoir adresser aux Agens Nationaux et aux Administrateurs de Districts quelques observations sur la réquisition qu'ils ont faites des cendres dans les villes et les campagnes de leur arrondissement.

A Paris, on emploie immédiatement les cendres au lessivage des terres salpêtrées, par la raison que les citoyens n'y sont pas dans l'usage de faire blanchir leur linge chez eux, seul emploi d'économie domestique qu'on puisse faire des cendres.

Mais dans les petites communes ainsi que dans les campagnes où l'habitant fait sa lessive, mettre ses cendres en réquisition, c'est le priver d'une ressource à laquelle il lui serait difficile de suppléer.

En conséquence la Commission invite les autorités constituées à ne faire porter la Réquisition que sur l'eau de lessive qui a servi au blanchissage du linge et qui sera transportée dans les ateliers les plus voisins pour y être employée au lessivage des terres, avec la précaution, toutefois, d'étendre la lessive avec deux tiers d'eau pure ou d'eau légèrement salpêtrées.

Le Citoyen qui aurait pu se permettre quelque infidélité si on l'eut privé de l'usage de ses cendres, ne s'en permettra pas quand il ne s'agira que de réserver l'eau de sa lessive : il deviendrait coupable en n'offrant pas un objet qu'il est dans l'habitude de jeter, et qui, dans les circonstances actuelles est utile à la République, puisque cette même lessive devient la base du salpêtre destiné à foudroyer les ennemis de notre liberté.

La Commission invite les Agents Nationaux près les Administrations des Districts à répandre cette instruction préliminaire dans les communes et à y tenir la main.

*Le président de la Commission
des Armes à Poudres de la République :*
BÉNÉZECH¹.

1. Arch. mun. Bernay, P. et S., liasse H, pièces n° 2 et 4.

Pièce justificative n° 3

COMITÉ DU SALUT PUBLIC

BUREAU DES
POUDRES ET SALPÊTRES

Extrait du registre des arrêtés du Comité du Salut Public de la Convention nationale, du 7 germinal, l'an II, de la République une et indivisible.

Considérant que l'intérêt de la République exige que l'exploitation du salpêtre s'exécute avec rapidité et qu'il convient de proportionner le traitement des agents nommés par les districts conformément à la loi du 14 frimaire, pour la surveiller et la diriger à l'activité avec laquelle ils remplissent leurs fonctions ; le Comité de Salut Public arrête que les Agents nommés par les districts pour surveiller et diriger l'exploitation du salpêtre, recevront outre le traitement qui leur est attribué par la loi une indemnité de trois deniers par livre de salpêtre provenant de l'exploitation révolutionnaire faite dans l'étendue du district et déposé dans le magasin établi par le district, depuis le 1^{er} floréal jusqu'au 1^{er} thermidor ; une indemnité de deux deniers par livre de salpêtre depuis le 1^{er} thermidor jusqu'au 1^{er} brumaire ; et une d'un denier depuis le 1^{er} brumaire jusqu'au 1^{er} pluviôse.

Paris, le 7 germinal, l'an II de la République une et indivisible.

Signé au registre : ROBESPIERRE, CARNOT, C. - A. PRIEUR,
R. LINDET, B. BARÈRE, COLLOT D'HERBOIS, SAINT-JUST, et
A. COUTHON¹.

1. Écrit à la main (probablement par le citoyen LEFÈVRE) : *Connaissance donnée au citoyen PELYEY le 16 germinal ; Arch. mun. de Bernay, P. et S., liasse H, pièce n° 6.*

Pièce justificative n^o 4

Bernay, le 12 Germinal, l'an II de la République,
une et indivisible.

L'AGENT NATIONAL PRÈS LE DISTRICT DE BERNAY
AUX COMMUNES DU MÊME DISTRICT.

CITOYENS,

De nouveaux complots viennent d'être déjoués ; les auteurs de cette nouvelle trame vont expier leurs crimes sur l'échafaud ; soyons debout, et nos ennemis coalisés paliront de frayeur.

Du salpêtre, Citoyens, voilà le cri de ralliement ; tous doivent prendre part à cette fabrication, et tous peuvent seconder les vues bienfaisantes du Comité de Salut Public.

La potasse est un des aliments utiles de cette fabrication ; elle s'extrait de la cendre. Le Comité de Salut Public n'a pas voulu que toutes fussent mises en réquisition, il a considéré la nécessité du blanchissage du linge : aussi la Commission des armes et poudres de la République nous a désignés les cendres qui doivent être mises en réquisition, et c'est en exécution de ces ordres que nous déclarons mettre en réquisition toutes les cendres provenant des fours communaux, des boulangers, des teinturiers et bouilleurs existants dans chaque commune du district : elles seront déposées au lieu que désignera chaque municipalité pour en extraire la potasse, d'après les ordres ultérieures.

Les municipalités fourniront aux fourniers et boulangers qui porteront leurs cendres au dépôt, un bon de poids de chaque livraison afin qu'ils soient payés suivant la fixation qui sera déterminée.

Les femmes, les enfants, les vieillards, pourront dans les campagnes s'occuper à brûler leur mauvais bois, les broussailles et autres combustibles ; les cendres qui en proviendront seront mises dans le dépôt, et il leur sera donné un reçu par la municipalité, pour en être payés ainsi que les fourniers.

Les Agents nationaux des communes sont invités de surveiller l'exécution de ces mesures.

Signé : LEFÈVRE¹.

1. *Arch. mun. Bernay*, P. et S., liasse H, pièce n^o 8.

Pièce justificative n° 5

LIBERTÉ, ÉGALITÉ

Paris, ce 14 Germinal, l'an II de la République Française,
une et indivisible.

LA COMMISSION DES ARMES ET POUDRES DE LA RÉPUBLIQUE

*A l'Agent National près le district de Bernay,
sur la réquisition des cendres.*

La Commission des Armes et Poudres, par sa lettre du 18 ventôse, en invitant les Autorités Constituées à ne faire porter la réquisition que sur l'eau de la lessive, a bien entendu n'appliquer cette invitation qu'aux besoins stricts des Citoyens.

Cependant la Commission est instruite que des égoïstes, des mauvais Citoyens, se refusent à remettre aux Préposés les Cendres mêmes superflues,

Convaincue de la nécessité de pourvoir aux besoins des Citoyens mais aussi pénétrée qu'il est de son devoir de ne rien négliger pour accélérer la fabrication du salpêtre, la Commission, en donnant à l'esprit de sa lettre du 18 ventôse, l'acception sous laquelle elle auroit dû être prise, invite les Agens Nationaux à ne rien intervenir à la réquisition sur les cendres, mais seulement à laisser aux Citoyens les moyens de lessiver le linge.

Dans les villes, où se fait la plus grande consommation de bois, la réquisition des cendres doit être en pleine vigueur, ainsi que sur celles produites par les fours, fourneaux et usines ; mais dans les campagnes, elle doit être modifiée suivant les besoins des habitants, de manière que leur superflu soit destiné à la réquisition du salpêtre.

C'est donc aux Agens Nationaux des Districts et des Communes à veiller à la réquisition des cendres ; c'est à la faire exécuter de manière que les ateliers de salpêtre ne puissent éprouver aucun retard. En portant leur sollicitude sur les besoins des Citoyens et leurs regards observateurs sur le superflu, ils trouveront un juste milieu en conciliant les intérêts de la République avec ceux des Citoyens.

Salut et Fraternité,

Le Président de la Commission :

CAPON¹.

1. Arch. mun. Bernay, P. et S., liasse H, pièce n° 9.

Pièce justificative n° 6

COMMISSION DES ARMES,
POUDRES ET EXPLOITATION
des Mines de la République.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ

Paris, le 10 Floréal, l'an II de la République Française,
une et indivisible.

La fabrication ordinaire du salpêtre, citoyens, ne doit pas être cumulée avec l'exploitation révolutionnaire, que l'Administration Révolutionnaire des Salpêtres et Poudres est chargée de diriger et de surveiller. La démarcation entre ces deux exploitations est très clairement indiquée, tant par la loi du 14 frimaire, que par les différents arrêtés du Comité de Salut Public. La commission est informée néanmoins que dans beaucoup de districts cette démarcation est totalement méconnue.... Une partie considérable de salpêtre qui devait être versé dans les magasins de l'Agence Nationale pour être sur le champ raffiné et converti en poudre, se trouve dans ce moment dispersé et confondu avec celui récolté révolutionnairement.

L'Agence Nationale ne peut donner à ses fabriques toute l'activité dont elles sont susceptibles, si les matières qui doivent les alimenter sont détournées de leur destination.

La Commission invite en conséquence à veiller avec beaucoup de soin à ce que tous les salpêtriers de ton arrondissement, dont les pouvoirs portent que le salpêtre par eux fabriqué, sera livré et reçu dans les magasins de l'Agence Nationale, ne puissent sous aucun prétexte être contraints ni autoriser (*sic*) à les verser et faire recevoir dans d'autres dépôts.

Tu voudras bien accuser à la Commission la réception de cette lettre, et l'informer de ce que tu auras fait pour en remplir l'objet.

Salut et Fraternité.

Les Commissaires :

CAPON, BÉNÉZECH¹.

1. *Arch. mun. Bernay*, P. et S., liasse H, pièce n° 23.

Pièce justificative n^o 7

AGENCE NATIONALE
DES POUDRES ET SALPÊTRES
DE LA RÉPUBLIQUE

LIBERTÉ, ÉGALITÉ

DÉPARTEMENTS
DE LA SEINE-INFÉRIEURE
ET DE L'EURE

EUDEL, Commissaire des Poudres et Salpêtres de la République,
au citoyen LEFÈVRE, Agent du district de Bernay.

Je reçois ta lettre du 7 de ce mois par laquelle je vois que tu confonds toujours les deux administrations pour les salpêtres...

...Voici la distinction qu'on en doit faire : L'une est l'administration révolutionnaire des Salpêtres et Poudres. Elle est chargée de recueillir tous les salpêtres recueillis par les citoyens, les communes, les sections et les Districts : ceux-là seuls doivent être versés dans un dépôt commun dans chaque District : c'est de ces salpêtres dont l'Agent National doit rendre compte au Comité de Salut Public par décade.

L'autre, est l'Agence Nationale des Poudres et Salpêtres administration ordinaire, laquelle doit recevoir tous les salpêtres fabriqués tant dans les ateliers que par des salpêtriers commissionnés ; elle rend compte chaque décade, et directement à la Commission des Armes et Poudres et au Comité de Salut Public de ses produits en salpêtre. Or donc, si tu rends compte aussi du salpêtre fabriqué par nos salpêtriers, il en résultera nécessairement un double employ qui fera paroître la récolte en salpêtre plus abondante qu'elle ne l'est réellement, et le Comité de Salut Public sera induit en erreur...

... Si chaque administration ne rendait pas compte de son produit en salpêtre, il s'ensuivrait une confusion qu'il serait très difficile d'éviter. Il est donc indispensable de ne pas s'écarter de la ligne de démarcation indiquée par la loi du 17 frimaire, et par les arrêtés du Comité de Salut Public ; nous devons suivre chacun la route qui nous a été tracée pour arriver au même but, celui du Salut de la République : c'est le seul moyen de donner à l'extraction du salpêtre toute l'activité dont elle est susceptible : voilà à quoi nous devons tendre tous...

Salut et Fraternité.

EUDEL¹.

1. *Arch. mun. de Bernay*, P. et S., liasse II, pièce n^o 36.

Pièce justificative n° 8

Rouen, le 19 Floréal, an II de la République Française,
une et indivisible.

LIBERTÉ, ÉGALITÉ

AGENCE NATIONALE DES POUDRES ET SALPÊTRES
ACTION RÉVOLUTIONNAIRE

EUDEL, commissaire de l'Agence Nationale des Poudres et Salpêtres de la République aux départements de la Seine-Inférieure et de l'Eure :

A l'Agent National près le District de Bernay :

CITOYEN,

Je vois avec plaisir que les ouvriers des salpêtreries¹ dans ton district sont à leur poste. En faisant exécuter littéralement l'article 15 de la loi du 14 frimaire et en donnant l'ordre à l'Agent du district pour l'exploitation du salpêtre d'en surveiller l'exécution, on pourra exiger du salpêtrier la plus grande activité. Je vais de mon côté écrire une circulaire à tous ceux de mon commissariat de manière à les faire marcher révolutionnairement. Je leur annoncerai que si quelqu'un d'eux montraient de la négligence sur une exploitation aussi importante, ils seraient destitués et se mettraient dans le cas d'être punis, étant en réquisition pour ce service.

Mais aussi, il est indispensable qu'ils reçoivent de l'Administration tout l'appuy, l'aide et la protection qui leur est nécessaire et que le Comité de Salut Public ainsi que la Loi autorisent. A ce moyen, la récolte en salpêtre ira bien, et on réparera autant qu'il est possible les retards occasionnés par les contrariétés qu'ont éprouvé jusqu'à ce jour les salpêtriers². Car il faut le dire, sans cette contrariété, la récolte serait plus avancée.

1. Il s'agit ici des salpêtriers commissionnés.

2. Certains salpêtriers commissionnés furent obligés de livrer leur salpêtre dans les dépôts révolutionnaires ; dans d'autres endroits on leur disputa l'attribution des plâtras à matériaux dont ils avaient pour ainsi dire le monopole de l'exploitation ; ailleurs aussi certains salpêtriers commissionnés venaient livrer leur salpêtre pour se soustraire à la retenue de quatre pour cent qui leur était imposée par la Régie (agence Nationale) ou encore pour se défaire, avec avantage d'un salpêtre de qualité inférieure à celle qu'ils s'étaient engagé à fabriquer.

Je t'observe, Citoyen, que conformément à la loi du 14 frimaire, les salpêtriers doivent verser directement leurs salpêtres dans les magasins de l'Agence Nationale ; cette même loi indique la surveillance que l'Administration peut exercer sur les ateliers de ceux de ton district dont voici les noms :

Jean François le Quesne à Brionne.

Jean-Basile Ardouin et Alexandre Pinchon, à Harcourt ;

Pierre Labigne, à Chambrais ;

Le citoyen Colvé, à Thiberville ;

Jean-Baptiste-Charles Boivin, à Beaumesnil ;

Mèriel (Michel-Mathurin), canton de Berville ;

Boudard, demeurant à Lisieux, La Barre ;

Narre, à Plasnes¹.

Salut et Fraternité.

EUDEL².

1. Voir *Arch. mun. de Bernay*, liasse h, fol. 69, la liste des salpêtriers commissionnés avec les arrondissements et communes de leur ressort, établie par le citoyen PELVEY.

2. *Arch. mun. Bernay*, P. et S., liasse H, pièce n° 27, écrite et signée de la main d'EUDEL. Il faut ajouter à cette liste les noms de FERRET (canton de Montreuil) et MAUDUIT (canton de Bernay Ouest).

Pièce justificative n° 9

MORT AUX TYRANS

LIBERTÉ, ÉGALITÉ

Quai Malaquai, n° 13.

Le 10 Floréal, l'an second de la République Française,
une et indivisible.

L'Administration de la fabrication révolutionnaire des salpêtres
et poudres de la République, établie par arrêté du Comité
de Salut Public, du 10 pluviôse et 9 ventôse.

A L'AGENT NATIONAL,

Près du District de Bernay

La République avait besoin de Salpêtre ; et la République
a fait des lois qui lui assuraient une immense récolte. C'est sur
ta responsabilité que repose l'exécution de ces lois conserva-
trices de la Liberté. C'est donc à toi qu'elle demandera des
comptes, d'autant plus sévères, que ta négligence aurait pu
compromettre sa sûreté et la liberté publique.

Nous devons être convaincus que tu auras pris toutes les
mesures convenables pour que les terres Salpêtrées de ton Dis-
trict soient exploitées dans quelques mois, puisque les décrets
de la Convention Nationale, les arrêtés du Comité de Salut
Public et sa lettre du 29 nivôse t'en font un devoir.

Tu as sans doute secondé de toutes tes forces et par tous les
moyens que la loi et les besoins de la Patrie mettaient dans tes
mains, les établissements déjà formés. Tu as accueilli avec em-
pressement les offres généreuses des citoyens qui désiraient
établir des ateliers en Salpêtre ; et nous n'en doutons pas, aucun
n'a langui par ta faute.

Tu connais trop bien tes devoirs, tu es trop vivement pénétré
de l'importance et de l'étendue de tes fonctions pour croire
avoir tout fait et avoir mis à couvert ta responsabilité, dès l'ins-
tant que ton agent pour les Salpêtres a été nommé ; ou que,
par des circulaires et des proclamations, tu as fait connaître
aux diverses Municipalités de ton arrondissement l'obligation
où elles sont toutes, de travailler les terres salpêtrées de leur
Commune.

Si l'Agent de ton District ne remplit pas ses devoirs, l'Administration doit le punir et le remplacer.

Si des individus quelconques s'avisent d'entraver les opérations des Salpêtres, la loi du 13 pluviôse les déclare suspects et c'est à lui à en demander l'application.

Si tes occupations très variées ne te permettent pas de suivre et de t'assurer par toi-même des opérations et de l'activité de tes agents, appelle à ton secours les Sociétés Populaires. C'est dans ces foyers de patriotisme que doivent se forger les premières armes de la Liberté. C'est dans leur sein que doit se préparer la foudre qui doit exterminer les tyrans.

Mesure toute l'étendue de tes obligations. Descends dans toi-même pour t'assurer de les avoir toutes remplies. Consulte surtout, le magasin où doivent être versés les salpêtres de ton District.

Et ne perds jamais de vue que tu ne seras quitte envers la Patrie que du moment où il n'existera plus, dans ton arrondissement un pouce de terre Salpêtrée.

La République est là pour proclamer tes services, ou imprimer sur ton front la honte et le blâme dont elle marque ses ennemis. C'est à toi à prévenir ce dernier jugement.

Salut et Fraternité.

*Les membres de l'Administration Révolutionnaire
des Salpêtres et Poudres :*

MILLIER, CAILLOT, DAUBANCOURT, DESCROIZILLES, ET CHAPTAL.
CARNY, Commissaire du Comité de Salut-Public.

Signé : CAILLOT¹.

1. Arch. mun. Bernay, P. et S., liasse H, pièce no 22.

Pièce justificative n° 10

MORT AUX TYRANS

AGENCE RÉVOLUTIONNAIRE DES SALPÊTRES ET POUDRES
DE LA RÉPUBLIQUE

COPIE

*de l'Arrêté du Comité de Salut public de la Convention Nationale
du 4 prairial, l'an II^e, de la République une et indivisible.*

Le Comité de Salut Public arrête :

Que les agens nationaux près les Districts prendront de suite les mesures les plus promptes et les plus sûres pour faire lever les scellés apposés sur les caves des émigrés et autres biens acquis de la Nation, à l'effet d'y faciliter l'exploitation des terres salpêtrées qu'elles contiennent.

Il les charge d'employer les moyens convenables pour assurer l'extraction du salpêtre, sans nuire aux propriétés nationales.

La commission des Armes et Poudres veillera à ce que les agens nationaux mettent l'activité nécessaire dans ces opérations.

Signé au registre : ROBESPIERRE, BILLAUD-VARENNE, R. LINDET, C.-A. PRIEUR, CARNOT, B. BARÈRE, COUTHON, COLLOT d'HERBOIS.

Pour copie conforme :

Le secrétaire général de l'Agence révolutionnaire.

Signé : RIVIÈRE¹.

Le Comité de Salut Public, considérant que la Loi du 14 frimaire, relative à l'Exploitation du Salpêtre, n'a pas reçu son entière exécution dans quelques districts, et voulant préciser d'une manière rigoureuse l'obligation où ils sont de fournir à la Patrie les secours qu'ils lui doivent ;

ARRÊTE :

Qu'à compter du 20 prairial chaque district sera tenu de fournir au moins un millier de salpêtre par Décade et que le terme de cette livraison sera l'épuisement total et bien constaté du terrain.

Le Comité de Salut Public rend responsable les Agens nationaux près des Districts de l'inexécution du présent arrêté.

Signé au registre : ROBESPIERRE, BILLAUD-VARENNE, COUTHON, CARNOT, PRIEUR, LINDET et COLLOT d'HERBOIS².

1. *Arch. mun. Bernay*, P. et S., liasse H, n° 31.

2. *Ibid*, n° 32 (en date du 4 prairial).

Pièce justificative n° 11

MORT AUX TYRANS

Le 15 prairial.

COPIE DE

*l'Arrêté du Comité de Salut Public
de la Convention Nationale*

Du quatrième jour de Prairial, l'an deuxième de la République Française, une et indivisible.

Le Comité de Salut Public, considérant que la Loi du 14 frimaire relative à l'exploitation des salpêtres n'a pas reçu son entière exécution dans quelques Districts, et voulant préciser d'une manière rigoureuse l'obligation où ils sont de fournir à la Patrie les secours qu'ils lui doivent ;

ARRÊTE :

Qu'à compter du 20 prairial chaque District sera tenu de fournir au moins un millier de salpêtre par décade et que le terme de cette livraison sera l'épuisement total et bien constaté du terrain.

Le Comité de Salut Public rend responsable les Agens Nationaux près des districts, de l'inexécution du présent arrêté.

Signé au registre :

ROBESPIERRE, BILLAUD-VARENNE, COUTHON, CARNOT,
C.-A. PRIEUR, B. BARÈRE, R. LINDET et COLLOT d'HERBOIS.

L'Agence révolutionnaire
des Salpêtres et Poudres de la République

A l'agent national à Bernay.

Tu connais tes obligations par l'Arrêté ci-dessus ; la République te fait un devoir de les remplir, ton patriotisme t'en fournira les moyens.

Le Comité de Salut Public assurera l'exécution de son arrêté.

Nous devons lui fournir toutes les Décades l'État de notre correspondance.

Ton silence à notre égard ne pourrait donc que lui paraître suspect.

Ne te laisse arrêter par aucun obstacle : la loi les a tous prévus ; et le vrai Républicain n'en parle que lorsqu'il les a surmontés.

Concerte tes mesures avec tes administrations ; vous êtes tous solidaires pour le succès.

Nous aimons à croire que nous n'aurons que des résultats satisfaisants à présenter au Comité de Salut Public.

Salut et Fraternité

*Les membres composant l'Agence révolutionnaire
des Salpêtres et Poudres :*

MILLIER, J.-A. CHAPTAL, CAILLOT, DESCROIZIÈLES,
DAUBANCOURT.

Nous t'invitons, Citoyen, avec instance à nous envoyer le plus tôt possible le nom de l'agent salpêtrier de ton district et la date exacte de sa nomination¹.

1. *Arch. mun. de Bernay*, P. et S., liasse II, pièce n° 34. Les signatures et les dernières lignes sont écrites à la main.

Pièce justificative n° 12

COMMISSION
DES
ARMES ET POUDRES

—
QUATRIÈME DIVISION
Poudres et Salpêtres
—

Paris, le 19 Germinal, l'an II de la République Française,
une et indivisible.

*Le président de la Commission
des Armes et Poudres de la République,
A l'agent national près le District de Bernay*

L'agence nationale des Poudres, citoyen, a été chargée de recevoir le Salpêtre récolté révolutionnairement où l'Administration révolutionnaire aurait établi ses raffineries, fabriques et magasins. Ces établissements seront formés à Paris : une Raffinerie commence à y être en pleine activité. Le District de Bernay est du nombre de ceux qui composait son arrondissement. La commission t'invite en conséquence à faire connaître sur le champ aux différents agents des poudres et salpêtres en fonction dans ton district que tout le salpêtre autre que celui fabriqué par les salpêtriers ordinaires, devra dorénavant être envoyé à Paris, conformément aux ordres et instructions que l'Administration révolutionnaire adressera directement à ses préposés. La Commission t'invite également à veiller à ce que ces dispositions soient exactement exécutées : tu voudras bien lui accuser réception de cette lettre.

Salut et Fraternité.

DUPIN¹.

1. Arch. mun. Bernay, P. et S., liasse H, pièce n° 14, écrite à la main et autographe de DUPIN.

Pièce justificative n° 13

COMMISSION
DES ARMES ET POUDRES

LIBERTÉ, ÉGALITÉ

Paris, le 6 Floréal, l'an second de la République,
une et indivisible.

LA COMMISSION DES ARMES ET POUDRES DE LA RÉPUBLIQUE,

A l'Agent National près le District de Bernay.

La Commission, par son arrêté du premier floréal, a ordonné que les Salpêtres produits par l'action révolutionnaire dans les Départements qui y sont dénommés, seraient transportés, sans délai, à Paris, à la raffinerie de l'Unité.

L'Administration Révolutionnaire, chargée de l'exécution de cet arrêté, t'en a donné connaissance et t'a invité à t'y conformer.

Nous te recommandons d'apporter la plus grande célérité dans l'exécution de cette mesure, et de nous en rendre compte.

Il ne suffit pas d'envoyer à Paris, pour être converti en poudre le salpêtre déjà fabriqué. Il faut redoubler de zèle et d'activité, et presser la fabrication par tous les moyens que la Loi a mis dans tes mains ; renouvelle tes réquisitions aux Communes, excite le zèle des préposés, engage-les à donner au mouvement révolutionnaire l'action la plus vive ; que rien n'échappe aux recherches des Patriotes, et qu'à mesure que le salpêtre sortira de ton District, une nouvelle extraction le remplace de manière que chaque décade fournisse un nouvel envoi.

La Commission compte sur ton activité et sur les efforts de ton patriotisme : elle ne doute pas que les Communes ne soient disposées à soutenir la fabrication du Salpêtre par les moyens les plus révolutionnaires.

Salut et Fraternité,

Les membres composant la Commission :

CAPON, BENEZECH¹.

1. Arch. mun. Bernay, P. et S., liasse H, pièce n° 21.

Pièce justificative n° 14

EXTRAITS

des Délibérations du Conseil de la Commune de Bernay

Projet sur la fabrication du Salpêtre.

Du 26 Prairial, an II.

« De suite, le Comité de la guerre a donné lecture d'un aperçu sur la fabrication du salpêtre : il a été approuvé, le Conseil a arrêté qu'il sera transcrit au registre pour y avoir recours et seront les mesures qui y sont indiquées mises en pratique :

CITOYENS,

Pour l'exécution de votre arrêté du 24 de ce mois, votre Comité de la guerre a pris toutes les connaissances qui ont été en son pouvoir pour vous rendre le compte par aperçu des dépenses et du produit de l'atelier du salpêtre de cette commune, il n'a pu avoir de renseignements positifs, parce que le chef de l'atelier du salpêtre a donné ses premiers moments au travail et n'a pu encore mettre l'ordre nécessaire à ses registres ; si votre comité ne peut vous rendre présentement un compte positif, il a cherché des moyens à découvrir par aperçu toute la dépense et il vous présentera un compte certain aussitôt que les matériaux pourront lui être fournis.

Votre Comité a considéré cette dépense sous deux points de vue, le 1^{er} sous celle des frais de 1^{er} établissement et le second sous celle de frais d'exploitation.

Les frais du 1^{er} établissement ont été indispensables quand le produit serait nul parce qu'il s'agissait en cela de la loi et que cette loi était commandée par la nécessité ; ces frais auraient été beaucoup plus considérables sans la générosité de nos concitoyens et ils sont ici beaucoup moins considérables que partout ailleurs.

Votre Comité croit pouvoir dès ce moment vous faire apercevoir que les dépenses du 1^{er} établissement se montent à environ 1.500 francs.

Voici les choses qu'il a prises, 400 fr. pour les cuiviers, 350 fr. pour les menuisiers et charpentiers, y compris les fournitures en bois, 150 fr. pour le serrurier et pompier, 200 fr. pour les réparations qu'il y aura à faire aux cuves et chaudières avant de les

rendre aux propriétaires et 450 fr. pour les autres fournitures et main-d'œuvre ;

que celles d'exploitation se montent à environ 2.000 fr. ; voici les choses qu'il a encore prises, 250 fr. pour les bois livrés jusqu'à ce jour, 200 fr. pour le chef de l'atelier à raison de 2 mois, 1.400 fr. pour les journées d'hommes et 150 fr. pour achats de cendre.

Le produit du Salpêtre sorti de l'atelier et envoyé à Paris est de 436 fr. ce qui était réduire les frais d'exploitation à 1.500 fr ; on a fait espérer à votre Comité que la Commune pourra toucher le produit du Salpêtre sorti de l'atelier du district et de celui des citoyens Mauduit et Dauger, ce qui diminuerait d'autant les frais d'exploitation.

Votre comité a aperçu qu'il pourrait y avoir 600 livres de perte par mois jusqu'à présent, mais que cette perte doit diminuer graduellement et qu'elle se fera sentir principalement de l'instant que les Communes du Canton apporteront leurs eaux par ce qu'elles devront contribuer en proportion aux frais du 1^{er} établissement et d'exploitations eu égard aux objets qui leur serviront concurremment.

Votre comité ne peut pas vous dissimuler que ces dépenses auraient été bien plus excessives sans les efforts multipliés et la générosité de nos concitoyens : vous n'avez point été obligés d'acheter de chaudières ni de cuves, les charrois ont été faits gratuitement, la plus grande partie des cendres ont été données, tous concourent à couper des bruyères et des mauvaises herbes pour produire de la cendre ; s'il est possible de faire des échanges de bruyères contre de la cendre, dès qu'elles deviendront plus avantageuses à la commune tous les moyens seront mis en usage : votre comité s'est concerté sur tout cela avec le chef de l'atelier.

Il est aussi convenu avec lui que pour empêcher le renouvellement d'aucunes espèces d'abus, les extractions de terre ne seront faites à l'avenir que conformément à l'opération des commissaires et qu'il sera pris des mesures ultérieures pour les terres omises, d'après que le conseil général aura arrêté les mesures puisqu'il est dans l'intention au conseil général pour l'exécution complète de la loi qu'il ne reste aucune terre sans être lessivée dès qu'elle en sera susceptible.

Pièce justificative n° 45

INSTRUCTION SUR L'EXISTENCE DU SALPÊTRE

*Dans les terres des souterrains, et sur quelques procédés à suivre
dans le traitement de ces terres.*

Imprimé par ordre de Comité de Salut Public.

Le Comité de Salut Public a publié, il y a quatre mois, par ordre de la Convention, une instruction sur l'exploitation du salpêtre contenu dans les terres de tous les souterrains. Cette instruction n'a produit qu'une partie de l'effet qu'il en espérait ; elle n'a pas assez intéressé les citoyens, parce que sans doute elle n'a pas été répandue avec la profusion suffisante. Si tous les citoyens avaient bien été pénétrés de l'importance du léger travail qui leur avait été prescrit, s'ils avaient été bien convaincus qu'à ce léger travail imposé par le patriotisme à chacun d'eux, était attaché le salut de la République, aucun n'aurait balancé à contribuer de tout son pouvoir à une mesure civique qui doit influer si efficacement sur la cause de la liberté.

Le Comité connaît toute l'ardeur qui enflamme les Français pour la défense de leur Patrie et de leurs droits. Il les appelle donc tous à concourir de tout leur pouvoir à l'extraction du salpêtre ; il leur renouvelle l'invitation pressante qui leur a déjà été faite ; il est persuadé que mieux instruits sur l'abondance du sel fulminant que la nature leur offre de toutes parts, ils s'empresseront partout de fournir à la liberté la foudre qu'elle réclame d'eux, pour punir les attentats des rois.

Le Salpêtre se forme dans tous les lieux où des matières animales, soit liquides, soit solides, soit même en vapeurs ou en exhalaisons sortant des corps vivants, ont été accumulées, ou s'accumulent sans cesse. C'est dans le sol des lieux bas et couverts que ce sel est continuellement produit. Il s'attache surtout aux terres plus ou moins meubles de tous les lieux souterrains. On en trouve beaucoup dans les étables, les écuries, les bergeries, les poulaillers, les colombiers¹, les toits à pores, les lieux où l'on

1. A plusieurs reprises les délibérations du Conseil municipal de Bernay eurent lieu sur la réquisition des pigeonniers (notamment le pigeonnier de la citoyenne Jouvin, femme Lyvet, fait l'objet de la discussion, le 9 germinal an II).

élève des lapins, les fosses où se rassemblent les eaux des basses-cours, celles des fumiers, les caves voisines des latrines, les caveaux où l'on a déposé des cercueils, les souterrains creusés près des cimetières ; les fosses couvertes de tous les ateliers où l'on travaille des matières animales, les boues des grandes communes accumulées et entassées depuis un temps sec, les dépôts des égouts couverts et mis à sec en contiennent aussi. Ces dernières, les boues des villes, sont exploitées avec avantage dans plusieurs parties des pays du Nord.

L'énumération des lieux où le salpêtre se forme sans-cesse, doit faire voir qu'il n'est pas une habitation, une cabane, une chaumière, un souterrain anciennement habité, où il n'y ait du Salpêtre. Elle fait voir encore qu'il n'y a pas un seul souterrain actuellement habité par des animaux, ou recevant quelques-uns des produits qui sortent de leur corps, ou des vapeurs même qui en émanent, où il ne se s'engendre continuellement du nitre. Toutes ces habitations, tous ces souterrains sont des mines de salpêtre d'autant plus précieuses, qu'elles sont vraiment inépuisables, puisqu'avec les mêmes conditions ce sel s'y reproduit sans cesse, puisque d'ailleurs la nature ne présente pas des carrières de nitre, comme elle offre des carrières de plâtre et de sel marin.

La cause de ce dernier phénomène est simple et facile à concevoir. Il faut des matières animales en décomposition lente, pour donner naissance au nitre : il ne s'en forme pas un atome sans la présence de ces matières ; aussi n'en trouve-t-on loin des habitations, dans quelques vallées ou dans quelques souterrains, que parmi des minéraux qui, ont été formés dans la mer, aux dépens des corps animaux, et qui contiennent encore d'anciens débris de ces corps, tels que les pierres calcaires, tendres et poreuses, les tufs, les tuffaux, falhuns, crons, etc.

Dans l'instruction qui a été publiée en frimaire dernier, et dans les programmes des cours Révolutionnaires, faits au Muséum d'Histoire Naturelle de Paris¹, on a donné avec les détails et avec toute la simplicité convenables, les procédés nécessaires à l'exploitation des terres salpêtrées, à l'extraction du salpêtre qui y est contenu par l'eau qui sert à les lessiver, et à l'évaporation des lessives, à l'aide de laquelle on obtient le salpêtre. On ne répétera point ici le détail de ces procédés, décrits dans les instructions indiquées ; on se contentera d'en recommander la lecture aux citoyens, et de les avertir, qu'après le premier essai dans ce genre de travail, ils auront promptement acquis l'espèce d'habitude qui convient au succès. On ne saurait trop les prévenir

1. Voir la note 1, page 131, et la note 2, page 167.

contre les préjugés, l'ignorance ou la malveillance trop manifeste qui ont affecté de persuader qu'il n'y a point ou qu'il n'y a très peu de salpêtre dans les souterrains indiqués. Tout Républicain qui a dans le cœur cette vérité éternelle que la nature fournit à l'homme tous les moyens d'être libre, comme elle lui donne la nourriture, rejettera ces calomnies contre la liberté. Il n'écouterait point les bruits astucieux dont on se sert pour paralyser son ardeur et pour enchaîner ses efforts ; il n'y répondra qu'en creusant le sol des souterrains, et en l'exploitant avec la célérité que son amour pour la République lui inspirera.

Déjà une partie des citoyens s'est livrée avec ardeur à ce travail ; déjà le sel fulminant est sorti du sein de la terre, dans plusieurs districts. Mais on a commis dans la suite de cette exploitation une erreur qui peut devenir très préjudiciable au bien de la République et qu'il suffira sans doute d'indiquer à des Républicains à qui la Patrie est tout, pour qu'ils s'empressent de faire disparaître cette erreur. Cette connaissance ne sera pas perdue pour ceux qui, n'ayant point encore exploité leur sol par eux-mêmes, vont s'empresser de pratiquer cette exploitation pressante au salut du peuple. Cette erreur que le Comité croit devoir dénoncer à la surveillance patriotique, est relative aux terres déjà exploitées, et qui sont épuisées du salpêtre qu'elles contenaient. Dans beaucoup de lieux on abandonne ces terres après les avoir lessivées ; on les laisse séjourner dans les rues, dans les places, dans les cours ; on les expose sur les chemins, on les répand sur les terres : en général, on les néglige et on oublie entièrement ce qu'on avait déjà recommandé dans plusieurs des instructions publiées jusqu'ici.

Sans doute, si les citoyens connaissaient le tort qu'ils font à la chose publique, par cette négligence, ils se seraient empressés de le réparer, et ils vont le faire sur le champ, lorsqu'ils seront instruits des pertes que la République peut faire par les suites de cette insouciance ; ils sentiront que, si elle était tolérée plus longtemps, elle deviendrait véritablement criminelle. Les terres retirées des souterrains et qu'on n'y reporte point, laissent ces lieux dans une dégradation funeste ; elles gâtent et dégradent les chemins ; elles surchargent inutilement les campagnes ; elles nuisent à la végétation que la nature, qui veut la réussite de la République Française a rendue si belle et si forte cette année. Elles privent d'ailleurs notre Patrie, d'une ressource précieuse et incalculable. Les terres salpêtrées primitivement sont extrêmement disposées à se regarnir de salpêtre ; elles sont pour ce sel un espèce d'aimant qui l'attire sans cesse. Mais cette reproduction n'a lieu dans leur sein que lorsqu'elles sont placées

dans le lieu où le premier salpêtre s'est formé. Il est donc indispensable de les remettre dans les souterrains d'où, on les a extraites. Voilà pourquoi il est si avantageux de les lessiver autant que cela est possible dans les lieux mêmes où on les retire, ou au moins dans le local très voisin, comme on l'avait recommandé dans la première instruction qui n'a pas été entendue à cet égard.

D'ici à dix-huit mois ou deux ans au plus, les terres ameublées par le remuage et le lessivage seront aussi riches et même peut-être plus riches en salpêtre, qu'elles ne l'ont été la première fois ; ainsi la République a une récolte régulière et assurée de salpêtre ; ainsi la nature qui la traite favorablement par les dons qu'elle lui prodigue ne lui refuse point ce qui est nécessaire au soutien de la liberté et de l'égalité ; mais ce serait la contrarier, ce serait repousser ses faveurs, ce serait trahir les intérêts de notre patrie qui nous est si chère, que de détruire tout-à-coup une si belle espérance, que d'anéantir en un instant une récolte aussi utile et aussi certaine. Dire qu'on aura cette année plus qu'il n'en faut pour vaincre les tyrans et pour approvisionner la République bien au-delà de ses besoins, c'est présenter un argument si faible, qu'il paraît presque superflu d'y répondre. Quoi, parce que l'on ne manque point d'une denrée de première nécessité pour un peuple qui combat pour sa liberté, est-ce une raison pour ne point multiplier l'approvisionnement, et pour repousser la main bienfaisante de la nature qui vous l'offre ?

C'en est assez ; les républicains entendront mieux la voix de la Patrie et celle de la nature. Ils n'oublieront plus ce que le salut de la République et la cause de la Liberté attendent d'eux. Ils se hâteront de rendre aux souterrains d'où ils l'ont extraite, la terre qui doit rassembler de nouveau le salpêtre, ils auront encore une fois bien mérité de la patrie¹.

1. A Bernay, de l'imprimerie PHILIPPE, frères, imprimeur du district.
Arch. Mun. de Bernay, P. et S., liasse H., n° 33 (écrit à la main : *envoyé le 6 messidor*).

Pièce justificative n° 16

N° 16 — *Mesures relatives à l'établissement d'un atelier pour l'exploitation du salpêtre à Dieppe*

Le Conseil général de la Commune sur le rapport fait par l'agent national des démarches par lui faites conjointement avec les citoyens Carpentier et Descroizilles pour l'établissement de l'atelier destiné à l'exploitation du salpêtre dans cette commune duquel rapport il résulte que le local du citoyen Auvray d'abord fixé est trop petit et que le seul convenable et propre à remplir le but que l'on doit se proposer est la ci-devant église Saint-Remy. Comme aussi il est indispensable de faire choix d'un citoyen patriote qui se transporterait sur-le-champ à Rouen pour s'instruire dans l'art de travailler le salpêtre pour être ensuite placé à la tête de l'atelier de cette commune à cet effet d'en diriger fructueusement les travaux, considérant que tout ce qui a rapport à l'objet ce dont il s'agit est singulièrement urgent et qu'on ne peut trop employer de moyens pour le faire et réussir que l'agent national et sur sa demande a arrêté :

1^o Que la ci-devant église Saint-Remy est mise en réquisition pour y établir l'atelier commun de cette commune pour la fabrication du salpêtre ; de quoi le district sera prévenu avec invitation d'approuver cette mesure révolutionnaire.

2^o Qu'il sera fait choix d'un citoyen patriote pour se transporter sur-le-champ à Rouen à l'effet de s'y instruire pendant une huitaine de jours dans l'art de travailler le salpêtre pour ensuite diriger les travaux de l'atelier commun de cette cité et lui donner l'activité qu'il doit avoir.

3^o Et enfin que pour subvenir aux premières dépenses de l'établissement dont il s'agit et d'après l'indication portée par l'article 11 du décret du 14 frimaire dernier (an II) il sera fait demande à l'administration au district d'une somme de 3.000 livres à prendre sur son revenu sauf le remplacement ainsi qu'il est prescrit par le décret sur date, qu'il sera procédé à la nomination de l'agent en la séance prochaine, qu'il en sera donné avis à la Société populaire, que les citoyens en seront prévenus par une affiche à la porte de la maison commune².

1. CARPENTIER était apothicaire à Dieppe.

2. Archives communales de Dieppe.

Pièce justificative n° 17

COMMISSION
DES
ARMES ET POUDRES
—
QUATRIÈME DIVISION
Poudres et Salpêtres
—

LIBERTÉ, ÉGALITÉ

Paris, le 5 Floréal, l'an II de la République,
une et indivisible.

*La Commission des Armes et Poudres de la République
à l'Agent national près le district de Bernay*

Une fabriqué révolutionnaire de poudre, citoyen, étant dans ce moment en pleine activité à Paris, il est indispensable qu'elle soit très promptement approvisionnée d'une quantité suffisante de charbon de bois de bourdaine, la Commission t'invite en conséquence à faire charbonner sur le champ tout le bois de cette espèce déjà coupé ou prêt à l'être dans ton arrondissement, et expédier successivement et dans le plus court délai, le produit de cette carbonisation pour Paris, à l'adresse de l'Administration révolutionnaire des salpêtres et poudres, Quay Malaquay, n° 13.

Tu voudras bien ne pas tarder à informer la Commission des mesures que tu auras prises à cet effet.

Salut et fraternité

BENEZECH¹.

1. *Arch. mun. Bernay*. P. et S., liasse H, pièce n° 20 (entièrement écrite, et signée par BENEZECH.).

Pièce justificative n° 18

LIBERTÉ, ÉGALITÉ DÉCRET DE LA CONVENTION NATIONALE

*du 25 messidor, l'an II^e de la République une et indivisible
Qui supprime l'Agence nationale,
ci-devant Régie des Poudres et Salpêtres.*

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport du Comité du Salut Public, supprime l'agence nationale, ci-devant Régie des poudres et salpêtres : elle cessera ses fonctions le 1^{er} thermidor. Le Comité de Salut Public est chargé d'organiser le travail de cette partie dépendante de la Commission des Armes, conformément à la loi qui concerne les commissions exécutives.

Visé par l'inspecteur :

S.-E. MONTEL.

Collationné à l'original, par nous président et secrétaires de la Convention nationale. A Paris, le 26 messidor, l'an II^e de la République Française.

*Signés : P.-A. LALOY, ex-président ;
BORDAS et A. DUMONT, secrétaires.*

Pour copie conforme :

Le commissaire

des Administrations civiles, police et tribunaux :

Signé : HERMAN.

EXTRAIT

*Du registre des arrêtés du Comité de Salut Public
de la Convention nationale.*

*Du 28 messidor, l'an II^e de la République française, une
et indivisible.*

Le Comité de Salut Public, en conséquence de la loi du 26 de ce mois, qui supprime l'agence ci-devant Régie des poudres et salpêtres, et charge le Comité d'organiser cette partie dépendante de la Commission des armes et poudres, arrête ce qui suit :

1^o Il y aura, sous l'autorité de cette Commission, une Agence des salpêtres et poudres, pour surveiller et diriger immédiatement

tout le travail ancien et le travail révolutionnaire des salpêtres et poudres.

2^o Cette Agence sera composée de trois membres qui seront nommés par le Comité de Salut Public : leurs appointements seront de six mille livres par an ; ils entreranno en fonction le 1^{er} thermidor prochain.

3^o Au moyen de l'établissement de cette nouvelle Agence, celle appelée révolutionnaire des salpêtres et poudres demeure supprimée.

4^o Les employés ou préposés des deux Agences détruites continueront provisoirement leurs fonctions et adresseront les comptes à la manière accoutumée, à la nouvelle Agence : celle-ci le leur notifiera aussitôt son installation, en vertu de l'arrêté de Comité.

5^o Toute la partie du service des poudres et salpêtres, qui exigeait des correspondances avec les corps administratifs, ou autres autorités constituées, sera faite directement par la Commission des armes et poudres, en sorte que l'Agence n'aura de relations qu'avec ses préposés et pour tout ce qui concerne l'art et le travail des salpêtres et poudres.

6^o L'Agence des salpêtres et poudres préparera le plus promptement possible un rapport sur l'organisation qu'elle croira convenable de donner à ses bureaux, sur le mode de son service en général ; enfin, sur celui des divers employés ou préposés qui lui seront nécessaires dans toute l'étendue de la République. Elle remettra ce rapport à la Commission des Armes et Poudres, qui le soumettra avec ses observations au Comité de Salut Public.

7^o La Commission des Armes et Poudres prendra toutes les mesures nécessaires pour l'installation de la nouvelle agence, et pour que le service ne souffre en aucune manière du changement des anciennes.

Signés au registre :

CARNOT, PRIEUR, LINDET, COLLOT-d'HERBOIS,
BILLAUD-VARENNE, ROBESPIERRE, SAINT-JUST, BARÈRE.

Pour extrait, signés :

COUTHON, C.-A. PRIEUR,
CARNOT, COLLOT-d'HERBOIS, BILLAUD-VARENNE.

EXTRAIT

*Du registre des arrêtés du Comité de Salut Public
de la Convention nationale,
du 28 messidor, l'an II^e de la République Française
une et indivisible.*

Le Comité de Salut Public, en conséquence de son arrêté de ce jour, qui institue sous l'autorité de la Commission des Armes et Poudres, une agence des salpêtres et poudres, en remplacement des deux agences précédemment existantes nomme pour être membre de la nouvelle agence, les citoyens CHAMPY, CHAPTAL et MILLIER.

Signés au registre :

COLLOT-d'HERBOIS, BILLAUD-VARENNE, BARÈRE,
ROBESPIERRE, COUTHON, CARNOT, LINDET, C.-A. PRIEUR.

Pour extrait, signés :

C.-A. PRIEUR, COLLOT-d'HERBOIS, CARNOT,
BILLAUD-VARENNE, COUTHON.

Pour copie conforme :

CAPON, BENEZECH, commissaires ;
CAMPAGNE, adjoint.

A Paris, de l'imprimerie de la Commission des Armes, Poudres, etc, rue Neuve Augustin, n^o 582, l'an II^e de la République¹.

1. Arch. mun. de Bernay, P. et S., liasse H, pièce n^o 53.

Pièces justificatives n^{os} 19 et 20

Evreux, le 13 Ventôse, an V.

*Le commissaire adjoint des poudres et salpêtres en la résidence
d'Evreux à l'administration municipale
de Bernay, (intra muros).*

CITOYENS ADMINISTRATEURS,

Le ministre des Finances, par sa lettre du 24 pluviôse adressée à la Régie des poudres et salpêtres, la prévient qu'il écrit à l'Administration Centrale du département de l'Eure pour qu'elle vous autorisât à vendre les ustensiles des ateliers à salpêtre communaux de votre arrondissement, suspendus par la loi du 17 germinal an III ainsi que les bois de charbon de Bourdaine qui y sont déposés. L'intention du Ministre est que ces objets soient vendus à l'enchère et sur les lieux. Ces ventes doivent être faites de concert avec le Commissaire en chef des poudres à Rouen¹; les fonds en provenant doivent être versés dans sa caisse, défalcation faite du montant des frais et de toutes charges.

En conséquence, je vous invite à vouloir bien vendre dans le plus bref délai la chaudière de cuivre qui existe dans l'atelier et à garder en magasin les 20 sacs de charbon, et les 30 paquets de bois de bourdaine que le Commissaire en chef à Rouen fera prendre incessamment pour le service de la poudrerie.

La Régie des Poudres me charge de suivre auprès de vous l'exécution des ordres du Ministre et de recevoir les fonds provenant de la vente. Vous voudrez bien me les faire remettre avec deux copies du procès-verbal de vente, une pour me servir de pièce comptable, et l'autre pour être envoyée au Ministre des Finances.

Comme l'Assemblée électorale se tient dans le chef-lieu du département, pour vous donner plus de facilités et éviter des frais, veuillez bien charger un des électeurs de votre canton des procès-verbaux et des frais : en me remettant ces divers objets, je lui en donnerai décharge.

Le Commissaire-adjoint des poudres et salpêtres :

CLÉMENDOT.

1. EUDEL.

A cette pièce sont annexées les deux suivantes : l'acte de vente et le reçu de CLÉMENDOT.

1^o Ce jourd'hui, 20 ventôse, an V^e de la République une et indivisible, nous, commissaire, nommé par l'arrêté de l'administration municipale de Bernay du 15 ventôse, pour en présence du commissaire du Pouvoir exécutif procéder à la vente d'une chaudière ayant servi à la fabrication du salpêtre, nous sommes transportés dans le vestibule de la maison de la cy-devant abbaïe où elle a été apportée¹. La vente de la chaudière ayant été annoncée pendant trois jours consécutifs, plusieurs citoyens se sont présentés pour l'acheter, et après plusieurs enchères dont la plus forte somme s'élève à 46 livres, n'ayant pu en obtenir davantage vu qu'elle est faible et mauvaise, nous l'avons, de l'avis du commissaire, adjugée au citoyen Graindorge comme plus offrant ; dont du tout nous avons rédigé le présent, le dit jour.

*Signés : CHEVAL et BEAUTIER fils.
Commissaires du district.*

2^o Je soussigné, Commissaire adjoint des poudres et salpêtre près le commissaire de Rouen, reconnais avoir reçu de la municipalité, de Bernay la somme de 42 livres par les mains du citoyen Desmarest ainsi que les deux copies du procès-verbal de ventes des ustensiles de l'atelier du salpêtre de la commune de Bernay, se montant à la dite somme de 42 livres. Dont quittance à Évreux, le 26 germinal, an V^e de la République Française.

Bon pour 42 francs :

CLÉMENDOT.

Il était joint aux deux expéditions du procès-verbal de vente un mandat de 4 fr. pour frais, ce qui forme avec les 42 fr., 46 fr., montant de la vente de la chaudière (annotation faite au retour de cette pièce à Bernay²).

1. Voir page 118.

2. Arch. mun. Bernay, P. et S., liasse h. (pas de n^o).

Pièce justificative n° 21

ADMINISTRATION CENTRALE DE L'EURE

Séance du 11 thermidor an 7 de la République française, une et indivisible, présents les cit. Lehec, président : Harou, Gallier et Dulong, administrateurs : Morel, suppléant le commissaire du Directoire exécutif : Picard, secrétaire-adjoint.

L'ADMINISTRATION centrale de l'Eure, instruite que dans plusieurs cantons de son arrondissement, la fabrication du salpêtre est infiniment ralentie, que dans quelques-uns elle est même interrompue, tant en raison des difficultés qu'éprouvent les salpêtriers, de la part des citoyens qui se refusent à l'exécution de l'article 4 du titre 1^{er} de la loi du 13 fructidor an V, que du défaut de protection de la part des administrations municipales qui toutes ont négligé d'assujettir les propriétaires qui font démolir à remplir les formalités ordonnées par l'art. 2 de la même loi, pour que les salpêtriers puissent enlever les matériaux salpêtrés ;

Considérant que, dans un moment où les ennemis de la France s'agitent en tous sens, et redoublent d'efforts pour la combattre, il est de son devoir d'activer et d'augmenter par tous les moyens qui sont en son pouvoir, la récolte des salpêtres, et de faire disparaître toutes les difficultés élevées par les malveillants et par ceux dont la cupidité dirige les actions :

Vu la lettre du Ministre des finances, en date du 2 prairial, et après avoir entendu le suppléant le commissaire du Directoire exécutif,

ARRETE :

ARTICLE PREMIER

Les salpêtriers sont placés sous la protection spéciale et sous la surveillance immédiate des administrations municipales, dans l'arrondissement desquelles leurs ateliers sont situés.

II

Ces administrations sont chargées, sous leur responsabilité, de tenir la main à ce que les propriétaires qui voudront démolir,

fassent la déclaration ordonnée par l'article 2, du titre 1^{er} de la loi du 13 fructidor an V, afin que les salpêtriers puissent enlever les matériaux salpêtrés.

III

Chaque fois qu'en exécution de l'art. 4 de la même loi, un salpêtrier voudra se transporter chez un citoyen, pour enlever des terres et matériaux salpêtrés, en prenant les précautions qui lui sont recommandées par l'art. 5, il se présentera à l'administration municipale du canton, qui sera tenue de lui donner l'autorisation nécessaire ; et en cas de refus de la part des citoyens de souffrir la fouille, l'administration municipale est chargée de donner main forte au salpêtrier, et de faire poursuivre et condamner les refusans aux peines prononcées par le dit art. 5.

IV

Les commissaires près les administrations municipales, dans l'arrondissement desquelles il existe des ateliers de salpêtres, sont chargés, sous leur responsabilité, de se faire représenter, chaque décade, le livret remis par le commissaire des poudres et salpêtres à Rouen à chaque salpêtrier, et sur lequel sont enregistrées toutes leurs livraisons, afin de s'assurer si les produits répondent à l'activité apparente des salpêtriers ; et en cas de refus de la part desdits salpêtriers de représenter les livrets servant à l'enregistrement de leurs livraisons, les commissaires en instruiront, sur-le-champ, l'administration centrale et le commissaire des poudres et salpêtres à Rouen.

V

Les salpêtriers commissionnés dans l'étendue du département qui n'ont pas encore remis leurs commissions et qui ont cessé leurs travaux, sont invités de les reprendre, et de se concerter, en conséquence, tant avec l'Administration municipale de leur canton, qu'avec le commissaire des poudres et salpêtres à Rouen.

VI

Les articles : 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 10, 12 et 15, du titre 1^{er} de la loi du 13 fructidor an V, seront réimprimés à la suite du présent, qui sera imprimé au nombre de onze cents exemplaires, lu, publié, et affiché dans toutes les communes du département.

Des exemplaires en seront envoyés aux ministres de la guerre et des finances, et au commissaire des poudres et salpêtres à Rouen .

Signé, etc.

Pour copie conforme :

Signé : J. LEHEC, président :
PICARD, secrétaire-adjoint.

LOI

Relative à l'exploitation, à la fabrication et à la vente des poudres et salpêtres — Du 13 juctidor an V de la République française.

TITRE PREMIER

De la récolte en salpêtre.

ART. I^{er}. — L'Exploitation des salpêtres continuera d'être faite pour le compte de la République, ou ne pourra l'être que sous l'inspection et avec l'autorisation du Gouvernement.

ART. II. — Les salpêtriers commissionnés en vertu des lois précédentes, ou qui le feront à l'avenir, continueront d'enlever, dans les arrondissements qui leur sont ou qui seront déterminés, les matériaux de démolitions salpêtrés. A cet effet, les propriétaires qui voudront faire démolir, ou ceux qui en seront chargés par eux, ne le pourront qu'après avoir prévenu leur municipalité, ou l'agent municipal de leur commune, afin que le salpêtrier puisse en prendre connaissance.

Cet avertissement devra précéder d'une décade au moins la démolition ; et ceux qui, sans avoir satisfait à cette condition, commenceraient à démolir, ou qui le feront faire, seront condamnés solidairement à une amende égale à la contribution mobilière du propriétaire ou principal locataire du bâtiment.

Cette amende sera double pour ceux qui auraient détourné, employé ou détérioré, en tout ou en partie, les matériaux provenant de leur démolition, ou qui s'opposeraient à leur enlèvement.

ART. III. — Il ne sera rien payé par le salpêtrier pour raison des matériaux de démolition salpêtrés qu'il aura enlevés ; mais dans le cas où le propriétaire l'exigerait, le salpêtrier sera venu de lui rendre au même lieu, une quantité de matériaux d'un même volume.

ART. IV. — En attendant que les circonstances permettent de renoncer entièrement aux produits de la fouille, les salpêtriers commissionnés continueront également de prendre, comme par le passé, les terres et matériaux salpêtrés qui se trouvent dans les granges, écuries, bergeries, remises et autres lieux couverts, à l'exception de ceux servant d'habitation personnelle, et des caves et celliers contenant du vin, des boissons ou des marchandises et des aires de granges en argile ou glaise.

ART. V. — Les salpêtriers, en faisant les fouilles, ne pourront creuser à plus de 11 centimètres (ou 4 pouces) de profondeur contre les seuils, poteaux et autres ouvrages en bois, et à plus de 22 centimètres (ou 8 pouces) contre les murs. Dans le cas où il se trouverait des terres salpêtrées plus bas, ils seront obligés de se retirer de 67 centimètres (ou 2 pieds) tant desdits seuils et poteaux que des fondations des murs.

Les salpêtriers seront tenus, en outre, de remettre en place les terres qu'ils auront lessivées, et seront responsables des dégradations et accidents qu'ils auront occasionnés.

Ceux qui s'opposeraient à ce que le salpêtrier pût exercer la fouille conformément à la loi, encourront une amende égale au double de l'imposition mobilière du propriétaire ou principal locataire.

ART. VI. — Le salpêtrier qui serait convaincu d'avoir reçu de l'argent ou une rétribution quelconque pour affranchir de la recherche et enlèvement des matières salpêtrées, sera condamné à une amende de deux cents francs.

ART. VII. — L'époque des fouilles et l'ordre à suivre entre les communes où elles doivent être faites, seront déterminés par les préposés des poudres, avec l'attache de l'administration centrale du département ; et à l'égard des maisons d'une même commune, avec l'attache de la municipalité.

Ces autorités protégeront ce service et veilleront en même temps à ce qu'il ne soit exercé aucune vexation contre les citoyens.

ART. VIII. — Le citoyen chez lequel se fera la fouille pourra, avant tout, faire examiner et constater l'état des lieux, en présence du salpêtrier, par des hommes d'art. Le salpêtrier aura la même faculté.

ART. IX. — Le salpêtrier qui ne serait pas domicilié dans la commune où il travaille, ne pourra transporter ailleurs ses ustensiles, avant qu'il soit constaté qu'il n'y a aucune réclamation contre lui.

ART. X. — Si le citoyen chez lequel on aura fouillé a quelque

plainte à porter contre le salpêtrier, pour cause de dégradation ou autres abus, il s'adressera au juge de paix, qui connaîtra des contestations et ordonnera les réparations et indemnités convenables, sauf le recours de droit aux tribunaux supérieurs.

Dans ce cas, le salpêtrier fournira une caution suffisante, à défaut de laquelle ses meubles et ustensiles pourront être saisis pour répondre de sa solvabilité ; et au besoin, il sera fait opposition au paiement de ce qui lui serait dû par l'administration des poudres.

ART. XII. — Les salpêtriers devant porter dans les magasins nationaux tout le salpêtre qu'ils exploitent de la manière et aux époques qui leur seront prescrites, ceux qui se permettraient d'en disposer autrement, de le vendre ou donner en échange à qui que ce soit, seront dénoncés au tribunal¹ de police correctionnelle, et encourront, outre l'abolition de leur atelier, la confiscation des matières détournées, et une amende de 500 francs.

ART. XV. — Tout citoyen qui exploitera, sans l'autorisation spéciale du Gouvernement, des matériaux salpêtrés naturellement, ou par des nitrières artificielles, encourra la confiscation des matières et ustensiles qu'il y emploie ; et en cas de récidive, il sera condamné à une amende de 300 francs.

Pour copie conforme :

J. LEHEC, *Président* ;
PICARD, *Secrétaire adjoint*¹.

1. Arch. mun. de Bernay, P. et S., liasse h. (pas de n°).

Pièce justificative n° 22

COMITÉ DE SALUT PUBLIC

BUREAU DES
POUDRES ET SALPÊTRES

Paris, le 5 Germinal, de la II^e année de la République,
une et indivisible.

*Le Comité de Salut Public de la Convention Nationale
A l'Agent-National du district de Bernay*

Nous voyons par ta lettre du 1^{er} de ce mois que le Commissaire des poudres et salpêtres Froydevaux a été entravé dans l'exécution de nos ordres par l'extraction des bois de bourdaine, et que ces entraves sont l'ouvrage des membres de la Municipalité et du Comité de surveillance de la commune de Saint-Léger-le-Gauthier, près Beaumont. Par la lettre de la Société populaire de Conches dont nous t'envoyons copie, nous apprenons que les prévenus sont Joseph Andrieu, cy-devant domestique du nommé Dufour, ex-noble émigré, garde-champêtre de l'habitation de son ancien maître ; Loudin, maire de Saint-Léger, René Filocque et Pierre Primois, officiers municipaux, Cadet Petit, agent national et Charles Le Theillier, notable, et les membres du Comité de surveillance de Saint-Léger-le-Gauthier, savoir : Charles Lesselin, président ; Charles Baudry, secrétaire ; Robert La Croix, Louis Goret, père ; Louis Goret, et Jean-Baptiste Goret, ses fils. Tu prendras sans délai connaissance des faits, et si d'après les informations que tu auras prises, les sus-nommés se trouvent coupables de menées pour entraver l'exécution de la loi Révolutionnaire du 14 frimaire sur les Poudres et Salpêtres, tu ne négligeras rien pour les faire punir aux termes de la loi du 13 brumaire dont copie t'as été envoyée. Tu nous rendras compte dans quatre jours à partir de la réception de cette lettre de ce que tu auras fait en conséquence. Nous t'en chargeons sous ta responsabilité.

Les membres du Comité de Salut Public :
COLLOT-D'HERBOIS, CARNOT, C.-A. PRIEUR, BARÈRE¹.

1. Pièce entièrement écrite à la main, avec signatures autographes des membres du Comité de Salut Public, *Arch. mun. de Bernay*, P. et S., liasse « entraves », n° 4.

Pièce justificative n° 23¹

Service général des poudres
salpêtrées de France

Commissionnaire
Paris

Novembre 1855

Catégorie des marques de charbon des Salpêtriers
de la ville de Paris, dont ils se servent pour exercer leurs droits
sur les matériaux salpêtrés de démolition

Noms des Salpêtriers	Demeures	Marques	Noms des Salpêtriers	Demeures	Marques
Aubry	Rue d'Anvers N° 9		Ligney rue	Rue de la Harpe N° 10	
Bourguignon	Rue Montorgueil N° 30		Lucasseau	Rue de la Harpe N° 10	
Chiquet	Rue de la Harpe N° 10		Marais	Rue de la Harpe N° 10	
Deloze	Rue de la Harpe N° 10		V ^{te} Mure	Rue de la Harpe N° 10	
Gaveau	Rue de la Harpe N° 10		Mure	Rue de la Harpe N° 10	
Giboy	Rue de la Harpe N° 10		Mure	Rue de la Harpe N° 10	
Godroy	Rue de la Harpe N° 10		Poulain	Rue de la Harpe N° 10	
Langlois	Rue de la Harpe N° 10		Lucien	Rue de la Harpe N° 10	
Redonnois	Rue de la Harpe N° 10		V ^{te} Lamarche	Rue de la Harpe N° 10	
V ^{te} Ligney	Rue de la Harpe N° 10		Ferrand	Rue de la Harpe N° 10	

Constaté par le ~~Commissaire~~ Commis de l'Inspection des Salpêtriers à la résidence de Paris.

1. Pièce qui nous a été aimablement communiquée par M. FÉRON, bibliothécaire de la Préfecture de Police (annexe, quai des Orfèvres, Paris).

Index alphabétique des noms de personnes.

A

ADAM, 234.
AGRICOLA, 23.
ALBERT LE GRAND, 21, 23.
ANCELLE, 189.
ANDRIEU, 142, 223.
ANGERVILLE, 134, 135, 136.
ARBELET, 67, 88.
ARCY (D'), 34.
ASSEGOND, 152.
ARDOUIN, 197.
ARVERS, 70, 91, 92, 133, 134, 136,
137, 162, 163.
AULARD, 75, 88, 92, 99, 139.
AUPRÊTRE, 171.
AUVRAY, 211.

B

BACON (Roger), 23.
BALLAND (A.), 18, 69, 71, 134,
168, 173.
BARDY, 49.
BARRÈRE, 77, 78, 87, 100, 101, 103,
131, 146, 147, 171, 191, 200,
201, 214, 215, 223.
BAUDIN Lazare, 142.
BAUDOT, 72.
BAUMÉ, 34, 61.
BAYEN, 181.
BAYEUX, 110.
BAYVEL, 161.
BEAUTIER fils, 217.
BÉGUIN, 13.
BELLEFOY (DE), 45.
BELLLOT, 174.
BÉNARD, 152.
BÉNEZECH, 99, 100, 101, 111, 112,
118, 178, 190, 194, 204, 212.
BERGAUD, 133.

BERTHELOT (Daniel), 22.
BERTHELOT (Marcellin), 22, 25.
BERTHOLLET, 91, 167, 174.
BERTIN, 51.
BEUME (DE), 35.
BILLAUD-VARENNE, 87, 92, 108,
191, 200, 201, 214, 215.
BOILLLOT, 28.
BOIVIN, 109, 121, 197.
BONJOUR, 101.
BONNETERRE, 136.
BOUDARD, 197.
BOUDET, 71.
BOULDUK, 13.
BOURGES, 164.
BOURSIN, 178.
BOUSSINGAULT, 51.
BOUVIER, 174.
BOTTÉE, 34, 66, 67, 181.
BRANTOME, 26.
BRUNTZ (Dr.), 5, 17., 234.
BRY (DE), 28.
BULLION (DE), 67.

C

CADET DE VAUX, 173.
CAILLIOT, 87, 89, 100, 128, 199, 202.
CANTEL, 125.
CAMPAGNE, 100, 101, 215.
CAPON, 99, 100, 101, 112, 178,
193, 194, 204, 215.
CARNOT, 77, 87, 92, 100, 101, 103,
108, 147, 165, 169, 191, 200,
201, 214, 215, 223.
CARNY, 89, 167, 172, 173, 174, 199.
CARPENTIER, 70, 138, 141, 211.
CAUCHOIS, 189.
CAUSMANS, 132, 133.
CAVENTOU, 72.

CHALLAMEL, 78.
CHAMBELLAN, 189.
CHAMPY, 62, 100, 101, 181, 215.
CHANTETON LE JEUNE, 103.
CHAPTAL, 62, 71, 90, 92, 100, 168,
199, 202, 215.
CHARAS, 13.
CHÉRADAME, 71.
CHÉRUBINI, 132.
CHEVAL, 217.
CHEVRAUD, 35.
CHEVREUL, 51.
CLÉMENDOT, 122, 126, 154, 162,
216, 217.
CLOUET, 36, 46, 74.
COLEMAN, 53.
COLLOT D'HERBOIS, 108, 147, 191,
200, 201, 214, 215, 223.
COLVÉ, 197.
CORNETTE, 35.
COSSIGNY, 181.
COURTOIS, 62, 63, 175, 176.
COUTHON, 87, 108, 191, 200, 201,
214, 215.

D

DALBARADE, 99.
DARCET, 71, 72, 171, 172, 173.
DAUBANCOURT, 88, 89, 100, 128,
199, 202.
DAVY (OU DAVID), 96, 164, 165.
DELAMÉTHÉRIE, 51.
DELARUE, 153.
DELASSEUX, 164, 165.
DEMONT, 137.
DEMOYAUX, 189.
DESCROIZILLES, 70, 71, 90, 91,
92, 93, 95, 141, 142, 163, 199,
202, 211.
DESHAYES, 161.
DÉSORTIAUX, 29, 58, 60.
DINGLER, 60.
DONDEAU, 178.
DORVEAUX (Dr.), 18, 65.
DRACH (B. DE), 26.
DUBOIS, 174.
DUCAMP, 101.
DUFOUR, 142, 223.
DUFOURNY, 100, 167.
DUHAMEL, 139.
DULAC, 131.

DULAURENS, 153.
DULONG, 218.
DUMAS, 51.
DUMOURIEZ, 68.
DUPIN, 99, 100, 203.
DUPONT (Jacob), 74, 75.
DURANTHON, 188.
DUROUVRAY, 121, 122.
DUTERTRE, 153.
DUVAL, 121, 122.

E

ERNER, 136.
EUDEL, 16, 91, 96, 97, 101, 112,
125, 126, 134, 136, 137, 162,
163, 195, 196, 197, 216.

F

FABRE, 174.
FAUCHEUX, 100.
FAVÉ, 21.
FÉRON, 182, 224.
FERRET, 152, 197.
FOURCROY, 14, 71, 139, 140.
FOURNIER, 71.
FRANÇOIS I^{er}, 26, 29, 30.
FRÉCINE, 115, 116, 118, 139, 140.
FROY DE VAUX, 146, 147, 223.

G

GAMARE, 96.
GARNIER (de Saintes), 128.
GATTIER, 218.
GAVINET, 35.
GAY LUSSAC, 57, 181.
GEBER, 23.
GOSSELIN, 137.
GOSSUIN, 178.
GOLIZYN, 26.
GLAUBER, 35.
GLAZER, 13.
GOIS (François), 31.
GOUBERT, 189.
GRENET, 135.
GRIMAU, 74, 89, 174.
GUERRIER, 152.
GUILBAUD (Th.), 22.
GUILLEMIN, 71, 75.
GUIMARD, 153.
GUYTON DE MORVEAU, 14, 62,
63, 165, 167, 168, 178, 181.

H

HARDY, 161.
HAROU, 218.
HAROUT, 110.
HASSENFRATZ, 98, 167.
HENRI II, 31.
HENRI IV, 31.
HÉRAULT, 70, 139, 140.
HÉRODOTE, 23.

I

INFRAY, 133.

J

JACOTOT, 72, 75.
JANVROT, 122.
JOURDAN, 76.
JUIGNÉ (DE), 99.

K

KARAMSIN, 26.

L

LABIGNE, 197.
LA BOURDONNAYE (DE), 78.
LACLOS, 174.
LANDLOFF, 53.
LANGERRANT, 110.
LAPOSTOLLE, 135, 138.
LARUELLE, 90, 91, 134, 177.
LAVOISIER, 14, 34, 36, 61, 66, 74,
89, 95, 174.
LEBAS, 189.
LEBLANC, 100, 173.
LEBLOND, 189.
LEBORGNE, 138.
LE CORDIER, 110.
LE DANOYS, 91.
LEFÈVRE, 13.
LEFÈVRE, 111, 112, 113, 114, 119,
121, 122, 124, 125, 127, 147,
150, 151, 152, 191, 192.
LEGENDRE, 128.
LEHEC, 218, 220, 222.
LELIÈVRE, 172, 173.
LE LUS, 173.
LÉMERY, 13, 35.
LEMORT, 13.
LENOIR (Henri), 5, 17.
LENOIR (Jean-Charles-Pierre), 40,
45.

LEPRÉVOST, 121, 122.
LEQUESNE, 197.
LÉRUE (DE), 92.
L'HOPITAL, 189.
LIANCOURT (DUC DE), 174.
LIARD, 182.
LIBAUDE, 137.
LIBRI, 26.
LIMARRE (DE), 62.
LINET (Robert), 69, 87, 108,
113, 165, 191, 200, 201, 214, 215.
LIOT (A.), 90.
LONCHAMP, 57, 60.
LORGNAC (DE), 35.
LOUIS XIV, 22, 32.
LOUIS XVI, 39, 74, 187, 188.
LOUIS XVIII, 180.
LULLE (Raymond), 23.

M

MACIOT (Jean), 29.
MARCUS GRÆCUS, 21, 23, 25, 26.
MAUDUIT, 197, 206.
MAUROUARD, 52.
MAYER (C.), 55.
MÉRIEL, 197.
MÉSAIZE, 70, 90, 133, 134, 142.
MEYER, 9, 58, 60.
MILLIER, 88, 89, 100, 101, 199,
202, 215.
MONGE, 14, 131, 165, 167, 168,
180.
MONTIER, 113.
MOREL, 218.
MORIN, 134.
MOURLOT, 129, 153.
MOUTARDIER, 182.

N

NAPOLÉON I^{er}, 180.
NARRE, 125, 197.
NOIRON (DE), 62.

P

PAJOT (Claude), 122.
PELLETIER (Bertrand), 72, 171, 172,
173, 175, 181.
PELLETIER (Joseph), 72.

PELVEY, 70, 109, 110, 119, 120,
123, 124, 125, 126, 152, 191,
197.

PERRIER, 167.

PERTUIS (DE PERTHUIS DE LAIL-
LEVAULT), 108.

PHILIPPE, frères, 122, 210.

PICARD, 71.

PICARD, 218, 220, 222.

PINCHON, 197.

PIOBERT, 27.

PITT, 131.

PLINE, 23.

PLOT, 23.

PLUVINET, 39, 92, 95, 167.

POUSSIER, 17, 91.

PRIEUR (DE LA COTE D'OR), 67,
75, 77, 87, 108, 113, 146, 147,
165, 169, 174, 191, 200, 201,
214, 215, 223.

PROUST, 50, 51.

PUECH (Dr.), 71.

Q

QUANTIN, 134.

QUESNEL, 152.

QUESNOT, 140.

QUIBEL, 141.

R

RAMBAUD, 132.

RAYMOND, 72.

REINAUD, 21.

RENOU, 147.

RETTNER, 70, 138, 141.

RICHARD (C.), 68, 76, 80, 100,
103, 122, 123, 132, 138, 146,
153, 160, 178.

RIFFAULT, 34, 66, 67, 101, 173,
181.

RIVIÈRE, 200.

ROBESPIERRE, 87, 101, 108, 191,
200, 201, 214, 215.

ROCHEFOUCAULD (DE LA), 36, 46.

ROMAIN (C.), 138.

ROMME, 36.

ROUELLE, 13, 72, 90.

ROUSSEL, 152.

ROUVIÈRE, 13.

S

SAGÉ, 34 108.

SAINT-DENIS, 109, 110, 120, 125,
161.

SAINT-JUST, 191, 214.

SAUTEREAU, 164.

SCHEELE, 14.

SIMON (L.), 71, 90, 142.

SPILT, 53.

STEERK, 53.

T

TACHEREAU, 103.

TARTELIN, 72.

THÉNARD, 56.

THÉOPHRASTE, 23.

THOMENEL, 35.

THIEULIN, 152.

THOMASSIN DE SAINT-OMER, 36.

TORAUDE (L.-G.), 18, 33, 34, 37,
46, 62, 65, 173, 176.

TRONSON DU COUDRAY, 35, 36.

TROCQUE fils, 135.

TRUSSON, 71, 74.

TURGOT, 34, 37, 65, 66.

U

UPMANN, 29, 58, 60.

V

VARMES (DE), 35.

VAUQUELIN, 70, 71, 74, 75, 181.

VAUVERT, 128.

VIEILLOT, 163.

VILLANI, 26.

VIOLETTE, 51.

VYLLANTROIS, 53.

Y

YGER, 138.

W

WURTZ, 51.

Index alphabétique des noms de lieux.

A

Aisne, 92.
Alençon, 128, 129, 173.
Allemagne, 26, 28, 52.
Alpes, 116.
Alsace, 70, 76.
Amérique du Nord, 68.
Amérique du Sud, 181.
Angleterre, 51, 53, 68.
Asie, 80.
Auffay, 137.
Augsbourg, 26.
Autriche, 52.

B

Bâle, 69, 156.
Barre-en-Ouche (la), 153, 197.
Bastille (la), 78.
Bayonne, 72, 180.
Beaumesnil, 120, 122, 153, 197.
Beaumont-le-Roger, 120, 122, 146, 152, 223.
Bec d'Ambès, 76.
Bellême, 156.
Belgique, 51, 68, 76, 156.
Bernay, 5, 16, 17, 69, 70, 92, 98, 109, 110, 111, 112, 113, 115, 118, 119, 121, 122, 123, 125, 126, 127, 143, 146, 148, 150, 151, 152, 154, 155, 161, 162, 176, 189, 191, 192, 195, 196, 197, 201, 202, 203, 204, 205, 207, 210, 212, 216, 217, 223.
Berville, 197.
Besançon, 35.
Bordeaux, 145.
Bouille (la), 137.
Bourgogne, 34, 64, 72.
Brasset (le), 145.

Brionne, 122, 152, 197.
Bruxelles, 28.
Bugey (le), 62.

C

Caen, 90.
Calvados, 70, 90.
Camfleur, 120.
Cany, 137, 138.
Canteleu, 124, 137.
Caorches, 120.
Carrouges, 129.
Champ-Social (le), 152.
Chambrais (Broglie), 153, 197.
Champagne, 29.
Charente, 75.
Cher (le), 75.
Chili, 17, 182.
Clain (le), 75.
Claville-Motteville, 134, 135.
Corneville, 120.
Côte-d'Or, 122.
Conches, 147, 169, 223.
Couvielle, 120.
Crécy, 26.
Creil, 173.

D

Danemark, 52.
Darnetal, 134, 137.
Deville, 134.
Dieppe, 16, 69, 70, 90, 92, 137, 138, 139, 140, 144, 142, 155, 156, 211.
Dijon, 62, 63, 72, 75, 175.
Dobreczyn, 46.
Doudeville, 137.
Dunkerque, 68.

E

Egypte, 23.
Elbeuf, 137.
Escaut, 116.
Espagne, 52.
Essonnes, 72, 101, 174.
Eure, 69, 92, 101, 113, 119, 122,
123, 125, 126, 128, 129, 134, 137,
147, 154, 162, 188, 189, 195, 196,
218.
Eure-et-Loir, 92.
Evreux, 119, 162, 189, 216.
Europe, 67, 68, 76, 80, 124.
Eylau, 180.

F

Fécamp, 134.
Florence, 26.
Fontainebleau, 30.
France, 17, 28, 34, 36, 46, 51, 52,
54, 66, 67, 69, 70, 79, 117, 145,
165, 166, 167, 176.

G

Gaillefontaine, 137.
Gournay, 137.
Gouvillers, 70.
Grenelle, 168.

H

Hamel (le), 152.
Harcourt, 120, 122, 197.
Haute-Garonne, 123.
Haute-Vienne, 123.
Hollande, 156.
Honfleur, 137.
Hondschoote, 156.
Hongrie, 46.

I

Inde, 23, 52, 68.
Indre-et-Loire, 74, 76.
Invalides (les), 22, 173.
Italie, 26.

L

Laigle, 129.
La Fère, 72.
Landau, 68.
Languedoc, 71.
Liegnitz, 26.

Limoges, 123.
Lisieux, 197.
Loches, 75.
Loire (la), 75.
Longpont, 46.
Lorraine, 70.
Lubeck, 26.
Lyon, 68.

M

Malharquier (le), 110.
Marommes, 164.
Marseille, 145.
Mathieu, 90.
Meaux, 70, 74.
Mesle-sur-Sarthe (le), 128.
Mesnil-Rousset (le), 152.
Meudon, 174.
Meuse, 116.
Montivilliers, 137.
Montréuil (l'Argillé), 122, 152,
197.
Mont-Terrible, 76.
Mortagne, 129, 156, 174.
Moselle, 76, 116.
Mousseau, 46.

N

Nancy, 5, 51, 173, 234.
Nantes, 145.
Navarre Espagnole, 156.
Neufchâtel, 137.
Nîmes, 71.
Nord, 68, 92.
Normandie, 16, 29, 70, 176.

O

Oise, 92.
Orne, 128, 153, 156, 174.

P

Paris, 18, 35, 36, 40, 45, 51, 56,
67, 70, 71, 72, 76, 87, 88, 90, 92,
93, 102, 108, 112, 117, 118, 130,
131, 132, 134, 141, 159, 167, 168,
173, 174, 182, 187, 188, 190,
191, 192, 193, 194, 203, 204,
212, 213, 215, 223, 224.
Pas-de-Calais, 92.

Pétrograd, 21.
Picardie, 29.
Pilette (la), 110.
Plasnes, 125, 197.
Puy-de-Dôme, 145.
Puy-Guillaume, 26.
Pyrénées, 116.

R

Reims, 71.
Rhin, 69, 76, 116.
Ripault (le), 101.
Roche-Guyon (la), 34, 46.
Roche-Mabile (la), 153.
Roménil, 137.
Romilli, 172.
Romilly, 156.
Roses (les), 164.
Rouen, 16, 69, 70, 71, 90, 91, 96,
98, 103, 112, 118, 124, 128,
130, 131, 133, 134, 137, 139,
141, 145, 162, 163, 177, 196,
211, 219.
Roussillon, 68.
Russie, 26, 52.

S

Saint-André d'Hébertot, 70.
Saint-Dié, 49.
Saint-Germain-en-Laye, 30.
Saint-Laurent du Tencement, 152.
Saint-Léger du Bordel, 120.
Saint-Léger-le-Gautier, 146, 147,
223.
Saint-Valéry-en-Caux, 137.
Saint-Valéry-sur-Somme, 137.
Saintonge, 74.
Salpêtrière (la), 77.
Sambre, 116.

Sambre-et-Meuse, 69.
Sées, 128, 153.
Seine-Inférieure, 17, 69, 92, 101,
124, 125, 129, 130, 134, 139,
147, 162, 164, 195, 196.
Seine-et-Marne, 92.
Seine-et-Oise, 34, 46, 92, 99.
Sévran, 52.
Sicile, 48.
Somme, 92.
Spandau, 26.
Strasbourg, 68.
Suède, 26, 52.
Suisse, 52.

T

Thiberville, 122, 152, 197.
Tilleul (le), 120.
Toulon, 68, 76.
Touraine, 74.
Tours, 34, 75.
Tourville-la-Rivière, 164.

U

Upsal, 35.

V

Valenciennes, 68.
Vendée, 68.
Verneusses, 152.
Vesoul, 71.
Vienne (la), 75.

Y

Yonne, 29, 123.
Yvetot, 137.

W

Wattignies, 76.

TABLE DES MATIÈRES

Sources et Bibliographie.....	7
Avant-Propos	13

CHÂPITRE PREMIER

<i>Généralités sur le salpêtre : son historique. Législation et industrie du salpêtre en France.....</i>	<i>de 19 à</i>	<i>47</i>
I. Généralités sur le salpêtre ; son historique.....		19
II. Législation et Arrêtés Royaux concernant le salpêtre et les poudres		29

CHAPITRE II

<i>Aperçu chimique des divers constituants de la poudre..</i>	<i>de 48 à</i>	<i>65</i>
I. Le soufre.....		48
II. Le charbon		49
III. Le salpêtre. Purification du salpêtre brut.....		53
IV. Les nitrières artificielles.....		62

CHAPITRE III

<i>L'Extraction Révolutionnaire du salpêtre.....</i>	<i>de 66 à</i>	<i>144</i>
I. De 1789 à 1793.....		66
II. L'extraction du salpêtre sous la Terreur (aperçu général)		68
III. L'extraction révolutionnaire du salpêtre dans l'Eure et dans la Seine-Inférieure (aperçu général).....		88
IV. Les salins et polasses.....		103
V. Les ateliers révolutionnaires dans le District de Bernay.....		109
VI. Les ateliers révolutionnaires dans le département de l'Orne		128
VII. Les ateliers révolutionnaires dans le département de la Seine-Inférieure.....		130

CHAPITRE IV

<i>Le soufre et le charbon pendant la Terreur.....</i>	<i>de 145 à</i>	<i>154</i>
--	-----------------	------------

CHAPITRE V

<i>La fin de l'exploitation révolutionnaire du salpêtre...</i>	de 154 à 170
I. La fin de l'exploitation révolutionnaire du salpêtre....	155

CHAPITRE VI

Conclusion	de 171 à 184
I. Quelques considérations sur le rôle des pharmaciens sous la Terreur.....	171
II. La législation du salpêtre de l'an III à 1830.....	178
<i>Pièces justificatives</i>	de 185 à 225
Index des noms de personnes	225
Index des noms de lieux.....	229
Table des matières.....	233

Vu et bon à imprimer :

Le Doyen de la Faculté de Pharmacie,
Nancy, le 1^{er} juin 1922
D^r L. BRUNTZ.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Nancy,
Nancy, le 2 juin 1922.
Ch. ADAM.
Membre de l'Institut.

ACHEVÉ D'IMPRIMER LE 10 OCTOBRE 1922,
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
DE L'EST, A BESANÇON, POUR LES
ÉDITIONS DE LA VIE UNIVERSITAIRE. —
DIRECTION A PARIS, 13, QUAI CONTI
— ENTRE L'HOTEL DE LA MONNAIE
ET LE PALAIS DE L'INSTITUT. : : : :

